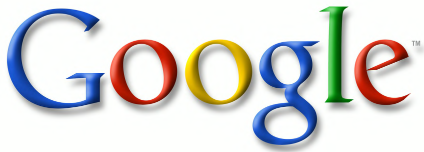






HISTOIRE

GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE

DE L'EUROPE.

TOME X.

IMPRIMERIE DE P. J. DE MAT,
A BRUXELLES.

HISTOIRE

GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE

DE L'EUROPE,

DEPUIS LES DERNIÈRES ANNÉES DU CINQUIÈME SIÈCLE
JUSQUE VERS LE MILIEU DU DIX-HUITIÈME;

PAR

M. LE COMTE DE LACÉPÈDE,

PAIR DE FRANCE,

GRAND'CROIX DE L'ORDRE ROYAL DE LA LÉGION-D'HONNEUR,
L'UN DES PROFESSEURS-ADMINISTRATEURS DU MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE,
MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES, DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE LONDRES,
ET DE TOUTES LES SOCIÉTÉS SAVANTES DE L'EUROPE.

10

TOME DIXIÈME.



BRUXELLES,

P. J. DE MAT, A LA LIBRAIRIE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE,

GRANDE PLACE, N° 1188.

1826.

HISTOIRE

GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE

DE L'EUROPE,

DEPUIS LES DERNIÈRES ANNÉES DU CINQUIÈME SIÈCLE JUSQUE VERS LE MILIEU DU DIX-HUITIÈME.

SUITE DE LA DIX-NEUVIÈME ÉPOQUE.

DEPUIS 1369 JUSQUES EN 1430.

Depuis long-temps une grande puissance d'Italie suivait le cours de ses prospérités. Pierre Loredano, amiral de la flotte vénitienne, attaqué par les Turcs auprès de Gallipoli, avait remporté sur eux une victoire complète, et les avait contraints à faire la paix (1416).

Le patriarche d'Aquilée s'étant ligué contre les Vénitiens avec Sigismond, ils avaient entrepris et terminé la conquête du Frioul (1420) sous la conduite du brave Philippe des Arcelli. Leurs armes avaient fait de grands progrès dans la Dalmatie; et, pendant que leur territoire s'accroissait, leur commerce était devenu si florissant que le seul fret de leurs vaisseaux leur rapportait plus de six cent mille ducats.

Leur bonheur paraissait devoir être d'autant plus durable que le doge Thomas Mocenigo n'avait rien négligé de ce qui pouvait accroître, parmi ses concitoyens, le progrès des lumières et de la civilisation. Il avait

commencé de former la fameuse bibliothéque de Saint-Marc; mais les nobles vénitiens se séparaient chaque jour de plus en plus de la nation. Le peuple allait bientôt se trouver entièrement étranger au gouvernement de sa patrie; les oligarques de Venise allaient être obligés, pour conserver le pouvoir, non seulement d'éblouir constamment les citoyens par la gloire de la république, de leur faire oublier leur servitude en leur assurant la justice la plus impartiale, en garantissant leurs richesses, en multipliant leurs divertissements et leurs fêtes, en favorisant tous leurs plaisirs, mais encore de se résoudre au sacrifice d'un grand nombre de jouissances de l'orgueil, de s'imposer des habitudes pénibles, de se soumettre à de redoutables investigations, de se résigner à des soupçons odieux, et bientôt d'établir l'action terrible d'un gouvernement secret, toujours prêt à frapper dans l'ombre les têtes élevées et regardées comme dangereuses.

Thomas Mocenigo termina ses jours; François Foscari, procurateur de Saint-Marc, fut choisi pour le remplacer. On ne demanda pas l'approbation du peuple comme lors de la nomination de tous les doges qui l'avaient précédé; on se contenta de faire proclamer le nouveau prince par le plus ancien des nobles électeurs (1423). Quelques siècles avant cette époque, le peuple, jaloux de ses droits, aurait renversé le gouvernement qui les aurait violés; mais la dignité de doge n'était plus la même : ce chef de la république avait perdu presque tout son pouvoir. De nouvelles entreprises commerciales occupèrent les citoyens, et de nouvelles victoires allaient exciter leur enthousiasme.

L'oligarchie ne régnait pas à Gênes comme à Venise; mais l'anarchie ne cessait d'y renaître. Le marquis de Monferrat était allé à Savone pour apaiser une sédition; les Génois, fatigués de son administration, s'insurgèrent

contre son lieutenant, qui eut à peine le temps de se sauver avec les autres officiers du marquis de Montferrat. George Adorne fut élu doge avec beaucoup de solennité (1413). Il était aimé de tous les citoyens; mais, par une nouvelle et déplorable suite du défaut de véritables lois fondamentales, les Génois étaient impatients de toute espèce d'autorité. Baptiste Montaldo, les Spinola et plusieurs autres familles opulentes excitent contre Adorne un grand mouvement populaire. Adorne abdique le dogat; Barnabé de Goano lui succède (1415). Trois mois après, il est chassé par la faction des Frégose et des Adorne, et le dogat est conféré à Thomas Frégose.

Alphonse, roi d'Arragon, veut enlever la Corse aux Génois. Il prend Calvi, et met le siége devant Bonifacio. Une flotte génoise, commandée par un frère du doge, ravitaille Bonifacio, oblige Alphonse à lever le siége, et reprend la ville de Calvi (1420).

Un ennemi plus dangereux pour Gênes veut soumettre cette république à sa domination. Philippe Marie, duc de Milan, fait marcher ses troupes contre les Génois; elles sont commandées par François Bussoni, dit Carmagnole, qui, par sa valeur et son mérite, était devenu, de simple soldat, l'un des plus célèbres capitaines de l'Europe (1421). C'était à cet habile général que Philippe Marie venait de devoir la conquête de Bergame, de Crémone, de Parme et de Brescia. Carmagnole s'empare d'Albenga; il prend plusieurs autres petites places, et assiége Gênes par terre pendant que sept galères catalanes tiennent le port bloqué. La république manquant d'argent, le doge Thomas Frégose avait vendu Livourne aux Florentins; il fait tout ce qui est en son pouvoir pour la défense de sa patrie. Mais la république subit tous les malheurs attachés à une longue anarchie : elle tombe sous la domination de Philippe Marie, et Carmagnole la gouverne au nom du duc.

Une guerre bien plus terrible ravageait la Bohême : les malheurs que les passions, l'ignorance et les préjugés avaient empêché de prévoir accablaient ce royaume; les Bohémiens, profondément irrités du supplice de Hus et de Jérôme de Prague, se confédèrent pour venger leur mort. Ils élisent pour leur chef Jean de Toveznou, dit *Ziska*, c'est-à-dire le Borgne, parce qu'il avait perdu un œil dans un combat. Une autre armée de Bohémiens se rassemble dans le cercle de Béchin sous le commandement de Nicolas, seigneur de Huffniécy. Ils se réunissent au nombre de plus de quarante mille sur une montagne pour y célébrer l'office divin; leur camp devient une ville : on la nomme *Tabor*, qui veut dire *camp*.

Ziska, investi de toute la confiance de la nation, marche à Prague à la tête de son armée, s'empare de l'hôtel-de-ville, où, suivant quelques historiens, les sénateurs sont massacrés.

Wenceslas meurt d'une attaque d'apoplexie (1419). Il n'avait pas d'enfants; son frère Sigismond prend le titre de roi de Bohême : mais les hussites le regardent comme coupable de la mort des deux docteurs dont ils vénèrent la mémoire; ils refusent de le reconnaître pour leur souverain.

Il tient une diète provinciale à Brünn en Moravie, lance les décrets les plus sévères contre les hussites, va à Breslau, et y fait mettre à mort plusieurs des insurgés. Cette conduite impolitique soulève presque tous les Bohémiens, et leur indignation devient extrême lorsqu'ils apprennent que le pape Martin V a publié une croisade contre les hussites et tous leurs adhérents. Les Taborites se joignent aux hussites; Sigismond menace d'assiéger la ville de Prague avec une armée de plus de cent mille hommes; les confédérés vont camper sous ses remparts; Sigismond néanmoins parvient à pénétrer dans le châ-

teau qui n'avait pas été pris par les insurgés, s'y fait couronner roi de Bohême par l'archevêque de Prague, et commence le siége de la ville. Les bourgeois se défendent avec le plus grand courage; Ziska, qui avait placé son camp et l'avait retranché sur la montagne qui a conservé son nom, attaque Sigismond avec tant de vigueur que ce prince est obligé de se retirer en Moravie. L'enthousiasme religieux, celui de la victoire, l'amour de la liberté enflamment les hussites. Ils ravagent les terres de ceux qui n'ont pas voulu se réunir sous leurs enseignes, prennent le château de Prague, deviennent les maîtres des principales villes du royaume, et tiennent une diète à Czaslau; ils y établissent les quatre articles fondamentaux de leur croyance; ils veulent que toutes les prières soient en langue vulgaire; que l'on maintienne la communion sous les deux espèces; que l'on ôte au clergé ses immenses possessions, et que les ecclésiastiques soient soumis dans les affaires criminelles aux tribunaux séculiers.

Ils déclarent solennellement Sigismond déchu de tous ses droits à la couronne. On forme un conseil de régence pour gouverner la Bohême jusques à l'élection d'un nouveau monarque; on propose de nommer roi de Bohême Koributh, neveu du duc de Lithuanie; et la diète lui envoie des députés (1422).

De nombreuses troupes d'Allemands portent bientôt le fer et le feu dans les champs de la Bohême; Sigismond s'avance du côté de la Moravie; Ziska disperse les troupes germaniques, marche contre Sigismond, et défait entièrement sa formidable armée auprès de Teutschbrod.

Les quatre électeurs du Rhin et plusieurs princes d'Allemagne, effrayés de tant de victoires, s'assemblent à Nuremberg. Ils se concertent pour faire cesser cette guerre désastreuse, qui est près d'incendier toute la Germanie, et qu'en écoutant les leçons de la sagesse, on aurait pu prévenir si facilement. Les citoyens de Prague se

soumettent à Koributh; mais les idées de presque tous les Bohémiens ont changé. Ziska, les nobles et les Taborites ne veulent plus d'un prince étranger; Koributh assiége en vain le château de Carlstein : il renonce à la couronne de Bohême, et se retire en Lithuanie.

Une diète générale se réunit cependant à Nuremberg. On y décide à l'unanimité que Sigismond sera secouru contre les hussites. La Germanie croit avoir besoin de s'armer tout entière contre Ziska et les confédérés; les princes désirent qu'on ait recours à une mesure extraordinaire; ils proposent de lever une grande armée régulière, de la faire soudoyer par tous les états germaniques, et de faire payer pour cet objet le centième de toutes les propriétés mobilières et immobilières. Les villes opposent une résistance invincible à l'établissement d'une armée qui menacerait sans cesse leur indépendance et les libertés de leurs citoyens. On arrête qu'on suivra les anciens usages féodaux; on dresse une liste de la cavalerie, de l'infanterie, de l'artillerie et des équipages que chaque état doit fournir comme vassal de l'empire; et cette liste forme la première *matricule* du saint empire romain.

Le nouvel électeur de Brandebourg, Frédéric de Hohezzoleren, ayant été nommé généralissime de l'armée germanique, un corps de cette armée forme le siége de Saatz. Ziska marche au secours de la place, et les troupes allemandes sont mises en déroute.

Albert III, dernier électeur de Saxe, de la maison d'Oscanie ou d'Aschersleben, meurt bientôt après cette défaite des troupes de l'empire. Sa succession est disputée par Frédéric-le-Belliqueux, margrave de Misnie et landgrave de Thuringe, l'électeur de Brandebourg, qui les réclame pour son fils le prince Jean, époux de la fille unique d'Albert, les ducs de Brunswick et le duc de Saxe Lavenbourg. Sigismond ne croyait pas pouvoir réduire les Bohémiens sans le secours du margrave de Misnie : il

lui avait d'ailleurs accordé, quelques années auparavant, une expectative solennelle sur l'électorat, le duché et le comté palatin de Saxe; et le margrave non seulement lui promet de l'assister avec toutes ses forces contre les insurgés, mais encore lui remet une somme de 100,000 florins d'or. Sigismond prononça en faveur de Frédéric-le-Belliqueux, et l'investit à Bude, avec le consentement des électeurs, du duché de Saxe, de la dignité électorale, de l'office de grand-maréchal, du palatinat de Saxe, du comté de Brême et du burgraviat de Magdebourg.

Les dangers qui menacent Sigismond s'accroissent chaque jour. Ziska, qui a défait les partisans de Koributh, réunit toutes les forces des hussites, repousse les offres du roi des Romains, s'avance vers la Moravie, et va porter les derniers coups à Sigismond; mais un de ces événements que l'on ne fait presque jamais entrer dans les calculs de la politique, et qui en dérangent souvent les combinaisons, éteint la foudre qui allait frapper le roi des Romains : Ziska meurt d'une maladie terrible et soudaine. Procope succède à ce grand capitaine dans le commandement des Taborites : il porte le ravage sur les frontières de l'Autriche et de la Bavière. Sigismond, qui ne s'occupe que du présent, ne pense qu'à se procurer des partisans et des secours, voit avec indifférence la diminution des prérogatives du trône, prévoit sans peine l'établissement d'un nombre immense de souverainetés presque entièrement indépendantes et la perte de l'unité germanique, et veut attacher à ses intérêts la noblesse immédiate de l'empire, autorise les membres de cette noblesse immédiate ou de cet ordre équestre à former entre eux, et avec tous les états germaniques, les alliances et les ligues qui pourront leur convenir.

Redoutant chaque jour davantage les progrès des hussites, il fait enlever les ornements impériaux du château de Carlstein, situé en Bohême, et les fait trans-

porter à Bude et ensuite à Nuremberg, dont le magistrat est chargé, par des lettres patentes royales que les électeurs demandent, de la conservation de ces ornements.

Le pape, conformément aux décrets des Pères de Constance, avait réuni un concile général à Pavie et ensuite à Sienne. Cette assemblée rappelle les maximes qui placent les conciles au-dessus des pontifes de Rome, et veut s'occuper de la réforme de l'Église dans son chef et dans ses membres. Martin s'empresse de la dissoudre, et ajourne à sept ans la convocation d'une nouvelle assemblée œcuménique.

Les opinions et les forces des hussites l'effraient encore davantage : il presse vivement la diète de Nuremberg de commencer une nouvelle expédition contre ces redoutables confédérés. La diète arrête qu'on lèvera six mille lances et une nombreuse infanterie (1426). Le nouvel électeur de Saxe, fidèle à sa promesse, envoie une armée nombreuse en Bohême; elle veut dégager la ville d'Aussig, que Procope assiège; Procope attaque les troupes des électeurs, les disperse, et sa victoire déconcerte les projets hostiles de la diète de Nuremberg.

Les électeurs et plusieurs autres états se réunissent cependant à Francfort. Ils arrêtent une cinquième expédition contre les hussites; le cardinal de Winchester, légat du pape, publie une nouvelle croisade contre ces insurgés, excommuniés comme hérétiques. Deux cent mille hommes se rassemblent et pénètrent en Bohême sur trois colonnes; elles sont commandées par l'électeur de Trèves, celui de Saxe et celui de Brandebourg.

L'électeur de Saxe assiège la ville de Mies; Procope vole au secours de la place; une terreur panique s'empare de l'armée saxonne. Elle se débande malgré tous

les efforts de Frédéric-le-Belliqueux, et Procope en fait un horrible carnage. Les deux autres colonnes germaniques apprennent ces terribles revers : l'épouvante les saisit ; elles fuient, se dispersent, s'évanouissent pour ainsi dire, et Procope ne trouve plus d'ennemis.

Une diète générale se réunit à Francfort au milieu des alarmes. « Vous ne devez vous attendre qu'à de nouvelles » défaites, dit avec véhémence l'électeur de Brande- » bourg. Quels désastres pouvez-vous éviter avec des trou- » pes rassemblées à la hâte, étrangères à tout mouvement » régulier, impatientes de toute discipline, et obligées » de combattre contre des soldats intrépides, endurcis à » toutes les fatigues, et qui ont remporté tant de vic- » toires et sous Ziska et sous Procope ? Vous ne pouvez » sauver la Germanie qu'en levant une armée régu- » lière, dont la solde sera payée par les états à propor- » tion de leur contingent. Sans cette mesure vous ver- » rez, malgré tout votre courage, les hussites ravager » vos campagnes, brûler vos villes et vous soumettre » à leur domination. »

Le danger présent l'emporte sur les dangers à venir. On arrête qu'on lèvera l'armée demandée par l'électeur de Brandebourg ; tous les membres et citoyens de l'empire, depuis l'empereur jusques aux simples villageois, paient une sorte de capitation. La recette générale de cette contribution est établie à Nuremberg ; chaque électeur y envoie un administrateur, et on y forme un conseil de guerre permanent pour diriger les opérations de l'armée. Le succès est loin de répondre à de si grands préparatifs ; les insurgés combattent pour leur indépendance, pour leurs libertés, pour leurs opinions religieuses : la victoire leur reste fidèle. Sigismond veut négocier avec eux ; ils le déclarent de nouveau déchu de tous ses droits à la couronne de Bohême pour avoir violé la promesse qu'il avait faite à la nation, li-

vré au dernier supplice Jean Hus et Jérôme de Prague, et avoir voulu couvrir la Bohême de croisés et d'ennemis étrangers. Combien de sang ce supplice de Jean Hus et de Jérôme de Prague doit faire encore couler dans la Bohême et dans la Germanie!

Un grand homme de guerre venait de changer en Italie les destinées de deux états puissants. François Carmagnole, mécontent de Philippe Marie, duc de Milan, avait quitté le service de ce prince, et s'était retiré chez les Vénitiens, les rivaux de Philippe Marie (1425). Il les engagea à se liguer avec les Florentins contre le duc qui l'avait offensé, fut nommé généralissime de leur armée, prit la ville de Brescia et sa citadelle, remporta plusieurs victoires sur les troupes du duc, conquit une grande partie des ses états, et Philippe Marie n'obtint la paix, malgré la médiation du pape Martin V, qu'en abandonnant aux Vénitiens le Bressan, le Bergamasque et une grande partie du Crémonais.

Le duc de Milan ne céda aucune portion de ses états aux Florentins, alliés de Venise; mais leur puissance avait déjà pris un grand accroissement par la conquête de Pise, qu'ils avaient assiégée sous la conduite de Luc de Fiesque, et que la trahison leur avait livrée avec son territoire.

Ils perdirent, dans l'année où ils firent la paix avec Philippe Marie, un citoyen illustre, un riche négociant, un homme vertueux, Jean de Médicis, qui, à l'exemple de son grand-père Silvestre de Médicis, avait rendu de grands services à sa patrie, en qualité de gonfalonier, maintenu par sa sagesse la tranquillité intérieure de la république, et mérité par ses vertus le nom si touchant et si beau de père des pauvres et des malheureux; c'est de lui que devaient descendre de grands hommes destinés à faire le bonheur de leurs concitoyens, à favoriser les progrès des sciences, des lettres et des arts, et

à rendre leur renommée inséparable des souvenirs d'un des plus beaux siècles.

Leur gloire devait être partagée par Alphonse V, dit le Sage et le Magnanime, roi d'Arragon, de Sicile et de Naples.

Plus de quarante ans s'étaient écoulés depuis la mort de don Pèdre IV, roi d'Arragon, que sa dissimulation et sa cruauté avaient fait détester des Arragonais (1387). Pendant les dernières années du long règne de ce don Pèdre, l'Arragon, dont toutes les forces avaient été employées à tâcher de s'assurer de Majorque, de conserver la Sardaigne, de conquérir la Corse, de soumettre la Sicile, était resté étranger aux guerres de la Castille et du Portugal. Mais quel acte que celui que la tyrannie aristocratique, ne conservant plus aucune retenue, avait dicté aux états d'Arragon six ans avant la mort de don Pèdre ! ces états avaient décidé que les sujets ou vassaux ne pourraient plus exercer aucune action contre leurs seigneurs, *réservant à Dieu le soin de punir les grands qui se rendraient coupables d'injustice* (1381). Combien le monarque et la nation auraient dû voir le besoin qu'ils avaient l'un de l'autre! les vassaux avaient élevé leurs voix vers le trône. Don Pèdre était dur, ferme et impérieux ; et néanmoins il avait craint d'irriter ces grands si fiers, si despotes, si indépendants du trône, si unis entre eux et toujours prêts à soutenir leurs prétentions par la violence.

Jean Ier, fils de don Pèdre IV et de Léonore de Sicile, avait succédé à son père. Marié en premières noces avec la fille de Jean, comte d'Armagnac, il avait demandé au roi de France des poètes et des musiciens, et réuni auprès de lui des troubadours qui faisaient des vers en langue limosine, et en langue gascone que parlait son épouse.

Il passait sa vie au milieu des fêtes, des concerts, des

danses, des festins; et par un affreux contraste, séduit par la déposition d'un juif, il avait tenu une conduite barbare envers sa belle-mère, la reine douairière Sybille de Fortia; on l'avait déclarée convaincue d'avoir *ensorcelé* le feu roi, et *maléficié* celui qui régnait. Les amis de la reine avaient péri dans les flammes; elle allait être brûlée elle-même, et Jean ne lui avait fait grâce que pour ne pas déplaire au pape qui siégeait à Avignon (1395).

Jean Ier était mort sans enfants; Martin son frère lui succéda : nous l'avons vu combattre en Sicile pour assurer la couronne de ce royaume à son fils, et remporter une grande victoire sur les Génois, qui s'étaient emparés d'une partie de la Sardaigne.

Sa première femme, Marie Lopez de Lune, étant proche parente de Pierre de Lune, pape sous le nom de Benoît XIII, il fut un des plus chauds partisans de ce pontife.

(1410) Il mourut sans enfants comme son frère; et en lui s'éteignit la postérité masculine des anciens comtes de Barcelone, qui régnaient sur l'Arragon depuis Raymond Bérenger IV, époux en 1137 de Pétronille, fille et héritière de Ramire II, roi d'Arragon.

La succession de Martin fut disputée par le comte d'Urgel, le duc de Candie, le comte de Lune, le duc d'Anjou et Ferdinand, infant de Castille.

Cette Castille avait été heureuse sous son roi Henri II ou Henri de Transtamare, ce brave et généreux successeur du cruel ou plutôt du barbare don Pèdre. On lui a reproché avec raison de s'être procuré l'argent qui lui était nécessaire, en faisant frapper des *crusades*, des *réales* ou *réaux* d'argent, et des *réales* ou réaux de *vellon* ou de cuivre, et en leur assignant une valeur nominale trop supérieure à leur valeur réelle. Mais que n'auraient pas pardonné les Castillans à un prince chéri qui avait succédé à un monstre!

Il avait récompensé avec magnificence et Duguesclin et tous les Français auxquels il devait sa couronne. Il saisit avec empressement une occasion éclatante de témoigner sa reconnaissance à la France. Une flotte d'Angleterre menaçait les côtes de Saintonge, où Duguesclin combattait contre les Anglais : Henri envoya sa flotte contre celle d'Angleterre. Les deux armées navales se rencontrèrent à la vue de La Rochelle ; le combat fut mémorable : ceux des vaisseaux anglais qu'on ne coula pas à fond furent pris et amenés dans les ports du roi de Castille (1371).

Ferdinand, roi de Portugal, avait abandonné le parti de Henri après la mort de don Pèdre, et réclamé, les armes à la main, la couronne de Castille, comme petit-fils de Béatrix, fille du roi de Castille Sanche IV. Il s'était confédéré avec don Pèdre IV, roi d'Arragon : Henri le contraignit à demander la paix, et à promettre d'épouser Léonore, fille de Henri. Ferdinand, infidèle à sa promesse, se maria néanmoins avec Léonore Tellez, dont il était épris, et dont il avait fait casser le mariage avec Laurent d'Acunha : la guerre recommença. Ferdinand se ligua avec le duc de Lancastre ; mais le Portugal fut ravagé, la ville de Lisbonne assiégée, et Ferdinand contraint de recevoir de nouveau la paix de Henri, de renoncer à l'alliance de l'Angleterre, et de promettre d'envoyer une flotte au secours de la France toutes les fois que le roi de Castille le demanderait.

Henri, vainqueur du Portugal, forme un grand projet : il veut enlever aux Maures le royaume de Grenade, et les chasser entièrement de la péninsule ; il invite les plus braves chevaliers de la chrétienté à prendre part à cette expédition, que l'Europe entière regarde comme sainte et expiatoire ; il envoie un héraut à Louis II, duc de Bourbon. Le prince français reçoit à Moulins le héraut du roi de Castille : il choisit cent chevaliers parmi

les plus valeureux de ses domaines (1374). *Messieurs, leur dit-il, frères et amis, au plaisir de Dieu, vous avec moi, et moi avec vous irons en son saint service, contre les mécréants, dont nous devons tous nous esjouir, car meilleur maître ne pouvons avoir. Tout soit fait en son saint nom.* Il part, passe par Avignon, demande la bénédiction du pape Grégoire XI, et le frère de la malheureuse Blanche de Bourbon fait une entrée solennelle dans Burgos, accompagné des grands de Castille, qui étaient allés au-devant de lui. Mais le Portugal menace de recommencer la guerre. Henri est obligé d'ajourner l'expédition de Grenade; et Bourbon, qui n'était venu en Espagne que pour combattre les Maures, repart pour sa patrie. Henri ne peut faire accepter à ce prince que quelques chevaux, des chiens de chasse, des tapis veloutés et des cuirs ornés de figures.

Le roi de Castille ne vécut pas long-temps après le départ de Bourbon (1379). Son testament renferma une disposition dont on loua la sagesse, qui pouvait être en effet approuvée pour l'avenir, mais qui, relative au passé, était une règle rétroactive et par conséquent injuste : il ordonna que les héritiers collatéraux ne succèderaient pas aux terres du domaine de la couronne, concédées par lui ou par ses prédécesseurs.

Jean Ier monta sur le trône après la mort de son père, Henri Transtamare. La ville de Burgos voulut payer les frais du couronnement, et toute la Castille témoigna sa joie de se voir gouvernée par un jeune prince qui paraissait devoir suivre les traces du monarque dont la mémoire était chère.

Jean s'empressa de donner l'ordre de la chevalerie à cent jeunes nobles qui s'étaient distingués par leur valeur dans les dernières guerres (1379). Fidèle aux conseils de son père, il renouvela l'alliance de la Castille avec Charles V, roi de France, et envoya une flotte

menaçer les côtes de la Bretagne, dont le duc s'était ligué avec l'Angleterre. Don Fernand Sanchez de Touar, *amirante* ou amiral de Castille, conduisit cette flotte jusque dans la Tamise, répandit dans la ville de Londres les plus vives alarmes, et se retira avec un riche butin.

Les juifs étaient nombreux dans la Castille; ils y possédaient de grandes richesses; ils se gouvernaient suivant leurs lois; ils excitèrent l'envie : on les accusa d'avoir abusé cruellement de leurs priviléges; on leur ôta le droit de juger les différents qui s'élevaient parmi eux.

La guerre cependant se renouvela entre la Castille et le Portugal, soutenu par l'Angleterre. Les Castillans s'étaient emparés de plusieurs places portugaises, lorsqu'on vit arriver au secours du roi Ferdinand Edmond de Langley, comte de Cambridge et frère du duc de Lancastre, qui ne voulait pas renoncer à ses prétentions sur la couronne de Castille (1381).

Les Anglais étaient réunis auprès de Lisbonne : Jean leur envoya le cartel suivant. « J'ai appris qu'Edmond » de Cambridge, arrivé en Portugal, à la place du duc » de Lancastre, son frère, a mené avec lui un grand nom» bre de braves et de troupes aguerries. S'ils s'appuient » sur la justice de leur cause, et s'ils comptent sur la » valeur de leurs soldats, ils n'ont qu'à se préparer » au combat. J'irai leur livrer bataille dès que je me » serai rendu maître d'Almeïda; mais, pour leur épar» gner la moitié du chemin, je marcherai deux jour» nées au-devant d'eux, parce que je mets ma confiance » dans la bonté de ma cause et dans la protection du ciel, » qui favorise toujours la justice. » Le roi de Portugal viola le droit des gens, et fit mettre dans les fers le héraut qui avait porté le cartel.

Le comte de Cambridge avait amené avec lui son fils

Édouard, qui n'avait encore que six ans; il fut décidé qu'il épouserait Béatrix, fille de Ferdinand.

Jean créa deux maréchaux de Castille destinés à commander les armées sous le connétable, et en qualité de ses lieutenants-généraux; il conféra ces deux dignités à don Ferdinand Alvarez de Tolède et à don Pierre Rutz Sarmicato. Un grand nombre de chevaliers de Bretagne, de Picardie, de l'Ile-de-France, de Beauce, d'Anjou, du Maine, du Blésois et du Berri, autorisés par le roi de France Charles VI, s'empressèrent de venir combattre contre les Anglais sous les bannières castillanes. Une grande bataille allait être donnée; elle devait être décisive : tout annonçait que la victoire allait favoriser les Castillans, lorsqu'on parvint à faire signer la paix par Jean et par Ferdinand (1382). Les Anglais s'étaient rendus odieux par leurs excès : il ne fut plus question du mariage de Béatrix avec le jeune Édouard, fils du comte de Cambridge, et une des conditions du traité fut que la flotte castillane ramènerait les Anglais dans la Grande-Bretagne.

La mort de Ferdinand rendit bien courte la durée de cette paix. Ce prince, quelques mois auparavant, avait accordé la main de sa fille Béatrix à Jean Ier : le monarque castillan, d'après les clauses de son contrat de mariage avec l'héritière du Portugal, devait succéder à son beau-père; mais les Portugais détestaient les Castillans, et Ferdinand avait laissé deux frères, don Juan, fils de Pierre Ier et de la belle Inès de Castro, et un autre don Juan fils naturel de Pierre Ier et de Thérèse Lorenzo, et grand-maître de l'ordre d'Avis : tous les deux avaient hérité des passions vives de leur père; don Juan, le fils d'Inès, avait épousé secrètement Marie Tellez, sœur de la reine Léonore. La reine, ayant appris ce mariage et ayant conçu de grandes craintes, eut la scélératesse d'inspirer à don Juan de faux soupçons sur la fidélité de Marie. Don Juan, hors

de lui-même, avait égorgé son épouse et s'était retiré en Castille : le roi Jean le gardait prisonnier. Les Portugais proclament le grand-maître d'Avis régent du royaume, et déclarent la guerre au roi de Castille, qu'ils ne veulent pas reconnaître pour leur monarque (1383).

La reine Léonore excite une conjuration en faveur de son gendre. Le régent poignarde, en présence de la reine, Jean Fernandez d'Andeyro, favori de Léonore, un des principaux conjurés, et fait arrêter et punir les autres conspirateurs. Léonore se retire à Santaren, et demande du secours à son gendre; mais le roi de Castille se méfie de ses intrigues, la fait conduire à Tordésillas, et ordonne qu'elle soit renfermée dans un couvent où elle mourut quelque temps après.

Ce prince entre en Portugal, prend plusieurs villes, parvient jusques à Lisbonne, et en forme le siége : les suites d'une guerre cruelle font naître de funestes maladies. La peste règne dans le camp du roi Jean : elle devient affreuse; chaque jour voit périr plus de deux cents hommes, et un grand nombre de chefs castillans succombent sous ce fléau terrible (1384).

Obligé de lever le siége de Lisbonne, et de se retirer dans ses états, Jean revient l'année suivante avec une nouvelle armée (1385).

Les états du Portugal s'étaient assemblés à Coïmbre : le jurisconsulte Jean de la Regras avait prononcé un discours solennel pour prouver que Béatrix n'était pas la fille légitime de Ferdinand, que les enfants d'Inès de Castro étaient nés d'un mariage contracté contre les lois, et que les états devaient élire un monarque. Les états avaient offert la couronne au régent : il l'avait acceptée, et s'était mis à la tête de ses troupes.

Quarante mille hommes sont sous les ordres du roi de Castille : les Portugais ne sont qu'au nombre de dix mille; ils se rencontrent auprès de la ville d'Aljubarota. Les

Castillans se croient si sûrs de la victoire, qu'ils négligent les avantages du terrain, veulent combattre, quoique fatigués par une longue marche et des chaleurs excessives, et détachent un corps de cavalerie pour couper toute retraite à l'ennemi.

Un vieux chevalier français, habile capitaine, et ambassadeur auprès du roi de Castille, avait obtenu de suivre ce monarque à l'armée : il se nommait Jean de Rie. « Je suis étranger, dit-il au roi Jean, et il me convient » peu de donner des conseils; mais puisque vous me » permettez de parler, je dirai mon avis avec liberté. J'ai » blanchi dans les guerres de France, j'ai appris que les » plus grands capitaines comptent pour beaucoup l'a- » vantage du lieu où se donnent les batailles rangées, et » que l'art de le ménager est celui des maîtres dans notre » métier. On vient de dire que les Portugais ont moins » de troupes que nous; je croirai même, si on le veut, » qu'ils sont moins braves et moins habiles : mais dans » la situation où ils sont, à quoi nous servira le grand » nombre, sinon à nous embarrasser? L'avantage du » terrain, qui met l'ordre, la sûreté et l'union dans leur » armée, ne peut-il pas rendre inutiles les autres avan- » tages dont nous nous flattons? Ne nous avançons pas » pour combattre; si les ennemis abandonnent la position » favorable qu'ils ont choisie, et s'avancent vers nos » rangs, nous nous prévaudrons du nombre; s'ils ne » viennent pas vers nous, employons la nuit, trop pro- » che d'ailleurs pour livrer un combat, à donner aux » soldats un repos et un rafraîchissement dont ils ont » besoin; ils n'ont pas mangé de tout le jour; ils sont fa- » tigués d'avoir été si long-temps sous les armes. Je me » souviens d'Azincourt : mes pères m'ont parlé de Poi- » tiers et de Crécy. Les Portugais ne peuvent nous échap- » per si nous avons la patience d'attendre, ou s'ils » s'approchent pour nous combattre, ou si la disette de

» vivres, qu'ils commencent d'éprouver, les oblige à des » mouvements dont nous profiterons. Voilà l'avis d'un » vieux guerrier, sire; je suivrai vos ordres; vous ne » courrez aucun péril que je ne le partage. Mais, j'ose » vous le prédire, si vous vous déterminez au combat, » vous courez à une défaite. » Les conseils de Jean de Rie ne sont pas écoutés; la bataille se donne. Les Portugais sont vainqueurs : Jean de Rie fait en vain des prodiges de bravoure; il périt glorieusement sur le champ de bataille. La reconnaissance et l'admiration des Castillans ont immortalisé son nom. Jean est contraint de rentrer dans la Castille.

Don Juan, sur la tête duquel la victoire vient d'affermir la couronne, ordonne qu'on bâtisse un monastère de l'ordre de Saint-Dominique à l'endroit même où il a combattu avec tant de succès, et il donne le duché de Bragance à son connétable Nugno Alvarez Pereyra, dont l'héritière devait épouser un jour don Alphonse de Portugal, auteur de la maison de Bragance (1386).

Don Juan victorieux renouvelle l'alliance du Portugal avec l'Angleterre; le duc de Lancastre lui amène un corps considérable d'Anglais; don Juan épouse sa fille, la princesse Philippine, et porte la guerre dans la Castille.

Le monarque castillan avait promis la noblesse à tous ceux qui serviraient à leurs dépens pendant un temps déterminé, et avec un cheval et des armes (1387); il met toutes ses places en état de défense; et, instruit par la funeste expérience d'Aljubarota, il observe avec soin les mouvements des ennemis, les harcelle, et ne hasarde aucune affaire décisive. La mésintelligence se met bientôt entre les Anglais et les Portugais, qui ont conservé leur secrète animosité contre les Anglais : entourés des troupes du roi de Castille, et continuellement menacés par ce monarque, ils ne peuvent se procurer les vivres

qui leur sont nécessaires; la disette qu'ils éprouvent est suivie de maladies dangereuses; ils sont obligés de demander la paix : les Anglais rendent toutes les places qu'ils occupaient dans la Galice; le duc de Lancastre et son épouse la duchesse Constance, fille de Pierre-le-Cruel, envoient au roi Jean Ier une couronne d'or qu'ils avaient préparée pour eux-mêmes; ils renoncent à toutes leurs prétentions sur la Castille, quittent les armes de ce royaume, et arrêtent le mariage de leur fille Catherine avec Henri, fils aîné du roi Jean, auquel son père confère le titre de prince des Asturies (1387).

Le roi Jean cependant conservait le plus vif désir de voir sur sa tête la couronne de Portugal; on lui avait persuadé que les Portugais le reconnaîtraient sans peine pour leur souverain s'il renonçait à la couronne de Castille; il assembla en conséquence à Guadabajora les états de son royaume (1390); il leur proposa de céder le trône de Castille à son fils aîné le prince des Asturies, et de ne se réserver que l'Andalousie, qu'il voulait défendre lui-même contre les Maures. Les états déclarèrent qu'ils ne consentiraient jamais à voir un roi, capable de bien gouverner et en âge de régner long-temps, céder sa place à un jeune prince dont la minorité troublerait le royaume.

Ils adoptèrent ensuite un grand nombre de lois importantes; une amnistie générale fut accordée à ceux qui avaient pris le parti des Portugais ou qui s'étaient joints aux troupes du duc de Lancastre; on statua que les Castillans ne pourraient être à la solde d'aucun prince étranger; on régla qu'on entretiendrait même en temps de paix quatre mille hommes d'armes, quinze cents chevau-légers et mille archers, et qu'ils seraient assujettis à une exacte discipline; on soumit toutes les justices particulières à la justice royale; on défendit aux patrons laïques de s'établir avec leurs enfants, leurs amis, leurs

domestiques, dans la maison des bénéficiers qu'ils avaient nommés, d'en conserver les revenus, et de laisser à peine le plus faible salaire aux ecclésiastiques chargés du soin des paroisses; le pape fut prié de ne plus conférer à des étrangers des bénéfices castillans; et après avoir proposé ou sanctionné ces règlements si utiles, le roi Jean voulut que les états fixassent les sommes destinées à l'entretien de sa maison.

Désirant d'attacher de plus en plus les jeunes nobles au service de leur patrie, il créa un nouvel ordre de chevalerie, qu'il nomma du *Saint-Esprit*, et dont la décoration était une colombe d'or entourée de rayons, et suspendue à un collier du même métal.

Plusieurs grands du royaume imitèrent son zèle pour le bien public, et don Pedro Tenorio, archevêque de Tolède, fit bâtir sur le Tage un pont auquel on donna le nom de Pont de l'Archevêque.

Sa réputation de justice prolongea la paix avec les Maures; le roi de Grenade lui envoya des présents magnifiques, et lui demanda de proroger la trève qui existait entre les deux couronnes, et qui avait fait fleurir dans le royaume de Grenade l'agriculture, l'industrie et le commerce.

Allant visiter l'Andalousie, Jean s'arrêta dans la ville d'Alcala, pour y voir des guerriers africains nommés *farfanes* monter des chevaux dressés avec beaucoup de soin; son cheval fit un faux pas, s'abattit, et le jeta si violemment contre la terre qu'il mourut à l'instant, n'ayant encore que trente-trois ans, et pouvant espérer un règne des plus heureux.

La mort de ce monarque amena la minorité que les états avaient voulu éviter: Henri III, son fils et son successeur, n'avait que onze ans; l'archevêque de Tolède, qui était à la tête des affaires, ordonna qu'on déployât l'étendard royal, fit reconnaître le nouveau roi dans la

junte dês grands, qui rendirent hommage au jeune Henri, lui baisèrent la main, lui prêtèrent serment de fidélité, et prescrivit les mesures nécessaires pour que le nouveau monarque fût proclamé dans toutes les villes du royaume.

Pendant que la minorité de Henri laissait le gouvernement sans force, de grands crimes furent commis; des discours fanatiques excitèrent contre les juifs la populace de Séville, de Cordoue et de plusieurs autres villes du royaume; leurs maisons furent pillées, leurs synagogues brûlées, et un grand nombre de ces malheureux juifs fut massacré.

Plusieurs grands se disputaient d'ailleurs la régence; leurs divisions avaient des suites déplorables; les revenus étaient dilapidés; le désordre était dans toutes les branches de l'administration, et le trouble dans tout le royaume. Henri allait atteindre quatorze ans; il avait autant de prévoyance que de caractère : il vit tous les maux de l'état, et voulut les faire cesser. « La patrie, » dit-il aux grands du royaume qu'il avait convoqués, » exige un gouvernement ferme qui la délivre de tout » ce qu'elle souffre; je vais prendre les rênes de l'état » et me dévouer au salut de la Castille. » Les grands applaudirent à sa noble et patriotique résolution (1393).

Il rétablit l'ordre dans les finances, recouvra les revenus aliénés, modéra les pensions trop fortes que ses parents ou les autres grands du royaume s'étaient fait accorder, et, aimé des Castillans, il parvint à dissiper les cabales et à étouffer les séditions excitées par ceux que mécontentaient ses économies.

Il épousa Catherine de Lancastre, conformément à l'arrangement adopté par son père et par celui de la princesse.

L'année suivante, la guerre faillit à recommencer avec les Maures; un ermite visionnaire, nommé Jean Sago,

persuada à don Martin-Yvan de Barlude, grand-maître de l'ordre d'Alcantara, que Dieu l'avait destiné à chasser les Maures de l'Espagne; le grand-maître envoya défier le roi de Grenade; il proposa un combat de un, ou de vingt, ou de trente, ou de cent chrétiens contre le double de musulmans; son défi ayant été rejeté avec dérision, il attaqua les Maures à la tête de quatre mille chevaliers qui se croyaient invulnérables sur la parole de l'ermite; les Maures les enveloppèrent; ils périrent tous ainsi que Sago, qui les avait suivis. Le roi de Castille se hâta de désavouer le grand-maître, et la trève avec les Maures ne fut pas rompue (1394).

Celle que la Castille avait faite avec le Portugal fut violée deux ans après; et à quelle barbarie pouvait aller, à cette époque, la haine d'un peuple contre un autre! les Portugais surprirent la ville de Badajoz, les Castillans portèrent le ravage dans les campagnes de leurs ennemis; plusieurs villes portugaises furent brûlées; un combat naval fut livré; les Castillans vainqueurs jetèrent dans les flots quatre cents prisonniers de guerre (1396).

Cet acte horrible fut suivi d'un fléau que les amis de l'humanité se seraient plu à regarder comme un châtiment du ciel, s'il n'était tombé que sur les coupables; une peste des plus dévastatrices parcourut toute l'Espagne; le sixième des habitants de la Castille fut enlevé, et l'on se crut obligé de permettre aux veuves, malgré les anciens usages et les lois du royaume, de se remarier avant la fin de l'année de leur deuil (1400).

La crainte de la contagion n'empêcha pas néanmoins le roi, la cour et un nombre immense d'autres Castillans de se rendre à Séville; un grand objet de curiosité les y attira; on venait de placer dans la grande tour de la cathédrale la première horloge sonnant qu'on eût vue dans la péninsule espagnole.

Dans la même année, Henri III obtint un succès dont

les suites pouvaient être d'une grande importance; les flottes envoyées contre des pirates africains conquirent Tétuan, repaire de ces pirates, et l'on vit briller sur les rivages de l'Afrique musulmane les enseignes chrétiennes de la Castille.

C'est vers cette époque qu'on a placé la mort d'un chevalier de l'ordre de la Bande, dont l'histoire s'est occupée un moment: il se nommait Martin Bozo; il était parvenu jusques à l'âge de cent vingt ans, avait fait près de cent campagnes, s'était trouvé à un nombre prodigieux de siéges et de batailles, et s'était toujours distingué par sa bravoure et sa loyauté. Henri honora sa mémoire. Touché des malheurs de son peuple, ce roi, digne descendant de Jean Ier et de Henri de Transtamare, ne voulut rien négliger pour adoucir les funestes suites des guerres et de la peste; il assembla à Tordésillas les états de Castille; on supprima l'impôt nommé *moneta*, et qui, tombant particulièrement sur les cultivateurs, faisait déserter les campagnes, et l'on fit des règlements pour arrêter les vexations des receveurs des contributions (1401).

Sensible à toute sorte de gloire, Henri avait été frappé du nom de ce Tamerlan, qui paraissait destiné à commander au monde, et dont les conquêtes retentissaient jusques à l'extrémité de l'Europe; il lui envoie des ambassadeurs : Tamerlan voit avec plaisir ses exploits admirés à l'occident comme à l'orient de la terre; il connaît la valeur des Espagnols; il veut que des ambassadeurs tartares portent à Henri de magnifiques présents (1402).

Mais à peine Henri avait-il reçu ces témoignages de l'estime du conquérant qui faisait trembler l'Asie, qu'une nouvelle calamité s'appesantit sur ses états; de vastes inondations succédèrent à la guerre et à la peste; des pluies abondantes, des averses multipliées firent fondre avec rapidité les neiges de ces montagnes si élevées dont

lès chaînes immenses parcourent dans tant de sens la péninsule espagnole, grossirent les torrents, enflèrent les rivières; et les eaux des fleuves, s'élevant avec violence, surmontèrent leurs bords, s'étendirent dans les campagnes, et les plaines du Douro, du Tage, de la Guadiana et du Guadalquivir ne furent bientôt plus que d'immenses fleuves dont les flots précipités avec force renversaient les arbres, détruisaient les édifices et entraînaient leurs déplorables ruines (1403).

Mais quelle série de grands événements va commencer! quels changements se préparent! quelle activité nouvelle va être déployée! quels succès vont présenter le commerce et l'industrie! quel progrès ces accroissements aussi féconds que rapides ne feront-ils pas faire à la civilisation! de quel nouvel éclat l'Europe est destinée à briller!

Une expédition peu importante en elle-même va être, pour ainsi dire, le signal de navigations hardies, de voyages audacieux, des plus grandes découvertes.

Des navigateurs catalans et génois avaient été jetés en 1343, par la tempête, sur les côtes des îles qu'on a nommées Canaries, que les anciens connaissaient sous le nom de Fortunées, et qui, assez voisines des rivages occidentaux de l'Afrique, sont situées entre le vingt-sixième et le trentième degré de latitude septentrionale; on n'avait fait presque aucune attention, pendant plus de soixante ans, à cette seconde découverte d'un archipel composé de sept îles principales et de quelques autres îles moins considérables, et dont la fertilité et la douce température devaient être célébrées par les modernes comme elles l'avaient été par les anciens.

Vers 1405 Jean de Béthancourt, noble normand du pays de Caux, rempli d'ardeur, de courage et de constance, imagina de conquérir à ses dépens ces îles heureuses: il s'adressa à Henri III de Castille; autorisé par

ce monarque, qui semblait prévoir la puissance, les richesses et les empires que l'Espagne devrait un jour à de hardis voyageurs, il partit pour les Canaries et soumit trois des sept grandes îles, Lancerote, Ventura-Tuerte et l'île de Fer, la plus occidentale des îles Fortunées, et dont le méridien devait être choisi par les géographes de tant de nations pour commencer le premier degré de longitude. Son neveu, Maciot de Béthancourt, joignit Gomère à ces trois îles; et plus tard les enseignes européennes furent arborées sur la grande Canarie, Palme, et Ténériffe, fameuse par son vin de Malvoisie, ses fruits, ses serins et le volcan dont le sommet s'élève dans les nuages jusques à la hauteur de trois mille sept cent dix mètres.

Cependant la santé de Henri dépérissait chaque jour. Le roi de Grenade croit les circonstances favorables pour exécuter le projet qu'il avait formé depuis long-temps de s'emparer de l'Andalousie, et de rétablir à Cordoue ou à Séville le trône des musulmans. Il déclare la guerre à la Castille, et entre dans l'Andalousie à la tête de trente mille Maures; il défait l'armée du maréchal de Herrera; mais il est battu par Manrique.

Sa défaite remplit les Castillans d'enthousiasme; ils veulent entreprendre la conquête du royaume de Grenade, et délivrer la péninsule de la domination des musulmans. Henri, surmontant sa faiblesse et ses maux, convoque à Tolède les états de son royaume: on y arrête de grands préparatifs. Henri propose de réunir dix mille lances, quatre mille chevau-légers, cinquante mille hommes d'infanterie, six gros canons nommés *lombards*, cent pièces d'artillerie de campagne; cinquante vaisseaux et trente galères doivent être équipés.

Grenade conçoit les plus grandes alarmes; mais la mort de Henri les dissipe. Son fils Jean II n'avait pas deux ans; les états redoutent une longue minorité: ils

offrent le sceptre à don Ferdinand, frère de Henri, et dont on connaissait la valeur et l'habileté; ils le pressent de l'accepter. Ferdinand les refuse et invoque lui-même les lois en faveur de son neveu. Les états admirent sa noble loyauté, s'écrient : *Castille à Jean II!* nomment Ferdinand régent avec Catherine de Lancastre, veuve de Henri III, et, pour éviter de fâcheuses contestations, décident que la reine-mère gouvernera le royaume de Léon, la Biscaye et la vieille Castille, et que la nouvelle Castille, la Murcie et l'Andalousie seraient sous les ordres de don Ferdinand.

(1407) Les Maures continuent la guerre qu'ils avaient déclarée. Joseph, roi de Grenade, entreprend le siége de Jaen avec quatre-vingt-dix mille hommes. Le régent de Castille va prendre solennellement dans la cathédrale de Séville l'épée de saint Ferdinand, regardée comme un gage de la victoire, fait lever le siége de Jaen, prend la ville de Pruna, envoie vers Malaga des détachements qui reviennent chargés de butin, apprend que l'amirante de Castille a mis en fuite les flottes des rois de Tunis et de Trémecen, dont le roi de Grenade avait réclamé le secours, et néanmoins se croit obligé de suspendre ses succès, et accorde aux musulmans la trève qu'ils demandent.

Mais après trois ans cette trève expire; les états de Castille accordent au régent 150,000 ducats pour recommencer la guerre; et, malgré leur confiance entière dans ce prince, établissent des règles sévères pour constater le légitime emploi de cette somme.

Ferdinand forme le siége d'Antequerra : le roi de Grenade envoie cent mille hommes au secours de la place; le régent avait à peine vingt mille hommes avec lui; mais ils étaient dignes, par leur courage et leur discipline, de combattre sous ses ordres et pour leur patrie. Il présente la bataille aux musulmans. L'évêque de

Valence se distingue parmi tous les vassaux réunis sous les bannières de la Castille ; il fond sur les Maures qui allaient l'attaquer, les enfonce, les culbute, les disperse malgré tous leurs efforts, et les empêche d'autant plus facilement de se rallier qu'ils sont peu accoutumés à l'ordre et à la discipline : cet échec influe sur toute l'armée grenadine. Ferdinand précipite ses guerriers sur les Maures; la résistance des musulmans est vaine; ils sont mis en fuite, massacrés ou faits prisonniers (1410). Le régent prend la ville assiégée, et la Castille reconnaissante lui donne le titre d'infant d'Antequerra.

Vers le temps de cette grande victoire, le royaume d'Arragon, dont plusieurs prétendants disputaient le trône vacant par la mort de Martin Ier, était menacé d'une funeste anarchie. Nous avons vu que cinq concurrents le réclamaient : Alphonse, duc de Candie, demandait la couronne comme petit-fils de Jayme ou Jacques II, roi d'Arragon; Jacques, comte d'Urgel, comme arrière-petit-fils d'Alphonse IV, fils de Jayme II; Frédéric, comte de Lune, comme petit-fils légitime de Martin Ier; Louis III, duc d'Anjou et de Calabre, comme fils d'Yolande, fille de Jean Ier; et Ferdinand, infant de Castille, comme fils d'Éléonore, fille de don Pèdre IV.

Le comte d'Urgel faisait valoir ses prétentions d'autant plus fortement que sa mère, de la maison de Montferrat, lui répétait sans cesse : « Mon fils, il faut être roi » ou rien. » Don Antoine de Lune, chef de ses partisans, voulut forcer un archevêque d'abandonner les intérêts du duc d'Anjou, et d'embrasser ceux du comte. Il apprit que ce prélat était parti pour Saragosse, monté sur une mule, et n'ayant avec lui que des aumoniers, des chapelains, et quatre ou cinq gentilshommes. Il lui écrivit, lui demanda une conférence particulière sur le chemin d'Almeïda à Saragosse, lui annonça qu'il vou-

lait lui communiquer un projet qu'il venait de former pour choisir un roi qui convînt aux trois nations d'Arragon, de Catalogne et de Valence, obtint le rendez-vous, trouva l'archevêque à l'endroit convenu, s'écarta avec lui le long d'un bois, le menaça de la mort s'il ne promettait son suffrage au comte d'Urgel, le frappa à la tête, et le fit massacrer par un gros de cavaliers qui l'investirent avant que la suite du prélat pût venir à son secours.

L'année suivante, chacune des trois nations réunit ses députés. On ne donna à aucune de ces trois réunions le nom d'*états*, réservé pour les assemblées nationales que le roi convoquait : on les nomma *parlements*. Il fut convenu que chaque parlement, au nom de sa nation, élirait trois juges dans l'espace de vingt jours; que les neuf juges se réuniraient dans la ville de Caspé, située sur l'Èbre; que la ville serait sous leur autorité pendant tout le temps où ils seraient en fonctions; qu'aucun des prétendants ne pourrait approcher de Caspé plus près que quatre lieues; que leurs agents ne pourraient mener avec eux aucun homme armé lorsqu'ils iraient conférer avec les juges; que les neuf élus représentant les trois nations examineraient les droits des prétendants, prononceraient sans appel ni révision, et nommeraient celui qui devrait régner sur l'Arragon, la Catalogne et Valence; que le nouveau monarque devrait avoir obtenu au moins six suffrages parmi lesquels il devrait y en avoir au moins un de chaque nation; et enfin que les juges auraient terminé leurs opérations et porté leur jugement avant la fin de quatre mois (1412).

On s'empressa d'exécuter le décret des trois parlements; ces assemblées nommèrent les neuf juges.

Le parlement d'Arragon choisit Dominique Ram, évêque d'Huesca; François d'Aranda, qui, après avoir joui de la confiance des deux derniers rois, s'était retiré

dans une chartreuse; et le noble Bérenger de Bardaxin, grand jurisconsulte, excellent citoyen, et l'un des auteurs du plan d'élection auquel on se conformait.

Le parlement du royaume de Valence choisit un vertueux dominicain, Vincent Ferrier, fameux par sa charité, son zèle, son éloquence, qui, par sa douce persuasion, avait attiré au christianisme des milliers de juifs et de musulmans, et que l'Église catholique devait inscrire dans le catalogue des saints; Boniface Ferrier, frère du célèbre Vincent et prieur de la chartreuse de Porta-Celi; et Pierre Bertrand, canoniste renommé.

Le parlement de Catalogne donna sa confiance à Pierre Sagarriga, archevêque de Taragone, et à deux jurisconsultes très-estimés, Guillaume de Valseca et Bernard de Gualbès.

On applaudit à la bonté des choix, et on les notifia avec le décret des parlements *au fils aîné de l'illustrissime roi Louis de Naples, aux illustres Ferdinand, infant de Castille, et Alphonse, duc de Candie, aux excellents Frédéric, comte de Lune, et Jacques, comte d'Urgel.*

Le duc d'Anjou donna l'exclusion à quatre des juges; ses ambassadeurs se retirèrent, et publièrent un manifeste dans lequel ils établirent les droits du prince et de la reine de Naples, sa mère.

Cette espèce de protestation n'empêcha pas les neuf juges de se réunir. Ils prononcèrent en public le serment suivant : *Nous jurons à Dieu et nous promettons à notre patrie de procéder avec toute la diligence possible, selon Dieu et selon notre conscience, à la connaissance et à la déclaration de celui qui est le légitime roi et seigneur des royaumes d'Arragon et de Valence et de la principauté de Catalogne. Nous prenons Jésus-Christ à témoin que nous n'avons ni aucune aversion ni aucune affection particulière; nous jurons aussi que nous ne*

révèlerons à personne le suffrage que nous aurons donné, ni celui de nos collègues avant que notre déclaration n'ait été publiée.

Trois commandants, dépendants des juges, veillaient à la sûreté de la ville, à la tête d'une nombreuse garnison. Le comte d'Urgel voulut contraindre par la force des armes les juges à prononcer en sa faveur; ses troupes furent battues. La cause du jeune comte de Lune paraissait abandonnée; les juges ordonnèrent que les trois parlements prendraient soin de sa défense : un noble et deux jurisconsultes furent chargés par chacune de ces trois assemblées de faire valoir les réclamations du jeune comte.

Les juges, que l'histoire a nommés aussi électeurs, tinrent pendant trente jours des audiences publiques, et les avocats des prétendants plaidèrent leurs causes avec toute liberté.

Lorsque ces audiences publiques furent terminées, les électeurs se renfermèrent dans la citadelle et jurèrent de n'en sortir que lorsque le roi serait déclaré.

Plusieurs jours après, les notaires des trois parlements furent mandés, connurent les suffrages des juges, dressèrent l'acte de déclaration. Une assemblée solennelle fut convoquée; Vincent Ferrier prononça un discours, lut l'acte rédigé par les notaires, proclama l'infant Ferdinand de Castille roi d'Arragon, roi de Valence et comte de Barcelone (1412); et tous les assistants s'écrièrent avec enthousiasme : *Vive Ferdinand! vive le roi!*

Ferdinand, avant de partir pour l'Arragon, nomma deux évêques et quatre grands de Castille pour présider les conseils de ce royaume. Les Castillans, voulant lui témoigner leur affection et leur reconnaissance, lui offrirent un don de 100,000 écus d'or; la reine-mère y joignit une riche couronne; et les principaux officiers de l'armée castillane accompagnèrent jusque dans ses

états le prince sous les ordres duquel ils avaient acquis tant de gloire.

A peine arrivé dans cet Arragon dont il était destiné à faire le bonheur, il fit publier une amnistie en faveur de tous ceux qui avaient pris part aux derniers troubles, convoqua les états des trois nations, jura de conserver leurs priviléges, leurs libertés, leurs coutumes, reçut le serment de fidélité de tous les membres des états, et vit le duc de Candie, dont le duché était situé dans le royaume de Valence, se reconnaître le premier son vassal.

Le comte d'Urgel, bien loin d'imiter le duc de Candie, prit les armes pour disputer de nouveau la couronne à Ferdinand; le roi l'assiégea dans Balaguen, s'empara de la ville, le fit prisonnier, confisqua ses domaines, et ordonna qu'il fût renfermé à perpétuité dans le château d'Uruena (1413).

Ce fut après cette expédition que Ferdinand, paisible possesseur du trône, fut couronné à Saragosse (1414).

Le pape Benoît XIII, l'arragonais Pierre de Lune, n'avait pas peu contribué à son élévation; Ferdinand lui témoigna beaucoup de gratitude, mais ne négligea rien pour lui persuader de rendre la paix à l'Église romaine en se soumettant aux décrets du concile de Constance, et vit avec beaucoup de peine l'inutilité de ses efforts.

L'esprit d'intolérance et l'oubli des maximes de Jésus, qui avaient dicté les terribles et funestes décrets lancés par les Pères de Constance contre Jean Hus et Jérôme de Prague, régnaient dans la péninsule espagnole comme dans toute l'Europe. Des lois très-sévères y furent rendues ou renouvelées contre les juifs. On leur défendit l'usage des livres du Talmud; on leur interdit les charges de judicature, tous les emplois importants et l'exeroice de la médecine. Il ne leur fut plus permis

d'avoir des chrétiens pour domestiques : on les obligea à porter une marque distinctive rouge ou jaune; ils furent contraints à assister, plusieurs fois par an, à une instruction publique et chrétienne, et ils cessèrent de pouvoir hériter des biens de leurs pères.

La bonté de Ferdinand le porta souvent à adoucir la rigueur de ces lois; et, pour fortifier chaque jour davantage l'heureuse paix que son avénement à la couronne avait donnée aux trois nations, il maria son fils aîné, le comte de Girone, avec sa nièce l'infante Marie, fille de feu son frère Henri III, roi de Castille, et arrêta l'union du jeune Jean II, successeur de Henri III, avec l'aînée de ses filles. Les trois nations bénissaient le règne pacifique d'un monarque fameux par ses victoires. Cette félicité fut de courte durée. La mort enleva Ferdinand à ses peuples, et de nouvelles discordes devaient menacer bientôt des plus grands malheurs et l'Arragon et la Castille (1416).

Alphonse V, comte de Girone, fils de Ferdinand et de Léonore d'Albuquerque, monta sur le trône d'Arragon. On a cité une décision qu'il rendit au commencement de son règne, et que les historiens ont comparée au célèbre jugement de Salomon. Les rois de l'Europe regardaient encore comme un de leurs premiers devoirs de rendre par eux-mêmes la justice à leurs sujets. Une jeune esclave cite son maître devant le monarque : elle avait donné la naissance à un enfant. Elle demande que son maître reconnaisse qu'il en est le père, et la mette en liberté, suivant une ancienne loi d'Espagne. Le maître nie avec obstination qu'il soit le père du nouveau-né. « Que l'enfant soit vendu à l'enchère, » dit le monarque. Le maître ne peut supporter la pensée du malheur qui menace son enfant; il reconnaît son fils, et donne la liberté à la mère.

La Castille, l'année suivante, renouvelle la trève

avec le roi de Grenade, et impose une condition qui l'honore : elle oblige le roi maure à rendre chaque année la liberté à cent esclaves chrétiens.

Le roi de Grenade se soumit d'autant plus facilement à cette condition que ses voisins et ses alliés naturels, les musulmans d'Afrique, avaient éprouvé de nouveau un grand échec. La ville africaine de Ceuta était un asile où se retiraient les corsaires musulmans qui ne cessaient d'infester les côtes d'Espagne et celles de Portugal; le roi de ce royaume, don Juan Ier, avait invité à un tournoi donné à Lisbonne les chevaliers espagnols, français et anglais; un grand nombre de chevaliers de la péninsule, de la France et de l'Angleterre s'y étaient distingués : don Juan leur avait proposé de le seconder dans une expédition brillante; ils avaient saisi avec transport une occasion d'acquérir de la gloire sous les yeux du vainqueur d'Aljubarota, du monarque qu'on nommait déjà le grand et le père de la patrie. Le roi de Portugal, les ayant rassemblés de nouveau l'année suivante, s'était embarqué avec eux pour l'Afrique, s'était emparé de Ceuta et y avait fait planter les enseignes portugaises.

Le génie, l'ardeur et les succès du monarque inspiraient aux Portugais tous les genres d'enthousiasme; bientôt commencèrent à se montrer ces hardis navigateurs qui devaient étonner le monde : Tristan Vaz et Gonzalez Lançao, tous les deux Portugais, découvrirent, entre le détroit de Gibraltar et les Canaries (1418), l'île de Porto-Santo, où ils portèrent des bestiaux et semèrent des grains de différentes espèces, et dans l'année suivante (1419), une autre île plus rapprochée des îles Fortunées, qu'ils nommèrent *Madeira* (dont est venu *Madère*), c'est-à-dire *bois* ou forêt, parcequ'ils la trouvèrent couverte de bois épais qu'ils brûlèrent en grande partie; formée de volcans éteints, arrosée par

plusieurs rivières ou ruisseaux, située vers le 32e degré de latitude, cette île de Madère est d'une grande fertilité, donne en abondance certains fruits, et particulièrement des citrons et des bananes, porte ces vignes fécondes dont le vin est si recherché, et dont les premiers plants ont été tirés de Candie suivant les uns, et de Chypre suivant les autres, et nourrit des cannes à sucre dont les premières sont venues de la Sicile, où on les avait transportées des contrées orientales trois siècles auparavant, suivant Hugues Falcand de Palerme, qui vivait dans le douzième siècle.

Pendant ces découvertes, la reine douairière de Castille, Catherine de Lancastre, désirant régner long-temps sous le nom de son fils Jean II, l'avait élevé dans l'éloignement des affaires et dans la plus grande retraite. Mais elle n'avait pas su résister à une passion effrénée pour le vin et pour les festins somptueux. Elle mourut subitement d'un excès d'intempérance.

Les états de Castille déclarèrent Jean II majeur; et, comme il n'avait que quatorze ans, ils réglèrent que toutes les expéditions royales seraient contresignées par deux conseillers de la junte ou conseil d'état (1418). On voit dans cette décision les premiers traits de cette disposition fameuse et bienfaisante des gouvernements représentatifs modernes, qui concilie si bien la dignité royale, les libertés des nations, la paix publique, la stabilité des trônes et la véritable responsabilité de la puissance exécutive, dans la personne de ses ministres, devant les organes des lois sanctionnées par le monarque.

Mais peu de temps après, Jean II, entraîné par les conseils de son favori don Alvare de Lune, qui voulait régner sous son nom, déclara qu'il se chargeait sans partage du gouvernement de son royaume (1419). Les états généraux réunis à Madrid applaudirent à une résolution qui annonçait dans le monarque d'heureuses qualités;

Jean II parut régner, et don Alvare tint les rênes du gouvernement.

Le jeune monarque n'avait pas de frère; ses cousins germains, Alphonse roi d'Arragon, et les infants frères d'Alphonse, étaient, en qualité de fils de Ferdinand infant de Castille, les princes du sang de ce royaume les plus proches du trône. Don Jean et don Henri, les deux aînés de ces frères d'Alphonse et infants de Castille ainsi que d'Arragon, avaient autant d'ambition, d'inquiétude et d'ardeur que Jean II avait de faiblesse. Ils voulurent dominer dans la Castille, dont ils se croyaient, avec le roi Alphonse, les héritiers présomptifs; plusieurs grands les favorisèrent; de nombreuses factions furent formées; les discordes civiles éclatèrent; l'infant don Henri, marquis de Villena, qui non seulement était le frère de la reine de Castille Marie d'Arragon, mais encore venait d'épouser Catherine, sœur du roi Jean II de Castille, porta si loin ses prétentions, sa témérité et son audace sacrilége, qu'il ne craignit pas de se saisir de la personne du roi son beau-frère, pour s'emparer du pouvoir (1420). Don Alvare de Lune parvint à rendre la liberté à son souverain, et reçut l'épée de connétable.

Un grand service d'un autre genre, rendu à sa patrie par don Diègue d'Anaya, archevêque de Séville, a rendu sa mémoire chère à toutes les Espagnes. Il fonda à Salamanque un collége établi sur le modèle de celui qu'il avait vu à Bologne lors de ses voyages en Italie, et donna à ce collége des revenus considérables pour l'entretien d'un grand nombre de jeunes Espagnols (1421); il goûta une récompense bien douce de ce grand bienfait, en voyant les grands du royaume suivre son noble exemple, rechercher des droits bien durables à la considération publique, et consacrer à l'instruction de la jeunesse, dans les principales villes de la Castille, des établissements semblables à celui de l'archevêque de Séville.

Don Alvare de Lune, au nom de Jean II, s'occupait en même temps de l'administration des villes : celle de Tolède, ancienne capitale d'un royaume musulman, et première cité de la Castille nouvelle, était gouvernée par une *junte* ou conseil composé de trois nobles et de trois bourgeois qu'on élisait chaque année; ils se réunissaient pour rendre la justice avec deux *alcaïdes* ou *alcades*, et un *alguazil-major* ou chef de la police. Les grandes affaires municipales étaient d'ailleurs décidées par des assemblées générales des citoyens de la ville. Tous les nobles de Tolède ayant droit de suffrage dans ces assemblées, les intérêts des autres citoyens y étaient souvent blessés. On régla que la plupart de ces affaires, plus importantes que les autres, seraient décidées ou préparées dans une *junte* de seize *regidors*, échevins ou sénateurs, dont huit seraient choisis parmi les nobles, et huit parmi les bourgeois.

(1422) Ce fut vers cette même année que les Portugais, pour rendre leurs relations plus faciles avec les autres nations, commencèrent de remplacer l'ère d'Auguste par l'ère chrétienne. D'autres idées pacifiques dominèrent aussi dans leurs esprits; leur roi Jean Ier conclut avec la Castille une trêve de vingt-neuf ans; et, par une condition qui seule aurait prouvé combien on voulait s'éloigner des usages de la barbarie, il fut réglé que cette trêve ne pourrait être rompue que dix-huit mois après une déclaration solennelle de guerre faite par des hérauts (1423).

Mais si la Castille avait assuré par cette trêve la paix de l'extérieur, combien elle était loin de jouir de la tranquillité intérieure! L'infant don Henri avait été arrêté, et dépouillé de la grande maîtrise de Saint-Jacques. Les menaces du roi d'Arragon, frère de don Henri, contraignent don Alvare à mettre l'infant en liberté. Don Henri se retire auprès de Jean son frère, qui avait

épousé Blanche, fille et héritière du bon Charles II d'Évreux, roi de Navarre, et qui, après la mort de son beau-père, venait d'être couronné avec sa femme à Pampelune, et élevé, suivant l'usage conservé depuis les Goths, sur un bouclier soutenu par les députés des principales villes du royaume.

Mais l'absence de don Henri n'empêche pas l'esprit de mécontentement et de sédition de régner dans la Castille. Le roi ou plutôt don Alvare de Lune, dont les infants détestaient le pouvoir, convoque les états généraux. Les membres des états, excités par les partisans de don Henri, réduisent à cent hommes d'armes les mille hommes d'armes qui composent la garde du monarque; ils annulent toutes les donations faites par le roi, et toutes celles qu'il pourrait faire avant d'avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans. Le roi, conseillé par don Alvare, ne sanctionne pas leurs décrets, et, usant de sa prérogative royale, ajourne les états (1426).

Cette mesure augmente le mécontentement : une ligue puissante se forme contre don Alvare. Le roi, trop faible pour soutenir son ministre, consent à voir des arbitres décider si don Alvare doit garder ou quitter le ministère : les arbitres prononcent contre le favori; le monarque l'éloigne (1427). Tout le pouvoir royal est exercé par les ennemis du ministre disgracié, les partisans de don Henri.

Le trouble et le désordre règnent autour du monarque et dans tout le royaume. Des troupes de brigands infestent les campagnes, et répandent l'effroi dans les villes : le gouvernement est sans force pour les réprimer. Un cri général s'élève de toutes les provinces en faveur de don Alvare; presque tous les grands, alarmés des malheurs qui menacent l'état, supplient le roi de rappeler son ancien ministre. Le favori revient triomphant, éloigne ses ennemis des affaires, et le roi oblige les grands

et les évêques à jurer *qu'ils feront nu-pieds le voyage de Jérusalem* s'ils manquent à la fidélité qu'ils lui doivent (1428).

Le roi d'Arragon néanmoins se déclare le protecteur et le chef des partisans de son frère don Henri : les deux armées d'Arragon et de Castille sont en présence. Marie d'Arragon, reine de Castille, et Marie de Castille, reine d'Arragon, se jettent entre les deux armées; elles conjurent leurs frères et leurs maris de ne pas commencer une guerre cruelle; elles obtiennent une trève de cinq ans (1429).

Pendant toutes les agitations de la péninsule espagnole, de cette grande limite occidentale de la Méditerranée, les rivages méridionaux et les côtes orientales de cette mer si fameuse avaient présenté de nouvelles catastrophes.

Dix sultans d'Égypte avaient été successivement déposés : Schaban-Aseraf venait d'être étranglé dans une prison obscure. La protection qu'il avait accordée à ceux qui cultivaient les sciences ou les arts, les égards qu'il avait témoignés aux schérifs ou descendants de Mahomet, auxquels il avait donné un turban vert comme marque d'honneur, la conquête de la petite Arménie, sa justice, sa bienfaisance, rien n'avait pu le défendre contre les émirs (1377). Ces factieux placèrent tumultueusement sur le trône le fils de Schaban, qui n'avait que sept ans, et qui mourut quatre ans après au milieu des agitations de l'Égypte, dont les émirs se disputaient l'empire (1381). Ils lui donnèrent pour successeur son frère Hadgi-Saleh qui n'avait que neuf ans, et dont ils n'avaient rien à redouter; mais le gouvernement de l'Égypte devait subir perpétuellement le sort des gouvernements absolus, qui ne reconnaissent d'autre loi que leur volonté, et que par conséquent aucune loi ne protège. Très-peu de mois après l'élévation d'Hadgi-Saleh sur le trône, l'atabek

Barkok-Daher, qui l'emportait sur tous ses rivaux, le fit déposer, et se déclara son successeur (1382). Plusieurs émirs se soulevèrent : ses armes les réduisirent. Tamerlan entra dans la Syrie, et menaçait l'Égypte. La terreur de son nom se répandit jusques aux cataractes du Nil. On crut l'Égypte et la Syrie perdues. Barkok eut le courage de vouloir les sauver : il osa aller au-devant de Tamerlan; il osa le combattre. Deux fois il fut vainqueur, et le redoutable conquérant abandonna les champs de la Syrie.

(1389) L'ambition des émirs n'avait aucune borne. Ilbogha, gouverneur d'Alep, eut l'audace de se révolter contre le libérateur de la Syrie et le vainqueur de Tamerlan. Les généraux du sultan remportèrent deux victoires contre ce rebelle; mais Ilbogha livra une troisième bataille. Les émirs trahirent le sultan; le gouverneur d'Alep dispersa les troupes de Barkok : le sultan n'eut plus d'armée. Il se fortifie en vain dans le Caire : Ilbogha s'approchait; Barkok, voyant sa puissance évanouie, envoya le sabre impérial au gouverneur d'Alep.

On rappela Hadgi-Saleh; on replaça ce fantôme sur le trône. Ilbogha fut nommé régent. L'émir Mantasch, jaloux de sa puissance, parvint à le supplanter; il se rendit odieux. Barkok réunit un grand nombre de mécontents, battit près de Damas les soldats d'Hadgi-Saleh, le fit prisonnier, mit en fuite Mantasch, qui, trois ans après, fut pris et mis à mort, ceignit de nouveau le turban de sultan, et régna pendant dix ans sur les pays qu'il avait sauvés.

(1399) Pharadge, son fils, lui succéda à l'âge de dix ans. Dépossédé six ans après par son frère Abdolaziz, il parvint bientôt à le renverser du trône sur lequel des émirs séditieux l'avaient porté; et, ne craignant pas de chercher, par de noirs forfaits, à raffermir sa puissance recouvrée, il fit empoisonner Abdolaziz et son autre

frère Ibrahim (1405). Ces deux horribles fratricides ne calmèrent pas les tempêtes soulevées autour de lui. Chaque révolte, comprimée et punie, en enfantait une nouvelle; et, après sept années de troubles, d'inquiétudes, de terreurs et de combats, il fut déposé par le calife Mostain, qui ordonna sa mort, et se fit proclamer sultan.

Scheik Mahmoudi chassa le calife, le remplaça, passa sa vie à combattre des révoltés, et eut pour successeur son fils Ahmed sous la régence de l'atabek Thatar.

(1421) Dans moins d'un an on vit Thatar précipiter Ahmed du haut du trône, et son fils Mohammed renversé par l'émir Boursbai-Ascraf-Seifeden. C'est ce Boursbai dont les flottes prirent Famagouste, s'emparèrent de Limisso et de Nicosie, ravagèrent l'île de Chypre, firent prisonniers un grand nombre de nobles, et emmenèrent en Égypte le roi Jean II, ou Janus, fils de Jacques Ier, qui avait pillé plusieurs villes de Syrie, et insulté celle d'Alexandrie (1328).

Tamerlan cependant, vainqueur des hordes établies à l'orient du Kaptchaq ou Capschac, conquérant du Kharisme, du Khorasan, de Solthanie, de Tauris, de toute l'Aderbidgiane, de Teflis, de la Géorgie et du Turquestan, avait porté dans la Perse ses armes formidables (1387). Ispahan lui ouvre ses portes, veut ensuite lui résister, soutient un siége, est pris d'assaut, et le terrible Tamerlan, qui veut effrayer les peuples assez braves pour vouloir suspendre ses victoires, fait égorger soixante-dix mille habitants de cette capitale.

(1393) Schiraz le reçoit en tremblant dans ses murs; il ravage et soumet les bords du Tigre et de l'Euphrate; il entre dans l'Indoustan, disperse les armées des Indiens, prend Delhi, porte sa foudre jusques au-delà du Gange, et vient montrer dans Samarcande les trésors qu'il a conquis, et ses trophées ensanglantés.

Pendant que ce chef tout-puissant des Genghiskanides

occidentaux achevait de parcourir l'Asie comme un ouragan dévastateur qu'aucun obstacle ne peut arrêter, Bajazet faisait trembler Constantinople, et la tenait étroitement bloquée (1400). De combien de malheureux événements cette capitale des Grecs avait été le théâtre pendant les trente dernières années du quatorzième siècle!

L'empereur Jean Paléologue avait en vain imploré le secours des princes de l'Occident contre les Turcs qui envahissaient les provinces de l'empire. Andronic, fils de cet empereur, et Cuntuza, fils d'Amurath, sultan des Turcs, eurent une entrevue (1373). Audacieux, entreprenants, dévorés d'ambition, impatients de régner, ils formèrent l'horrible et absurde complot de détrôner leurs pères, et de leur donner la mort. Leur projet insensé fut bientôt découvert. Amurath fit crever les yeux à son fils; Jean Paléologue ordonna qu'Andronic, sa femme et son fils fussent privés d'un œil, et renfermés dans le fort d'Anemio. Les Génois, établis à Galata, les délivrèrent. Andronic arrêta son père et son frère Manuel, les fit traîner dans la prison, où il venait de porter des fers, et se saisit de ce diadème impérial, souillé depuis si long-temps par tant de vices et de forfaits (1375).

Jean et Manuel parvinrent à s'échapper, et allèrent se réfugier auprès de Bajazet, le plus terrible ennemi des Grecs; Bajazet garda Manuel auprès de lui, et donna à Paléologue des troupes à la tête desquelles il rentra dans Constantinople; Andronic se retira à Sélivrée, où il finit ses jours.

Jean, remonté sur ce trône dont la chute paraissait si prochaine, et redoutant plus que jamais le pouvoir de ce Bajazet qui venait de le secourir, ordonna qu'on réparât les fortifications d'une capitale qui composait presque tout son empire; la fierté de Bajazet est blessée :

« Que Paléologue, dit-il dans sa colère, fasse démolir » les ouvrages qu'il a osé faire construire, ou Manuel » sera ma victime. » Paléologue, débauché, faible, lâche et méprisé, se couvrit de honte; il fit abattre les nouveaux remparts de la ville impériale, et mourut bientôt après dans l'ignominie (1391).

Manuel, échappé du camp de Bajazet, fut reconnu empereur dans Constantinople; Bajazet irrité se jeta dans la Thrace, la saccagea et répandit l'effroi dans la capitale; reparaissant devant ses murs cinq ou six ans après, il en forme le siége : elle paraissait près de succomber à ses armes; mais cette ville impériale était, pour ainsi dire, la ville sacrée; cette seconde Rome avait commandé au monde; sa puissance s'était évanouie, mais sa renommée étonnait encore les nations; les Orientaux la regardaient comme le boulevart de l'Occident; tous les peuples de l'Europe étaient intéressés, disaient-ils, à sa conservation; l'Orient les voyait prêts à couvrir les terres et les mers d'innombrables armées pour venger cette ville fameuse : l'audace de Bajazet recule devant ce grand appareil; le fantôme de Constantinople lui impose; il accorde la paix à Manuel; il lui laisse sa capitale; il se contente d'exiger qu'on lui paie un tribut annuel de dix mille pièces d'or, et que les musulmans aient dans l'ancienne Byzance une mosquée et un cadi.

Manuel conserve Constantinople, mais Bajazet en est le suzerain et le véritable empereur; Manuel est devenu son tributaire.

Cependant l'ambition du sultan se réveille : il examine l'état des souverains de l'Europe; il voit aisément, malgré sa barbarie, combien peu il doit redouter leurs armes; il rejette l'espèce de terreur religieuse qui a retenu son bras; il veut que Constantinople tombe sous sa puissance.

Ce n'est pas assez de la faiblesse des Grecs pour hâter leur perte; la discorde, plus funeste encore, pénètre parmi eux. Jean, fils du coupable Andronic et neveu de Manuel, permet secrètement au sultan d'échanger Constantinople contre la Morée (1399). Bajazet contraint Manuel à associer son neveu à l'empire. Jean, revêtu de la pourpre, se refuse à tenir son engagement. Bajazet furieux se prépare à marcher contre Constantinople. Manuel parcourt l'Occident, peint avec force les dangers qui menacent et les restes de l'empire grec et l'Europe entière; il réclame une grande croisade: il n'obtient que de stériles honneurs. L'empire d'Occident semble toucher au dernier moment de son existence : mais le colosse turc allait être attaqué par le pouvoir le plus formidable; et c'est encore la discorde et la trahison qui vont renverser de son trône si élevé le vainqueur des vainqueurs.

Les émirs musulmans de l'Asie-Mineure, que Bajazet avait dépossédés, conspirent contre lui, et s'adressent à Tamerlan. Le kan envoie sommer Bajazet de rétablir les émirs; le sultan reçoit avec la plus grande hauteur les envoyés de Tamerlan : la guerre est déclarée entre ces deux terribles rivaux.

Tamerlan entre dans la Natolie à la tête d'une immense armée, prend d'assaut la ville de Shiouas, Sivas ou Sebaste, la saccage, répand le ravage et la consternation dans les provinces ottomanes, ne veut laisser derrière lui aucun ennemi dangereux, repasse en Syrie, enlève la plupart des places qui obéissent au sultan d'Égypte, veut achever la conquête de l'Irak babylonien, se rend maître de Bagdad, détruit dans cette ville infortunée, non seulement des milliers de maisons construites avec des briques séchées au soleil, mais les grands édifices élevés avec solidité, livre quatre-vingt mille habitants à son glaive exterminateur, et revient dans l'Asie-Mineure,

précédé par la terreur qu'inspirent tant de triomphes et d'horribles cruautés.

Bajazet voit pâlir son étoile, et demande la paix. Tamerlan exige que les émirs recouvrent leur puissance; Bajazet le refuse : les horreurs de la guerre continuent. Les deux conquérants se rencontrent auprès d'Angouri ou Ancyre (1402); une bataille sanglante est livrée : elle dure trois jours. Bajazet fait des prodiges de valeur; mais, malgré son courage extraordinaire, il est vaincu et contraint de prendre la fuite. Il ne peut échapper aux Tartares qui le poursuivent : on le fait prisonnier; il paraît devant Tamerlan : ses mains étaient liées. Tamerlan ordonne que ses liens soient rompus. Bajazet montre plus de fierté que de douleur. Le Tartare le considère et sourit. « Il n'est pas d'un grand courage, dit Bajazet, » d'insulter au malheur. — Je ris, répond Tamerlan, » de ce que la fortune a partagé l'empire du monde entre un borgne comme toi et un boiteux comme moi. » Tu aurais pu éviter ce que tu éprouves, avec un peu » de condescendance. — Profite de ta fortune, réplique » Bajazet avec un noble orgueil, et ne te mêle pas de me » donner des leçons. »

Tamerlan n'oublie rien pour adoucir la situation de Bajazet et calmer ses chagrins. Il allait même lui rendre la liberté, lorsque ce genre de gloire lui est enlevé par la mort de Bajazet (1403). On honora la mémoire du sultan qui avait remporté tant de victoires, montré tant de grandeur dans la captivité, bâti la ville de Guizelhissar vis-à-vis Constantinople, et élevé dans un si grand nombre de villes de son empire des mosquées, des écoles et des hôpitaux.

La conquête de l'Anatolie avait suivi la victoire d'Angouri. Pruse avait été réduite en cendres, Nicée pillée, tout le pays ravagé jusques au Bosphore de Thrace. Tamerlan, revenu à Samarcande, partit pour faire la

conquête de la Chine. Il voulait planter ses lances victorieuses à l'extrémité de l'orient de l'Asie. La mort seule pouvait arrêter le cours de ses victoires. Il aurait envahi le monde; il cessa de vivre et d'effrayer la terre à Otrar dans le Turquestan (1405). Il avait soixante ans, et depuis sa première jeunesse il n'avait cessé de combattre et de vaincre.

Soliman Ier, fils de Bajazet, avait échappé au sabre et aux fers des Tartares après le désastre d'Ancyre. Parvenu à Andrinople, il y avait été proclamé sultan par les troupes ottomanes qui étaient restées en Europe (1402). C'est ce prince que les Turcs ont nommé *Musulman*, et les chrétiens *Calepin* ou *Celebin*. Son frère Musa avait été fait prisonnier par les Tartares. Tamerlan lui avait rendu la liberté, et l'avait reconnu sultan. Il établit à Pruse le siége vacillant de sa puissance. Pour comble de malheurs, la guerre civile vint affaiblir ce qui pouvait rester de force aux Ottomans après la défaite d'Ancyre. Au lieu de réunir leurs troupes, de ranimer leur courage, et de tout oser pour arracher leur père aux mains de Tamerlan, les deux sultans tournèrent leurs armes l'un contre l'autre : Soliman l'emporta. Musa fut obligé de se réfugier en Valachie.

Soliman fit la paix avec l'empereur Manuel en lui cédant un grand nombre des conquêtes que Bajazet avait faites en Europe, et en ne se réservant que la Thrace et quelques provinces voisines. Ne craignant plus les armes des Grecs, il recouvra une grande partie des contrées de l'Asie-Mineure, enlevées à son père par Tamerlan, qui, entraîné par la victoire loin de la Natolie, dédaignait pour ainsi dire de s'occuper de Soliman. Mais ses prospérités et la mort de Tamerlan lui inspirèrent une sécurité funeste; il déposa son sabre, et se plongea dans la débauche (1405).

L'ambition et les espérances de Musa se réveillèrent ;

il s'était fait aimer des Valaques. Ils le secoururent : il marcha vers Andrinople. Soliman, surpris au milieu de ses lâches plaisirs, eut à peine le temps de se sauver. Il allait chercher un asile auprès de l'empereur Manuel lorsqu'il tomba sous les coups de trois assassins.

Ces scélérats portèrent son cadavre à Musa; ils comptaient sur une grande récompense : Musa ordonna qu'ils fussent brûlés vifs, et fit rendre les plus grands honneurs aux restes du frère qu'il avait combattu (1410).

L'armée ottomane d'Europe reconnut *Musa* ou *Moïse*, surnommé *Chélébi;* mais les Turcs d'Asie proclamèrent Mahomet Ier, autre fils de l'infortuné Bajazet. Musa consentit à partager l'empire avec son frère : la division des forces ottomanes n'empêcha pas Musa de remporter sur l'empereur Sigismond, auprès de Semendrie, une victoire désastreuse pour la Germanie (1412). Vainqueur comme son frère Soliman, il se livra, comme lui, à des plaisirs funestes. Un de ses généraux et son visir invitèrent Mahomet à se rendre maître de tout l'empire turc. Musa, trahi par les siens, fut battu, se sauva en Servie, reparut à Andrinople, fut vaincu de nouveau, obligé de prendre la fuite, arrêté par un cavalier ennemi, et conduit à son frère. Mahomet aurait honoré son cadavre, mais il ne put le souffrir vivant : il ordonna qu'on le mît à mort (1413).

On reconnut le vainqueur sultan de tout l'empire turc. Désirant que la paix rétablît cet empire ébranlé par tant de secousses et épuisé par tant de guerres, il rendit à l'empereur Manuel plusieurs villes de la Thessalie, des rivages de la Propontide et des bords du Pont-Euxin. Il gouverna avec prudence. Mustapha cependant, le plus jeune de ses frères, se montra dans la Valachie, y réunit un grand nombre de partisans, déclara la guerre à Mahomet, et arriva en Thessalie : Mahomet l'oblige à se retirer dans Thessalonique, qui obéissait à l'empereur

grec, et réclame le rebelle; Manuel refuse de le livrer, mais promet de le retenir dans une prison jusques à la mort du sultan.

Amurath II, fils aîné de Mahomet, fut proclamé empereur des Turcs après la mort de son père, qu'il fit inhumer avec pompe dans la mosquée de Pruse, fondée par ce prince (1421). Manuel s'arrange avec Mustapha, oncle d'Amurath, ouvre les portes de sa prison, le reconnaît pour sultan, et lui donne pour général Démétrius Lascaris. Mustapha s'empare de Gallipoli, sur le détroit des Dardanelles, parvient à débaucher l'armée qu'Amurath avait envoyée contre lui, se rend maître d'Andrinople, et soumet toute la Turquie européenne. Il avait promis de céder Gallipoli à Manuel : Démétrius Lascaris le lui demande. Mustapha, ébloui par ses succès, le refuse. Démétrius, indigné, se retire avec les Grecs; les généraux turcs l'abandonnent comme Démétrius; il tombe entre les mains d'Amurath, et le barbare et féroce vainqueur fait pendre Mustapha.

Irrité contre Manuel, qui avait soutenu la cause de son frère, il veut anéantir l'empire grec qu'il déteste; il rassemble toutes ses forces, ravage la Thessalie, la Macédoine, la Thrace, et vient mettre le siége devant Constantinople (1423). On a écrit que son armée renfermait cent cinquante mille hommes. Des canons, employés pour la première fois par les Turcs, battent les remparts de la ville assiégée; mais les effets terribles de ces foudres de la guerre n'abattent pas le courage des Grecs. En vain Amurath fait-il réduire en cendres tous les édifices qui environnent la ville : cette ceinture de flammes ne répand aucune alarme parmi les assiégés; les femmes rivalisent avec les hommes pour la défense de leur patrie : tous, à l'exemple de Manuel, combattent avec ardeur et se couvrent de gloire. Le moment n'était pas encore arrivé où l'empire grec devait s'anéantir sous les ruines de sa capi-

tale. Amurath apprend que son frère Chélébi-Mustapha, qui n'a que neuf ans, mais sous le nom duquel commande son gouverneur Helias, s'est emparé de Nicée; il lève le siége, vole en Asie, et, quelque temps après, fit un traité de paix avec l'empereur des Grecs.

Manuel survécut peu à ce traité; il avait gouverné avec douceur et combattu avec courage: les Grecs le pleurèrent. Il est curieux de remarquer qu'il avait employé contre les Turcs le même genre de défense que les Chinois contre les Tartares, et les empereurs Adrien et Sévère contre les Écossais. Il avait fait fermer l'entrée de la Morée ou du Péloponèse par un mur dont la longueur, égale à la largeur de l'isthme, était environ de six milles, et auquel en conséquence le nom d'*Hexamille* fut donné par les Grecs.

Manuel eut pour successeur Jean Paléologue, second du nom (1425).

La présence d'Amurath avait suffi pour faire trembler Nicée. N'écoutant que la barbare politique de sa famille et de sa nation, il ordonne la mort de Chélébi-Mustapha, de ses autres frères et de ses partisans. Quatre ou cinq ans plus tard, il enlève aux Vénitiens la ville de Thessalonique que les Grecs leur avaient cédée, et prélude ainsi à tous les combats qui devaient préparer les victoires si mémorables de son fils Mahomet II. On voit déjà s'élever ce long orage sous lequel l'Europe ébranlée devait voir succomber un empire fameux.

VINGTIÈME ÉPOQUE,

DEPUIS 1430 JUSQUES EN 1498.

Deux grands événements rendent cette époque éternellement mémorable : la découverte d'un nouveau monde, et l'invention de l'imprimerie, plus importante encore. La vive lumière dont brillent ces deux événements au milieu du spectacle que présente cette vingtième époque augmente, au lieu de le ternir, l'éclat que répandent les autres parties de cette immense scène; deux empires détruits, un grand nombre de trônes renversés, des nations délivrées de leurs ennemis, de vastes territoires conquis par leurs anciens possesseurs, vont paraître sur le théâtre de l'ancien monde.

Les plus grands mouvements sont imprimés par la nouvelle et terrible puissance qui a soumis l'Occident de l'Asie, et menace l'Orient de l'Europe.

Amurath II, empereur des Turcs, déclare la guerre au *despote* ou souverain de Servie, dont il avait épousé la sœur. Semendrie, capitale des Serviens, succombe sous ses armes. Le despote s'enfuit auprès de Ladislas, roi de Hongrie et de Pologne, et lui confie la défense de Belgrade (1435).

Les Hongrois avaient eu pour monarque, pendant près de deux ans, Albert d'Autriche, gendre de Sigismond, et roi de Pologne, ainsi qu'empereur d'Allemagne. Une catastrophe imprévue avait ensanglanté les bords du Danube au commencement de son règne : un seigneur hongrois, nommé Enthus, avait montré une forte oppo-

sition aux projets que manifestaient des Allemands et d'autres étrangers établis depuis quelque temps dans la Hongrie, ou venus avec le roi Albert. Ces Allemands, ayant surpris Enthus, l'avaient enfermé secrètement dans une prison, et, après lui avoir fait souffrir de cruelles tortures, l'avaient jeté dans le Danube, renfermé dans un sac. Le cadavre, retrouvé huit jours après, avait rempli de fureur les habitants de Bude. Ils avaient massacré tous les étrangers qui n'avaient pu se dérober à leur rage. Albert n'avait pas poursuivi les auteurs de cette terrible vengeance; il avait même accordé, quelque temps après, de nouveaux priviléges aux Hongrois; il leur était devenu très-cher.

Ce prince étant mort d'une dyssenterie auprès de Strigonie, les magnats offrent la couronne à Uladislas, roi de Pologne. Mais la reine Élisabeth, qu'Albert avait laissée enceinte, ayant accouché d'un fils, le nomme Ladislas, le porte à Albe-Royale, place son berceau sur un trône, le fait couronner par le cardinal Zéech, l'emmène en Autriche, et le met sous la protection de l'empereur Frédéric III.

Le roi de Pologne, appelé Ladislas par les Hongrois, arrive; et, comme Élisabeth a emporté la couronne de saint Étienne, on place sur la tête de Ladislas celle qui ornait la statue du monarque vénéré.

(1440) Amurath attaque Belgrade; le célèbre Jean Corvin Huniade, vaivode de Transylvanie, défend la place. Les Turcs, après sept mois de tranchée ouverte, sont obligés d'abandonner le siége. Amurath passe en Bulgarie. Huniade le suit, défait ses troupes devant Sophia, et continue de remporter sur les musulmans de si grands avantages que le sultan demande une trève (1442).

L'empereur des Grecs, Jean Paléologue II, avait cependant sollicité, pendant plus de dix ans, la réunion de

l'Église grecque avec l'Église latine. Il n'avait d'espoir que dans cette réunion, qui lui paraissait devoir engager tous les princes chrétiens de l'Europe à soutenir son trône, si près d'être écrasé par le sultan des Turcs. Embarqué sur des galères que le pape Eugène IV lui avait envoyées, il était allé à Venise, et de là à Ferrare, où Eugène avait convoqué un concile (1438). Les Pères de cette assemblée, transférés à Florence, avaient terminé cette réunion si désirée. L'empereur Paléologue, revenu à Constantinople, avait vu cette union rejetée par les Grecs de son empire, et la séparation des deux Églises prononcée plus que jamais. Constantin, l'un de ses frères, s'était emparé des domaines de son autre frère Démétrius, qui l'avait accompagné en Italie. Il avait paru favoriser Constantin. Démétrius, sacrifiant à ses intérêts du moment ceux de sa famille et de sa patrie, avait réclamé le secours d'Amurath, et à la tête de troupes musulmanes était venu assiéger Constantinople (1443). Il n'avait pu prendre cette capitale; mais le faible Jean Paléologue lui avait cédé une principauté sur les bords de la Mer Noire. Ce malheureux prince frémit en apprenant que les Hongrois et les Turcs vont suspendre pendant long-temps toutes les hostilités. Il crut voir Amurath s'avancer vers Constantinople à la tête d'une armée formidable.

(1440) Une trève de dix ans est en effet signée à Segedin. Ladislas en jure le maintien sur l'Évangile, et l'empereur des Turcs sur le Coran. Mais Jean Paléologue accable Ladislas d'instances; il le conjure de rompre une trève qui va livrer aux musulmans l'empire grec, l'Allemagne et l'Italie. Les états de cette Italie alarmée pressent le roi de Hongrie de reprendre les armes : on lui promet les plus grands secours. Le cardinal Julien Cesarini, légat d'Eugène IV, le dégage solennellement, au nom du pontife suprême, du serment qu'il a prêté.

Ladislas ne peut résister à tant d'efforts réunis : il rompt la trève. Une flotte de soixante-dix voiles, envoyée par le pape, les Vénitiens et les Génois, et commandée par le cardinal Condolmieri, neveu du pontife de Rome, s'avance vers les Dardanelles. Amurath parvient néanmoins à transporter son armée dans la Thrace ; il attaque Ladislas à la tête de soixante mille hommes auprès de Varne dans la Basse Mésie. Les Hongrois ne sont qu'au nombre de dix-huit mille : la victoire est cependant très long-temps disputée; mais à la fin Amurath est vainqueur. Ladislas périt sur le champ de bataille avec le cardinal Julien Cesarini. Le carnage est horrible : on porte au sultan la tête de Ladislas. Amurath veut qu'une pyramide conserve le souvenir de la bataille de Varne : on grave en latin, sur la tombe de Ladislas, suivant plusieurs historiens : *Apprenez, mortels, à ne pas violer la foi jurée.*

Jean Paléologue, consterné de la grande défaite de Varne, et n'ayant aucune force à opposer aux armes d'Amurath, implore la clémence du sultan. Amurath pouvait l'accabler ; il lui accorde la paix. Paléologue en jouit pendant le reste de son malheureux règne. Il mourut sans laisser d'enfants, et ne voyant que trop les plus grandes calamités près de fondre sur les Grecs, qu'il aimait et qui ne le haïssaient pas (1448).

Constantin son frère ceignit après lui le diadème impérial. Démétrius, frère puîné de Constantin, voulut le lui disputer. Ce ne furent ni la victoire ni la volonté des Grecs qui décidèrent entre les deux frères. Ce fut Amurath qui prononça ; il jugea en quelque sorte entre deux vassaux. Il voulut que Constantin conservât la couronne.

(1440) Pendant ce temps, le sultan d'Égypte Abou-saïd-Jacmac avait envoyé une flotte contre l'île de Rhodes. Jean de Lastic, nouveau grand-maître de l'ordre

de Saint-Jean, était encore absent. Le maréchal de l'ordre avait repoussé la flotte ennemie. Quatre ans plus tard, les Égyptiens débarquèrent dix-huit mille hommes, assiégèrent la capitale, donnèrent plusieurs assauts; mais la valeur des chevaliers donna la mort au plus grand nombre de ces musulmans, et força leur général à se rembarquer avec les débris de son armée (1444).

C'est à ces mêmes chevaliers, vainqueurs des Égyptiens, que le royaume de Chypre, voisin de l'île de Rhodes, dut sa tranquillité. Jean III, fils de Jean II et souverain de ce royaume de Chypre, avait épousé Hélène, fille de Théodore Paléologue, *despote* ou prince de Morée. Le monarque était faible, et la reine ambitieuse : elle parvint à se faire déclarer régente. Attachée au rit grec comme tous les Paléologue, elle voulut abolir le rit latin dans son île. Le pape Eugène IV nomma Galesio Montolisi archevêque de Nicosie; elle ne permit pas que ce prélat prît possession de son siége. Le pape envoya un nonce à la reine. Hélène fit mettre en prison le nonce du pontife; l'archevêque s'était réfugié à Rhodes; le grand-maître Jean de Lastic se rendit auprès d'Hélène; il lui montra tous les troubles que ses projets pouvaient faire naître ou entretenir dans l'île; il lui peignit avec force tous les dangers dans lesquels les discordes pouvaient précipiter les princes chrétiens, entourés des armées du sultan d'Égypte et de Syrie, et de celles d'Amurath, bien plus redoutables encore. Hélène céda. Le nonce fut mis en liberté, l'archevêque en possession de sa chaire épiscopale, et la paix fut rétablie dans l'île (1445).

Amurath venait de donner un spectacle qui aurait suffi pour prouver combien son ambition s'était calmée, et combien l'amour des voluptés a toujours eu de force sur les Orientaux. Son fils, le fameux Mahomet II, n'avait encore que quinze ans. Il le fit proclamer empereur des

Turcs, lui céda les rênes de l'empire, et se retira dans un des plus beaux pays de l'Asie Mineure pour s'y livrer à tous les plaisirs sans trouble et sans partage.

Ce fut Magnésie qu'il choisit pour goûter l'oubli des affaires et le repos le plus voluptueux. Théodore Lascaris y avait régné pendant plusieurs années. Tamerlan y avait fait transporter toutes les richesses des villes de Lydie ; et c'est dans la plaine si fertile qui l'entoure, et qu'arrose l'Hermus, que dans les siècles reculés les armées d'Agesilaüs, roi de Lacédémone, et de Tissapherne, général du roi de Perse, et plus tard celles de Scipion et d'Antiochus, avaient combattu pour l'empire de l'Occident de l'Asie. Mais ces grands souvenirs étaient nuls pour Amurath, et ne pouvaient troubler les délices asiatiques dans lesquelles il était venu se plonger.

Le jeune sultan choisit Andrinople pour siége de la puissance que son père venait de lui abandonner. Mais les troupes méprisèrent sa jeunesse ; ses ministres abusèrent de son inexpérience. Le bruit de la licence des uns, et des malversations des autres, réveilla pour ainsi dire Amurath ; il vit le danger qui menaçait l'empire, obligea son fils à descendre du trône, reprit le cimeterre impérial, et fit tout rentrer dans l'ordre qu'il avait établi.

Les états de Hongrie, après la mort de Ladislas, avaient demandé en vain à l'empereur Frédéric III le jeune Ladislas d'Autriche, fils posthume du roi Albert et d'Élisabeth de Bohême, et la couronne de saint Étienne, qu'Élisabeth avait emportée en Autriche. Ils nommèrent Huniade régent du royaume.

Dracula, vaivode de Valachie après le désastre de Varne, avait trahi les Hongrois, et perfidement harcelé l'armée qui se retirait en Hongrie après sa défaite. Huniade crut devoir le punir, entra dans la Valachie, la ravagea, prit Dracula et ses enfants, fit trancher la tête

au vaïvode et à son fils aîné, et ordonna qu'on crevât les yeux au plus jeune des fils de Dracula.

A peine a-t-il exercé cette horrible vengeance qu'il porta le fer et le feu dans l'Autriche. Mais la désolation de ses provinces ne put obliger Frédéric à rendre Ladislas (1446).

Combien cette guerre entre l'Autriche et la Hongrie fut utile à l'empereur des Turcs! Huniade cependant n'était pas le seul dont le génie militaire dût inspirer des craintes au sultan. Un second ennemi s'élevait contre lui; un homme extraordinaire commençait à paraître sur la scène du monde.

Jean Castriot, roi d'Albanie, avait été obligé de donner ses quatre enfants en otage à l'empereur des Turcs. Trois de ces jeunes princes périrent d'un poison lent donné par l'ordre du sultan. Le dernier fut conservé à cause de son extrême jeunesse. On devait le nommer un jour *Scander-Beg*, *Alexandre-Seigneur*. Amurath le fit circoncire, l'éleva avec soin, lui donna le titre de *sangiac* ou *sandjiak*, *porte-étendard*, et lui confia le commandement de quelques troupes. Scanderbeg, qu'on a nommé *Scanderberg*, était né pour exécuter de grandes choses: il s'acquit bientôt une grande réputation de courage et d'habileté; mais son père était mort. Amurath s'était emparé de l'Albanie; il conçoit un grand dessein, et le dissimule avec soin (1432).

Dans un moment où une victoire d'Huniade met le trouble dans le camp des Turcs, il entre dans la tente du secrétaire du grand visir, le force à écrire et à sceller un *ferman* qui ordonne au gouverneur de Croye ou *Croïa*, capitale de l'Albanie, de lui remettre cette place importante, part pour le royaume de son père, entre sans aucune difficulté dans la ville de Croye (1443), soulève les Albanais chrétiens contre les Turcs musulmans, et remporte plusieurs victoires sur les troupes du sultan.

Amurath est obligé de marcher en personne contre son ancien sandjiac, assiège Croye à la tête de cent mille hommes, ne peut contraindre la brave garnison à se rendre, et, sans cesse harcelé par Scanderbeg, dont l'armée est soudoyée par les Vénitiens, est forcé d'abandonner son entreprise (1447). Le sultan la reprend l'année suivante (1448); mais Scanderbeg le contraint une seconde fois à se retirer.

Huniade croit les circonstances favorables pour renouveler la guerre contre les Turcs; le sultan s'avance vers la Hongrie, rencontre l'armée d'Huniade dans la plaine de Cassovie, lui livre un combat furieux, ne peut la vaincre, renouvelle le lendemain son attaque impétueuse, et, malgré l'héroïque résistance des Hongrois, parvient à les mettre en déroute. En vain Huniade s'est conduit en grand capitaine : les siens l'entraînent dans leur fuite; son cheval l'emporte et le renverse; il erre seul à pied et sans armes pendant trois jours. Deux brigands l'arrêtent, lui enlèvent une croix d'or, la disputent entre eux : Huniade saisit le sabre d'un des brigands, le tue, et met l'autre en fuite. Un berger lui donne de quoi apaiser sa faim dévorante, et le conduit au *despote ban* ou prince de la Rascie ou Servie orientale; le despote le reconnaît, le fait prisonnier, et ne lui rend la liberté qu'en l'obligeant à donner son fils Ladislas en otage, et en lui faisant promettre d'accorder la main de sa fille à Mathias, fils du despote.

Huniade, de retour en Hongrie, ne croit pas devoir tenir une promesse arrachée par la violence, rassemble une armée, ravage la Rascie, contraint le despote à lui rendre son fils, lui impose la paix, et tourne ses armes contre les Turcs.

Il n'est pas toujours victorieux; mais ses défaites coûtent tant de sang aux musulmans qu'Amurath suspend ses succès trop funestes. L'empereur Frédéric III

craint alors plus que jamais les armes d'Huniade : il rend à la Hongrie Ladislas, le fils d'Albert d'Autriche; et ce jeune prince n'ayant que treize ans (1453), Huniade paraît devoir continuer de gouverner le royaume.

(1451) Amurath cependant avait cessé de vivre; il était mort à Andrinople après un règne de trente ans. Son fils Mahomet II avait été proclamé empereur. Il n'avait que vingt ans; et ce prince, dont l'armée turque avait méprisé la jeunesse, allait devenir la terreur de l'Europe et de l'Asie; il réunissait une ambition sans bornes à une imagination vive, à un esprit fécond en ressources, à un génie vaste, à un caractère qu'aucun obstacle ne pouvait rebuter; il devait étendre bien plus loin que les huit sultans qui l'avaient précédé les limites des contrées ottomanes : deux empires et plusieurs royaumes devaient s'écrouler sous ses coups.

A peine a-t-il saisi le cimeterre impérial qu'il ne peut plus supporter l'existence du trône grec encore debout dans les murs de Constantinople : il jure de renverser ce trône qui l'offusque, et d'élever sur ses débris celui des Ottomans.

Il paraît devant la ville impériale à la tête de trois cent mille hommes. Quatre cents galères couvrent le Bosphore de Thrace et la Propontide; mais le port de Constantinople est fermé par d'immenses chaînes de fer, qu'aucun effort ne peut rompre. Mahomet ose tenter une entreprise extraordinaire : il fait tracer un chemin de la Mer Noire dans l'intérieur du port, au travers des montagnes européennes qui s'étendent jusques au Bosphore. Ce chemin a deux lieues de longueur; et néanmoins dans une nuit ses galères sont transportées à bras, et, lorsque le jour paraît, les Grecs étonnés voient la flotte turque remplir le port qu'on avait cru inaccessible. Le découragement est cependant bien loin de leurs âmes, et jamais l'empire grec n'a brillé de plus d'éclat que dans

moment suprême où il va peut-être cesser d'exister. onstantin Paléologue sera vainqueur ou s'ensevelira us les débris de sa capitale : que la postérité honore jamais son noble dévouement! L'illustre Génois Giusniani, le *logothète* Lucas Notaras et tous les grands de empire secondent avec une admirable constance la aleur de l'empereur; tous les Grecs renfermés dans la ille s'immortalisent par leur courage.

Plusieurs pièces d'artillerie foudroient les remparts; lles sont énormes; le calibre de plusieurs de ces canons st de cent ou deux cents livres; une *bombarde* de métal ance des quartiers de pierre du poids de près de neuf milliers; de grandes masses de mur s'écroulent; de larges rèches sont formées; les assiégés, pendant la nuit, relèrent les murs renversés; et chaque jour trouve toutes es brèches refermées.

Quarante journées s'écoulent, et le fier Mahomet est près de lever le siége. Scythe féroce et prodigue du sang le ses soldats, il ordonne un dernier assaut; ses premiers angs sont formés des soldats les moins braves. On les force à coup de sabre à s'avancer vers les remparts; ils tombent presque tous sous les coups des assiégés; leurs cadavres comblent les fossés; le cruel Mahomet fait alors sonner la charge, part à la tête de ses meilleures troupes, et s'élance au-dessus de cet horrible pont. Ce dernier effort de sa rage est soutenu par les Grecs; mais Constantin périt sur ces remparts qu'il veut défendre : mourant pour sa patrie, quelle gloire il répand sur les derniers instants de l'empire qui va s'éteindre! La consternation s'empare des Grecs; leurs forces sont épuisées; leurs armes tombent de leurs mains défaillantes; ils cèdent en frémissant à leur terrible destinée; et les Turcs, qu'ils ne peuvent plus arrêter, se répandent comme un torrent dans la malheureuse Constantinople.

Pendant trois jours ils pillent, violent, massacrent

et commettent toutes les horreurs que des barbares sans frein peuvent faire éprouver à une ville prise d'assaut. Mahomet fait alors cesser ce hideux carnage; sa férocité est assouvie : la politique lui rappelle que Constantinople doit être le siége de son empire. Il convertit Sainte-Sophie en mosquée; mais il rend la liberté aux prisonniers, ordonne de magnifiques funérailles pour le valeureux Constantin, accorde aux vaincus le libre exercice de leur religion, donne à leur patriarche la même investiture que les anciens empereurs, et lui fait présent de l'église des douze apôtres (1453).

Ainsi s'anéantit entièrement l'empire romain après quinze siècles écoulés depuis la bataille de Pharsale; ainsi finit l'empire grec après onze siècles.

Mahomet, maître de Constantinople, envoya ses troupes dans la Thrace et dans la Macédoine. Les villes et les campagnes que les malheurs de la capitale avaient remplies de terreur reconnurent sans résistance le chef du nouvel empire : l'armée de Mahomet s'avance alors vers l'Albanie. Ce royaume est bien loin de présenter les mêmes alarmes. Plus la victoire avait augmenté la puissance du sultan, et plus le courage et les projets de Scanderbeg s'étaient élevés; sa pensée hardie était sans cesse occupée de ce fameux Alexandre dont il portait le nom : il commandait à des Grecs comme Alexandre, et il ne voulait voir dans Mahomet que Darius, souverain de l'Asie-Mineure.

La marche triomphale de l'armée conquérante s'arrêta devant lui, et plus d'une défaite des Ottomans montra à Mahomet quel rival il avait à combattre; le sultan ne crut pas voir arriver le moment d'écraser ce terrible adversaire : il tourna ses armes vers le Danube; il assiégea Belgrade à la tête de cent cinquante mille hommes. Ladislas-le-Posthume régnait sur les Hongrois (1456) : il n'avait que seize ans; Ulric, comte de Cillei,

grand-oncle du monarque, jaloux de la gloire et du pouvoir d'Huniade, était parvenu à faire disgracier ce grand capitaine.

Jean Huniade ne conserve aucun ressentiment : il apprend que Mahomet attaque un des boulevarts de la Hongrie et de l'Europe chrétienne; il ne pense qu'à sauver sa patrie; il rassemble les Hongrois, marche vers Mahomet, défait son armée, lui fait perdre quarante mille soldats, entre dans Belgrade, et force le sultan à lever le siége d'une place dont il désirait si ardemment de s'emparer.

Une grande partie de l'Europe regarde ce grand homme comme son libérateur. De tous les côtés on lui décerne des hommages ; les chaires chrétiennes retentissent de ses éloges; les orateurs commencent leurs discours en répétant ces paroles de l'Évangile : *Il fut un homme envoyé de Dieu, et son nom était Jean.* La pape Caliste III institue la fête de la transfiguration en mémoire de la délivrance de Belgrade, et Mahomet se plaint de n'avoir plus pour adversaire un homme assez grand pour venger dignement sur lui l'affront qu'il a reçu.

La reconnaissance du monde chrétien ne pouvait plus s'accroître : Huniade avait sauvé sa patrie; peu de temps après avoir brisé le joug préparé par les musulmans, il meurt dans le bourg de Zemplin, au comble de la gloire et pendant que l'Europe répétait en son honneur des chants de la victoire.

On dit bientôt à Ladislas, son fils aîné, que le comte de Cillei formait contre lui des desseins funestes. Bien différent de son père, il voulut les prévenir par un crime : il assassina celui dont il se méfiait. Le jeune roi dissimula tout ce que lui faisait éprouver ce forfait : il craignit Ladislas et Mathias, son frère: il les combla de caresses, fit avec eux un pacte de fraternité, et jura

sur l'eucharistie de ne jamais venger la mort du comte de Cillei. Les deux frères, pleins de confiance dans sa parole, l'accompagnèrent à Bude; le roi les y fit arrêter ainsi qu'un grand nombre de leurs amis; et, trois jours après, l'aîné eut la tête tranchée dans la place publique, sous les yeux du monarque.

La Hongrie, irritée du traitement que venait de subir le fils de son libérateur, ne regarda son roi que comme son tyran. Menacé d'une conspiration, il se rendit en Bohême sous le prétexte du mariage qu'il devait contracter avec une fille du roi de France Charles VII; et à peine arrivé à Prague, il y mourut subitement (1457).

Les états assemblés auprès de Pest, dans la plaine de Rakos, proclamèrent (1458) roi de Hongrie Mathias, le second fils du grand Huniade, quoiqu'il n'eût encore que seize ans. Il était prisonnier à Prague sous la garde de George Podiébrad; il lui promit d'épouser sa fille, obtint sa liberté, et vint en Hongrie, où, assisté des conseils de son oncle Zilagi et de sa mère Élisabeth, il commença à travailler avec succès à rétablir l'ordre et la tranquillité.

Cependant Mahomet veut poursuivre ses conquêtes; Démétrius et Thomas, frères du dernier empereur des Grecs, se soutenaient encore dans la Morée; le sultan s'empare de la plus grande partie de cette péninsule. Il prend Corinthe, soumet Athènes, et impose un tribut à la Grèce proprement dite.

Les Grecs possédaient encore dans l'Asie-Mineure et sur les bords de la Mer Noire l'empire de Trébisonde, *Trapezund* des Orientaux. Les Comnène y régnaient depuis plus de deux cent cinquante ans : David Comnène en était empereur. Mahomet l'assiège dans sa capitale, le force à se rendre, l'emmène à Constantinople, et, quelque temps après, le fait mourir, ainsi que ses en-

fants, sur une accusation d'intelligence avec Uzum-Cassan, souverain de la Perse (1462).

La perte des Grecs est consommée : l'étendard des Turcs flotte sur les tours de l'Asie-Mineure, de Trébisonde, de Constantinople, de la Thrace, de la Macédoine, de la Thessalie, de l'Attique, de Corinthe et du Péloponèse. Ils commandent en maîtres; ils gouvernent en barbares. La férocité scythe effraie les sciences, les lettres et les arts; ils abandonnent une terre inhospitalière; ils désertent l'Anatolie, le pays qui a vu naître Homère, la Romélie, la Morée, la Grèce, et même la fameuse ville de Minerve; ils cherchent une nouvelle patrie; et, colonies aussi glorieuses qu'infortunées, ils vont, suivant la marche naturelle des lumières, d'Orient en Occident demander des asiles à cette Italie où, dans les temps antiques, tant de Grecs et d'Orientaux étaient venus fonder des villes et porter le don inappréciable d'un commencement de civilisation.

Presque dans le même temps où Mahomet anéantissait l'empire de Trébisonde, l'empereur des Romains Frédéric III voulut enlever à Mathias la couronne de Hongrie, qu'il regardait comme dépendante de l'empire, et que les Hongrois avaient donnée sans son aveu au fils de Jean Huniade. Il lui déclara la guerre; mais Mathias, digne de porter le nom du grand capitaine qui avait sauvé la Hongrie, subjugua presque toute l'Autriche, à l'exception de la ville de Vienne. Frédéric étonné lui demanda la paix, et lui rendit, pour la somme de 60,000 écus d'or, cette couronne de saint Étienne si vénérée des Hongrois.

Vainqueur des Autrichiens, Mathias voulut l'être aussi des musulmans, toujours si redoutables pour la Hongrie. Il entra dans la Bosnie, prit Jaycza, la capitale, et vit trente-sept villes effrayées s'empresser de lui ouvrir leurs portes (1463). Mahomet, furieux des succès de

Mathias, accourut pour reprendre Jaycza. Les habitants, réunis à la garnison, défendirent leurs murs avec un grand courage; chaque jour voyait se multiplier leurs actions d'éclat; un assaut terrible fut donné par Mahomet; les assiégés se battirent en héros sur la brèche immense que les musulmans avaient faite; Mathias repoussa les Turcs, et Mahomet leva le siége (1469).

De nouvelles conquêtes consolèrent le sultan : il profita de la division des enfants de Caraman Ogli, prince de Caramanie, pour s'emparer de cette province; mais l'événement le plus important pour lui fut la mort du guerrier redoutable qui avait juré la perte des musulmans (1467) : Scanderbeg cessa de vivre à Lissa, sur la côte de Dalmatie, à l'âge de soixante-trois ans, et après avoir gagné vingt-deux batailles contre les Turcs. Si Huniade et Scanderbeg avaient vécu plus long-temps, les Turcs auraient été rejetés au-delà du Bosphore.

Jean Castriot, fils de Scanderbeg, succéda à son père sous la tutelle de Venise.

Une flotte de cette république maltraite des bâtiments turcs. Mahomet, enflammé de colère, fait vœu d'exterminer les chrétiens (1469). Il attaque l'île de Négrepont, qui appartient aux Vénitiens, assiège Chalcis, la capitale, oblige le provéditeur Arezzo à capituler, répond sur sa tête de celles du provéditeur et de ses principaux officiers, les fait scier par le milieu du corps, ajoute à sa barbarie un horrible jeu de mots, et dit qu'il n'a garanti que leurs têtes.

Cependant un nouvel ennemi le menace vers l'Orient. Les Turcomans nommés *du mouton blanc*, parce qu'ils avaient un mouton blanc représenté sur leurs enseignes, venait d'enlever la Chaldée et l'Aderbidgiane aux Turcomans du mouton noir, et de conquérir la Perse proprement dite, sous la conduite d'Azembek, plus connu sous le nom d'*Uzum-Hassan* ou *Cassan*. Ce

conquérant, aussi politique que brave, s'était empressé de s'allier avec les Vénitiens et les chevaliers de Rhodes. Il entre à la tête de ses troupes dans la Caramanie. Mustapha, fils de Mahomet et gouverneur de la province attaquée, remporte deux grandes victoires contre le roi de Perse. Mahomet, jaloux des succès de son fils, le ramène à Constantinople, charge son visir de continuer la guerre contre Uzum-Cassan, et, ayant appris que Mustapha avait outragé la femme de ce visir, ordonne qu'il soit étranglé (1475).

Soliman, un de ses généraux, attaque Étienne, vaivode de Moldavie et de Valachie : le vaivode taille en pièces l'armée de Soliman. Mahomet arrive à la tête de toutes ses forces, ravage la Moldavie, et n'éprouve aucune résistance (1476).

Le pacha Gyédik-Ahmed, autre général du sultan, enlève aux Génois la ville de Cuffah, l'ancienne Théodosie, et capitale de la Crimée ou Chersonèse taurique; il y trouve Mengely-Gieray, issu de la race des princes du Kaptchaq, et qui, après avoir été pendant longtemps en guerre avec son frère, était venu chercher un asile dans la ville des Génois. Mahomet nomme Mengely kan des Tartares de la Crimée, et lui donne des troupes à la tête desquelles le nouveau kan défait les guerriers de son frère et lui donne la mort au milieu de la bataille.

Mahomet fond alors sur l'Albanie. Scanderbeg ne la défend plus; mais son génie vit encore parmi les Albanais. François Contarini ne rend la ville de Croye qu'après un an de siége; Scutari repousse sept assauts et ne peut être pris; mais les Vénitiens font la paix avec le sultan, et lui cèdent Scutari.

L'île de Rhodes, si voisine de l'Asie-Mineure, était toujours au pouvoir des chrétiens : les braves chevaliers de Saint-Jean en étaient les maîtres, et de leur port sor-

taient ces bâtiments que le courage des chevaliers rendait si funestes aux flottes des musulmans. Depuis longtemps Mahomet désirait ardemment d'ajouter cette île à toutes ses conquêtes. Le pacha Paléologue Mischa, Grec qui avait abandonné la religion chrétienne et embrassé l'islamisme, arrive à Rhodes avec cent soixante vaisseaux et cent mille hommes de débarquement (1480). Pierre d'Aubusson, grand-prieur d'Auvergne, avait été nommé grand-maître après la mort de Jean-Baptiste des Ursins. D'Aubusson et ses chevaliers vont se couvrir d'une gloire impérissable; ils vont soutenir un des siéges les plus mémorables avec une valeur, une habileté et une constance admirables. Les Turcs élèvent une batterie de seize *basilics* ou gros canons dont le calibre est énorme. Un ingénieur de l'ordre, aidé des gens de mer et des charpentiers les plus habiles, invente une machine propre à jeter des quartiers de pierre d'une grosseur extraordinaire. Les blocs que lance cette machine, dit Guillet, un des historiens de Mahomet II, renversent les épaulements des Turcs, détruisent leurs ouvrages, écrasent des rangs entiers de combattants, s'enfoncent dans les terres, ouvrent les sapes, et donnent la mort aux travailleurs qui préparent des fourneaux pour faire sauter les ouvrages avancés. Malgré les terribles effets de cette machine, l'artillerie des Turcs démantelle la ville. Les chevaliers redoublent d'ardeur et combattent avec la plus rare intrépidité sur les ruines de leurs remparts : d'Aubusson leur donne l'exemple, brave comme eux la mort, et reçoit cinq blessures. La victoire, après trois mois, couronne leurs généreux efforts; les Turcs sont mis en fuite, et se rembarquent en laissant neuf mille morts sur le rivage et en ramenant plus de quinze mille blessés.

Gyédik-Ahmed est plus heureux que Paléologue; il fait une descente sur les côtes de la Pouille, et s'empare

d'Otrante, qu'on regardait comme la clef de l'Italie du côté de l'orient. Le gouverneur et l'évêque sont sciés par le milieu du corps, et douze mille vaincus sont massacrés. L'Italie tremble; l'Europe est consternée : un instant dissipe leurs alarmes. Mahomet cesse de vivre dans une bourgade de Bithynie. Sa mort rassure l'humanité, mais ne la venge pas (1481).

Bajazet II, l'aîné des enfants qui lui restaient, était allé en pèlerinage à la Mecque, et revenait de l'Arabie lorsqu'il apprit la mort de son père. Il se hâta d'autant plus d'arriver à Constantinople et de se faire proclamer sultan qu'il redoutait l'ambition et les intrigues de son frère *Zem*, nommé aussi Zizim. Ce second fils de Mahomet II gagna en effet les troupes d'Asie, et fut reconnu empereur des Turcs dans la ville de Pruse. La guerre éclata entre les deux frères : Zizim fut battu par le pacha Ahmed et obligé de se retirer en Égypte : il reparut l'année suivante à la tête d'une nouvelle armée; mais cette armée ayant été mise en déroute, il s'éloigna de nouveau d'un empire qu'il ne pouvait conquérir, et ne crut pas pouvoir trouver un asile plus sûr que dans l'île de Rhodes, auprès des chevaliers de Saint-Jean, ennemis de son frère. Il s'y retira après avoir confié au sultan d'Égypte sa femme et son fils. Le grand-maître Pierre d'Aubusson crut devoir le soustraire aux funestes tentatives de Bajazet : il l'envoya en France, dans la commanderie de Bourg-Neuf, située dans le Poitou, et où des chevaliers le gardèrent à vue.

Les Hongrois ne cessaient cependant de combattre contre les Turcs. Jean Corvin, fils naturel de leur roi Mathias Huniade, était souverain de la Croatie. Yacoub, général de Bajazet, était entré dans sa province (1487) : Jean Corvin tailla son armée en pièces. Yacoub revint dans le printemps suivant, battit les Croates, trouva quinze mille ennemis restés sur le champ de bataille; et,

aussi féroce que favorisé par le sort, il envoya au sultan les nez de ces quinze mille victimes de la guerre (1488).

Bajazet II, surnommé par les francs *Lamoraboquin*, faisait la guerre contre le sultan d'Égypte Ascraf-Kaït-baï, qui avait favorisé son frère. Le sultan d'Égypte vint au-devant de lui jusques en Cilicie; ils se livrèrent une bataille qui dura deux jours. La victoire resta incertaine. Bajazet fit la paix avec Kaïtbaï; mais quelque temps après il fondit sur la Circassie, qui fournissait chaque année de nouveaux mameluks à l'Égypte, la parcourut en dévastateur, réduisit à l'esclavage un grand nombre de Circassiens, et fit élever des forts dans les gorges ou passages des hautes montagnes qui enveloppent et défendent cette province.

(1490) Vers le même temps que Bajazet et le sultan d'Égypte terminaient leurs hostilités, le roi Mathias mourut subitement dans la ville de Vienne, dont il s'était emparé; il fut vivement regretté des Hongrois. Aussi généreux que brave, grand capitaine, ami des lettres et des arts, réunissant beaucoup d'esprit à des connaissances bien rares à cette époque, il attira à sa cour, malgré tous les embarras et toutes les dépenses de la guerre, des savants de plusieurs contrées européennes, y réunit les meilleurs peintres de l'Italie, fonda à Bude une magnifique bibliothéque, et y rassembla les ouvrages grecs et latins les plus renommés.

Cinq concurrents prétendirent au trône que ce grand roi venait de laisser vacant: Ladislas, roi de Bohême et fils de Casimir IV, roi de Pologne; Jean-Albert, frère de Ladislas; Maximilien d'Autriche, fils de l'empereur Frédéric III; Ferdinand, roi de Naples; et Jean Corvin, fils naturel de Mathias. Les Hongrois, ne pouvant s'accorder sur le choix d'un monarque, déclarèrent qu'ils reconnaîtraient pour roi celui que la veuve de Mathias, la reine Béatrix de Naples, accepterait pour époux. La

reine douairière offrit sa main à Maximilien d'Autriche: il avait pris des engagements avec l'héritière de Bretagne. Ladislas, roi de Bohême, feignit d'accepter la main de Béatrix; il fut couronné dans Albe-Royale. (1493) Il régnait depuis trois ans lorsque le pacha Ali-Bek, général du sultan, traversa une partie de la Hongrie en revenant d'une expédition contre les Croates. Émeric Dreucène, un des généraux de Ladislas, alla au-devant de lui et lui livra bataille; il fut battu, fait prisonnier, et conduit au général turc. Ali-Bek l'invita à s'asseoir à sa table; mais à peine le repas fut-il commencé qu'on apporta au musulman les têtes sanglantes du fils et du neveu de Dreucène, tués dans le combat. Le père désespéré provoqua le pacha, et demanda la mort. Ali-Bek l'envoya au sultan, qui le relégua dans une île. Mais Kinis, autre général de Ladislas, entra l'année suivante dans la Servie, la saccagea, et s'empara de deux forts dans lesquels on gardait une grande partie des richesses enlevées aux chrétiens (1494).

Presque tous les souverains de l'Europe avaient demandé au grand-maître de Rhodès la personne de Zizim, qu'ils voulaient envoyer contre Bajazet à la tête d'une croisade. D'Aubusson avait préféré de le remettre au pape Innocent VIII, qui s'était empressé de lui donner le chapeau de cardinal (1495).

Depuis cinq ans, l'empereur des Turcs et le sultan d'Égypte se disputaient l'importante province de l'Aderbidgiane : Les Turcs l'emportèrent sur les Égyptiens. Kaïtbaï en conçut un chagrin si profond qu'il mourut peu de temps après ses revers (1496). Il semblait pressentir tous les malheurs qui devaient accabler l'Égypte et la Syrie : les Arabes de ces belles contrées ne devaient pas plus échapper aux coups du sort que les Maures de la péninsule espagnole.

Le royaume de Grenade était en proie à ces divisions

intestines qui livrent presque toujours les peuples à leurs ennemis extérieurs. Jean II, roi de Castille, entre dans ce royaume avec une armée de cinquante mille hommes; il gagne sur les Maures une bataille où plus de trente mille Grenadins perdent la vie; les musulmans sont forcés de se renfermer dans leur capitale. On a écrit que don Jean aurait dû, après cette grande victoire, s'emparer de toutes les provinces des Maures; mais que don Alvare de Lune, bien aise de laisser subsister un royaume où peut-être un jour il désirerait de trouver un asile, et corrompu par les présents du roi maure, qui lui avait envoyé douze mulets chargés de figues, dont chacune renfermait un double ducat d'or, avait déterminé le monarque, dont il était toujours le favori et le ministre, à consentir à une trève (1431).

Quatre ans plus tard, Jean II attaqua de nouveau les Grenadins, et remporta sur eux, à Guadix, une nouvelle victoire. Il ne put cependant poursuivre ses succès; de grandes averses tombèrent pendant près de cinq mois sur toute l'Espagne; les rivières débordèrent, les campagnes furent inondées; les chemins détruits, les communications interrompues; et ce fléau destructeur de la plupart des récoltes ne cessa qu'après l'équinoxe du printemps (1436).

Cette grande calamité fut suivie d'un événement politique bien heureux pour l'Espagne chrétienne, fatiguée depuis si long-temps par tant de guerres sanglantes et dévastatrices; la paix fut conclue entre la Castille, la Navarre et l'Arragon. Blanche, fille aînée de Jean II, roi de Navarre et infant d'Arragon, épousera Henri, prince des Asturies et fils aîné du roi de Castille; elle aura pour dot trois villes et les prétentions de son père sur le marquisat de Villena. Si elle n'a pas d'enfants de son mariage avec le prince des Asturies, sa dot sera réversible au domaine de Castille, et le roi de Navarre recevra une

pension de 10,000 florins; la reine de Navarre et le prince son fils auront, en survivance l'un de l'autre, une pension de 10,000 florins; l'infant don Henri d'Arragon touchera une somme de 50,000 florins, et aura une pension de 5,000; on rendra les places frontières prises pendant la dernière guerre : telles furent les conditions du traité.

Les avantages de cette réconciliation furent bien diminués par un nouveau fléau. L'hiver fut si rigoureux, la gelée si forte, la neige si abondante que plusieurs bûcherons, saisis par le froid, moururent dans les forêts où ils avaient voulu abattre des arbres.

Une nouvelle ligue se forma contre le favori : on demanda à grands cris son éloignement. Un Castillan nommé Villandras, qui, de simple soldat, était devenu capitaine au service de France, était revenu dans sa patrie; il offrit ses services au roi, fut créé comte de Ribadeo, rassembla quatre mille hommes, et contint les conjurés. Mais presque tous les grands abandonnèrent le monarque; les infants d'Arragon entrèrent en Castille, chassèrent le favori, s'emparèrent du gouvernement, se firent rendre leurs apanages. Don Alvare leva des troupes contre eux au nom du monarque; le roi se réfugia dans la ville de Médina; et le sang des Espagnols coula dans plusieurs combats.

Pendant les derniers événements que nous venons de rappeler, Jean Ier, roi de Portugal, avait cessé de vivre, après avoir obtenu le nom si beau de *Père de la Patrie*. Édouard, son fils aîné, lui avait succédé (1433). Il avait eu de sa femme Léonore, fille de Ferdinand, roi d'Arragon et de Sicile, Alphonse, qu'il s'empressa de faire reconnaître pour son successeur, quoique ce jeune prince n'eût encore que vingt mois.

Il obtint du pape une bulle qui permettait aux che-

valiers portugais de Saint-Jacques et de Saint-Jean de se marier.

Il voulut que deux de ses frères, don Henri, duc de Viseu, grand-maître de l'ordre du Christ, déjà célèbre par son instruction et son zèle pour les progrès des sciences, et don Ferdinand, grand-maître de l'ordre d'Avis, passassent en Afrique et attaquassent Tanger. Leur entreprise fut malheureuse. Les Portugais, enveloppés par un nombre immense de Maures, furent obligés de capituler avec le roi de Fez; ils promirent de lui rendre la ville de Ceuta, et laissèrent en otage l'infant don Ferdinand. La cour de Portugal ne voulut pas abandonner une place aussi importante que Ceuta. Don Ferdinand resta dans les fers, y mourut après quelques années, et laissa une réputation bien méritée de la piété la plus touchante et la plus respectable.

La peste vint ajouter ses horreurs aux malheureux effets de l'expédition d'Afrique. Édouard chercha en vain à échapper à la contagion en se retirant dans un monastère : il y périt à l'âge de trente-sept ans (1438).

Son fils Alphonse V monta sur le trône : il n'avait pas huit ans. La régence fut donnée à sa mère, et ensuite à son oncle l'infant don Pèdre, duc de Coïmbre.

Quelques-uns des événements les plus importants du quinzième siècle marquèrent les premières années du règne d'Alphonse V. L'infant don Henri excitait et encourageait avec la plus noble ardeur les navigations lointaines et audacieuses qui devaient produire les plus grandes et les plus intéressantes découvertes. Nuno Tristan fut le premier de ces navigateurs intrépides qui secondèrent le zèle si éclairé de Henri. L'infant l'avait chargé de s'avancer le plus possible le long des côtes occidentales de l'Afrique. Tristan, accompagné de Gonçales, parvint jusque sous le tropique, que les navigateurs modernes les plus hardis n'avaient pas osé dépasser; il le

franchit, découvrit le cap Blanc, entre le 21e et le 20e degré de latitude, pénétra jusques à un fleuve inconnu, et descendit sur ses bords (1440); il y vit des habitants d'une couleur plus foncée que la sienne et d'une race différente de celle des Européens. Ne partageant que trop l'ignorance de son siècle, entraîné par un préjugé aussi général que barbare, cédant à des idées de prééminence, de domination et de droits européens aussi absurdes que coupables, embrassant comme des vérités incontestables ces erreurs qui, favorisées par l'ambition et la cupidité, devaient pendant plusieurs siècles faire commettre tant de crimes et couler tant de sang, quel exemple funeste il donna au monde! il enleva plusieurs des noirs habitants des rives qu'il avait découvertes, et revint triomphant à Lisbonne, comme si son audace avait servi l'humanité qu'il venait d'apprendre à outrager si cruellement. Trois des prisonniers offrirent une rançon; Tristan les reconduisit vers leur patrie. Un des trois captifs fut mis à terre : il envoya de la poudre d'or, dix œufs d'autruche, et dix nègres destinés à être échangés avec les deux qui étaient restés sur le vaisseau. Ces dix nègres abandonnés frappèrent peu les Portugais; ils étaient bien loin de songer à porter les bienfaits de la civilisation sur ces rives étrangères, qui auraient dû leur paraître en avoir un si grand besoin; ils ne remarquèrent que la poudre d'or qu'on venait de leur donner : l'avarice seule forma des projets; et le fleuve fut nommé *Rivière d'or, Rio del oro.*

(1443) Trois ans plus tard, Tristan découvrit l'île d'Arguin, et y fit de nouveaux prisonniers : il atteignit, dans un troisième voyage, l'embouchure d'une grande rivière navigable jusques à cent lieues de la mer, dont les bords étaient couverts d'arbres énormes et très-élevés, et qui devait conserver le nom de *Rio Grande.* Tristan voulut remonter ce fleuve, découvrir l'intérieur

du pays et faire un grand nombre d'esclaves. Honneur à la mémoire de l'excellent don Henri, qui avait prescrit à Tristan et à ses compagnons de ne réduire en esclavage aucun des habitants des contrées qu'ils visiteraient, de lier commerce avec eux, de les traiter avec douceur! Mais une aveugle cupidité l'emporta sur les ordres d'un prince humain, juste et politique. Tristan descendit dans une chaloupe avec vingt-deux hommes: il rencontra un grand nombre de nègres dans leurs canots; il voulut les traiter comme les naturels de *Rio del oro*. Les nègres environnèrent la chaloupe, et lancèrent sur les Portugais des flèches empoisonnées: presque tous les compagnons de Tristan périrent. Ce ne fut qu'avec la plus grande peine qu'il put regagner son vaisseau: il mourut bientôt du poison des flèches qui l'avaient atteint, entouré des victimes de leur désobéissance, de leur avarice, de leur inhumanité. Ses derniers moments durent être terribles: sept Portugais seulement lui survécurent, et ramenèrent leur vaisseau à Lisbonne, au milieu des dangers d'une mer inconnue (1446).

Pendant ces expéditions des Portugais, la Castille n'avait cessé d'être agitée: les princes d'Arragon formèrent le siége de la ville de Médina, où le roi Jean II s'était retiré. Ils étaient parvenus à séduire et entraîner dans leur parti le prince des Asturies, et même la mère de Henri, l'épouse de Jean II, la reine Marie d'Arragon. Cette princesse et son fils se rendirent au camp des confédérés: la ville fut prise par trahison; le roi ne craignit pas de se montrer aux vainqueurs; ils mirent un genou en terre, baisèrent la main du monarque, le reconduisirent au château, l'environnèrent d'une cour brillante, mais le dépouillèrent de toute son autorité (1441).

Ces guerres cruelles ne purent empêcher deux poètes célèbres de se montrer dans l'Espagne chrétienne,

comme pour répandre quelque lumière au milieu de ténèbres trop épaisses. Juan de Mana composait à Cordoue, dans l'ancienne Bétique et sur les bords du Guadalquivir si favorisés du soleil, des vers castillans que les Espagnols ont pendant long-temps aimé à relire; et don Carlos, prince de Viane, et fils de Blanche, reine de Navarre, cultivait avec succès, sur les marches du trône, les lettres, qu'il aimait passionnément, et écrivait dans les belles vallées des hautes et imposantes Pyrénées, une traduction en espagnol des œuvres morales d'Aristote, une histoire abrégée des rois de Navarre, des morceaux de poésie et des chansons ingénieuses qu'il se plaisait à chanter en s'accompagnant de la guitare, comme un jeune troubadour.

Peu de temps après la prise de Médina, la reine, son fils le prince des Asturies et deux grands de Castille furent choisis pour juger don Alvare de Lune; il fut condamné à être renfermé pendant six ans dans un de ses châteaux, à remettre entre les mains de séquestres désignés toutes les places fortes qui lui appartenaient, et à donner son fils en otage (1442).

Heureusement pour don Alvare, le prince des Asturies suivait aveuglément les avis de son confident Pacheco, que don Alvare avait placé auprès de lui, mais qui ensuite, jaloux de son bienfaiteur, avait résolu de le perdre et espéré de le remplacer. Don Alvare, à force d'argent et de promesses, parvint à faire changer une seconde fois les résolutions de Pacheco et à le mettre dans ses intérêts. Ce favori enleva, pour ainsi dire, le prince des Asturies du milieu de la cour, et le conduisit à Avila, où bientôt un grand nombre de guerriers se réunirent autour de Henri. Le roi, prévenu par don Alvare, trompa la vigilance de ceux qui l'entouraient, et se rendit dans le camp de son fils. La guerre civile recommença : plusieurs batailles furent données, plusieurs

villes furent prises; don Henri, infant d'Arragon, reçut des blessures dont il mourut; il ne resta plus de la maison royale d'Arragon, de Valence et de Catalogne que le roi Alphonse V, qui était hors de la péninsule, et son frère, le roi de Navarre.

Jean II, roi de Castille, aidé de son fils, de Pacheco et de don Alvare de Lune, recouvra son autorité, ou plutôt don Alvare remonta au faîte de son ancienne puissance (1444). Le premier ministre abusa de sa fortune: le désir de la vengeance l'emporta dans son âme; ses ennemis furent condamnés à la prison ou à l'exil, leurs biens furent confisqués. Don Alvare se les attribua ou les donna à ses créatures : un grand nombre de Castillans s'indignèrent, une nouvelle insurrection éclata, une bataille fut livrée, la victoire se déclara pour le favori, les insurgés furent dispersés; don Alvare gouverna sans obstacle, et les états d'Arragon, pendant l'absence de leur monarque, déclarèrent à Jean II qu'ils désavouaient les auteurs des troubles de la Castille (1445).

La reine Marie d'Arragon vint à mourir: Jean II fit demander la main de la princesse Radegonde, fille de Charles VII, roi de France. Mais la politique de don Alvare préféra une autre alliance; il fit demander pour son souverain, à l'insu de ce prince dont il connaissait la faiblesse et la docilité, Isabelle, fille de Jean, infant de Portugal. Sa proposition fut agréée: l'infante arriva dans la Castille, et Jean II, incapable de résister à la volonté de son ministre absolu, épousa la princesse Isabelle (1447).

L'oncle de cette nouvelle reine de Castille, le respectable infant de Portugal, don Henri, duc de Viseu, voyait de nouveaux succès couronner ses efforts pour l'encouragement des navigations lointaines et des grandes découvertes. Le Portugais Gonzalo Vello, s'éloignant des côtes d'Afrique, découvrit, vers le 93e degré de la-

titude, neuf îles dont la principale est appelée Tercère, et qui furent nommées *Açores*, parce qu'on y trouva une grande quantité d'éperviers nommés *açors* en portugais (1448). Elles étaient presque désertes; mais leur fertilité et leur position devaient bientôt y faire prospérer un grand nombre d'habitants.

L'année suivante, le Génois Antoine Noli, envoyé par le Portugal, découvrit vis-à-vis du cap d'Afrique, nommé *cap Vert* à cause de la verdure qu'il présentait, dix îles dont la plus grande est celle qu'on a appelée *Saint-Jago* ou *Saint-Jacques* (1449).

Mais pendant ce voyage de Noli, la guerre civile, qui avait causé tant de maux à la Castille, s'alluma dans le Portugal. Alphonse V avait épousé sa cousine germaine Isabelle, fille de son oncle l'infant don Pèdre: de faux rapports parviennent au monarque contre son beau-père; Alphonse a le malheur d'y croire: il conçoit des soupçons graves; il médite une vengeance terrible. Don Pèdre en est informé; il se retire à Coïmbre, dont il est duc, rassemble un corps de troupes, marche vers Lisbonne, est attaqué par Alphonse, et, blessé d'un coup de flèche, périt dans le combat. Son cadavre reste trois jours sans sépulture: on applique à la question ceux qu'on regarde comme les complices du complot qu'on lui avait imputé: ils ont assez de courage pour résister à cet horrible moyen de découvrir la vérité, confessent leur innocence et celle du duc de Coïmbre. Alphonse rétablit la mémoire de son beau-père (1450).

Combien les Maures de Grenade avaient profité des troubles de l'Espagne! Ils avaient ravagé l'Andalousie, battu deux fois les Castillans, et, dans l'espace de quatre années, conduit dans leur capitale plus de deux cent mille esclaves chrétiens.

De nouvelles discordes castillanes vont favoriser les armes des musulmans. La reine Isabelle devait le trône à

don Alvare : sa fierté ne peut supporter cette idée ; non seulement elle manque à la reconnaissance, mais elle devient l'ennemie secrète du favori, et bientôt elle résout sa perte. Elle était facilement parvenue à avoir un grand empire sur le monarque ; elle ne doute pas du succès de son aversion ; elle seconde, elle excite même la jalousie des grands contre le premier ministre ; elle appuie toutes les plaintes portées au roi contre don Alvare ; elle y joint les siennes, elle saisit un moment favorable ; elle représente au monarque avec tant de force le mécontentement des grands et de toute la nation qu'elle le détermine à éloigner le favori. Le roi fait venir don Alvare : il recueille ses forces. « Il est nécessaire et pour vous et pour » moi, lui dit-il, que vous vous retiriez. Le mécontentement est extrême, l'insurrection est près d'éclater : » si vous m'aimez et si vous aimez l'état, dérobez-vous » au plus tôt à la haine publique. — Je n'obéirai pas, » répond le favori avec insolence, et je saurai punir les » auteurs des conseils qu'on vous donne. »

Don Alvare, ne se possédant plus, poignarde de sa propre main un secrétaire du monarque : c'était le vendredi de la semaine consacrée à la commémoraison des grands mystères de la religion catholique ; l'attentat de don Alvare en paraît plus affreux : le monarque commande qu'on l'arrête ; mais deux fois il rétracte son ordre. Don Alvare se défend dans son palais ; il ne se rend que lorsqu'on lui montre un billet par lequel le roi promet qu'on n'attentera ni à son honneur, ni à sa vie, ni à ses biens.

On lui donne néanmoins des juges, et la sentence suivante est prononcée avec appareil. « Voici la punition à » laquelle le roi notre souverain seigneur condamne don » Alvare, ce cruel tyran, pour s'être rendu maître, par » un aveugle orgueil et une folle témérité, de la mai- » son, de la cour et du palais de notre roi, en usurpant

» audacieusement une place qui ne lui appartenait pas » et dont il était indigne; pour avoir insolemment abusé » de son autorité, au mépris de la majesté royale et du » roi, qui tient la place de Dieu sur la terre; pour avoir » altéré et corrompu la justice, dissipé les finances, » ruiné le domaine de la couronne, accablé le peuple » d'impôts, détourné les revenus de l'état à son profit; » pour tous les crimes, forfaits, maléfices, concussions, » violences, cruautés, tyrannies dont il est atteint et » convaincu. Il est condamné à avoir la tête tranchée, » afin que la justice de Dieu et du roi soit satisfaite, et » qu'il soit un exemple effrayant pour les favoris am» bitieux. Que celui qui l'imitera soit puni du même » supplice. »

On élève un échafaud dans la place de Valladolid : on place sur cet échafaud un oratoire au-dessus duquel paraissent la croix du Christ et deux cierges allumés. Don Alvare est amené sur une mule : un crieur public proclame ses crimes et sa condamnation; il monte avec calme sur l'échafaud, remet son chaperon et son anneau à un jeune homme qu'il avait toujours aimé, aperçoit l'écuyer du prince des Asturies, l'appelle par son nom : *Dites au prince,* lui crie-t-il, *qu'il récompense ses serviteurs un peu mieux que le roi ne récompense les siens,* se met à genoux, et présente sa tête à la hache du bourreau.

Tous ses biens avaient été confisqués : son corps demeure exposé pendant trois jours; un bassin est aux pieds du cadavre; les passants y jettent quelque aumône pour fournir aux frais de la sépulture de celui qui, pendant tant de temps, a fait trembler l'Espagne (1453).

Ses trésors étaient dans le château d'Escalona : sa veuve s'y renferme; le roi va l'assiéger, et se croit forcé de signer une capitulation qui accorde à la veuve la moitié de tout ce que la place renferme (1454).

Peu de temps après mourut Jean II, regrettant encore son favori : Henri son fils lui succéda (1454).

Jusques à quel point il devait avilir la royauté, et dépraver sa cour!

Depuis plus de douze ans il avait épousé Blanche, infante de Navarre, et néanmoins n'avait jamais cessé de se livrer aux plus sales débauches. Les indiscrétions de ses favoris et celles de ses maîtresses l'avaient fait regarder comme incapable de remplir les devoirs du mariage; il avait voulu se séparer de Blanche; les deux époux avaient assuré avec serment que leur mariage n'avait jamais été consommé. Henri avait obtenu, à l'insu du roi son père, une sentence de divorce : à peine fut-il monté sur le trône qu'à la suite de nouvelles procédures il fut déclaré, par une décision singulière, libre de son premier engagement et capable d'en contracter un second (1455). Son ministre Jean Pacheco, marquis de Villena, parvint, à force d'instances, à l'arracher pendant quelques moments à ses honteux plaisirs, et à l'entraîner à la tête de cinquante mille hommes dans le royaume de Grenade. Le monarque y porta le fer et le feu; mais il se retira bientôt dans ses états sans exiger des Maures la plus faible contribution, perdit la confiance de ses troupes, et fut accusé de lâcheté par les braves Castillans.

Il vint à Séville, où il épousa Jeanne, fille d'Édouard, roi de Portugal, et une des plus belles princesses de son siècle (1455). Jeanne, aussi voluptueuse que Henri, ne prit pas même le soin de cacher ses désordres. Bientôt, selon les historiens, les favoris, les ministres, la plupart des grands et leurs femmes, suivent sans aucune honte les exemples du roi et de la reine : la décence et la pudeur ne furent plus regardées que comme de vains noms. Le mépris des lois et de l'autorité royale, la violation des droits sacrés de la nature, la mollesse, le libertinage, les vices les plus vils, les noirceurs, les

perfidies et les assassinats se montraient avec audace, et Pacheco entretenait d'autant plus les mœurs corrompues du roi et de ses courtisans, qu'il voyait dans ces mœurs si dissolues la garantie de son crédit.

La même année vit un événement bien extraordinaire préparer de nouveaux malheurs à la Navarre et à l'Arragon. Jean II, roi de Navarre, n'avait aucun droit réel à ce royaume. Son contrat de mariage avec Blanche, infante et héritière de Navarre, disait : *Si la reine Blanche meurt sans enfants, l'infant d'Arragon, son époux, abandonnera la possession du royaume qui ne lui appartient pas ; et, s'il y a des enfants, l'aîné succèdera immédiatement à la couronne sans que son père y ait aucun droit, si ce n'est en vertu de son mariage et tant qu'il durera.* Cette princesse, après avoir rappelé et confirmé par son testament le droit de son fils don Carlos, prince de Viane, l'avait néanmoins exhorté à ne prendre possession du royaume et le titre de roi qu'après avoir obtenu le consentement et la bénédiction de son père. Jean II avait regardé cette exhortation comme une disposition testamentaire qui lui donnait la jouissance viagère de la couronne. Les Navarrais s'étaient opposés à cette prétention de ce prince. « Une » possession viagère de la couronne de Navarre, avaient- » ils dit, est nulle de droit; elle est contraire à la loi » fondamentale de l'état, qui établit la succession im- » médiate des enfants du monarque. Les clauses matri- » moniales ou testamentaires qui regardent la succession » royale ne peuvent avoir de force qu'autant qu'elles » sont acceptées et jurées par les états. D'ailleurs, con- » formément aux lois et coutumes du royaume, le roi » est déchu, par son second mariage, de tout droit pro- » venant de son union avec Blanche, ou d'un testament » de cette princesse. »

La guerre civile se renouvelle dans la Navarre. Don

Carlos, profitant de l'absence de son père et de la disposition des esprits, lève des troupes, prend Saint-Jean-Pied-de-Port, et s'empare d'une grande partie du royaume (1456). L'infante Blanche sa sœur, dont l'union avec le roi de Castille venait d'être dissoute, et qui était revenue dans sa patrie, soutient les intérêts de son frère et ses droits éventuels à la succession de sa mère. Le roi Jean, irrité, prend une mesure aussi injuste qu'extraordinaire : il dispose d'une couronne à laquelle il n'a aucun droit; il déshérite don Carlos et la princesse Blanche, et déclare héritière de Navarre Éléonore, sa fille cadette, mariée à Gaston IV, comte de Foix. Don Carlos, battu à Estella par les troupes de son père, charge Jean de Beaumont de défendre les places qui le reconnaissent encore, se retire en France, arrive à Poitiers, et écrit à son oncle Alphonse V, roi d'Arragon, qui est en Italie. « J'attendais toujours, lui dit-il, la fin » de mes disgrâces et ma parfaite réconciliation avec le » roi mon redoutable seigneur et père. Dieu sait les » efforts que j'ai faits pour mériter cette faveur....... » Mes propositions ne devaient pas, ce me semble, être » rejetées par un père, puisqu'elles se sont toujours ré- » duites à de très-humbles supplications. Je priais le roi » de me traiter en père, et de me permettre de le servir » comme je l'ai toujours désiré. Je le conjurais seule- » ment de ne pas s'abandonner aux suggestions de per- » sonnes malintentionnées, qui travaillent à ma perte » et à la ruine de ce royaume..... Les difficultés s'apla- » nissaient par la miséricorde de Dieu, et je me flattais » déjà d'avoir obtenu une paix si désirée, lorsque le » comte de Foix et ma sœur l'infante Éléonore, son » épouse, sont arrivés à Barcelone. J'aurais dû espérer » que leur présence hâterait mon bonheur : ce sont » eux, au contraire, qui ont rompu toutes les voies » de conciliation, et qui nous ont replongés dans un si

» profond abîme de maux et de scandales que je n'ose
» plus en espérer une issue favorable, à moins que la bonté
» de Dieu et l'autorité que vous avez sur nous ne nous
» en retirent. Je craindrais d'ennuyer votre majesté
» royale si je lui exposais en détail les procédés du
» comte à mon égard..... François de Balbastro, mon
» secrétaire, vous informera pleinement de tout ce
» que je pourrais vous en dire. Je me suis déterminé
» à le députer vers votre altesse royale, ne me trou-
» vant pas en situation de lui envoyer une ambassade
» solennelle..... Empêchez qu'on ne me pousse aux
» dernières extrémités....... »

Don Carlos va à la cour de Charles VII, roi de France, qui lui montre un grand intérêt.

Le roi d'Arragon lui écrit de se rendre sans délai auprès de lui en Italie : il l'accueille avec affection ; il lui témoigne d'autant plus d'amitié et d'estime qu'il aimait à réunir autour de lui les hommes de lettres les plus célèbres de son temps, qu'il se plaisait à s'entretenir avec eux, et que don Carlos avait composé, dans des temps plus tranquilles, des ouvrages qui prouvaient beaucoup d'instruction, d'esprit et de talent.

« Seigneur, dit don Carlos à son oncle dans un en-
» tretien particulier, on me trouverait digne d'une cou-
» ronne, et je jouirais paisiblement de celle de Navarre si
» je n'étais pas l'héritier naturel de celles que vous por-
» tez. La reine ma belle-mère ne me pardonne pas un
» droit d'aînesse qui peut rendre un jour son fils mon
» sujet; on me déclare indigne de la succession de ma
» mère, afin que je ne puisse pas prétendre à la vôtre ;
» et l'on donne à ma sœur Éléonore le royaume de
» Navarre, pour que mon frère puisse avoir plus sûre-
» ment celui d'Arragon. »

Plus Alphonse témoigne d'intérêt à son neveu, et plus la reine Jeanne de Henriquez, seconde épouse du roi

Jean, éprouve de ressentiment contre don Carlos. Jean partage ce ressentiment, assemble les états de Navarre à Estella, et fait déclarer son fils rebelle, contumace, et déchu de tous ses droits à la couronne. D'un autre côté, les partisans de don Carlos se rassemblent à Pampelune, proclament ce prince roi de Navarre, lui prêtent serment de fidélité malgré son absence, et reprennent les armes.

Don Carlos l'apprend à Naples; il s'en afflige vivement. « Vous venez de me proclamer votre roi, écrit-il à » Jean de Beaumont, et je ne puis vous exprimer le » désespoir où cette nouvelle m'a jeté. Quel motif a pu » vous déterminer à une entreprise qui nous replonge » dans un abîme de maux! Mon unique désir, je vous » l'avais dit en vous quittant, et le but que je me propo- » sais dans un si pénible voyage étaient de faire ma » paix et la vôtre par l'entremise du roi d'Arragon, » mon seigneur et mon oncle. Le soin de ma gloire, » vos intérêts et votre devoir n'auraient-ils pas dû vous » faire entrer dans mes vues? Vous avez décrié la cause » que vous défendez; vous avez terni ma réputation » dans le monde; vous avez éloigné la fin de nos mal- » heurs; vous m'avez exposé à la juste indignation du » roi mon oncle, dont la protection est toute ma res- » source; vous avez mis en danger la vie du connétable » et celle des autres otages qui sont à la merci de mon » père; enfin vous avez aliéné de moi et de vous l'esprit » de bien de personnes qui étaient dans vos intérêts. Je » vous ordonne et je vous conjure par la fidélité que » vous me devez, par l'amour que vous avez pour ma » personne, par le zèle que vous avez toujours montré » pour mon honneur et pour mon service, d'empêcher » qu'on ne me donne un titre qu'il ne me convient pas » de disputer à mon père, et qui d'ailleurs n'ajoute » rien à mes droits. J'ai bien conçu que les procédés

» indignes qu'on a eus contre moi dans l'assemblée
» d'Estella vous avaient déterminé à une espèce de re-
» présailles ; mais c'était à vous d'attendre mes ordres
» pour les exécuter en sujets obéissants. Je vous en-
» verrai bientôt des personnes affidées, avec des instruc-
» tions sur tout ce qu'il convient de faire ; le roi
» d'Arragon , mon seigneur et mon oncle, fera partir
» en même temps des ambassadeurs : je me flatte que
» leur sagesse et votre concert avec eux nous rétabliront
» dans notre première tranquillité. »

(1457) Alphonse V allait en effet décider en faveur de son neveu l'affaire de la succession au trône de Navarre, lorsque la mort termina une vie qui avait mérité à ce monarque le surnom de Magnanime. Il mourut à Naples : don Carlos était auprès de lui ; presque tous les peuples du royaume de Naples lui offrirent le sceptre. Il le refusa, craignit que sa présence n'inspirât des espérances séditieuses, se retira en Sicile, et, plein de respect pour son père, se livra sans réserve à la volonté du roi Jean, qui venait d'hériter de la couronne d'Arragon. Mais combien sa confiance fut trompée! Il fut reçu à Majorque bien plus en prisonnier d'état qu'en héritier présomptif de la couronne; il devait voir bientôt jusques où pouvait aller la haine de sa belle-mère la reine Jeanne de Henriquez.

(1458) Le roi réunit à Fraga les états de son nouveau royaume, y déclara la Sicile et la Sardaigne réunis à perpétuité à l'Arragon; et, trois mois après, il fit arrêter à Barcelone celui qui devait hériter de ces trois couronnes et les ajouter à celles de Navarre. Les peuples de Catalogne s'irritèrent de la captivité de celui qu'ils aimaient, et qui devait un jour régner sur eux. Pleins de courage, de hardiesse et d'amour de l'indépendance, ils firent éclater avec tant de force leur mécontentement que le roi craignit une insurrection de la province, et rendit la

liberté à son fils (1460). Mais la passion de Jeanne contre don Carlos n'en devint que plus vive : elle ne pouvait supporter l'idée de le voir tenir un jour le sceptre de l'Arragon et commander à son fils Ferdinand. L'année suivante (1461), don Carlos cessa de vivre. L'amour qu'avaient pour ce malheureux prince les peuples de l'Espagne, et les persécutions de sa belle-mère, firent accuser la reine d'un crime horrible. On rappela le dernier repas que l'infortuné don Carlos avait fait avec Jeanne; on parla de poison; on appela la reine la meurtrière du prince; on la maudit. Si les soupçons étaient injustes, quel terrible châtiment de sa haine contre don Carlos!

Les Catalans voulaient venger le prince et secouer la domination d'un roi esclave des fureurs de sa femme. Soutenue par le sentiment de son innocence ou par son courage, elle montra un grand caractère. Elle osa aller à Barcelone; elle se présenta aux portes de la ville. Le peuple, étonné de tant de hardiesse, respecta son intrépidité; elle présenta son fils Ferdinand aux députés des trois ordres de la province, et en obtint le serment qu'on prêtait à l'héritier présomptif de la principauté (1462).

La couronne de Navarre devait cependant appartenir à Blanche, la sœur chérie de don Carlos. Ce prince avait confirmé ses droits par son testament; mais le comte de Foix, l'époux d'Éléonore, la sœur cadette de Blanche, avait promis au roi Jean de lui laisser, pendant toute sa vie, l'exercice du pouvoir royal sur la Navarre : Blanche fut sacrifiée à l'ambition du roi. Il fut décidé qu'elle serait remise entre les mains du comte et de la comtesse de Foix; Peralta, un des grands de Navarre, fut chargé de la conduire en France. Ils arrivèrent dans un château de Peralta auprès de Roncevaux. « Chevalier, dit Blan-
» che, ayez compassion de la plus malheureuse prin-

» cesse qui fut jamais dans le monde. Souvenez-vous des » bienfaits que vous avez reçus du roi mon aïeul et de » la reine ma mère..... Un temps viendra où mon père » lui-même vous saura gré de m'avoir accordé la grâce » que je vous demande..... Gardez-moi dans ce château; » j'y demeurerai toute ma vie : mais ne vous chargez » pas de la honte de m'avoir menée dans un lieu d'exil » où l'on abrègera mes jours comme on a abrégé ceux » de mon frère. » Peralta fut inflexible. Elle laissa à Roncevaux une protestation. « On veut me livrer, dit-» elle dans cet acte, au roi de France ou au comte de » Foix: on veut m'arracher une renonciation à la cou-» ronne de Navarre en faveur de ma sœur Éléonore ou » de l'infant Ferdinand d'Arragon. Je proteste contre » tous les actes qui pourront paraître sous mon nom et » même avec ma signature; je déclare nulles toutes les » renonciations que je pourrai faire, à moins qu'elles » ne soient en faveur du roi de Castille ou de mon cou-» sin le comte d'Armagnac. » Arrivée à Saint-Jean-Pied-de-Port, elle signa une procuration pour traiter de sa liberté et même de son mariage avec le prince qu'on préfèrerait; et enfin elle céda la Navarre et tous les états dont elle était héritière à don Henri, roi de Castille, comme au prince qui pourrait le plus la délivrer de la tyrannie ou venger sa mort, et ravir à ses meurtriers le fruit de leur crime (1462).

Ces vœux furent perdus. On la livra à ses ennemis; elle fut enfermée dans le château d'Orthez : la mort y termina son infortune; l'affreux soupçon d'avoir empoisonné leur sœur pesa sur le comte et la comtesse de Foix.

Ce Henri, roi de Castille, dont Blanche avait en vain imploré l'appui, ne cessait de prodiguer les revenus de sa couronne en plaisirs, en fêtes, en dons magnifiques distribués à d'indignes favoris. L'un de ces favoris les

plus puissants, et celui que la reine ne paraissait que trop préférer à tous les autres, était don Bertrand de La Cueva, majordome ou grand-maître de la maison du roi. Ordonnateur des fêtes royales, il en donna une dont les historiens ont cru devoir d'autant plus conserver la description qu'elle peint l'esprit et les mœurs de la cour de Castille sous le règne de Jeanne et de Henri.

Don Bertrand, au retour d'une chasse, paraît en champ clos. Il ose se montrer avec la livrée de la reine et les chiffres de cette princesse sur ses armes. Ses écuyers le précèdent déguisés en Sauvages; ils publient qu'ils ne permettront *le passage* à aucun cavalier conduisant une dame, à moins qu'il ne promette de jouter six fois avec leur chevalier, ou de laisser à la barrière le gantelet de la main droite. Le roi, bien loin de s'offenser de voir les chiffres et les couleurs de la reine portés par don Bertrand, fait placer les dames, et se place lui-même avec Jeanne dans une galerie élevée le long de l'arène où les assaillants doivent combattre. Ils se présentent en grand nombre : don Bertrand défend *le pas*, c'est-à-dire le passage, reçoit les assaillants l'un après l'autre et l'emporte sur presque tous; quelques-uns seulement sortent du combat avec un avantage égal à celui du *tenant*, trois fois vaincus et trois fois vainqueurs. Ces chevaliers plus heureux se rangent le long de la barrière sous un grand arc très-décoré, et d'où on voit pendre les lettres de l'alphabet brillantes de dorure; et chacun d'eux attache au fer de sa lance la lettre initiale du nom de la dame au service de laquelle il est dévoué.

A la fin de la joute, don Bertrand conduit toute la cour dans un grand jardin orné de belles fleurs, et où la fête se termine par un festin magnifique. Le roi, transporté de joie et aussi épris du favori que la reine, l'accable de louanges et de caresses, veut éterniser le souvenir de cette journée, ne voit pas qu'il va immortaliser

sa honte, et fonde auprès de Madrid le monastère de Saint-Jérôme *du Pas*, à l'endroit même où don Bertrand avait défendu *un pas*, en l'honneur de la reine, contre tous les chevaliers de la Castille.

Peu de temps après cette fête si audacieuse donnée par don Bertrand, la reine accoucha d'une princesse à laquelle on donna le nom de Jeanne, que portait sa mère (1462). Personne ne douta que don Bertrand de La Cueva n'en fût le père; le peuple la surnomma *la Bertranée;* et néanmoins le roi fit célébrer cet événement par des fêtes solennelles. Les états furent assemblés; on leur présenta, dans son berceau, la jeune princesse; ils la reconnurent pour l'héritière de la couronne; l'infante Isabelle, sœur du monarque, et son frère l'infant don Alphonse furent les premiers à prêter serment de fidélité à leur nièce comme à leur future souveraine.

La reine, quelques mois après, faillit à périr; elle était redevenue grosse; elle dormait dans sa chambre auprès d'une fenêtre; une des vitres était très-bombée; la tête de la reine se trouva par hasard au foyer des rayons du soleil réunis par cette lentille. Le feu prit à ses cheveux parfumés de diverses essences; la frayeur la saisit; elle fit une fausse couche, et éprouva une maladie des plus graves.

Le roi fut plus heureux les armes à la main : il prit, sur les Maures, la ville d'Archidona et celle de Gibraltar.

La guerre allait exercer aussi ses ravages à l'autre extrémité de la péninsule. Les Catalans, détestant de plus en plus le prince qu'ils regardaient comme l'assassin de son fils don Carlos et de sa fille Blanche, ne voulaient plus reconnaître son autorité, avaient pris les armes et désiraient de former une république sous la protection de la France. Le roi d'Arragon se hâta d'avoir une entrevue avec Louis XI à Sauveterre de Béarn, s'obligea à lui payer 1,200,000 écus, lui donna le Roussillon et la

Cerdagne en engagement, lui céda comme intérêts les revenus de ces provinces, et obtint non seulement que Louis XI ne protègerait pas les Catalans, mais encore lui fournirait contre les mécontents un secours considérable de troupes.

Les Catalans, repoussés par la France, n'en continuèrent pas moins de combattre contre le roi d'Arragon, et réclamèrent l'appui de la Castille. Louis XI était alors à Bayonne; on le choisit pour arbitre. Il rendit une sentence arbitrale en faveur de Jean II et en présence des ambassadeurs ou envoyés des parties intéressées (1463). Il n'avait pas été peu surpris de voir l'archevêque de Tolède et Pacheco, marquis de Villena, ministres favoris du roi de Castille, qui protégeait les Catalans, parler en faveur du roi d'Arragon, ennemi de Henri, avec plus de chaleur que les ambassadeurs arragonais; il avait reconnu leur trahison; il voulut se les attacher par des pensions très-fortes.

Le roi Henri, bien loin de se douter de la perfidie de ses deux favoris, avait toujours en eux la plus grande confiance. Il les mena avec lui lors de l'entrevue qu'il eut, quelque temps après et sur les frontières de France, avec le roi Louis XI; il s'avança jusques à Fontarabie avec ces deux ministres, Bertrand de La Cueva, comte de Ledesma, que Philippe de Commines appelle *le mignon de Henri*, et, suivant le même témoin oculaire, avec une garde composée de trois cents Maures grenadins, dont plusieurs étaient nègres. Cette confiance dans trois perfides et dans les ennemis mortels des chrétiens, et surtout des Castillans, peindrait seule le caractère de Henri.

Louis XI vint à Saint-Jean-de-Luz; les deux monarques se virent dans un petit château nommé Heurtebise, et situé sur le bord de la rivière de Bidassoa, qui sépare la France de l'Espagne. Henri n'eut d'autre avis que

celui qui convint au marquis de Villena et à l'archevêque de Tolède. Ils vinrent à Saint-Jean-de-Luz auprès de Louis XI, qui leur témoigna autant d'affection qu'il paraissait avoir de mépris pour Henri. Le comte Bertrand de Ledesma alla aussi trouver le roi de France. Il passa la rivière dans un bateau dont la voile était de drap d'or; et ses brodequins étaient couverts de pierreries. Les Français se moquèrent de cette magnificence; les riches vêtements de l'imbécile Henri leur plurent d'autant moins qu'il était très-laid, suivant Philippe de Commines; et, de leur côté, les Castillans trouvèrent ridicules ceux de Louis XI, qui, selon le même Commines, s'habillait *fort court et très-mal*, et portait une image de plomb sur une mauvaise toque.

L'objet de l'entrevue avait été de faire prononcer le roi de France, au jugement duquel on s'en était rapporté, sur les différents de l'Arragon avec la Castille. La reine d'Arragon, Jeanne de Henriquez, cette femme altière, audacieuse et si soupçonnée, était venue à la conférence. Louis XI prononça en faveur du roi de Castille.

Les ennemis des deux ministres tout puissants de Henri s'efforcèrent cependant de montrer leurs trahisons à Henri. Leur tentative aurait été vaine si le comte de Ledesma et la reine, sur laquelle il avait tant d'empire, ne s'étaient joints à eux. Les deux ministres furent renvoyés malgré leur résistance; mais Henri ne pouvait que changer de maître. Le marquis de Villena et l'archevêque de Tolède furent remplacés par le comte de Ledesma, mignon du roi et amant de la reine.

Ce choix scandalisa tout le royaume; les ministres disgraciés réunirent toutes leurs intrigues pour augmenter, contre le comte Bertrand, la jalousie des grands et la haine du peuple. Une vaste conspiration se forme (1464). Les conjurés tiennent plusieurs assemblées se-

crètes; ils arrêtent leur plan. On s'assurera de la personne de l'infant don Alphonse, frère du roi, et de celle de l'infante Isabelle, sa sœur; on déclarera don Alphonse prince des Asturies et héritier du trône; la naissance de Jeanne, dite la Bertranée, sera ensevelie dans un profond oubli; on éloignera de la cour don Bertrand de La Cueva; on reprendra à d'indignes courtisans les dignités et les richesses que le roi leur a prodiguées, et l'on concertera les plus grandes mesures pour terminer glorieusement la conquête de Grenade.

Ce plan de confédération est signé par le roi d'Arragon, la reine son épouse et son fils Ferdinand; les confédérés déclarent alors leurs intentions, prennent les armes, font flotter l'étendard de l'insurrection, et publient un manifeste que signent les habitants de Burgos, et qu'ils adressent au roi. « Les Maures, disent-ils pour » flatter les préjugés des chrétiens espagnols, font une » profession publique de leur religion sous les yeux du » roi et sous la protection des ministres. Ils commettent » impunément les plus grands crimes; les charges de » judicature sont données à prix d'argent à des sujets » indignes, qui vendent à leur tour la justice, et qui » ruinent le peuple par leurs concussions; le comte de » Ledesma a obtenu l'éminente dignité de grand-maître » de l'ordre de Saint-Jacques, qui ne devait être donnée » qu'à l'infant don Alphonse; Jeanne, fille de la reine, » est née d'un adultère, et n'a pu être reconnue héri- » tière du royaume que par la violation des lois fon- » damentales de la monarchie et de la liberté des suf- » frages. »

Le conseil du monarque demande qu'on marche contre les conjurés, qu'on leur livre bataille, et qu'on les dissipe; mais le lâche Henri préfère de conférer avec le marquis de Villena. Il consent à tout ce que lui propose son ancien favori; il promet de remettre l'infant don

Alphonse, son frère, entre les mains des confédérés, de le reconnaître pour héritier de ses couronnes, à condition qu'il épouserait dans le temps Jeanne, celle que l'on nommait la Bertranée, et qui n'avait encore que trois ans; de permettre que quatre commissaires et un surarbitre fussent nommés pour régler les affaires de l'état, et, en attendant leur décision, de vivre en simple particulier dans la ville d'Almedo.

Poussé ensuite dans un autre sens par de nouveaux mouvements, et peu content des décisions des commissaires-arbitres, il se remet sous la tutelle de son conseil, et prend les armes contre les confédérés.

Ceux-ci ne ménagent plus rien. Ils se rassemblent à Avila; ils élèvent un grand théâtre dans une vaste plaine; un trône est au-dessus; ils placent sur ce trône un simulacre de Henri; la couronne est sur sa tête, le sceptre dans une de ses mains, une épée dans l'autre; de longs voiles de deuil recouvrent son manteau; l'infant don Alphonse, l'archevêque de Tolède, le marquis de Villena, le grand-maître de l'ordre d'Alcantara, un grand nombre d'autres grands se rangent des deux côtés du trône; la plaine est remplie de spectateurs.

Un héraut lit à haute voix un acte qui déclare Henri coupable de quatre grands crimes et déchu de la couronne; l'archevêque de Tolède ôte le diadème au simulacre, le comte de Placentia l'épée, le comte de Benavente le sceptre, et don Diègue Lopez de Stuniga le renverse du siége royal. Les grands environnent alors le jeune Alphonse, qui n'a que douze ans, l'élèvent sur leurs épaules, le proclament roi de Castille, lui jurent fidélité; les trompettes sonnent; les enseignes sont déployées, et le peuple s'écrie : *Castille, Castille pour le roi don Alphonse*.

Les confédérés néanmoins sont trompés dans leur espérance; le spectacle qu'ils ont imaginé révolte un

grand nombre de Castillans; plusieurs grands accourent au secours de Henri. Il a bientôt autour de lui une armée de cent mille hommes; Villena s'effraie, propose une trêve, offre de négocier; et Henri, enchanté de n'être pas troublé dans ses plaisirs, accepte la trêve, et congédie son armée (1465). Les confédérés recommencent la guerre, et la Castille gémit sous toutes les horreurs des discordes civiles.

Les campagnes sont infestées de brigands; les villes se réunissent pour protéger l'arrivée des subsistances qui leur sont nécessaires; elles lèvent des compagnies qui sont l'origine des *saintes hermandades*.

Les fureurs de la guerre s'accroissent chaque jour : don Bertrand de La Cueva, devenu duc d'Albuquerque, commande l'armée de Henri. L'infant don Alphonse, le roi des confédérés, meurt à peine âgé de quinze ans : ils s'empressent d'offrir la couronne à sa sœur, l'infante Isabelle. « Je vous remercie de votre bonne vo-
» lonté, leur dit-elle; mais la nature et les lois me
» défendent de détrôner mon frère : ce n'est qu'après
» lui que je dois régner, et je ne veux être déclarée que
» princesse des Asturies. »

Les Castillans désiraient vivement la paix : les confédérés la proposent; ils rédigent les conditions; elles pénètrent Henri de douleur; mais il n'ose pas les refuser (1468). Il est contraint de divorcer avec la reine, de la renvoyer en Portugal avec Jeanne l'infante, d'accorder une amnistie à tous les confédérés, de leur rendre tous leurs biens.

Il se rend à Guisando avec toute sa cour et treize cents cavaliers : l'infante Isabelle y arrive; douze cents cavaliers forment sa suite. Tous les grands sont relevés du serment de fidélité qu'ils ont prêté dans le temps à l'infante Jeanne, qui vient de partir avec sa mère. Isabelle reconnaît son frère pour son roi; Henri la déclare héri-

tière de ses couronnes et princesse des Asturies; les grands et les prélats rendent hommage à Henri et à Isabelle, et une proclamation solennelle annonce aux peuples l'événement qui doit leur rendre la paix et la concorde.

Plusieurs princes sollicitèrent bientôt la main d'Isabelle : le roi de Portugal la demanda pour lui, le roi d'Arragon pour son fils don Ferdinand, qui avait déjà le titre de roi de Sicile, et le roi de France pour son frère le duc de Guyenne. Les partisans les plus zélés d'Isabelle désiraient d'autant plus vivement qu'elle fût unie avec l'infant d'Arragon qu'ils redoutaient, pour la princesse, les vues secrètes de son frère : ils engagèrent don Ferdinand à se rendre à Valladolid, où était la princesse; il y vint accompagné seulement de quatre cavaliers, se mêla déguisé dans la foule des courtisans, fut indiqué à l'infante, lui plut, et l'épousa en présence de l'archevêque de Tolède, sans demander le consentement du monarque; il avait alors dix-sept ans, et la princesse dix-huit (1469).

Henri, irrité de la hardiesse d'Isabelle, et excité par Villena, qui avait repris tout son ascendant sur lui, et craignait d'avoir trop peu de crédit sous la princesse des Asturies, déshérita Isabelle, et déclara de nouveau l'infante Jeanne héritière de Castille. Les troubles, les brigandages, les meurtres, les usurpations des grands, leurs duels, leurs guerres, leur résistance aux lois, accablèrent de nouveaux maux tout le royaume de Castille.

Au milieu de cette sanglante anarchie, l'ignorance des ecclésiastiques était devenue si grande qu'un concile provincial, tenu à Tolède, ordonna que les cures et les dignités des cathédrales ne fussent données qu'à des prêtres qui saurait un peu de grammaire, et qu'on établît dans chaque cathédrale deux chaires, l'une de théologie et l'autre de droit canon (1473).

C'était néanmoins à cette époque que vivait Ferdinand de Pulgar, dont les Espagnols ont estimé les ouvrages, et particulièrement une satire écrite en vers castillans sous la forme d'une églogue, et dans laquelle il déplora la corruption, les crimes et tous les malheurs de son temps (1474).

Le roi d'Arragon cependant, le père de don Ferdinand, avait été privé de la vue : il la recouvra d'une manière qui fut regardée comme miraculeuse.

Un médecin juif, que l'on regardait comme un grand astrologue, mêla aux pratiques ridicules et aux observations les plus attentives de l'astronomie, alors si vénérée, une opération maintenant employée avec tant de succès, mais qui devait rester inconnue pendant bien du temps. Il reconnut que le roi avait le cristallin de chaque œil très-opaque, et osa penser à l'enlever : plein de foi dans les procédés astrologiques, ou voulant inspirer une plus grande confiance au monarque, il examina l'état du ciel, la situation des planètes et celle des étoiles, prit ensuite une aiguille, enleva au roi le cristallin de l'œil droit, et lui rendit la vue de cet œil. Étonné en quelque sorte de son succès, et n'osant pas en espérer un second, il refusait d'opérer sur l'œil gauche; mais il ne put résister aux vives instances du roi, enleva le second aussi heureusement que le premier, et le roi, débarrassé de ses deux cataractes, recouvra la vue des deux yeux (1468).

Pendant la cécité du monarque, la reine, supérieure à toutes les craintes, avait combattu en Catalogne, à la tête des troupes du roi, contre Jean d'Anjou, duc de Lorraine, dont les Catalans voulaient avoir pour protecteur et pour souverain le respectable père, René d'Anjou, cousin du roi de France, comte de Provence et roi de Naples. Elle avait pris plusieurs villes et assiégé l'importante place de Roses; mais la mort arrêta ses suc-

cès ; elle cessa de vivre au milieu d'affreuses convulsions, répétant ces mots terribles : *Ferdinand, ó mon fils, que tu coûtes cher à ta mère !* Des historiens ont ajouté que, se croyant environnée des ombres menaçantes de don Carlos et de Blanche, elle avait avoué ses crimes à son époux, et l'avait rempli d'horreur.

Le duc de Lorraine, aidé de son parent et de son ami, le brave André de La Ville-sur-Illon, sire de Dompjullien, prit Gironne, battit le roi Jean, s'empara de presque tout le Lampourdan, et était près de conquérir l'Arragon lorsqu'il mourut à Barcelone (1470).

Les Catalans continuèrent la guerre ; rien ne pouvait ralentir leur ardeur ; mais Barcelone, assiégée par terre et par mer, fut obligée de capituler. Le roi Jean y fit son entrée, passa dans le Roussillon, qu'il avait engagé à Louis XI, s'empara de Perpignan (1478), y soutint un siége contre les Français, vit son fils Ferdinand arriver à son secours, fit lever deux fois le siége, et signa un traité de paix avec la France.

L'année suivante, une intrigue de cour réconcilia le voluptueux et inconstant Henri, roi de Castille, avec sa sœur l'infante dona Isabelle : ils se virent à Ségovie, et se témoignèrent beaucoup de tendresse. Henri voulut que sa sœur parût en public montée sur une haquenée dont il tint lui-même les rênes. L'infante parla de son époux don Ferdinand, qui s'était déjà distingué à la tête des armées arragonaises ; Henri désira de le voir : Ferdinand accourut à Ségovie ; ils parurent tous les trois en public. Un grand festin fut préparé : il devait être suivi de réjouissances publiques (1474). Henri, Isabelle et Ferdinand se rendirent ensemble dans la salle du banquet royal. Le roi, au milieu de la fête, ressentit une douleur si violente qu'il fut obligé de se retirer. Les forfaits étaient si communs à cette triste époque qu'on ne cessait d'en soupçonner l'existence : le parti d'Isa-

belle et celui de Jeanne s'accusèrent mutuellement d'avoir fait donner au roi un poison lent. Henri languit pendant plusieurs mois, et continuant jusques au dernier moment de sa vie de changer d'affection et de désir, il mourut en déclarant Jeanne son héritière, et en recommandant ses intérêts aux officiers qui l'entouraient.

Isabelle néanmoins fut reconnue à Ségovie, et avec beaucoup de solennité, reine de Castille et de Léon. Elle obtint d'André de Cabrera, gouverneur de la citadelle, ou de l'*alcazar*, les trésors de la couronne, qui y étaient renfermés; reconnaissante de ce grand service, elle lui fit présent de la coupe d'or dans laquelle elle but le jour de sa proclamation, et obligea ses successeurs, par un décret royal, à donner tous les ans, le jour anniversaire de cette solennité, une coupe semblable à Cabrera ou à ses descendants.

On régla la part que Ferdinand et Isabelle auraient au gouvernement de la Castille; on décida que les ordres seraient donnés, les actes passés, et les monnaies frappées au nom du roi et de la reine, mais qu'Isabelle choisirait les gouverneurs des villes et des châteaux, les trésoriers, les évêques et les titulaires des grands bénéfices ecclésiastiques.

Il s'en fallait de beaucoup cependant qu'ils fussent tranquilles possesseurs de la couronne. L'infante Jeanne avait été proclamée à Placencia, et reconnue par une grande partie du royaume (1475). Le marquis de Villena soutenait ses prétentions. L'archevêque de Tolède, offensé de ce qu'il n'avait pas la principale influence dans la direction des affaires, accusa d'ingratitude Isabelle et Ferdinand, abandonna leur parti, et dit avec insolence : « J'apprendrai aux rois à offenser les archevêques de » Tolède, et je saurai bien forcer Isabelle à reprendre » la quenouille que je lui ai fait quitter. »

Alphonse V régnait sur le Portugal. Il avait perdu sa femme, la fille de l'infant don Pèdre; il venait de terminer avec gloire une troisième expédition en Afrique; il avait contraint les Maures à lui céder les restes révérés de son oncle l'infant don Ferdinand; il avait pris Arzile et Tanger, et les Portugais, dans leur enthousiasme, lui avaient donné le surnom d'*Africain*. L'archevêque de Tolède, le marquis de Villena et leurs partisans jetèrent les yeux sur lui pour soutenir la cause de Jeanne, et détrôner Isabelle. Ils parvinrent par leurs intrigues à lui faire adopter les projets de leur ambition et de leur vengeance; il entra en Castille à la tête d'une armée, vint à Placencia, y fiança Jeanne sa nièce, se fit proclamer roi de Castille et de Léon, et attaqua Isabelle et Ferdinand avec une armée de trente mille hommes. Les rois, car c'était ainsi que les historiens ont nommé Ferdinand et Isabelle, opposèrent quarante mille hommes à Alphonse; plusieurs villes furent prises et reprises: mais la guerre épuisa bientôt le trésor d'Aphonse. Ferdinand, au contraire, obtint des états généraux de son royaume la moitié de l'immense argenterie des églises (1475).

Les chevaliers castillans avaient montré la valeur la plus chevaleresque. Plusieurs d'entre eux avaient fait des vœux qui prouvaient combien l'esprit de l'ancienne chevalerie régnait encore parmi eux. Chacun de ces braves avait juré solennellement d'attendre, sans tourner le dos, jusques à quatre chevaliers ennemis, de combattre seul contre trois, et de prendre vifs leurs adversaires s'ils n'étaient que deux. Les chevaliers qui avaient fait ce serment portaient des queues de renard attachées à leurs lances.

Alphonse cependant assiégeait le château de Toro. Ferdinand marche contre lui, range son armée en bataille, et envoie déclarer au roi de Portugal qu'il est

prêt à combattre. « Entre deux monarques, répond » Alphonse, la proposition d'un combat doit être pré» cédée d'un cartel et d'un délai de quarante jours. J'en » demande trente pour rassembler mes troupes.—Cette » loi a été observée, dit Ferdinand au héraut. Qu'Al» phonse sorte donc de la ville de Toro et accepte la » bataille. Je satisferai à l'usage qui dispense les rois » occupés d'un siége de répondre à un défi. Je remettrai » le château de Toro à un chevalier portugais qui pro» mettra, de me le rendre après la bataille. Si le roi » de Portugal trouve son armée trop inférieure à la » mienne, épargnons le sang de nos sujets ; qu'Alphonse » vienne combattre seul contre moi. Deux grands de » Castille et deux grands de Portugal, chacun à la tête » de cent lances, seront spectateurs du combat, et ga» rants de la sûreté du champ clos. La mort d'Alphonse » ou la mienne décideront du sort de la Castille. » Le roi de Portugal demande que l'infante Isabelle et l'infante Jeanne soient remises entre les mains des quatre grands de Castille et de Portugal. Ferdinand ne veut pas y consentir, et le combat singulier n'a pas lieu.

L'année suivante, l'armée du roi de Portugal se trouvait réduite à trois mille cinq cents hommes. Ferdinand n'en avait que trois mille avec lui. Presque tous les grands avaient quitté les bannières de leur parti : ils avaient préféré d'aller défendre leurs villes et leurs domaines.

L'armée castillane était à jeun, fatiguée d'une longue marche, et la nuit approchait. Ferdinand hésite d'attaquer. « Qu'attendez-vous, seigneur ? s'écrie Louis de » Tovar ; il faut aujourd'hui combattre ou cesser d'être » roi. » Les deux monarques haranguent leurs troupes ; les deux armées se battent pendant plusieurs heures avec la plus grande valeur. L'archevêque de Tolède, d'un côté, et le cardinal de Mendoza, de l'autre, se précipitent au milieu des plus grands périls. Édouard d'Almeïda

a les mains coupées en défendant l'étendard royal de Portugal. Il le saisit avec les dents et ses bras ensanglantés, et le retient avec force jusques au moment où il tombe percé de coups. L'aile droite de Ferdinand est vaincue; mais il est vainqueur au centre et à l'aile gauche, et le camp des Portugais est pillé. Alphonse n'a plus d'espoir que dans le roi de France, qui est toujours en guerre avec le roi d'Arragon et de Navarre, père de Ferdinand; il va à Tours auprès du roi Louis XI; il lui demande des secours (1476).

Peu content du monarque français, et n'espérant plus la victoire, il veut descendre du trône et passer dans la Palestine : il écrit à son fils l'infant don Juan; il lui ordonne de se faire proclamer roi de Portugal, se déguise, quitte la cour de France, est reconnu malgré toutes ses précautions, ne peut résister aux instances des Portugais de sa suite, enchantés de le retrouver, s'embarque à Honfleur, arrive dans son royaume après un an d'absence, et reprend le sceptre que son fils Jean II s'empresse de lui rendre (1477).

La politique qui avait porté Louis XI à refuser des secours au roi de Portugal ne l'avait pas empêché de continuer la guerre contre le roi d'Arragon et de Navarre. Ses troupes avaient assiégé Fontarabie. Ferdinand, roi de Castille et fils du roi d'Arragon, était allé en Biscaye pour faire lever le siége de cette place. Les historiens ont rapporté une particularité de son expédition que nous croyons devoir rappeler pour continuer d'exposer les opinions les plus remarquables des peuples. Ferdinand avait mené l'évêque de Pampelune avec lui. Les Biscayens ne voulaient pas souffrir d'évêques dans leur pays; ils demandèrent l'éloignement de celui de Pampelune. Ferdinand ne put le refuser. Le peuple racla, pendant plusieurs jours, la terre des chemins par lesquels le prélat avait passé, ramassa la poussière

en monceaux, la chargea d'imprécations, et la jeta dans la mer (1476).

Isabelle et Ferdinand avaient obtenu, vers le même temps, le consentement des commandeurs de Saint-Jacques pour la réunion de la grande maîtrise de cet ordre, si riche et si puissant, à la couronne de Castille. (1478) Deux ans plus tard, ils signèrent un traité de paix avec la France; ils se crurent alors assez forts pour délivrer leurs états des brigands qui les infestaient; ils eurent des succès; et combien ces dévastateurs devaient être nombreux, puisque, suivant les historiens espagnols, quinze cents furent exécutés dans Séville, et quatre mille reçurent leur grâce, à condition qu'ils s'éloigneraient de cette ville, que venait d'inonder le sang de leurs complices!

N'oublions pas de dire que, dans la même année où une justice sévère crut devoir faire tomber tant de têtes, on termina avec succès à Valence une entreprise aussi utile aux progrès de l'instruction qu'à ceux de la piété : c'était un des premiers effets de cette grande et admirable découverte qui a immortalisé Pierre Schœffer, Jean Fust et Jean Guttenberg, de Mayence, de l'invention de cette imprimerie qui devait, avec le temps, briser tous les fers, surmonter la barbarie, dissiper les préjugés, répandre les plus vives lumières, faire pénétrer l'instruction jusque dans les rangs les plus obscurs, consoler l'humanité, assurer le triomphe de sa cause, et améliorer le sort de toutes les classes des sociétés humaines. Valence devint une des heureuses rivales de Mayence, et on y acheva l'impression d'une traduction espagnole de toute la Bible (1478).

Jean II, roi d'Arragon et souverain de cette ville de Valence, mourut à l'âge de quatre-vingt-deux ans (1479). Sa fille Éléonore, comtesse de Foix et petite-

fille, par sa mère, de Charles III, monta sur le trône de Navarre, et Ferdinand sur celui d'Arragon.

Isabelle et Ferdinand réunirent les couronnes de Galice, de Léon, d'Arragon, de Castille, de Tolède, de Valence, de Murcie, de Jaen, de Cordoue, de Séville, de Gibraltar, d'Algésiras, des Algarves, de Majorque, de Sardaigne, de Corse, de Sicile; ils joignaient à ces dix-sept titres royaux ceux de comte de Barcelone, de seigneur de Biscaye et de Molina, de comte de Roussillon et de Cerdagne, de duc d'Athènes et de Néopatrie.

Il n'y avait plus dans la péninsule que trois états chrétiens, celui des Castilles et des royaumes réunis à la couronne de ce nom, celui de Navarre et celui de Portugal.

Isabelle et Ferdinand jouirent avec d'autant plus de tranquillité de tous les sceptres qu'ils venaient de réunir, que le roi de Portugal renonça, par un traité, à toutes ses prétentions sur la Castille, ainsi qu'à la main de sa nièce, et que Jeanne, mécontente des conditions qu'on voulait lui imposer, et ne voulant pas se soumettre à un joug honteux, préféra de quitter le monde et de prendre le voile dans un couvent de l'ordre de Sainte-Claire (1479).

Les états généraux assemblés à Tolède se hâtèrent d'imputer à la faiblesse du feu roi Henri tous les maux qui venaient de désoler l'Espagne; ils révoquèrent toutes les concessions de domaines royaux surprises à ce monarque si indigne de régner, augmentèrent par cette mesure les revenus de la couronne de 30 millions de maravédis, reconnurent l'infant don Juan, qui était encore au berceau, comme héritier présomptif du trône; et, voulant donner à leurs souverains la plus grande marque de dévouement, les proclamèrent *libérateurs de la patrie*.

Ferdinand et Isabelle voulaient mériter ce grand

titre : ils ne cessaient de s'occuper du rétablissement de l'ordre; les jours ne suffisaient pas à l'expédition des affaires dont le bien de l'état exigeait qu'ils s'occupassent; une partie des nuits était employée à leurs nobles travaux; ils avaient établi cinq conseils, auxquels ils assistaient avec le zèle le plus constant.

Dans le premier, ils dirigeaient les affaires étrangères avec leurs principaux ministres.

Dans le second, ils prononçaient sur les affaires intérieures de la Castille avec des conseillers séculiers et des évêques conseillers ecclésiastiques.

Le troisième était consacré à l'administration de la justice suprême. Les meilleurs rois se croyaient encore obligés non seulement de veiller à l'impartiale distribution de ce grand bienfait, à l'acquittement le plus prompt de cette dette sacrée des gouvernements envers les peuples, mais encore d'être les premiers juges de leurs sujets; et cette confusion des grands pouvoirs sociaux avait moins d'inconvénients à une époque où le pouvoir législatif des monarques chrétiens était si limité par les états généraux, et leur puissance exécutive si diminuée par l'indépendance et les usurpations de leurs vassaux.

Le quatrième conseil avait été établi pour les affaires de l'Arragon et des autres états particuliers de Ferdinand; et la surveillance ainsi que le commandement des saintes hermandades, dont on augmentait chaque jour le nombre et la force, pour la sûreté des personnes et des propriétés, étaient du ressort du cinquième conseil.

La politique d'Isabelle et de Ferdinand alla plus loin encore : ils envoyaient des commissaires dans les provinces pour y entendre les plaintes des peuples opprimés par les grands; et ce fut par une suite de cette mesure, aussi favorable au trône qu'aux sujets, qu'un des plus grands seigneurs de la Galice fut convaincu d'avoir fait

assassiner un notaire, offrit en vain 40,000 pistoles pour obtenir sa grâce, et perdit la tête sur un échafaud.

Mais au milieu de l'organisation de ces conseils, de l'envoi de ces commissaires, de ces travaux assidus, de ces mesures dictées par des sentiments et des principes dignes des plus grands monarques et des siècles éclairés, quel funeste tribut Isabelle et Ferdinand vont payer aux préjugés du siècle!

Ils pressent l'exécution de la loi qui prescrit aux juifs et aux Maures d'habiter des quartiers séparés des chrétiens, de ne mettre sur leurs habits aucun ornement d'or ou d'argent, de porter la marque jaune qui doit les faire reconnaître; et quelle horrible et monstrueuse institution va s'élever par leurs ordres, ériger un tribunal de sang, creuser d'infâmes cachots, dresser des bûchers sacriléges, justifier les cruautés des tyrans les plus féroces, avilir la majesté royale, oser proférer des prières que le ciel rejette, prostituer par une impie hypocrisie les paroles célestes d'un Évangile divin, et dégrader avec audace, profaner et ensanglanter la religion si pure, si douce, si sublime de Jésus!

Un de ces hommes qui sont nés pour le malheur du monde, un dominicain, nommé Thomas Torquemada, fanatique emporté et aussi cruel que fougueux, parvient, au nom du ciel qu'il outrage, à persuader à Isabelle et à Ferdinand d'établir dans leurs états ce tribunal de l'inquisition qui devait y acquérir une si affreuse célébrité. Ils obtiennent du pape Sixte IV l'érection de ce tribunal. La bulle du pontife de Rome donne aux rois de Castille la nomination des inquisiteurs. C'est à Séville que ces redoutables juges commencent leurs fonctions : Torquemada est à leur tête. Malheur à ceux que l'envie, la haine, la vengeance ou une vile cupidité accuseront d'avoir violé la foi catholique!

Le grand inquisiteur commence par offrir leur grâce

à tous les chrétiens qui ont abandonné leur religion pour embrasser le judaïsme ou l'islamisme, et qui se présenteront d'eux-mêmes pour renoncer à leur apostasie et implorer leur pardon. On a écrit que dix-sept mille Espagnols des deux sexes, de tout âge et de toutes conditions, déclarèrent leur repentir, obtinrent l'indulgence promise, et reçurent le nom de *chrétiens de grâce.*

Mais bientôt le tribunal mystérieux et secret rend ses barbares arrêts : les uns sont condamnés à une prison perpétuelle, d'autres à une longue infamie, à porter pendant toute leur vie un *sanbénito*, c'est-à-dire une sorte de tunique ouverte ou de scapulaire d'un jaune tanné, et chargé d'une croix rouge en sautoir. Mais combien d'autres malheureux vont périr au milieu des flammes ! Suivant le jésuite Marianna, l'un des meilleurs historiens de l'Espagne, plus de deux mille condamnés sont brûlés vifs dans une seule année. Un plus grand nombre d'Espagnols prennent la fuite, et plus de vingt mille juifs se réfugient en Afrique.

Les Arragonais rejettent avec force la nouvelle et sanguinaire institution ; ils repoussent les inquisiteurs qu'on leur envoie ; ils donnent la mort au chef de ces inquisiteurs. « Nous ne voulons pas, s'écrient-ils les » armes à la main, d'un tribunal dont les formes judi» ciaires sont incompatibles avec nos libertés, où l'ac» cusé n'est pas confronté avec les témoins, où il n'est » pas instruit de ce qu'on a déposé contre lui, où on le » soumet à d'horribles tortures, et où la confiscation de » ses biens suit sa condamnation. »

(1480) L'année que l'établissement de l'inquisition a fait regarder comme si funeste devait être bientôt suivie d'une époque heureuse pour l'Espagne chrétienne.

Le roi de Grenade, le sultan Albohacen, ne veut plus supporter le tribut que les rois de Castille ont imposé à son royaume. On le lui demande de la part d'Isabelle et

de Ferdinand : il le refuse avec hauteur. « Dans toutes » les villes où on battait monnaie pour le payer, répond- » il, on fabrique des armes pour s'en affranchir. » Et son courage égalant sa fierté, il fait une irruption dans les états d'Isabelle, et surprend la ville de Zahara.

On lui reproche d'avoir rompu la trève; il rappelle l'espèce de convention militaire établie entre les musulmans et les chrétiens depuis plusieurs siècles; et d'après laquelle les deux nations s'etaient si souvent permis, pendant les trèves, des surprises et des irruptions qu'on n'avait jamais confondues avec des siéges et une guerre réglée (1481); il continue ses tentatives; il insulte plusieurs places. Isabelle et Ferdinand ne veulent pas laisser son audace impunie; les Castillans s'indignent; la superstition augmente leur espoir. « Un vieillard inspiré, » leur dit-on, a parcouru les rues de Grenade; sa voix » menaçante a souvent répété : *Malheur à Grenade !* » *sa fin approche; les ruines de Zahara vont retomber* » *sur nous.* »

Le marquis de Cadix entre dans les états du sultan, et s'empare d'Alhama, que très-peu de lieues séparent de Grenade, et que l'on regarde comme le boulevart de cette capitale. Albohacen s'empresse de l'assiéger dans sa conquête. Le marquis ne peut être secouru assez promptement pour résister aux armes du sultan que par Henri de Guzman, duc de Medina-Sidonia et gouverneur de la province de Séville; mais leurs familles sont ennemies; il n'espère aucune assistance : le duc ne voit que les dangers et la gloire de sa patrie; il arbore dans Séville l'étendard royal; les milices des villes, des bourgs et des villages de l'Andalousie se réunissent autour de lui avec leurs bannières, leurs armes et leurs provisions; il vole vers Alhama à la tête de cinq mille cavaliers et de quarante mille fantassins : les Maures n'osent l'attendre. Les assiégés sortent au-devant de leur libérateur, et le duc

et le marquis se jurent, sous leurs étendards, une amitié sincère.

Les musulmans pouvaient encore néanmoins lutter pendant long-temps contre les forces castillanes : Alboha-cen leur aurait long-temps disputé la victoire ; mais cet esprit de vertige qui annonce la chute des trônes et l'asservissement des peuples s'était élevé dans le royaume de Grenade. La Discorde y montre sa tête hideuse, et aiguise ses armes sacriléges : les Grenadins profitent de l'absence d'Albohacen pour placer sur son trône son fils aîné Mahomet Boabdil ou Abdala (1482). Le courage d'Albohacen l'abandonne ; il n'ose se mesurer contre les insurgés ; il prend la fuite, et va se réfugier à Malaga auprès de son frère.

Peu de temps après, cependant, il prend les armes contre son fils : la guerre civile ensanglante le royaume des Maures. Qui pourra les arrêter sur le penchant de leur ruine ?

Admirons néanmoins l'amour de la patrie et de leur culte si profondément gravé dans le cœur des musulmans. Les deux partis, celui du sultan et celui de son fils, combattent avec fureur l'un contre l'autre; mais combien de fois, suspendant leur querelle sanglante, ils réunissent leurs enseignes ennemies et tournent leurs lances contre les Castillans ! ils méritaient un meilleur sort.

Les préparatifs de la guerre à outrance, que méditent Isabelle et Ferdinand contre ces malheureux Maures, languissaient malgré tous les efforts de la reine et du roi; leur trésor était épuisé; la Castille ne pouvait plus fournir, suivant les historiens, que seize mille bêtes de somme pour le service de leurs armées. Le pape Sixte IV leur avait déjà attribué le droit de nommer aux évêchés de leurs états à la place des chapitres cathédraux, qui de tous les temps avaient élu leurs premiers pasteurs; il

leur permet maintenant de lever un impôt sur le clergé (1482), et accorde les indulgences des croisades à ceux qui porteront les armes ou fourniront de l'argent contre les Grenadins.

(1483) Les hostilités continuent avec une ardeur nouvelle : des prodiges de valeur illustrent les armées des chrétiens et celles des musulmans; six cents Maures battent six mille Espagnols; le sultan Abdala assiège la ville de Lucène; les chrétiens accourent, l'obligent à lever le siége, le poursuivent dans sa retraite; trois mille Castillans mettent en déroute dix mille Maures, en font un horrible carnage, voient tomber sur le champ de bataille un vieillard musulman âgé de quatre-vingt-dix ans, le grand capitaine Alator, que tant de beaux faits d'armes ont rendu fameux en Europe ainsi qu'en Afrique, et font prisonnier le sultan Abdala.

Isabelle et Ferdinand désirent trop vivement d'entretenir la division parmi les Maures pour ne pas rendre la liberté au jeune roi, en lui faisant promettre de se regarder comme vassal de la Castille, de payer un tribut annuel de 12,000 écus, de se rendre aux états généraux comme les autres grands vassaux de leur couronne, de délivrer deux mille esclaves chrétiens dans l'espace de cinq ans, et de donner en otage son fils aîné, ainsi que douze enfants des Grenadins les plus puissants.

Les Maures, indignés contre le monarque qui n'a pas rougi de devoir la liberté à des conditions aussi honteuses, repoussent Abdala, et replacent son père sur le trône. Isabelle et Ferdinand soutiennent Abdala, fournissent à ce prince, leur tributaire, de l'argent et des troupes; et Ferdinand, entrant en personne dans les états des Maures, remporte sur eux de très-grands avantages.

Jean II, fils d'Alphonse V, dit l'Africain, et d'Isabelle, avait succédé à son père (1481). Il s'était signalé à la

prise d'Argile, à celle de Tanger, à la bataille de Toro. Le duc de Bragance, issu d'un fils naturel de Jean Ier, avait été accusé d'entretenir des intelligences avec le roi de Castille : don Juan l'avait fait arrêter ; et, par un abus de pouvoir qui n'était alors que trop commun et dont on ne paraissait pas s'apercevoir de l'injustice ni du danger, il avait *nommé* des juges pour lui faire son procès. Le duc, condamné par cette *commission*, avait été décapité. Plusieurs grands, voulant venger Bragance, avaient conspiré contre la vie de don Juan, et résolu de mettre sur le trône le jeune duc de Viseu, le fils de cet infant don Henri qui avait mérité à tant de titres la reconnaissance des peuples. Don Juan fit punir de mort ou exiler les partisans de ce jeune prince, le poignarda de sa propre main; et telles étaient, à cette époque, l'influence sur les Portugais d'un climat si semblable à celui de l'Afrique, la confusion des idées, et la réunion monstrueuse de l'indépendance et de la servitude, de la justice et de la barbarie, de la politique et de la férocité, que celui qui avait répandu, comme un tyran cruel, le sang du fils de son illustre grand-oncle, reçut du Portugal le surnom de *Parfait*. Il aurait d'ailleurs mérité ce titre si beau, si un homme pouvait en être digne : de grandes qualités brillaient dans ce monarque, et il était animé du plus grand zèle pour la prospérité de sa patrie.

Les Portugais, toujours pleins d'une noble ardeur pour l'exploration des côtes occidentales de l'Afrique et la découverte de nouvelles terres, étaient parvenus jusques aux rivages de cette immense contrée située entre les deux tropiques, à laquelle on a donné le nom de *Guinée*, qui était habitée par un si grand nombre de nations ou plutôt de peuplades de la véritable race nègre, où régnaient les despotes barbares qu'on a nommés rois de Juïda, d'Ardra et de Benin, où la supersti-

tion immolait tant de victimes, et d'où le commerce devait retirer tant de poudre d'or, d'ivoire ou défenses d'éléphants, de végétaux précieux, et à la honte de l'humanité, et pour la dégradation de l'espèce humaine, tant d'esclaves infortunés.

Peut-être cette vaste *Guinée*, dont l'intérieur est encore si peu connu, et dont l'or devait donner le nom à des monnaies d'un des peuples les plus commerçants du monde, avait-elle été découverte dès 1364, et peu de temps après les Canaries, par des navigateurs de Dieppe. Quoi qu'il en soit, les Portugais Jean de Santaren et Pierre Escovar retrouvèrent ces terres, que les anciens ne paraissent pas avoir connues, et dont la chaleur est supérieure ou du moins égale à celle des contrées du monde les plus brûlées par le soleil de la zone torride (1471). Le roi don Juan II y fit construire, dans le voisinage d'une mine d'or, un fort auquel on donna le nom de *Saint-George de La Mina* (1482).

Les espérances que ce monarque avait conçues des plus importantes découvertes le long des côtes africaines augmentaient avec les succès de ses navigateurs, et son ardeur pour de nouvelles expéditions s'accroissait avec ses espérances. Diégo Cam, envoyé par ce prince, arriva à l'embouchure du fleuve Zaïre (1484), et découvrit les rivages de ces grands pays qui s'étendent vers le nord, jusques à la Haute Guinée, auxquels on a donné les noms de *Basse Guinée* ou de *Congo*, qui comprenaient les états de Loango, de Cacongo, du *Congo* proprement dit, de Sogno, de Benguèle et d'Angola, et dont les limites méridionales sont situées au cap Negro et à une des rives de la grande rivière de Cumeni.

C'est de la chaîne de très-hautes montagnes dont nous avons, dans plusieurs de nos ouvrages, annoncé l'existence, et qui doit représenter en Afrique la fameuse chaîne des Andes ou des Cordillières de l'Amérique mé-

ridionale, que viennent cette grande rivière de Cumeni, ainsi que celle de Zaïre ou Congo, et plusieurs autres fleuves. Le roi de Congo était le chef le plus puissant de ceux qui commandaient en maîtres absolus aux Nègres demi-sauvages de la Basse Guinée. Le roi de Portugal ordonna qu'on le traitât comme son allié, et voulut accorder aux habitants du royaume de ce prince nègre le plus grand des bienfaits; il leur envoya des missionnaires chargés de leur faire connaître cet Évangile donné au monde pour le plus grand bonheur des hommes, la destruction de toute servitude, les progrès de la véritable civilisation, la propagation des saintes maximes d'affection mutuelle, de tolérance et d'union. Le roi et les autres Nègres du Congo furent aussi touchés qu'ils pouvaient l'être de cette religion si douce, si humaine, si protectrice que l'on venait leur révéler; ils l'embrassèrent avec empressement; ils reçurent, par le baptême, le signe de la régénération spirituelle et de l'adoption céleste, sans avoir une idée bien claire de ce qu'on désirait de leur enseigner. Et combien de circonstances devaient, pendant des siècles, étouffer les heureux fruits d'un changement trop imparfait!

Le hardi navigateur Barthélemi Diaz s'avança au-delà du Congo, vers le pôle austral du monde; il traversa plus de six cents lieues de mer au-delà du cap Nègre. D'épouvantables tempêtes arrêtèrent son courage: l'expérience n'avait pas encore assez perfectionné l'art nautique pour qu'il pût lutter plus long-temps contre les vagues d'une mer immense et inconnue, soulevées par des vents impétueux. Il découvrit le fameux cap de l'extrémité méridionale de l'Afrique, dont l'Océan et le ciel conjurés semblaient interdire l'approche aux plus intrépides navigateurs (1486). Il le nomma le cap des Tourmentes; mais il ne put le doubler: le roi de Portugal conçut l'espoir d'un plus grand succès; il vit la

possibilité de parvenir aux Indes orientales, vers les sources d'où découlaient, à cette époque, toutes les richesses du commerce européen, en continuant de faire le tour de l'Afrique, et il donna au cap des Tourmentes le nom de *cap de Bonne-Espérance*.

Pendant que la noble ambition du roi de Portugal inspirait et préparait des expéditions qui devaient avoir une si grande influence sur le monde, celle des souverains de la Castille, Isabelle et Ferdinand, se dirigeait plus vivement que jamais contre les Maures du royaume de Grenade : ne se déguisant pas qu'ils avaient besoin de grands efforts pour la conquête de ce royaume, et que la véritable force des rois vient de l'amour du plus grand nombre de leurs sujets, ils font adopter par les états d'Arragon la suppression d'un vasselage trop pesant qui accablait encore les peuples de la Catalogne. On nommait *pages*, à cause du mot latin *pagus* qui signifie bourg, village ou hameau, ceux qui étaient soumis à ce vasselage si dur que leurs seigneurs les tenaient courbés sous toute la servitude imposée par les Maures lorsque ces musulmans avaient conquis l'Espagne. L'édit de Ferdinand abolit cette servitude comme trop contraire à la justice, à l'humanité, aux droits et aux usages des chrétiens : chaque vassal n'est plus obligé de payer à son seigneur que soixante sous de Barcelone, et peut racheter cette taxe en donnant un capital vingt fois plus considérable.

Le royaume de Grenade cependant était, pour ainsi dire, hérissé de châteaux et de forteresses élevés sur les sommets escarpés de très-hautes montagnes, ou placés à l'entrée de gorges étroites et de défilés faciles à défendre : il présentait d'ailleurs plus de cent villes fortifiées; sa population était immense; les Maures étaient pleins de courage, et maniaient la lance avec plus d'adresse que les chrétiens; mais ils avaient presque entièrement négligé

l'usage de l'artillerie, et les Castillans l'avaient adoptée et même perfectionnée avec une ardeur et un succès qu'ils devaient particulièrement à l'habileté de François Ramire, grand-maître de l'artillerie, et aux grands encouragements de Ferdinand et d'Isabelle.

Cette princesse ne redoute aucune fatigue ni aucun danger pour hâter la grande conquête qu'elle désire, ainsi que le roi, avec une ardeur toujours croissante; non seulement elle se livre aux soins les plus assidus pour procurer à ses armées d'abondantes provisions, mais encore elle se montre sous les remparts des villes assiégées. On la voit au milieu des combats : sa présence multiplie partout les forces des chrétiens; on porte devant elle trois étendards, celui de la croix, celui de saint Jacques, patron de l'Espagne, et celui de Castille, dont elle est la souveraine. On les arbore avec solennité sur les murs des villes dont on s'empare, en criant : *Castille, Castille, pour les rois Ferdinand et Isabelle.*

Les Maures qui se rendent volontairement sont traités avec la plus grande douceur : on leur permet de suivre leur religion, leurs lois, leurs usages, ou de se retirer en Afrique avec tous leurs biens; on leur laisse leurs tribunaux et leurs juges.

Les Grenadins voient le danger qui les menace : ils ne sont plus rassurés par le courage de leur roi Albohacen, devenu vieux, infirme et presque aveugle; ils ont rejeté son fils Boabdil, qui s'est soumis aux chrétiens; ils élèvent sur le trône Abdoullha-Zagal, le frère d'Albohacen (1485).

Boabdil conserve néanmoins un parti nombreux : il tente une entreprise hardie; il ose, pendant une nuit obscure, s'approcher de Grenade avec quelques cavaliers très-braves et dévoués; il va près de la porte d'un vaste faubourg fortifié, et nommé *Albaycin;* il gagne la sentinelle, entre dans le faubourg, s'adresse avec confiance

aux habitants, leur parle de ses droits, de leur danger, du salut de la patrie, les persuade, les rassemble en grand nombre autour de lui, marche contre la ville et l'attaque. Aveugle amour de la domination! déplorable fureur des discordes civiles! les Grenadins des deux partis ne voient pas qu'ils creusent leurs tombeaux; dans leur égarement, ils combattent pendant cinquante jours, les uns contre les autres, avec une valeur digne d'une meilleure cause. Boabdil est près de succomber; il a recours à celui qui veut donner des fers à sa patrie; il implore le secours de Ferdinand. Le politique roi d'Arragon et de Castille lui envoie des troupes assez considérables pour empêcher qu'on ne l'accable, mais non pas assez nombreuses pour lui donner la victoire, et, habile à profiter de la division funeste qu'il entretient entre les Maures, il part à la tête de cinquante mille hommes, et met le siége devant Velez de Malaga. Zagal s'alarme; l'amour de son pays se réveille avec force dans son âme. « Réunissons nos armes, écrit-il à son neveu; défendons » ensemble les restes de l'empire de nos aïeux : mou» rons, s'il le faut, pour notre religion et pour notre » patrie; je vous cède la couronne; je suis prêt à com» battre sous vos ordres. » Boabdil rejette ces admirables sentiments. « Je ne veux, répond-il dans le plus coupa» ble égarement, que sa mort ou la mienne. » Et dans sa démence, il prononce sans s'en douter la ruine de Grenade.

Zagal consterné marche au secours de Velez; mais il n'a que vingt-cinq mille hommes : il est vaincu, et les Maures de Grenade se livrent à Boabdil, et le replacent sur le trône (1487).

Les musulmans pouvaient encore résister à la Castille; mais Boabdil prend une résolution inconcevable; il n'écoute qu'une vengeance aveugle; il veut que toutes les forces des chrétiens tombent sur son oncle et l'écrasent. « Je

8.

» suis remonté sur le trône de mon père, fait-il dire à » Isabelle et à Ferdinand; Zagal est seul votre ennemi. » Emparez-vous des places qui le reconnaissent encore, » et trente jours après mes états sont à vous; je ne me » réserverai qu'un petit nombre de villes. » Isabelle et Ferdinand sont bien loin d'avoir confiance dans la foi de Boabdil; mais ils comptent assez sur leurs forces pour croire qu'ils l'obligeront facilement à tenir sa promesse. Ils ordonnent, en conséquence, aux chefs de leurs troupes de traiter en alliés les Maures qui obéissent à Boabdil, déclarent qu'ils ne reprennent les armes que contre Zagal et les villes qui le reconnaîtraient pour leur monarque, et forment le siége de Malaga, place musulmane d'autant plus importante que le commerce l'a enrichie, et que c'est dans le port de cette ville qu'arrivent les secours d'hommes, d'argent et de munitions partis de Tripoli, de Tunis, des côtes du royaume de Fez et des autres rivages africains.

Un musulman fanatique forme le projet d'assassiner Ferdinand; il s'avance vers le camp des chrétiens, dit qu'il vient se rendre au roi, et demande qu'on le conduise à la tente du monarque. Ferdinand dormait: Isabelle ordonne qu'en attendant le réveil du roi on conduise le Maure dans la tente de don Alvare de Portugal, marquis de Moya. La richesse du pavillon trompe le musulman; il prend don Alvare pour Ferdinand, tire le sabre qu'on lui avait laissé, veut frapper le marquis; mais don Alvare évite le sabre en se baissant, et l'assassin tombe percé de coups.

Malgré le courage et la constance des habitants de Malaga, la famine les oblige à se rendre à discrétion. Malaga se soumet aux chrétiens, après avoir été au pouvoir des Maures pendant sept cent soixante ans. La rançon de chaque musulman est fixée à trente-six ducats: on en exige vingt-six mille des juifs. Les chrétiens renégats

sont passés au fil de l'épée; et on fait brûler les juifs qui, après avoir professé le christianisme, l'ont abandonné.

Le siége de Baeça succède à celui de Cadix : il dure plus de sept mois; les Castillans sont tentés plusieurs fois de l'abandonner. Mais tout devait concourir à la destruction de l'empire des Maures dans la péninsule. La ville capitule au grand étonnement des chrétiens; et la surprise des Castillans devient bien plus grande lorsqu'ils apprennent que Zagal offre de céder Almérie, Guadix, tous les pays où il commande encore, et ne demande que *d'être traité en roi qui se détrône lui-même en faveur de son ennemi.* Isabelle et Ferdinand s'emparent de ses états, et désarment les Maures qui se sont soumis. Il accepte un revenu de 10,000 ducats, ne rougit pas de combattre pendant quelque temps, contre son neveu, sous les bannières de la Castille, et obtint ensuite de se retirer en Afrique avec quatre mille Maures.

Mais il n'arrive pas impunément au milieu des musulmans dont il a trahi la cause : le roi de Fez ordonne qu'on se saisisse de sa personne. Le lâche Zagal est jugé avec solennité; on le déclare auteur des guerres civiles de Grenade et des malheurs de l'empire des Maures; on le condamne à perdre la vue et à porter sans cesse sur ses habits cette honteuse inscription : *Voici le déplorable roi des Maures de l'Andalousie* (1489).

Isabelle et Ferdinand somment alors Boabdil de leur remettre Grenade. Les malheurs de Zagal avaient satisfait la vengeance de Boabdil, calmé ses passions funestes, dissipé son aveuglement; il voit le précipice honteux dans lequel on veut l'entraîner; il rougit de ses promesses, compte sur la valeur des Maures, reprend tout son courage, et, à la tête de trente mille hommes, sort de Grenade, fait flotter l'étendard de l'islamisme, proclame la guerre contre les chrétiens, prend des forte-

resses et s'empare de la contrée montagneuse et fertile d'Alpuxarras et de celle de Léerin (1490). Ferdinand accourt pour combattre Boabdil, le repousse, le force à rentrer dans Grenade, va à Cordoue, arme chevalier son fils Jean, conclut le mariage de l'infante Isabelle avec don Alphonse, prince de Portugal, et veut qu'on célèbre ces événements et ses succès par des tournois, des joutes, des combats à la barrière et à la bague.

L'année suivante, le roi de Castille et d'Arragon veut former le blocus de Grenade, et l'obliger par la famine à lui ouvrir ses portes; il ravage la plaine si fertile arrosée par tant de ruisseaux et qui touche à cette capitale; il s'empare de toutes les gorges de montagnes et de tous les défilés par lesquels les vivres et les munitions pouvaient arriver dans la ville, et campe avec une armée de cinquante mille hommes à une lieue de distance de la place.

Grenade était regardée non seulement comme la plus belle et la plus riche, mais encore comme la plus peuplée des villes de la péninsule espagnole; elle renfermait trente mille hommes de garnison et plus de quatre cent mille habitants. Ses murs, très-épais et très-élevés, étaient défendus par mille et trente tours; et, indépendamment du vaste faubourg très-fortifié nommé *Albaycin*, la ville était protégée par une citadelle que l'on regardait comme une des plus fortes de l'Europe, et qu'on avait nommé l'*Alhambra*, à cause de la couleur rouge du terrain sur lequel elle avait été bâtie.

C'est dans l'enceinte de cette citadelle que s'élevait le vaste et beau palais des rois maures, où l'on admirait les grands arbres qui en décoraient les avenues, les fontaines et les jets d'eau qui entretenaient sous des voûtes hardies ou dans de vastes cours une délicieuse fraîcheur, les murs embellis par des fleurs et des tiges peintes avec goût et distribuées avec grâce, les salles entourées de por-

tiques, pavées de marbre, ornées de colonnes d'albâtre, les larges bassins de marbre blanc soutenus par des lions sculptés avec art.

L'espace qui sépare le camp des chrétiens d'avec la ville des Maures est une immense arène où, chaque jour, se livrent de nouveaux combats. Les chevaliers espagnols et ceux de Grenade, animés par la valeur la plus brillante, l'amour de la gloire, celui de la patrie et l'esprit héroïque de l'ancienne chevalerie, se signalent par des faits d'armes si éclatants qu'ils réalisent tout ce que les historiens et même les poëtes ont raconté des preux les plus célèbres.

Isabelle arrive au camp; elle veut partager les périls et les fatigues de l'armée.

Un accident imprévu répand dans cette armée si brave l'alarme la plus dangereuse. Une lumière laissée imprudemment dans la tente de la reine met le feu à ce pavillon. La flamme s'élève, s'anime, s'étend, tourbillonne et menace d'embraser tout le camp; l'incendie se communique avec d'autant plus de rapidité que la plupart des tentes sont composées de branches d'arbres entrelacées. Des cris d'effroi retentissent de toutes parts; le tumulte augmente; les Espagnols se croient surpris par les Maures. Ferdinand sort de sa tente presque nu, tenant son épée d'une main et son bouclier de l'autre: on parle de lever le blocus. Heureusement le sage marquis de Cadix s'était hâté de faire prendre les armes à une partie de l'armée, et les Grenadins ne peuvent profiter de l'erreur, du trouble et du désordre qui pouvaient leur donner la victoire (1491).

On parvient à arrêter le progrès des flammes; l'incendie s'éteint; le calme reparaît; mais on veut éviter le retour d'un événement qui pouvait devenir si funeste.

D'après l'avis de la reine, les tentes deviennent des casernes beaucoup moins combustibles: on les dispose

avec ordre autour d'une vaste place d'armes, où aboutissent un grand nombre de rues; et le camp, bâti comme une ville, reçoit le nom de *Santa-Fé*.

La constance et la sévérité du blocus font naître dans Grenade une horrible famine : les Maures ne peuvent résister à ce fléau, le plus terrible ennemi des villes assiégées. Malgré tout leur courage, ils consentent à capituler. On convient d'une trève de soixante jours : on rédige un traité; on assure à Boabdil trente mille pièces d'or et 50,000 ducats de rente. On promet à tous les musulmans du royaume de Grenade la liberté de se retirer en Afrique avec tout ce qui leur appartient, des vaisseaux pour les porter sur les bords africains, le droit de rester dans la péninsule espagnole, l'entière jouissance de tous leurs biens, le libre exercice de leur religion, leurs mosquées, leurs lois, leurs magistrats, leurs coutumes, leurs habits. Le traité est signé par Ferdinand, par Isabelle, par l'infant don Juan, leur fils, par les évêques, les grands-maîtres des ordres, les grands du royaume, les grands-officiers de la couronne : on le proclame avec pompe. Le roi et la reine jurent solennellement de l'observer, et renouvellent leur serment par une lettre qu'ils adressent aux alcaydes, cadis, sages, lettrés, faquirs, anciens, nobles, petits, et tout le peuple du royaume de Grenade.

Ferdinand s'avance à la tête de son armée : Boabdil va au-devant du monarque espagnol avec cinquante chefs des Maures; il lui présente les clefs de la forteresse. Les trois étendards de la croix, de Castille et de saint Jacques sont arborés sur la grande tour. Isabelle et Ferdinand entrent en triomphateurs dans la ville; ils admirent leur conquête : on avait élevé dans plusieurs endroits des autels sur lesquels brillait la croix du Christ. Isabelle et Ferdinand se prosternent au pied de ces autels que Grenade n'avait pas vus depuis tant de siècles; ils rendent grâces

au roi des rois de leur heureux succès : mais les rues et les places sont presque désertes ; presque tous les Maures se sont renfermés dans leurs maisons ou dans leurs mosquées (6 janvier 1492).

Boabdil sort de la capitale où il a cessé de régner. Il prend la route des montagnes d'Alpuxarras, où il a conservé des domaines, s'arrête au sommet d'une hauteur d'où il voit encore Grenade, sur les tours de laquelle flottent les bannières des chrétiens ; il ne peut retenir ses larmes. « Il vous sied bien, mon fils, lui dit sa mère, » de pleurer en femme un diadème que vous n'avez pas » su conserver en homme. » Il devait, avant peu d'années, vendre à Ferdinand toutes ses terres pour 800,000 ducats, passer en Afrique, et y périr dans un combat.

Ferdinand et Isabelle sont paisibles possesseurs d'un des plus beaux, des plus fertiles, des plus riches pays de l'Europe. Les revenus en sont de 700,000 ducats, et la population s'élève à trois millions d'habitants : ainsi finit la domination des Maures dans la péninsule espagnole. Il avait fallu près de huit siècles aux chrétiens pour recouvrer ce qu'ils avaient perdu en moins de trois ans.

Le pape, en apprenant l'importante conquête de Ferdinand, lui confirma le titre de *roi catholique*. Mais par quelle fausse politique une grande calamité succéda-t-elle à l'immense avantage obtenu par la soumission des Maures de Grenade ? Isabelle et Ferdinand ordonnèrent par un édit que tous les juifs renonceraient à leur culte, embrasseraient le christianisme, recevraient le baptême, ou, dans quatre mois, sortiraient de leurs états. Ces malheureux proscrits offrirent en vain des sommes énormes pour faire révoquer l'édit ; rien ne put en retarder l'exécution ; plus de cent mille familles juives abandonnèrent leur patrie plutôt que l'antique religion de leurs pères. Ils emportèrent en Afrique, en Portugal, dans quelques autres pays de l'Europe ou dans les contrées orientales, des ri-

chesses immenses. Cent mille autres familles demandèrent le baptême; mais combien leur nouvelle foi devait devenir suspecte! combien de persécutions ils devaient souffrir! combien de ces juifs devaient être plongés dans les cachots de l'inquisition, ou périr sur ses bûchers!

C'était le règne d'une affreuse intolérance : le traité le plus solennellement juré ne put en garantir les Maures. Quelles violences on exerça contre eux pour les forcer à renoncer à l'islamisme!

Cependant il était né, cinquante ans auparavant, dans un petit village du territoire de Gênes et dans une famille obscure, un homme de génie qui devait exercer la plus grande influence sur les destinées du monde, et en découvrir un nouveau : il se nommait Christophe Colomb. Depuis longtemps une étude assidue des cartes géographiques et de profondes réflexions l'avaient convaincu de l'existence, au-delà des mers fréquentées par les navigateurs, de vastes terres inconnues. La nature lui avait donné un courage et une constance égaux à son génie : il conçut le projet, il embrassa l'espoir de découvrir ces terres lointaines, et d'agrandir le monde; il voulut offrir à sa patrie cette grande conquête. La république de Gênes ne fit aucune attention à ses espérances, et les traita de chimériques. Il ne réussit pas mieux auprès de don Juan II, roi de Portugal. On ne parut faire d'abord aucune attention à ce qu'il disait de ces contrées occidentales aux rivages desquelles aucun Européen n'était encore parvenu. On a écrit néanmoins que des Portugais avaient voulu se servir de ses mémoires, et tenter sans lui la grande entreprise dont il annonçait avec tant d'assurance l'importance et le succès. Quoi qu'il en soit, il quitta Lisbonne et vint dans la Castille. Un long temps s'écoula sans qu'il pût parvenir à faire adopter ses vues; son frère Barthélemi alla en Angleterre, et ne fut pas plus heureux auprès de Henri VII.

Colomb résolut alors de proposer au roi de France Charles VIII la découverte et la conquête facile de terres bien plus vastes que son royaume et tous ceux de l'Europe. Il quitta en effet la Castille, et partit pour Paris. Isabelle s'était fait rendre un nouveau compte du plan de Christophe : tout ce qui présentait un caractère de grandeur agissait fortement sur son âme. La conquête de Grenade avait donné un nouvel essor à son ambition. Souveraine avec Ferdinand de presque toute la péninsule espagnole, et victorieuse des musulmans, elle se croyait destinée à porter les étendards de la croix sur les rives de l'Afrique, à exercer au-delà des Pyrénées, comme au-delà des colonnes d'Hercule, une grande influence, et à préparer pour ses successeurs une immense domination : elle aimait à entretenir ces idées d'une grandeur future dont elle aurait posé les fondements. Combien la possession d'un nouveau continent lui parut pouvoir ajouter à sa puissance et à celle de sa dynastie! Elle se détermine à profiter des offres de Colomb : réunie à Ferdinand, elle lui accorde trois vaisseaux, et le nouvel argonaute part du port de Palos, dans l'Andalousie, pour aller chercher une autre Colchide. Il mouille aux îles Canaries; et, s'éloignant ensuite de ces îles Fortunées qui appartenaient à la Castille, il s'élance sans crainte sur l'Océan, cingle vers l'occident du monde, et, traversant une mer dont aucun Européen n'a bravé les flots, se trouve à une distance de toute terre bien plus grande qu'aucune de celles que les plus hardis navigateurs avaient osé franchir. A combien de périls il faut qu'il échappe! Les Castillans s'effraient, murmurent, menacent, veulent jeter à la mer leur conducteur trop audacieux qui veut continuer de lutter contre l'Océan irrité, poursuivre une recherche vaine, et les entraîner à une mort inévitable. Colomb conserve toute son intrépidité, leur impose, les calme, les encourage,

les remplit d'une ardeur nouvelle; mais les efforts du grand homme sont bientôt superflus. La terreur s'empare de nouveau des Castillans; elle trouble leurs esprits; elle les porte à la révolte; elle leur commande le crime; elle leur fait résoudre, dans le délire qu'elle leur cause, d'immoler celui qui seul peut les sauver au milieu de ces mers inconnues. L'heure du meurtre est déterminée; Colomb va tomber sous les coups de ses matelots rebelles : mais, dans la nuit qui précède le jour si funeste à Christophe, il découvre l'île de Guanahani (1492), une des Lucayes, auprès de la Floride, entre le 25e et le 26e degré de latitude. La fureur des Castillans se change en enthousiasme; et, dans sa vive reconnaissance envers le ciel, Colomb donne le nom de Saint-Sauveur à la terre qu'il a sous les yeux.

La vue des Espagnols effraie les insulaires : ils prennent la fuite; ils s'éloignent du rivage. Colomb parvient à les rassurer, à les ramener près de ses vaisseaux; des échanges s'établissent entre ces habitants et les Espagnols; Colomb leur offre divers ustensiles d'Europe, des vases de poterie commune, des grains de verre, des fragments de porcelaine. Ils les saisissent avec avidité, et donnent beaucoup d'or à la place de ces objets qui les charment. Leur chef ou cacique permet à Colomb d'élever un fort de bois, où il laisse trente-huit Castillans; et ce grand navigateur, satisfait d'avoir découvert les Lucayes dans ce premier voyage, s'empresse de repartir pour apprendre ses succès aux souverains qui l'ont envoyé (1493).

Il rentre dans le port de Palos, dont il était parti. Isabelle et Ferdinand étaient à Barcelone; ils lui écrivent de venir auprès d'eux; ils adressent leur lettre à *don Christophe Colomb, notre amiral sur la mer Océane, vice-roi et gouverneur des îles découvertes dans les Indes,* dont ils croient avec Christophe que les îles Lucayes sont l'extrémité orientale.

L'entrée de Colomb dans Barcelone est un triomphe; les grands vont au-devant de lui; un peuple immense fait retentir l'air de ses acclamations; les Indiens qui ont consenti à le suivre le précèdent. On porte devant lui de l'or, du coton, du piment, des cannes d'une grande hauteur, des oiseaux inconnus, des perroquets magnifiques, des dépouilles de crocodiles, des peaux de lamentins, dans lesquels on voulait retrouver les sirènes des anciens, et un grand nombre d'autres objets dont la nouveauté enflamme l'imagination des Castillans et leur fait espérer un énorme accroissement de richesses. Le roi et la reine le font asseoir devant eux : Isabelle ne peut contenir sa joie secrète; elle jouit de son ouvrage; elle voit le monde s'agrandir pour elle; c'est à son diadème qu'elle veut rattacher les couronnes des Indes comme celle de Grenade, et, de peur que la postérité n'ignore que c'est elle qui a compris et adopté les vues du grand homme, elle compose elle-même la devise de Christophe; elle veut qu'on lise sur cette devise : *Colomb a découvert un nouveau monde pour Castille et Léon.*

S'empressant de seconder en grande reine l'impatience de Colomb, elle le fait repartir pour ce nouveau monde, qui doit lui appartenir, avec dix-huit vaisseaux, quinze cents hommes de guerre, des missionnaires et trois cents artisans.

Colomb, dirigeant sa course vers la zone torride, sur une mer avec laquelle les Espagnols sont déjà familiarisés, fait de bien plus grandes découvertes que lors de sa première tentative; il découvre les petites Antilles ou îles des Caraïbes, les grandes Antilles, et particulièrement la grande île de Cuba, la Jamaïque, et cette île qui se nommait Haïti, qu'il nomme Hispaniola, et à laquelle on a depuis donné le nom de Saint-Domingue.

Tant de succès retentissent dans toute l'Europe; la

gloire de Colomb est célébrée par tous les peuples; on envie tant de conquêtes à la reine de Castille et au roi Ferdinand. Le roi de Portugal se repent bien vivement d'avoir refusé les offres de Colomb; il veut équiper une flotte nombreuse pour prévenir l'Espagne, et lui enlever de nouvelles découvertes; mais quelle absurde opinion maîtrisait encore les esprits! on était encore persuadé que le pontife de Rome pouvait disposer de la terre comme des grâces spirituelles dont le trésor lui était confié : Isabelle et Ferdinand s'étaient déjà adressés à lui; et Alexandre VI, par une bulle solennelle, leur avait accordé l'investiture de tous les pays que Christophe Colomb ou les vaisseaux espagnols avaient découverts ou découvriraient dans le nouvel hémisphère, et au-delà du méridien qu'il détermine; ils s'opposèrent, en vertu de cette bulle, à l'armement projeté par le roi de Portugal. Don Juan II réclame auprès du pape : le pontife ne rétracta par la concession qu'Isabelle et Ferdinand avaient obtenue; il ne fit que désigner un nouveau méridien pour ligne de démarcation entre les possessions éventuelles des deux couronnes (1498).

Christophe Colomb, quatre ans après cette décision, découvrit l'île de la Trinité et la partie du nouveau continent méridional où l'on voit l'embouchure du grand fleuve de l'Orénoque. A combien de titres le nouveau monde aurait dû porter, dès cette époque, le nom de l'homme de génie qui, dans ses méditations, s'était élevé assez haut pour en deviner l'existence, et dont la constance admirable avait bravé tant de dangers pour parvenir jusques à ces terres qui, en quelque sorte, lui avaient été révélées! L'ancien monde aurait dû adopter, dès lors, ce nom de *Colombie* que la reconnaissance devait consacrer trois siècles plus tard; mais la fortune en décida autrement.

Un Florentin, nommé *Améric* Vespuce, et établi en

Espagne, eut, dans l'année qui suivit la découverte de la Trinité et des bouches de l'Orénoque, ou un an avant cette découverte suivant d'autres auteurs, la noble ambition de marcher sur les traces de Colomb, de prendre part à sa gloire, d'ajouter à ses grandes découvertes. Parti d'Espagne avec Ojeda, et commandant quatre vaisseaux que Ferdinand lui avait confiés, il suivit la route qu'avaient tracée le génie et l'audace de Colomb, arriva à la terre ferme, reconnut une grande partie de cette immense contrée, située sous la zone torride, arrosée par tant de grands fleuves, s'élevant dans un si grand nombre de chaînes de montagnes, et s'étendant à l'occident jusques à la mer du Sud ou grand Océan équinoxial, et fut assez heureux pour qu'on donnât le nom d'*Amérique* au nouveau continent.

Les Portugais cependant brûlaient du désir le plus vif de rivaliser avec les Castillans, et de conquérir d'aussi grands avantages, dans les contrées que la fameuse ligne de démarcation avait, pour ainsi dire, abandonnées à leur audace. Leur roi don Juan II était mort, après avoir obtenu le surnom de *Parfait* par son grand amour pour la justice. Son cousin Emmanuel, fils de Ferdinand, duc de Viseu et petit-fils du célèbre infant don Henri, lui avait succédé. Il n'avait que trop imité les Espagnols en bannissant tous les juifs de ses états, et en excluant de toutes les charges civiles et de tous les bénéfices ecclésiastiques les israélites qui demanderaient le baptême : inspiré par l'esprit de son grand-père, il veut aussi imiter les Castillans dans leurs grandes et périlleuses expéditions. Deux frères, deux nobles portugais, Vasco et Paul de Gama, s'embarquent par ses ordres à Lisbonne. Ils n'ont avec eux que cent soixante hommes, soldats ou matelots; mais tous ces hommes sont pleins de courage, et les deux frères sont dignes de leur commander.

Ils arrivent aux environs du cap de Bonne-Espérance : les orages fondent sur leur vaisseau; les vents les plus violents soulèvent d'énormes montagnes d'eau qui menacent de les écraser; les flots, en se retirant, ouvrent autour d'eux des abîmes : la mort se montre à leurs yeux de tous les côtés et sous toutes les formes. Le Camoëns, qui les a immortalisés en célébrant leurs généreux efforts, a montré le génie des tempêtes leur interdisant les approches de ce cap des Tourmentes qu'ils veulent franchir. Leur constance surmonte tous les obstacles; ils doublent le cap, monument éternel de leur ardeur et de leur persévérance; ils reconnaissent les côtes orientales de l'Afrique, découvrent plusieurs îles, obtiennent du roi de Mélinde, sur la côte de Zanguebar, un pilote de Guzarate, nommé Kapaka, accoutumé, à leur grand étonnement, à se servir de la boussole, du quart de cercle et de cartes marines, et parviennent enfin à Calicut sur la côte de Malabar de la fameuse presqu'île de l'Inde (1498).

Le sultan Babour, arrière-petit-fils de Tamerlan, commandait dans cette péninsule, dont un lieutenant de son bisaïeul avait conquis les provinces méridionales.

Quelles nombreuses découvertes ne feront pas, dans ces Indes orientales, si belles, si fertiles, si riches, et dans toutes les contrées maritimes de l'Asie, les Portugais, et, à leur exemple, les Espagnols, les Hollandais, les Anglais, les Français! avec quel empressement on suivra, autour de ce cap des Tourmentes, désanchanté pour ainsi dire par les Portugais, la route ouverte par l'éclatant courage des Gama et de leurs compagnons!

Combien des causes puissantes se réunissent maintenant, dans l'Occident de l'Europe, pour lui imprimer un mouvement extraordinaire, dont aucune puissance ne

pourra arrêter le cours! On va voir naître et se développer une civilisation nouvelle, bien supérieure à celle que les anciens ont connue. Les immenses migrations des peuples vers l'Orient ont amené, à leur retour dans cette Europe occidentale, avec le besoin de jouissances nouvelles, l'esprit de commerce qui seul peut les satisfaire : l'extrême inégalité des conditions ne peut plus subsister : les liens de la servitude se relâchent; les grands et les petits feudataires sont obligés de démembrer leurs territoires : les villes ont acquis des priviléges; les richesses sont passées du côté de l'industrie; la force se trouve déplacée. Les rois ont saisi avec habileté ces circonstances favorables à leur affranchissement de la superbe indépendance des grands vassaux; les communes envoient des députés dans les assemblées des ordres privilégiés, et leur donnent un caractère national. La boussole et le génie des découvertes ont produit la facilité des navigations lointaines; l'invention de la poudre a créé de nouvelles armées et une nouvelle tactique. L'imprimerie a donné à l'art de peindre la parole, en transmettant la pensée, le pouvoir de franchir les siècles et les distances, de parler à tous les esprits, de parvenir à tous les cœurs, de pénétrer dans la cabane du pauvre comme dans les palais des grands de la terre, et de tenir le sceptre du monde.

Commerce, industrie, agriculture, mœurs, idées, principes, maximes, gouvernements, législations, tout va prendre une face nouvelle.

Une fausse politique opposera de funestes résistances; on verra les passions s'enflammer, les cœurs s'aigrir, la discorde secouer ses torches infernales, la raison se voiler, l'humanité gémir, les objets les plus sacrés servir de prétexte à l'ambition cachée ou délirante, les plus grands crimes ensanglanter la terre; mais, au milieu de ces forfaits horribles, le cours de la civilisation ne sera

que ralenti; le génie des sages conservera la lumière à l'abri des tempêtes; l'imprimerie répètera les oracles de la vérité; le commerce écartera insensiblement les obstacles, continuera de se répandre dans toutes les contrées par d'innombrables canaux, rapprochera les extrémités du monde, et propagera d'autant plus sûrement les opinions, les usages, les habitudes, qu'on sera bien éloigné de lui supposer ce pouvoir merveilleux et inhérent à son essence, quoique souvent indépendant de ses vues et de sa volonté.

De nombreuses associations secrètes, qui, par des traditions successives, remontent jusques à ces initiations de l'Asie, de l'Égypte, de la Grèce et de Rome, où Pythagore, Platon, Socrate, Cicéron, puisèrent les leçons de la sagesse, établiront entre les nations des rapports de bienveillance qui tempèreront plus d'une fois les horreurs de la guerre.

Une force irrésistible dirigera les pensées et les affections vers cette égalité de droits avouée par la raison, proclamée par la justice, et qui a toujours été l'idole du genre humain, et vers cette illustration que donnent les grandes vertus, les grands talents et les grands services, que l'égalité voit sans envie, chérit et honore, parce qu'aucun mérite n'est exclu de son éclatante possession, et que la reconnaissance publique et un noble orgueil national protègent et fortifient pour l'intérêt de la morale et celui de la politique. Heureuse combinaison, réunion nécessaire, alliance sacrée qui peut calmer tant de regrets, satisfaire tant de sentiments généreux, apaiser tant de ressentiments, dissiper tant de craintes, concilier tant de différents et, peut-être, préserver les nations civilisées d'un sort trop analogue à celui de l'empire romain!

Quels événements ont, pendant le cours du quinzième siècle, préparé ces immenses changements dans l'Italie,

l'Allemagne, l'Angleterre, la France et quelques autres contrées européennes !

Les hussites avaient ravagé la Lusace, la Misnie, la Franconie et la Bavière. L'empereur Sigismond tint deux diètes, l'une à Presbourg et l'autre à Nuremberg, pour chercher les moyens de préserver l'Allemagne de ces terribles dévastations; l'électeur de Brandebourg proposa de former une milice perpétuelle pour défendre les frontières de l'Allemagne, de renoncer à des expéditions offensives en Bohême, de ramener les hussites par la douceur, de les réconcilier avec la Germanie par de justes concessions, et de leur accorder la communion sous les deux espèces : mais le cardinal Julien, légat du pape, fit rejeter les sages conseils de l'électeur. Une nouvelle campagne fut résolue : on arrêta une matricule ou une nouvelle répartition des contingents des troupes ; on rendit plusieurs décrets concernant la discipline de l'armée. Sigismond publia une paix publique générale, afin que les forces germaniques pussent être toutes dirigées contre les Bohémiens; et le cardinal Julien, nommé avec l'électeur de Brandebourg général en chef de l'armée de l'empire, pénétra en Bohême à la tête de plus de cent mille combattants. Les hussites, commandés par Procope *le Rasé* et Procope *le Petit*, s'avancèrent fièrement contre l'armée des croisés. Une terreur panique s'empara des chefs et des soldats allemands; ils se débandèrent, jetèrent leurs armes, abandonnèrent leur artillerie et leur bagage, et les hussites portèrent de nouveau le ravage dans les contrées germaniques voisines de leurs frontières.

Cependant les sept ans fixés pour la tenue d'un nouveau concile étaient expirés. Le pape le convoqua à Bâle, et nomma le cardinal Julien pour présider cette assemblée. Dès que le concile fut ouvert, il invita les hussites à lui envoyer des députés. Il voulait conférer amiable-

ment avec eux sur les moyens de les réunir à l'Église catholique; mais le pape Martin avait cessé de vivre : un cardinal vénitien lui avait succédé sous le nom d'Eugène IV. Entièrement dévoué aux Ursins, qui l'avaient élevé sur le trône pontifical, il s'était déclaré contre les Colonne, neveux de son prédécesseur, et ennemis des Ursins; il avait ordonné des procédures criminelles pour poursuivre les parents et les officiers du dernier pape qui avaient envahi les richesses du saint-siége, les meubles somptueux du palais pontifical et les trésors ramassés pour la guerre contre les Turcs. Plus de cent accusés avaient été condamnés à perdre la vie; les Colonne effrayés étaient sortis de Rome, avaient rassemblé des troupes, étaient rentrés dans la capitale du monde chrétien, et, ne trouvant pas leurs partisans assez disposés à les soutenir, avaient donné plus de 100,000 florins pour obtenir la paix. La sage résolution du concile déplut au fier Eugène : il redouta les décrets d'une assemblée tenue loin de Rome, et dans un pays de liberté; il craignit de la voir combattre avec succès cette autorité arbitraire du saint-siége qui avait excité de si vives réclamations en Europe; il ordonna au concile de se transporter à Bologne. Les Pères de Bâle, offensés de cet acte hardi, et qu'ils regardaient comme illégal, renouvelèrent la proclamation de la maxime fondamentale, que les conciles sont supérieurs aux papes, et que les pontifes de Rome sont soumis à leurs décisions comme les autres fidèles. Sigismond imagina alors d'aller conférer personnellement avec le pape sur la réforme ecclésiastique si vivement désirée, pacifier l'Italie, agitée par tant de guerres sans cesse renaissantes, et se faire couronner empereur par le nouveau pontife. La guerre contre la Bohême ne permit pas à la diète germanique de lui accorder le cortége militaire que l'on avait presque toujours vu accompagner les rois

des Romains et de Germanie, partant pour aller recevoir le diadème impérial; mais il se contenta d'une suite peu nombreuse, se mit en route en qualité de roi de Hongrie, reconnut Philippe Marie Visconti comme duc de Milan, se ligua avec lui contre les Vénitiens, fut couronné roi d'Italie, résolut de s'avancer vers Rome, et alla jusques à Sienne.

Carmagnole, général des Vénitiens, avait été battu par François Sforce, que le duc de Milan avait mis à la tête de ses troupes. Une flotte vénitienne, entrée dans le Pô, avait été défaite par la flotte milanaise à quelques milles de Crémone. Une autre flotte des Vénitiens, commandée par Pierre Loredano, et plus heureuse que la première, avait attaqué avec succès, près de Porto-Fino, une flotte de Gênes qui avait reconnu l'autorité du duc de Milan. Huit galères génoises avaient été prises, et l'amiral François Spinola avait été fait prisonnier. Mais Venise avait perdu bien plus qu'une bataille; des soupçons étaient tombés sur Carmagnole, leur célèbre général. Le gouvernement de la république, méfiant et jaloux, l'avait rappelé. On lui avait donné des fers : une torture terrible lui avait arraché des aveux; et, déplorable effet d'une horrible institution, sa tête était tombée sur l'échafaud (1432).

Les états de l'Italie septentrionale étaient alors groupés en deux partis qui se faisaient une guerre cruelle : d'un côté étaient les Vénitiens et les Florentins; de l'autre le duc de Milan, Gênes et les Siennois. Sigismond, au milieu de ces sanglants débats, joue un rôle bien peu digne d'un empereur des Romains et d'un roi de Germanie, d'Italie, de Hongrie et de Bohême. Il ne peut, pendant long-temps, écarter les obstacles qui se succèdent pour l'empêcher d'aller se faire couronner dans la capitale de son empire; et, lorsqu'après un an de tentatives inutiles la route de Rome va s'ouvrir devant

lui, il est obligé de promettre qu'aucun corps de troupes ne l'accompagnera. Arrivé auprès du pape, il ne reçoit d'Eugène le diadème impérial qu'après avoir prêté le serment que les pontifes de Rome avaient exigé de ses derniers prédécesseurs, et qu'après avoir confirmé les lois de Frédéric II et de Charles IV, si favorables à l'autorité ecclésiastique (1433). Son pouvoir impérial est bien faible; mais il va avoir pour lui la plus grande des puissances, celle de l'opinion publique de l'Europe. Il montre avec tant de force au pape tout ce que peut produire cette opinion si générale et si prononcée qu'Eugène surmonte le ressentiment qu'il avait conçu contreles Pères de Bâle, et confirme de nouveau leur réunion en concile.

Il reprend alors la route d'Allemagne, et, pendant qu'il traverse le nord de l'Italie, il donne l'investiture de Comachio à Nicolas d'Est, marquis de Ferrare, et celle du marquisat de Mantoue au comte Jean-François de Gonzague.

Le concile de Bâle continuait ses séances sous la sauvegarde de Guillaume, duc de Bavière, que Sigismond avait nommé *sous-protecteur* du concile. Les députés des hussites se présentent devant l'assemblée; à leur tête sont Jean Rokiczana, recteur de l'université de Prague, et le général Procope-le-Rasé. On les accueille avec beaucoup d'égards; ils exposent les quatre articles de leur confession religieuse. Les Bohémiens étaient divisés en deux partis : le concile accorde au premier, par des *compactata*, l'usage du calice, ou la communion sous les deux espèces. Les Bohémiens de ce parti paraissent satisfaits; on leur donne le nom de *Calixtins*. Les autres, que l'on nomme les *Taborites*, ravagent le Brandebourg et une partie de la Prusse sous la conduite de Procope.

La division se renouvelle entre le pape et le con-

cile ; Eugène veut de nouveau le transférer à Bologne. Les Pères maintiennent, par des décrets vigoureux, leur supériorité sur les pontifes de Rome ; ils sont même près de déposer Eugène lorsque ce pape, effrayé de nouveau par Sigismond, et ne pouvant pas résister à l'opinion de l'Europe, confirme les actes du concile, et l'autorise à travailler aux réformes ecclésiastiques.

Mais ce concile de Bâle ne se contente pas de limiter la puissance des papes : il ne veut, en quelque sorte, reconnaître aucune borne pour la sienne ; ce n'est pas seulement des intérêts spirituels qu'il va s'occuper, il va aussi prononcer sur des affaires temporelles.

Éric de Saxe Lavenbourg avait en vain réclamé auprès de l'empereur le duché électoral de Saxe qu'occupait Frédéric II, dit le Bon, fils de Frédéric-le-Belliqueux, margrave de Misnie. Il s'adresse au concile ; les Pères de Bâle reçoivent sa plainte, et lui donnent provisoirement une place parmi les électeurs. Sigismond ne peut supporter l'usurpation du concile : il assemble une diète à Ulm ; il proteste solennellement contre l'acte des Pères de Bâle. « La contestation relative à » l'électorat de Saxe ne peut être jugée, dit-il, que » par le tribunal de l'empereur, seigneur direct du » grand fief réclamé par Éric, et par celui des électeurs » et des princes. »

Il nomme des commissaires, il les charge d'entendre les deux parties, de faire un rapport sur leurs prétentions ; il prononcera de l'avis des électeurs et des princes ecclésiastiques et séculiers.

Le duc Éric étant mort et ses successeurs s'étant contentés de protester pour la conservation de leurs droits, et de réunir à leurs armes celles de l'électorat de Saxe, l'affaire élevée entre le concile et l'empire n'a aucune suite ; mais celle des hussites va faire couler encore bien du sang. Les Taborites continuent de refuser les *compac-*

tata du concile de Bâle; les états de Bohême se joignent aux Calixtins, qui les ont adoptés. Ils allument une atroce guerre civile; une grande bataille est livrée à Bœmisch-broda. Le général de la cavalerie des Taborites trahit ses confédérés : ils sont taillés en pièces malgré toute la valeur et toute l'habileté de Procope; il périt en héros, les armes à la main. Le fanatisme rend les vainqueurs frénétiques : ils brûlent dans des granges les prisonniers taborites qui ne veulent pas renoncer à leurs opinions.

Les états reconnaissent Sigismond pour roi de Bohême, à condition qu'il leur garantisse les *compactata*; il confirme tous leurs priviléges, leur en accorde de nouveaux, renouvelle à Prague ses promesses solennelles, et, par une inconcevable résolution, les viole presque au moment où il vient de les proclamer.

Les hussites reprennent les armes; Henri Ptarsko est à leur tête. Un nouvel orage plus terrible que les précédents va fondre sur la Bohême; une crainte salutaire saisit Sigismond : il se hâte de céder au vœu des états. On oublie sa violation de la foi jurée; le calme se rétablit; l'impératrice Barbe de Cilley est couronnée à Prague, et la guerre des hussites est terminée.

L'empereur fait présenter au concile de Bâle un projet de décrets, dressé par son ministre principal Frédéric de Landscron, pour délivrer l'Allemagne du despotisme intolérable de la cour de Rome, garantir la liberté des élections canoniques, abolir les annates, et supprimer les autres contributions que les pontifes romains imposaient souvent au clergé germanique; mais le pape Eugène, qui s'indigne des atteintes que le concile ne cesse de vouloir porter à l'autorité pontificale qu'il veut conserver, ordonne aux Pères de cette assemblée de se transporter à Ferrare pour s'y concerter avec les ambassadeurs de Jean Paléologue sur la réunion

de l'Église grecque et de l'Église latine. Les prélats italiens obéissent; ceux de l'Allemagne, de la France et du nord de l'Europe somment Eugène de venir à Bâle prendre la place qui lui appartient dans le concile.

Le malheur des divisions et des guerres intestines était tombé sur l'Italie méridionale comme sur tant d'autres contrées européennes. François Spinola, envoyé par les Génois, et Ottolin Zappo, l'un des capitaines du duc de Milan, leur allié, s'étaient jetés dans Gaëte pour la défendre contre Alphonse, roi d'Arragon. La ville, mal pourvue de vivres, allait être obligée de se rendre. Blaise d'Asereto, célèbre général des Génois, arriva avec une flotte au secours des assiégés, remporta une victoire complète sur la flotte d'Alphonse, s'empara d'un grand nombre de vaisseaux, fit prisonniers le monarque arragonais, son frère le roi de Navarre, son autre frère l'infant don Henri, ainsi que plusieurs grands, et les envoya au duc de Milan. Le duc fit un traité avec don Alphonse, lui rendit la liberté, ainsi qu'à tous les siens; mais les Génois, furieux de ce changement, secouèrent la domination du duc, proclamèrent doge Thomas Frégose, et Baptiste Frégose, son frère, fut envoyé à la tête d'une escadre contre le roi d'Arragon, et au secours du prince qui lui disputait le royaume de Naples.

Ce prince était le célèbre roi René. Son frère aîné Louis III, duc d'Anjou, adopté par la reine Jeanne II, était mort en Calabre sans laisser d'enfants de Marguerite, fille d'Amédée VIII, premier duc de Savoie (1434). Jeanne, se repentant de la manière dont elle l'avait traité, avait donné des larmes à sa mort, et s'était empressée d'adopter son frère René Ier, qui devait si bien mériter d'être surnommé le Bon. René, comte de Guise, fils de Louis II, duc d'Anjou, et d'Yolande d'Arragon, prince du sang de France, frère de Marie,

épouse du roi de France Charles VII, n'avait que vingt-six ans lorsque le testament de la reine Jeanne le déclara héritier de la couronne de Naples. Bientôt après, Jeanne cessa de vivre; les Napolitains envoyèrent une ambassade à René pour le presser de venir prendre possession de son royaume : mais René avait déjà couru les hasards de la guerre, et la fortune n'avait pas secondé son courage.

Il avait épousé, dès l'âge de dix ans, Isabelle, fille et héritière de Charles II, duc de Lorraine; et le cardinal Louis, duc de Bar et évêque de Verdun, son grand-oncle, comme fils de Marie de France, sœur de Charles V, et qui s'était plu à l'élever, lui avait cédé le duché de Bar et ses dépendances. Charles II, tuteur de son gendre René, s'était engagé par un acte public à remettre à René, lorsque ce jeune prince aurait atteint sa quinzième année, le gouvernement des pays cédés par le cardinal. Le comte de Salm, le comte de Linange, Antoine, sire de La Ville-sur-Illon et parent du duc, le sire de Fénestrange, le sire de Lénoncourt et plusieurs autres grands vassaux du duché de Lorraine avaient été garants de la promesse de Charles. Ce prince, qui, au milieu des guerres si souvent renouvelées contre ses voisins, et particulièrement les Toulois et les Messins, avait toujours montré le plus grand courage, aimait à être accompagné de plusieurs musiciens, et portait avec lui, dans tous ses voyages et dans toutes ses expéditions, Tite-Live et les Commentaires de César, était mort douze ans après le mariage de René. Il avait, dans le temps, mis le plus grand intérêt à faire nommer évêque prince de Toul, par les chanoines de cette ville, son parent Philippe de La Ville-sur-Illon, qui n'avait encore que vingt et un ans; il avait assisté à son élection; il avait voulu être témoin de sa prise de possession avec le comte de Vaudemont; il avait fondé de grandes espérances sur son assistance; et la mort

ayant enlevé Philippe pendant que ce prélat était à Perpignan auprès du pape Benoît XIII, que la Lorraine reconnaissait, et ce pontife ayant prétendu que la collation de l'évêché lui appartenait, le duc de Lorraine avait obtenu de Benoît qu'il donnât le siége de Toul à Henri, frère de Philippe, et déjà renommé par ses vertus et par les connaissances qu'il avait acquises dans le droit canonique, regardé alors comme la science la plus nécessaire.

Henri avait rendu les plus grands services à Charles; il avait béni le mariage de la fille de ce prince avec René, et avait voué à ce jeune prince le même attachement qu'au duc de Lorraine. La mort de Charles augmenta encore son dévouement pour son nouveau souverain. René, qui n'avait encore que vingt-deux ans, le pressa d'accepter le gouvernement de la Lorraine : l'évêque le refusa; mais il lui promit de l'aider de ses conseils, et ne cessa de le servir avec autant de zèle que de capacité.

René avait appris le métier de la guerre sous son beau-père, et, quoique jeune encore, il avait commandé souvent avec succès, et toujours avec courage; accompagné du fameux capitaine Barbasan, il avait battu les Bourguignons, et pris, auprès de Troyes, la forteresse de Chappes (1431).

A peine eut-il été reconnu duc de Lorraine que Antoine, comte de Vaudemont, fils d'un frère cadet de Charles II, prétendit qu'en Lorraine les filles n'héritaient pas de la souveraineté, et réclama la succession de son oncle. Les états du duché, les nobles et le conseil du prince prononcèrent contre lui : il en appela à son épée; il était habile dans l'art de la guerre, infatigable dans les travaux militaires, constant dans ses entreprises, avide de renommée, et aussi valeureux qu'ami de la justice, et sensible aux maux des malheureux. Il prit le titre de duc de Lorraine, alla en Flandre demander des

secours au duc de Bourgogne, et en obtint des soldats, et particulièrement un capitaine nommé le Grand-Martin et sa compagnie.

Le jeune René, ne se dissimulant pas le danger qui le menaçait, se hâta d'aller à Tours réclamer l'assistance de son beau-frère le roi Charles VII. Le roi de France lui donna Barbasan, et quelques troupes.

Ayant fait sommer en vain le comte de Vaudemont, qui était encore en Flandre, de venir lui rendre hommage pour son comté, René assiégea la ville de Vaudemont, ravagea les campagnes voisines, fit couper les arbres, arracha les vignes, ordonna la construction de deux forts de bois, y laissa des troupes commandées par le beau-frère de sa femme, Bernard, margrave de Bade, Hennemant de Lénoncourt et Érard du Châtelet, leur prescrivit de bloquer la place étroitement, et alla rassembler une nouvelle armée.

Le comte de Vaudemont accourt de Flandre, suivi de troupes du comte de Saint-Pol, du duc de Savoie et du prince d'Orange; il trouve à Joinville les guerriers que la comtesse son épouse avait réunis; il recueille le lendemain un corps de Bourguignons, traverse le Barrois, brûle plusieurs villages, vient camper à la tête de près de quinze mille hommes auprès de Bulgnéville, et fortifie son camp par de larges fossés et d'épaisses palissades.

René, suivant plusieurs historiens, avait sous ses ordres douze mille hommes d'armes, et dix mille fantassins armés d'arcs, d'arbalètes et de gros maillets de plomb. Antoine tient un conseil de guerre; les plus expérimentés de ses capitaines lui représentent que son armée est très-inférieure à celle de René, qu'on est près de manquer de munitions, qu'on ne peut aller à l'ennemi que par des chemins étroits, bordés de haies, et au milieu des plus grands dangers, qu'il faut se retirer en Bourgogne

pour y rassembler un plus grand nombre de troupes; le comte de Vaudemont se voit forcé de suivre l'avis de ses capitaines. Son armée se met en marche; mais celle du duc René la suit et menace de l'attaquer. Antoine n'a que le temps de ranger ses troupes en bataille; il place sur le front et sur les ailes les archers, qui plantent devant eux des pieux très-longs et très-forts; il ordonne que tous les cavaliers mettent pied à terre; renvoie tous les chevaux derrière l'armée, où les chariots sont rangés de manière à former une sorte de rempart qui empêche l'ennemi de la tourner, et demande une conférence à son cousin.

René et le comte de Vaudemont se parlent entre les deux armées prêtes à combattre. Ils ne veulent renoncer à aucune de leurs prétentions; Antoine environne son camp de nouvelles palissades, de nouveaux rangs de chariots, diffère de donner le signal du combat, et attend que son cousin vienne l'attaquer dans ses retranchements, où il espère n'avoir rien à craindre de la cavalerie ennemie. Barbasan, l'évêque de Metz, le comte de Salm, Jean sire de La Ville-sur-Illon, cousin d'Isabelle, et plusieurs autres barons de Lorraine conjurent René de ne pas attaquer un camp aussi bien fortifié que celui de Vaudemont. « Encore peu de jours, lui disent-ils, » et le comte Antoine va être obligé de se rendre. » Ce sage conseil est rejeté par d'imprudents guerriers. René, trompé par son courage et par sa jeunesse, adopte leur avis, fait défier son cousin et marche en avant. Antoine fait mettre le feu à ses canons et à ses coulevrines; la décharge de ces pièces d'artillerie emporte les premiers rangs des Lorrains; une terreur panique saisit les autres soldats de René; les archers de Vaudemont les accablent de flèches; le désordre des Lorrains augmente rapidement; les hommes d'armes d'Antoine achèvent de les mettre en déroute; presque tous ceux qui n'avaient pas

voulu que l'on différât la bataille prennent la fuite les premiers. En moins d'une heure Antoine est vainqueur; ses ennemis sont dispersés; et le duc de Lorraine, fait prisonnier par le *Grand-Martin*, est livré par les Bourguignons au duc de Bourgogne, renfermé dans le château de Bracon sur Salins, et ensuite dans celui de Dijon. Un grand nombre d'autres prisonniers sont conduits en Bourgogne comme le duc René: plus de deux mille Lorrains sont morts sur le champ de bataille en combattant vaillamment; et on compte parmi eux le comte de Salm, le comte de Sarverden, Jean sire de La Ville-sur-Illon, son fils, et ce fameux Barbasan auquel on avait donné le glorieux surnom de *Chevalier sans reproche*.

La nouvelle du désastre de Bulgnéville arrive à Nanci. La duchesse douairière Marguerite de Bavière et la duchesse Isabelle, épouse de René, montrent un courage supérieur aux coups du sort. Soutenues par les conseils pleins de sagesse et de fermeté de leur fidèle parent, Henri de La Ville-sur-Illon, évêque de Toul, et dont le père et le frère venaient de succomber avec gloire, elles envoient des courriers dans toutes les villes de la Lorraine, promettent de mettre ordre à tout, rassurent les habitants, leur défendent de reconnaître les ordres du comte de Vaudemont; et la duchesse Isabelle se hâte de confier ses deux enfants à Henri, qui leur donne asile dans son palais épiscopal, et exhorte vivement tous les ecclésiastiques de son diocèse à fournir des sommes considérables pour la rançon de leur souverain.

Le comte de Vaudemont, cependant, n'ose refuser une trève aux deux duchesses: cette trève est prolongée, et six chevaliers nommés arbitres entre ce prince et René déclarent que l'empereur d'Allemagne peut seul prononcer sur les prétentions du duc et de son cousin. L'empereur ordonne aux deux concurrents de paraître

devant lui ; mais le duc de Bourgogne, malgré les instances de l'évêque de Toul, qui se rend auprès de lui, refuse de rendre la liberté à René.

Le duc de Lorraine, que ses ennemis n'appelaient que le duc de Bar, tâchait de charmer les ennuis de sa prison en cultivant un art qu'il aimait : il peignait sur des verres de couleur d'or. *On m'oublie*, disait-il, et il contournait ses peintures en forme d'*oublies*, et il les envoyait à ses parents et à ses amis.

Sa belle-mère, sa femme, son cousin Henri, évêque de Toul, le duc de-Savoie, le comte de Genève, renouvellent leurs instances auprès du duc de Bourgogne. Isabelle, l'évêque de Toul, l'évêque de Metz vont à Lyon : Philippe se laisse toucher. Il consent à faire ouvrir à René les portes de sa prison ; mais ce prince promettra d'y rentrer au bout d'un an ; il donnera en otage ses deux jeunes fils et près de trente grands vassaux de Lorraine désignés par le duc de Bourgogne, et parmi lesquels sont le comte de Salm, le comte de Linange, Évrard et Philibert du Châtelet, Arnou de La Ville-sur-Illon, avoué d'Épinal, le seigneur de Fénestrange, Jean de Hauronville, Charles et Gérard de Haraucourt, Philippe de Conflans, Guillaume de Ligneville, Philippe de Lénoncourt, s'engageront à se constituer prisonniers à Dijon, si René manque à sa parole et ne rentre pas dans sa tour à l'époque fixée (1432).

René va à Nanci se réunir à son épouse et à sa belle-mère, et tâche de rétablir les affaires de son malheureux duché.

Quelques mois après, René et le comte de Vaudemont vont à Bruxelles auprès du duc de Bourgogne ; ils conviennent de s'en rapporter à la décision de ce prince relativement au duché de Lorraine. Philippe diffère cette décision ; mais il engage le duc de Bar et le comte de Vaudemont à vivre en paix l'un avec l'autre, et à

consentir au mariage de Ferry, fils aîné du comte, avec Yolande, fille aînée du duc de Bar. Antoine et René reviennent ensemble à Nanci, se témoignent une affection mutuelle, réunissent leurs armes pour délivrer la Lorraine et le Barrois des brigands nombreux et redoutables qui en infestaient les campagnes, s'emparent de leurs forts et détruisent leurs repaires (1433).

L'année suivante, les amis de René, aidés des ambassadeurs du roi de France, parviennent, malgré tous les efforts de ceux du duc de Bourgogne, à déterminer l'empereur Sigismond à prononcer entre le duc de Bar et le comte de Vaudemont : il les appelle à Bâle. Les Pères du concile joignent leurs saufs-conduits à ceux de l'empereur, et René ainsi qu'Antoine arrivent auprès de Sigismond. Des avocats plaident la cause des deux princes; l'empereur monte sur un trône élevé dans la cathédrale; un conseiller aulique déclare que sa majesté donne au duc de Bar l'investiture provisoire du duché de Lorraine, dont il est en possession, sans préjudice des droits du comte de Vaudemont; et Sigismond reçoit le serment de fidélité de René.

(1434) Les Lorrains témoignent par des fêtes la satisfaction que leur donne la décision de l'empereur et leur affection pour leur jeune souverain.

Cependant le délai après lequel René devait rentrer dans la prison de Dijon était expiré; le duc de Bourgogne ne l'avait pas sommé de remplir sa promesse : il tenait en otages les deux enfants de René et plusieurs villes ou forteresses de la Lorraine ou du Barrois. Mais le comte de Vaudemont, mécontent de la décision impériale, se rend à Bruxelles, et Philippe, à sa prière, regardant comme incompétent le jugement de l'empereur, fait citer le duc de Bar par un héraut, prononce contre lui, et en son absence, une sentence provisoire, et le somme de se rendre dans la prison de Dijon. René,

fidèle à sa parole, se résigne à son sort, rentre dans la tour où il a langui si long-temps; et, telle est la vicissitude des choses humaines, c'est au moment où sa captivité vient de recommencer que les députés napolitains arrivent à Nanci, offrent à Isabelle, pour son époux prisonnier, la couronne de Naples, et qu'il apprend que, par la mort de son frère aîné et de la reine Jeanne, il est non seulement duc de Lorraine et de Bar, mais encore roi de Naples, duc d'Anjou et comte de Provence. Mais à quoi lui servent tant de souverainetés? C'est sur la tête d'un captif que les couronnes s'accumulent; et, au lieu d'être un des plus puissants princes de l'Europe, il n'est qu'un malheureux prisonnier, dont le duc de Bourgogne appesantit les chaînes, dont il exige une rançon plus forte, et qu'il fait resserrer plus que jamais dans sa première prison de Bracon. Dans cette dure situation il rappelle toute sa fermeté; il espère des jours plus prospères. Sa femme Isabelle est digne de lui : grande, belle et douée de qualités héroïques, elle réunit au plus grand courage beaucoup d'éloquence et l'abord le plus aimable; calme dans les dangers, infatigable dans les travaux, constante dans les revers, elle est capable des plus grandes entreprises. René la nomme lieutenante-générale des états d'Anjou, de Provence, de Naples et de Sicile; il l'engage à aller dans l'Italie méridionale recueillir la succession de Jeanne.

Dans ces temps de dissensions sanglantes, les guerres civiles continuaient de désoler l'Allemagne; le mécontentement des états de Bohême s'accroissait chaque jour. L'impératrice Barbe de Cilley, que ses débauches ont fait surnommer la Messaline de la Germanie, imagina de profiter de ce mécontentement. Elle parvint à former un parti puissant d'anciens hussites, qui lui promirent de la placer sur le trône de Bohême après la mort de Sigismond, à condition que, devenue veuve, elle

épousât Ladislas VI, roi de Pologne. Sigismond découvrit le complot de l'impératrice; il la fit arrêter, et pressa les états d'assurer la couronne de Bohême à sa fille Élisabeth et à son gendre Albert IV, duc d'Autriche.

Peu de temps après, il cessa de vivre à Znaym en Moravie. Il avait régné vingt-sept ans. On l'avait vu doux et affable; il était brave, spirituel, instruit, parlait avec facilité plusieurs langues, avait protégé les lettres, qu'il aimait; mais il fut presque toujours malheureux à la guerre : il négociait avec habileté; mais sa mauvaise foi était connue, et la méfiance qu'il inspirait nuisait à ses négociations, et dérangeait toutes ses vues : il concevait de vastes projets; mais il perdait dans les plaisirs et le temps et l'argent nécessaires pour les exécuter. Parvenu à armer les états d'Allemagne contre les hussites et les autres Bohêmes insurgés, il avait espéré, en ne les secondant pas, de voir leurs forces diminuer par leurs succès comme par leurs revers, leurs prétentions s'affaiblir, leurs priviléges disparaître, leur indépendance s'évanouir; et c'est précisément sous son règne que la souveraineté des états de l'empire, née sous les empereurs de la maison de Saxe, fortifiée sous ceux de la maison de Franconie, accrue plus rapidement encore sous ceux de la maison de Souabe ou de Hohenstauffen, acquiert de nouveaux appuis, réunit les formes les plus légales, et obtient les sanctions les plus solennelles. La puissance législative appartient tout entière aux comices ou diètes : ces diètes générales peuvent seules faire la guerre, la paix et des alliances, établir des tribunaux, juger les causes de leurs pairs, légitimer la collation des grands fiefs, confirmer la concession de la qualité d'état de l'empire, et régler la haute police de la Germanie; les électeurs ont le droit d'élire les empereurs, de les déposer, de nommer un roi des Romains, de concourir à tous

les actes importants du gouvernement, de ratifier les établissements des péages, d'approuver les aliénations des domaines impériaux; les empereurs n'ont plus que la prérogative de convoquer les diètes, de les présider, de leur proposer des sujets de délibération; leur domaine est presque anéanti; les états se sont emparés de presque tous les revenus domaniaux et des droits régaliens utiles.

Ce grand changement ne s'est opéré qu'en faveur des états : les sujets des électeurs et des princes ont perdu le protecteur puissant qui pouvait réprimer les vexations, condamner les injustices, punir les crimes, et réparer les torts : la féodalité régne sans obstacle; elle n'a plus qu'un vain simulacre de modérateur : la Germanie n'est plus qu'une grande confédération qu'aucun chef n'a le pouvoir de diriger, et où la force variable et mobile, comme les alliances passagères des états qui la produisent, dicte seule des décrets.

Des événements contraires auraient réglé le sort de la Germanie, et garanti les droits et le bonheur des Allemands, si la couronne impériale, au lieu d'être élective, eût été héréditaire; et combien de guerres et de dévastations le désir de recouvrer l'ancienne autorité perdue et celui de conserver les nouveaux droits acquis feront naître sur cette Allemagne, destinée à être si souvent le théâtre de tant de calamités publiques et privées!

Ce fut vers ce temps déplorable, où tout annonçait les tempêtes et les bouleversements, que fut inventé le grand art de l'imprimerie, destiné à gouverner un jour et à civiliser le monde : il allait paraître au milieu des orages comme pour rassurer l'Europe si vivement alarmée. Jean Guttenberg de Strasbourg découvrit cet art libérateur (1437). Son invention consistait encore dans

une sorte de gravure; mais l'essentiel était trouvé : il avait obtenu un moyen sûr, prompt, facile, économique, de multiplier les manuscrits les plus volumineux, de les mettre à la disposition des classes les moins fortunées, et de porter l'instruction jusque dans les rangs les plus obscurs. Plus tard Jean Fust de Mayence réunit ses travaux à ceux de Guttenberg; Pierre Schœffer, *clerc* de Jean Fust, inventa les caractères mobiles, trouva l'encre propre à imprimer sur le vélin ou sur le papier les traits de caractères mobiles; et le triomphe de l'imprimerie fut assuré. Ces trois hommes, qui ont si bien mérité du genre humain, et si fort illustré les rives du Rhin, imprimèrent plusieurs ouvrages, et particulièrement des Bibles, avec des caractères semblables aux lettres des manuscrits. Un grand nombre d'exemplaires de ces Bibles et de ces ouvrages furent envoyés à Paris : on les y vendit comme des manuscrits très-beaux et très-réguliers. Bientôt diverses circonstances firent comparer ces divers ouvrages : on trouva ces prétendus manuscrits si parfaitement semblables l'un à l'autre qu'on ne voulut les attribuer qu'à un art magique et à un pouvoir surnaturel et coupable. Des poursuites judiciaires furent dirigées contre Fust : il se crut obligé de se sauver à Mayence; mais le parlement, par un arrêt bien remarquable, le déchargea de toutes les imputations dirigées contre lui.

Lorsque la mort de Sigismond fut connue, les états de Bohême et ceux de Hongrie ne voulurent pas paraître obéir aux dernières volontés de ce prince : ils déclarèrent leurs trônes vacants, et s'occupèrent de l'élection d'un nouveau roi. Les Hongrois assemblés à Presbourg élurent roi de Hongrie Albert, duc d'Autriche, gendre et légataire universel de Sigismond. Ils lui firent promettre de ne pas accepter la couronne impériale, dont les soins, dirent-ils, avaient empêché Sigismond de veiller

à leurs intérêts; et il fut sacré à Weissembourg avec sa femme la reine Élisabeth (1438).

Un grand nombre de hussites s'étaient déclarés pour le prince Casimir, frère et successeur présumé de Ladislas V, roi de Pologne; mais les états de Bohême suivirent l'exemple de ceux de Hongrie : ils élurent Albert II pour leur roi; et bientôt les électeurs de l'empire se réunirent pour disposer du diadème impérial.

Ils choisirent à l'unanimité Albert, duc d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, et descendant d'Albert Ier, roi des Romains et premier duc d'Autriche de la race de Habsbourg. Ce monarque n'avait pas oublié la promesse qu'il avait faite aux états de Hongrie : fidèle à la foi jurée, il allait refuser la couronne de l'empire; mais les Pères de Bâle, qui désiraient le voir sur le trône de la Germanie et des Romains, engagèrent les Hongrois à lui rendre sa parole. Il accepta l'empire, et convoqua une diète à Nuremberg. Le prince et les états se déclarèrent protecteurs du concile, et résolurent de réunir leurs efforts pour le réconcilier avec le pape.

Albert promulgua ensuite une loi relative à la paix publique, de l'aveu et du consentement des électeurs, des princes ecclésiastiques et séculiers, des comtes, des barons, des chevaliers, des écuyers et des villes. Une seconde diète, tenue à Nuremberg, divisa l'Allemagne, pour l'exécution de cette loi, dont on espérait de si grands et de si heureux effets, en six cercles, dont chacun devait avoir un directeur, un capitaine général et des conseillers. Le premier de ces cercles fut composé de la Franconie et du Haut Palatinat, sous la direction de l'électeur de Brandebourg; le second de l'ancien duché de Bavière, sous la direction de l'archevêque de Saltzbourg; le troisième de la Souabe, sous la direction du comte de Wurtemberg; le quatrième des deux rives du Rhin depuis Bâle jusques à Coblentz, sous la direction de l'ar-

chevêque de Mayence; le cinquième du Bas Rhin, des Pays-Bas et de la Westphalie, sous la direction de l'archevêque de Cologne; et enfin le sixième, formé de la Haute et de la Basse Saxe, eut l'électeur de Saxe pour directeur. Les rivalités des princes, qu'aucun pouvoir suprême ne pouvait soumettre à l'autorité des lois, et leur jalousie contre les villes, dont la population, les richesses et les forces s'accroissaient chaque jour, rendirent presque nuls les résultats de l'arrangement extraordinaire adopté à Nuremberg.

Quelque conciliant que fût l'esprit d'Albert, ses efforts réunis, même à ceux des états de la Germanie, ne purent maintenir la paix entre le pape et le concile de Bâle. Eugène ordonna de nouveau que le concile se transportât à Ferrare, où des ambassadeurs de Michel Paléologue devaient venir pour traiter de la réunion de l'Église grecque avec l'Église latine. Les Pères de Bâle, non seulement n'obéirent pas au décret du pape, mais encore le déclarèrent contumace et incorrigible, et le suspendirent de ses fonctions pontificales. Les états de la chrétienté se partagèrent entre Eugène et le concile; la Germanie seule, docile aux avis du sage Albert, garda une exacte neutralité; mais le roi des Romains ne put pas maintenir dans ses états la paix civile comme la paix religieuse; les hussites attirèrent en Bohême le prince Casimir de Pologne, qu'ils voulaient pour leur roi. Les princes d'Allemagne aimaient Albert : ils lui donnèrent une armée. Il vainquit les hussites, chassa Casimir de la Bohême, de la Silésie et de la Lusace, et, bien plus heureux encore, vit les Bohémiens, qu'il avait vaincus, se soumettre à sa puissance et renoncer à toute hostilité.

Pacificateur de ses états, il voulut l'être des chrétiens; il espéra que la neutralité qu'il avait gardée entre Eugène et le concile lui donnerait toute l'influence dont il aurait besoin, et il convoqua une diète à Mayence; il obtint

aisément que les rois de France, de Castille, d'Arragon et de Portugal y envoyassent des ambassadeurs pour concourir à la grande réconciliation qu'il souhaitait vivement. Mais le caractère d'Eugène resta inflexible ; et les Pères de Bâle ne voulurent céder aucun de leurs droits.

Albert ne crut pas pouvoir plus long-temps suspendre son adhésion aux décrets rendus par le concile pour l'abolition des annates, des grâces expectatives, des réserves, des autres prétentions de la cour de Rome, et pour l'entier rétablissement des élections canoniques. La diète, adoptant son avis, et voulant suivre l'exemple de la France, adopta ces décrets, les convertit en pragmatique sanction. Cette loi germanique fut revêtue des formes les plus solennelles, et on ne tint aucun compte des protestations par lesquelles les légats d'Eugène déclarèrent ces décrets et cette pragmatique attentatoires aux prérogatives du siége apostolique.

(1439) Le concile de Bâle continua ses procédures contre Eugène ; il le déposa comme hérétique, relaps, schismatique, rebelle à l'Église universelle et dissipateur de ses biens, et il élut à sa place pour pontife suprême Amédée VIII, duc de Savoie.

Cet Amédée, veuf depuis plusieurs années de Marie de Bourgogne, fille du duc Philippe-le-Hardi, et dégoûté du monde cinq ou six ans après la mort de Marie, s'était retiré à Ripaille, prieuré qu'il avait fondé auprès de Thonon. Il avait réuni dans ce séjour ses principaux vassaux ; il avait institué en leur présence l'ordre célèbre de l'Annonciade, réforme, suivant plusieurs auteurs, de celui du *Collier*, établi par Amédée VI dit *le Vert* ; et après avoir, dans la même assemblée, nommé Louis son fils aîné prince de Piémont et lieutenant-général de ses états, et donné le comté de Génevois à Philippe son autre fils, il avait pris avec six de ses nouveaux

chevaliers un costume d'ermite bien différent par son élégance et par sa richesse de l'habit des ermites ordinaires, et s'était retiré avec ses nouveaux compagnons dans une espèce d'ermitage, ou plutôt de retraite agréable et paisible, où il jouissait sans trouble et sans distraction d'une vie voluptueuse. Ce fut dans cette solitude charmante que le trouva le cardinal d'Arles, chargé de lui annoncer son élection au pontificat suprême. Amédée hésita long-temps : il ne pouvait se résoudre à renoncer aux plaisirs et au doux repos qu'il goûtait sans inquiétude; il n'entrevoyait qu'avec effroi les affaires, les embarras, les inquiétudes, les soucis, la longue lutte auxquels la tiare allait le condamner; il accepta néanmoins la triple couronne, alla à Bâle, y fut couronné, et prit le nom de Félix V (1440).

Ce fut pendant les hésitations d'Amédée qu'Albert II alla au secours du souverain de la Servie, marcha contre les Turcs, qui menaçaient son royaume de Hongrie, fut trahi par un parti de ces Hongrois qu'il venait défendre contre des ennemis redoutables, et mourut entre Gran et Vienne, laissant sa femme Élisabeth enceinte. La Germanie entière, en apprenant sa mort, éprouva les regrets les plus vifs, et les villes de l'empire perdant la confiance et la sécurité que leur avaient inspirées les qualités éminentes de ce grand prince, formèrent une ligue puissante, et déclarèrent qu'elles ne reconnaîtraient de nouveau roi des Romains que lorsqu'il aurait confirmé toutes leurs prérogatives. Telles étaient en effet, à cette époque, l'opinion générale et la malheureuse condition politique des peuples, qu'on ne pensait en aucune manière à faire valoir ces droits généraux des nations qui, appartenant à tous les citoyens, sont défendus par tous, et deviennent indestructibles, et qu'on croyait ne pouvoir se soustraire à l'arbitraire et à la tyrannie que par des priviléges que ceux qui ne

jouissaient pas de ces exceptions avaient plus d'intérêt à attaquer qu'à défendre.

La reine de Naples, Isabelle de Lorraine, épouse du roi René d'Anjou, avait été reçue par les Napolitains avec de grands honneurs : plusieurs villes de son royaume lui avaient rendu hommage à l'exemple de la capitale. Son fils Louis, aidé du général Michel Attendolo, avait soumis la Calabre.

Le roi René étant enfin parvenu à s'arranger non seulement avec le comte de Vaudemont, mais encore avec le duc de Bourgogne, dont il était prisonnier, et ayant recouvré sa liberté en consentant à céder quelques domaines, et en promettant, sous la garantie de ses parents et de ses grands vassaux, de payer une forte rançon, s'embarqua en Provence sur une petite flotte, et arriva à Naples, où il fut accueilli par les plus vives acclamations. Mais les guerres qu'il avait soutenues, les malheurs qui avaient accablé ses états, sa longue captivité et l'obligation de payer une rançon très-forte avaient épuisé son trésor, malgré les taxes extraordinaires accordées par les états de Lorraine et les évêques de Toul, de Metz et de Verdun. La pénurie d'argent à laquelle il était réduit refroidit beaucoup le zèle que lui avaient témoigné les habitants de Naples. Michel Attendolo ne cessa pas néanmoins de défendre sa cause avec autant de fidélité que de courage, et le célèbre capitaine Jacques Caldora vint lui offrir de le servir, à la tête de sa troupe; mais ce Caldora, que l'on regardait comme un des militaires les plus habiles de son temps, mourut bientôt après s'être dévoué aux intérêts du roi René. Ce prince n'en continua pas avec moins d'ardeur la guerre qu'il soutenait contre son compétiteur Alphonse, roi d'Arragon et de Sicile.

Noble rival du bon et courageux René, Alphonse avait mérité comme ce prince, par sa valeur et sa bonté,

l'affection et l'estime publiques. Sa devise était la plus belle qu'un souverain pût porter, *pro lege et grege, pour la loi et le peuple*. On ne devait jamais oublier que, lorsqu'il assiégeait Gaëte, il avait reçu dans son camp les vieillards, les femmes et les enfants que les assiégés avaient fait sortir de leurs remparts, et on répétait avec enthousiasme sa belle réponse : « J'aime » mieux ne conquérir jamais ma couronne que de » donner la mort à un seul innocent. » René assiégeait le Château-Neuf de Naples, où il y avait une garnison arragonaise. Alphonse fait de vains efforts pour délivrer cette forteresse : elle capitule, et on la consigne entre les mains des ambassadeurs de France, qui, mécontents du roi d'Arragon, la remettent à René; mais Alphonse s'empare de Salerne, dont il investit Raymond Orsini ou des Ursins, en le créant duc d'Amalfi. Peu de temps après, il apprend que les jeunes habitants de Naples sont dans le camp de René : il bloque avec une flotte le port de cette capitale, et l'attaque par terre avec son armée, dont un corps est commandé par son frère l'infant don Pierre. La ville est près de se rendre, lorsqu'un boulet, parti d'une batterie des assiégés, fracasse et réduit en poudre la tête de l'infant : sa mort répand la consternation dans l'armée, qui aimait beaucoup ce jeune prince. Alphonse, malgré la douleur profonde qu'il éprouve, veut donner l'assaut; mais des averses terribles se succèdent pendant plusieurs jours; l'hiver approchait : le roi d'Arragon lève le siége, et va soumettre Acerra, s'emparer de sa citadelle et assiéger celle d'Averse. René entre dans la Pouille, et la réduit sous son obéissance. Alphonse marche contre lui : un combat est livré; René est obligé de céder le champ de bataille. Alphonse demande au pape l'investiture d'un royaume dont la plus grande partie est en son pouvoir. Eugène le refuse : il s'adresse au concile de Bâle; les

Pères du concile lui envoient une ambassade (1440). Eugène rassemble des troupes : le cardinal de Tarente marche à leur tête au secours de René (1441); mais incapable de commander une armée, il fait une trève avec Alphonse, et reprend la route de Rome.

La retraite du cardinal porte un coup funeste à la cause de René : le prince Ferdinand, fils naturel d'Alphonse, assiège Naples avec une forte armée. Les Napolitains, malgré la disette qu'ils éprouvent, veulent se défendre jusques à la dernière extrémité : les assiégeants coupent les aquéducs qui conduisent l'eau dans la ville; ils font prisonniers deux maçons ennemis : ces ouvriers indiquent au prince Ferdinand un vieil aquéduc qui conduit de la campagne au fond d'un puits dépourvu d'eau et situé au milieu de la ville. Le roi d'Arragon, instruit de cette confidence, arrive au camp des assiégeants : trois cents soldats déterminés entrent pendant la nuit dans l'aquéduc, pénètrent dans la ville, forcent la porte la plus voisine des Arragonais, et la livrent à l'armée d'Alphonse, qui se précipite dans la place.

Les Napolitains se défendent pendant plusieurs heures dans les rues. René est à leur tête : ils combattent en désespérés; mais leur courage ne peut les sauver; ils sont obligés de mettre bas les armes, et la ville est pillée.

René échappe au vainqueur, perd l'espérance de triompher des Arragonais, arrive à Florence, où le pape Eugène lui donne une vaine investiture du royaume qu'il vient de perdre, et va sous le beau ciel de la Provence trouver de douces consolations dans l'affection de ses sujets et dans la culture des arts.

Alponse s'empare du Château-Capouan et du Château-Neuf, défait les troupes de Jean Sforce et d'Antoine Caldora, qu'il fait prisonnier, et voit tout le royaume de Naples, excepté Tropéa et Reggio, reconnaître son autorité.

Eugène le menace de le déclarer déchu de tous droits aux royaumes de Naples, de Sicile, de Sardaigne et de Corse. Alphonse fait offrir au concile de Bâle de reconnaître Félix V, et de mettre à la disposition de ce pontife deux cent mille pièces d'or, si Félix veut lui donner l'investiture qu'Eugène lui a refusée. Eugène se radoucit; il envoie vers le roi d'Arragon le cardinal Louis, patriarche d'Aquilée. Alphonse va au-devant du légat : il promet de reconnaître Eugène, de ne pas accorder les honneurs du cardinalat à trois Napolitains que Félix a décorés de la pourpre romaine, à rappeler ses sujets du concile de Bâle, et le pape Eugène lui donne l'investiture du royaume de Naples, en le déchargeant de tout ce qu'il peut devoir au siége apostolique (1443).

Mais ce pontife avait remporté un triomphe bien plus remarquable : les électeurs de l'empire, parmi lesquels on avait vu siéger le sire de Plauen, ambassadeur des états de Bohême pendant l'interrègne, et représentant du droit électoral de sa nation, avaient élu roi des Romains le duc Frédéric d'Autriche, de la branche de Styrie, et arrière-petit-fils du roi Albert Ier. Ce Frédéric III non seulement avait envoyé des ambassadeurs à Eugène pour le reconnaître, lui annoncer son élection, lui prêter le serment ordinaire d'*obédience spirituelle;* mais encore, violant la pragmatique sanction de Louis V, et s'avilissant sans pudeur, avait supplié humblement le pape de confirmer sa nomination et de suppléer, par la plénitude da sa puissance apostolique, à ce qu'elle pouvait avoir de défectueux (1440).

Vers le même temps, la veuve d'Albert II accoucha de Ladislas, surnommé *le Posthume;* les états de Hongrie voulaient élever sur le trône Uladislas VI, roi de Pologne. Cette résolution ne découragea pas Élisabeth : elle parvint, avec l'assistance de l'impératrice douairière Barbe de Cilley, veuve de l'empereur Sigismond, à ga-

gner un grand nombre de magnats, à faire couronner par l'archevêque de Gran le jeune Ladislas, qu'elle tint sur ses genoux, et à se retirer auprès du roi des Romains Frédéric III, avec la couronne de saint Étienne, sans laquelle on ne croyait pas qu'il fût possible de sacrer légitimement un roi de Hongrie. Mais Uladislas n'en fut pas moins élu à Bude par la majorité des chefs de la nation, après s'être emparé de toutes les places fortes du royaume : il fut couronné à Weissembourg avec un diadème qu'on tira du tombeau de saint Étienne. La reine Élisabeth lui déclara la guerre : secourue par Frédéric III, elle se maintint en possession de la Haute Hongrie; et bientôt, par l'intervention d'Eugène et les soins de son légat, le cardinal Julien, il fut convenu que le roi Uladislas serait régent de Hongrie jusques à la majorité de Ladislas, qu'il lui succèderait si ce prince mourait sans laisser de postérité, et que le roi Uladislas et le prince Casimir, son frère, épouseraient les deux filles du roi Albert II et de la reine Élisabeth.

Les états de Bohême reconnurent Ladislas comme ceux de Hongrie; les hussites ne s'y opposèrent pas; la régence fut conférée au roi des Romains; mais les irrésolutions, la conduite singulière et l'avarice de Frédéric III engagèrent bientôt la nation hongroise à révoquer le choix qu'elle avait fait de ce prince, et à nommer régent Mainard, comte de Neuhauss, pour ceux qu'on appelait les catholiques, et Henri Ptarsco pour les hussites.

Les hostilités particulières ne cessaient de désoler l'Allemagne : elle souffrait d'ailleurs, comme le reste de l'Europe, de la guerre spirituelle que se faisaient le concile de Bâle et celui qui s'était réuni à Florence, le pape Félix et le pape Eugène. Frédéric III, malgré la faiblesse et la bizarrerie de son caractère, convoqua successive-

ment deux diètes, l'une à Mayence et l'autre à Francfort, pour rendre la paix et à l'Église et à la Germanie : celle de Mayence blâma la déposition d'Eugène, demanda qu'un nouveau concile fût convoqué, soit en France, soit en Allemagne, et fit rédiger les fameux *avisements* de la nation germanique, qui renfermaient l'énumération des griefs qu'elle avait contre la cour de Rome, et celle des abus introduits dans la discipline ecclésiastique. Dans la diète de Francfort on essaya de remédier à des abus d'un autre genre, à ceux des tribunaux westphaliques : on s'y occupa aussi de la paix publique; mais Frédéric, trop éloigné d'avoir le génie d'Albert, se contenta de faire renouveler les dispositions de la bulle d'or; et, pour le malheur de la Germanie, les guerres particulières continuèrent d'être autorisées, pourvu qu'elles fussent déclarées trois jours avant le commencement des hostilités (1442).

A peine Frédéric III eut-il montré par cette mesure combien sa politique était bornée, qu'entraîné par son avarice il renonça à prix d'argent, en faveur de Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne, à toutes les prétentions que les empereurs ses prédécesseurs avaient formées sur les duchés de Brabant et de Limbourg, les comtés de Hollande, de Zélande et de Hainaut, et la seigneurie de Finlande.

Il ne fut pas plus heureux dans la guerre qu'il soutint l'année suivante contre les Suisses : le canton de Zurich et ceux de Schweitz et de Glaris avaient disputé, les armes à la main, la succession du comte de Toggenbourg; la confédération helvétique s'était réunie aux deux cantons de Glaris et de Schweitz contre celui de Zurich; les Zurichois, emportés par une passion aveugle, ne voient ni leurs devoirs, ni leurs véritables intérêts, ni ceux de leur patrie commune : ils s'allient avec les descendants des tyrans de la Suisse; ils attirent au

milieu de leurs lacs et de leurs montagnes les troupes autrichiennes de Frédéric; ils font profaner ces asiles sacrés de la liberté glorieusement conquise par les enseignes des Autrichiens; ils mêlent leurs armes fratricides à celles de Frédéric; leurs voeux impies sont repoussés par la victoire; les cantons réunis punissent celui de Zurich en ravageant ses campagnes; ils s'emparent (1443) de tous les postes occupés dans l'Aargau par les Zurichois et par les Autrichiens, si étonnés de se trouver leurs alliés, et ils forment le siége de Zurich. Frédéric demande des troupes aux états de la Germanie contre les Helvétiens : la diète les refuse; il s'adresse au roi de France : Charles VII lui envoie une armée de près de quarante mille hommes, composée en grande partie de ces aventuriers, de ces nouveaux malandrins, ou plutôt de ces brigands qui, pendant des guerres terribles, avaient répandu le pillage, le meurtre, l'incendie et la désolation dans un si grand nombre de provinces françaises; il met à leur tête son fils le dauphin qui devait un jour porter le nom de Louis XI. Cette armée s'approche de la ville de Bâle, dont le dauphin veut disperser le concile, conformément à l'engagement pris à ce sujet par son père avec Eugène, qui lui a promis de ratifier à ce prix la pragmatique sanction de Bourges. Les Bâlois, réunis à seize cents Helvétiens envoyés à leur secours, se battent comme des lions contre les Français; mais l'armée du dauphin les enveloppe et les taille en pièces. Les Pères de Bâle, qui, en décidant qu'un nouveau concile serait réuni à Lyon dans trois ans, avaient décrété qu'en attendant ils resteraient réunis pour aider le pape Félix, sont obligés de se disperser; les Helvétiens lèvent le siége de Zurich, et le dauphin ramène son armée en Alsace (1444).

Il s'empare, pour couvrir ses quartiers, de Montbelliard, de Toul, de Metz et de Verdun; ses troupes

ravagent l'Alsace et le Brisgau; les états de ces provinces désolées se plaignent amèrement à la diète de Nuremberg des excès commis par les soldats de Louis; l'empereur et l'empire déclarent la guerre à la France, et l'électeur palatin est nommé capitaine-général de l'armée germanique; mais les électeurs ecclésiastiques négocient avec Charles VII : un congrès tenu à Trèves rétablit la paix entre la France et l'Allemagne; les troupes du dauphin évacuent l'Alsace, le Brisgau et les trois évêchés; les états de ces pays renoncent aux indemnités qu'ils avaient réclamées, et la France fait la paix avec les Helvétiens, qui devaient, quelques années plus tard, voir Zurich renoncer à son alliance monstrueuse avec l'Autriche, et la concorde ramener le bonheur dans leurs belles vallées.

L'Europe était divisée plus que jamais entre les deux pontifes Félix V et Eugène IV : Frédéric III crut devoir travailler à faire cesser ce schisme; il voulut engager Eugène à consentir à la tenue d'un nouveau concile général : il lui envoya son secrétaire Énée Sylvius Picolomini.

Cet Énée Sylvius, né auprès de Sienne, réunissait à beaucoup d'esprit la dextérité d'un négociateur habile, l'imagination d'un poète, les lumières d'un historien; mais il avait encore plus d'ambition que de talents et de connaissances. Dès l'âge de vingt-six ans il avait paru avec éclat parmi les Pères de Bâle, et s'était distingué par plusieurs ouvrages composés en faveur du concile. Mais il ne fut pas difficile à Eugène de le séduire par de brillantes promesses : bientôt il ne fut plus l'homme de la Germanie, mais celui du pontife. Eugène et Sylvius résolurent de replonger l'Allemagne dans les fers spirituels et temporels que la sagesse et le courage d'Albert II avaient brisés. Sylvius répondit au pape de la servile soumission de Frédéric, qu'il connaissait bien; et

Eugène, ne doutant plus du succès, osa déposer les archevêques de Cologne et de Trèves comme fauteurs publics du schisme et partisans déclarés de Félix V, qu'il appelait l'antipape.

Les autres électeurs de l'empire, irrités de cette injure, s'empressèrent de se réunir à Francfort. « Nous » ne reconnaîtrons le pontificat d'Eugène, déclarèrent-» ils avec fierté, que lorsqu'il aura révoqué la sentence » qui outrage tout le collége électoral, qu'il aura ratifié » la pragmatique sanction de Mayence, et qu'il aura » fait droit aux plaintes formées contre la cour de Rome » par les états germaniques; nous ne cesserons de re-» garder comme nul tout ce que le roi des Romains » pourrait résoudre sans notre consentement; et nous » saurons défendre notre autorité contre tous ceux qui » oseraient attaquer nos droits et nos prérogatives. »

Cette déclaration énergique étonna Sylvius, mais ne put le décourager. On vit arriver, auprès des électeurs, des légats d'Eugène et plusieurs députés des Pères de Bâle : la hauteur et les propositions audacieuses des légats faillirent à déterminer les électeurs à reconnaître Félix; mais la souplesse et les intrigues de Sylvius, qui était aussi à Francfort, réparèrent le mal qu'avaient produit les prétentions et l'insolence des légats. « Je » promets au nom du pape, dit-il aux électeurs, qu'il » fera tout ce qui est en son pouvoir pour rétablir la » paix dans l'Église. Un nouveau concile sera convo-» qué; Eugène ratifiera tous les décrets du concile de » Constance; il confirmera toutes les décisions du con-» cile de Bâle qui ont servi de bases à la pragmatique de » Mayence; il satisfera le corps germanique relative-» ment aux annates et aux collations des bénéfices; et » il rétablira les archevêques de Cologne et de Trèves » dans leurs fonctions archiépiscopales. »

Énée Sylvius se hâta d'aller à Rome demander à Eu-

gène de remplir toutes les promesses qu'il avait faites en son nom. Mais pendant son voyage, Guillaume, duc de Saxe et langrave de Thuringe, ne voulut plus supporter les retards et les tergiversations de la cour de Rome; il réforma lui-même l'état ecclésiastique dans ses principautés; il défendit à ses sujets, sous peine de bannissement, de porter les causes séculières devant les tribunaux de l'Église, et il interdit sous la même peine toute espèce d'appel devant le pontife suprême.

Énée Sylvius, en arrivant à Rome, trouva Eugène IV près de succomber à une maladie très-grave. Les approches de la mort avaient affaibli son caractère : il agréa sans résistance toutes les conditions de l'arrangement adopté par les électeurs de l'empire; il reçut l'obédience de ces électeurs et du corps germanique; il promit, par une bulle que tous les cardinaux ratifièrent en plein consistoire, d'observer religieusement la pragmatique sanction de Mayence. Mais par un de ces subterfuges si familiers à la cour de Rome, et qui avaient fait si souvent suspecter sa bonne foi, le pontife mourant saisit avec avidité un expédient conservateur que n'avait pas soupçonné la franchise allemande, signa de sa main défaillante une bulle *salvatoire*, protesta dans cet acte si remarquable contre tous les engagements qu'il venait de prendre, et déclara qu'ils seraient nuls si un examen plus réfléchi les faisait reconnaître comme contraires aux droits du siége apostolique.

Nicolas V, qui lui succéda, confirma tous les actes émanés de son prédécesseur au sujet du traité de Francfort, et il fut reconnu par la diète d'Aschafenbourg (1447). Les états voulurent ensuite s'occuper d'un règlement relatif à la manière de nommer aux bénéfices; mais le légat et Énée Sylvius parvinrent aisément à persuader à Frédéric de se charger de négocier à ce sujet avec le pape : la diète eut l'imprudence d'y consentir.

Le roi des Romains ne put se soustraire au joug que lui avaient imposé les ministres de la cour de Rome : il ne voulut suivre les avis d'aucun électeur ni d'aucun prince d'Allemagne ; il signa un arrangement auquel les électeurs et les princes, séparés l'un de l'autre et privés de la force immense que donnent les réunions, ne purent refuser l'adhésion qu'on leur demanda successivement ; et l'on vit paraître le traité auquel on donna le nom de concordat de la nation germanique, et que les publicistes ont regardé comme l'instrument honteux de l'asservissement de l'Église d'Allemagne au pontife de Rome.

D'après cet ouvrage de Sylvius, les élections canoniques et capitulaires devaient être rétablies dans tous les chapitres, églises et communautés de la Germanie ; les provisions de la cour romaine, les grâces, les expectatives et les autres espèces de nominations que le siége de Rome s'était arrogées contre la liberté des chapitres devaient être abolies à jamais ; mais le saint-siége, dit le concordat, conservera le droit de conférer tous les bénéfices dont les titulaires viendront à mourir en cour de Rome ou à deux journées de la capitale du monde chrétien, tous ceux qui vaqueront par une déposition ou une translation émanée de l'autorité apostolique, et enfin tous ceux dont le pape aura déclaré la vacance à cause de la nullité ou des vices de l'élection capitulaire : le pape disposera, d'ailleurs, de tous les canonicats qui viendront à vaquer dans les mois de janvier, de mars, de juillet, de septembre et de novembre, appelés *mois de rigueur*, et tous les bénéfices consistoriaux paieront à chaque mutation du titulaire une taxe permanente proportionnée au revenu de ces bénéfices.

Les Pères de Bâle, mécontents de ce concordat, se retirèrent à Lausanne. Le pape Nicolas imagina, pour punir son adversaire Félix, de donner la Savoie à la

France : un concile fut tenu à Lyon. Félix, fatigué de la papauté, abdiqua le pontificat suprême ; les cardinaux de sa création se soumirent à Nicolas ; le concile de Bâle cessa d'exister, et le schisme fut éteint (1449).

Mais le nord de l'Italie ne recouvra pas le repos comme l'Église romaine. Le duc de Milan, Philippe Marie de Visconti, avait rendu sa faveur à François Sforce, fils naturel de Jacques Attendolo, qui, de l'état de simple paysan de Cotignola dans la Romagne, était parvenu par sa valeur aux dignités de connétable de Naples et de gonfalonier de l'Église romaine. François, aussi brave, aussi habile capitaine que son père, avait bien plus d'ambition ; il avait, à la tête des troupes milanaises, obligé les Florentins à lever le siége de Lucques, battu une flotte vénitienne, enlevé au pape Eugène, et en apparence au nom du concile de Bâle, Ancône et la Marche ou province de ce nom. Eugène n'avait pu arrêter ses conquêtes qu'en le gagnant par ses promesses et en lui conférant la dignité de gonfalonier qu'avait eue le père de ce guerrier aussi heureux qu'intrépide (1433). Un autre célèbre capitaine de l'Italie supérieure, Nicolas Piccinino, parvint à faire redouter au duc de Milan l'habileté, l'audace et la fortune de Sforce. Le gonfalonier, mécontent de Philippe Marie, accepta les offres des Florentins, prit le commandement de leurs troupes, et leur rendit la Lunigiane, que son rival Piccinino leur avait enlevée (1434). Visconti vit alors la faute qu'il avait faite : il offrit à Sforce la main de Blanche Marie, sa fille naturelle (1441) ; Sforce revint auprès du duc, épousa la jeune Blanche : mais, croyant avoir de nouveau à se plaindre de son beau-père, et ne pouvant résister à son ressentiment, il quitta une seconde fois le duc de Milan, passa au service des Vénitiens ennemis de Philippe Marie (1445), fut nommé général de leurs troupes, battit Nicolas Picci-

nino, et défit ensuite l'armée de François, fils de Nicolas (1447). Ces deux victoires obligèrent le duc à ne rien négliger pour se réconcilier avec son gendre : il y parvint; Sforce revint auprès de Philippe Marie. Le duc le nomma son capitaine-général : Sforce conquit Plaisance, Novarre, Alexandrie, Tortone, Parme et Vigevano; et, peu de temps après ces grands succès, le duc cessa de vivre sans laisser d'autres enfants que sa fille naturelle, l'épouse de François Sforce. Le capitaine-général voulut succéder à son beau-père; mais il eut plusieurs concurrents, Louis, duc de Savoie, fils d'Amédée VIII et beau-frère du dernier duc, le roi de Naples, qui prétendait que Philippe Marie l'avait, en mourant, nommé son héritier, et le duc d'Orléans, dont la mère, Valentine de Milan, était fille du duc Jean Galéas et sœur de Philippe Marie. Les Milanais, redoutant et le duc d'Orléans, et le duc de Savoie, et le roi de Naples, abolirent la dignité ducale, déclarèrent leur gouvernement républicain, nommèrent une régence, et donnèrent à Sforce le commandement de leur armée. Cet habile général remporta sur les Vénitiens de si grands avantages qu'il devint suspect aux Milanais, jaloux de la liberté qu'ils s'étaient donnée. Sforce, irrité de leur ingratitude, ne connaissant d'autre patrie que les camps, d'autres concitoyens que des guerriers, d'autre gloire que celle de vaincre, d'autre moyen de s'élever au plus haut rang que la force des armes; et qui, à l'exemple de tant de capitaines de la malheureuse Italie, changeait de parti avec autant de légèreté qu'il combattait avec courage, quittait, reprenait, quittait de nouveau et reprenait encore les étendards qu'il avait fait triompher aussi rapidement qu'il livrait une bataille et dispersait une armée, abandonna les Milanais et se ligua avec les Vénitiens, qu'il venait de battre, contre ces mêmes Milanais pour lesquels il venait de vaincre

(1448). Bientôt il s'empara des environs de Milan à la tête de ces Vénitiens étonnés d'être conduits à la victoire par celui qui avait répandu tant d'alarmes dans leurs rangs (1449); il forma le blocus de la ville, et parvint à l'affamer. Le peuple, soulevé contre ses régents, lui ouvrit les portes; et il fut proclamé solennellement successeur de Philippe Marie (1450).

Dans la même année, la crainte de sa puissance détermina Borso d'Est, duc de Ferrare, à lui céder plusieurs portions de ses états, voisines de ceux du nouveau duc. Les Vénitiens, obligés de voir de nouveau un ennemi bien dangereux dans celui qui avait été plus d'une fois leur général victorieux, se liguèrent contre Sforce avec le marquis de Montferrat et le duc de Savoie (1452). Le duc, pour résister à cette triple alliance, se ligua avec le marquis de Mantoue, les Florentins et les Génois, qui goûtaient quelque repos sous le gouvernement de leur doge Pierre de Frégose, après avoir éprouvé les malheurs des agitations populaires et des discordes civiles excitées successivement par les Fiesques, les Frégose et les Adorne.

La victoire, dans cette guerre qui désola l'Italie supérieure, se déclara presque toujours pour Sforce. Le pape Nicolas, qui voulait faire marcher contre les Turcs conquérants de Constantinople les forces de toute l'Europe, et particulièrement celles de l'Italie, parvint à réconcilier le duc de Milan avec les Vénitiens : ils signèrent la paix à Lodi (1454); le roi d'Arragon y accéda comme roi de Naples; mais les Vénitiens, en s'arrangeant avec le duc de Milan, étaient bien loin de partager les vues de Nicolas. Ils ne voulurent pas contrarier ouvertement les projets d'un pontife qui venait, à leur prière, de transférer à Venise le patriarcat de Grado; mais au lieu de travailler aux succès de la croisade que le pape désirait avec ardeur, et dont ils redoutaient

les suites, ils conclurent secrètement un traité d'alliance avec Mahomet II, nouvel empereur de Constantinople.

Trois ou quatre ans avant cette alliance, dictée aux Vénitiens par le désir de conserver et d'agrandir le commerce auquel ils devaient tant de richesses et de puissance, Frédéric III était passé en Italie pour y recevoir la couronne impériale; il avait fiancé à Sienne l'infante Éléonore, fille d'Édouard, roi de Portugal, et nièce d'Alphonse, roi d'Arragon et de Naples. Prêt à se rendre à Rome, il avait fait avec empressement le serment ordinaire de protéger l'Église et son chef visible, de défendre les terres du saint-siége, de n'exercer aucun acte de souveraineté dans la capitale de l'empire romain qu'avec le consentement du pape; et, dès qu'il fut arrivé dans la ville pontificale, on le vit, fidèle à son caractère, constant dans ses habitudes de soumission et toujours prêt à dégrader la majesté royale, céder le pas aux cardinaux jusques au jour de son couronnement.

Ayant évité dans son voyage d'entrer dans le Milanais, où commandait le fameux Sforce, il n'avait pas été couronné roi d'Italie : la couronne de ce royaume devait cependant lui être donnée avant le diadème impérial; le pape, en déclarant que les droits de l'Église de Milan ne seraient pas affaiblis par la cérémonie qu'il allait faire à la place de l'archevêque de cette ville, couronna Frédéric roi d'Italie ou de Lombardie, le sacra ensuite empereur, et plaça sur sa tête la couronne de Charlemagne, qu'on avait fait venir de Nuremberg.

La princesse Éléonore fut aussi sacrée et couronnée, quoiqu'elle ne fût pas encore mariée; et le nouvel empereur donna l'accolade, sur le pont du Tibre, à plus de trois cents chevaliers.

Peu de temps après, Frédéric quitta Rome pour aller à Naples : le pape éprouva une grande satisfaction en le voyant partir; il avait craint que les Romains, fatigués

du gouvernement sacerdotal, n'engageassent Frédéric à réclamer les anciens droits de l'empire sur la ville de Rome. Combien peu néanmoins l'empereur était capable d'exécuter et même de concevoir une pareille entreprise!

Alphonse V, roi d'Arragon, de Naples, de Sicile, et oncle d'Éléonore, engagea Frédéric à renoncer à la résolution qu'il avait prise de ne pas consommer son mariage, tant qu'il serait dans cette Italie dont il craignait l'influence sur l'enfant que l'impératrice pourrait lui donner. Mais à quelles précautions ridicules n'eut-il pas recours! et avec quel soin n'employa-t-il pas tous les préservatifs imaginés par les hommes les plus superstitieux contre les sortiléges et les enchantements!

Il éleva le marquis Borso d'Est au rang de duc de Mantoue et de Reggio, en le soumettant à un cens annuel de 4,000 ducats. Le duc François Sforce lui fit demander l'investiture du duché de Milan: l'empereur exigea un tribut annuel de 50,000 florins d'or, ou la restitution de la ville de Parme; François ne voulut pas acheter si cher un diplôme donné par un empereur dont il craignait peu les forces et encore moins le caractère.

Ses propres sujets ne le redoutaient pas davantage. Les états d'Autriche, ne voulant plus le voir gouverner leur duché en qualité de régent, se joignent aux Hongrois et aux Bohémiens, qui réclament le jeune Ladislas: ils assiègent Frédéric dans Neustadt, le forcent à remettre Ladislas entre les mains du comte Ulric de Cilley, oncle maternel du jeune roi; confient la régence d'Autriche à ce comte, celle de Hongrie à Jean Huniade Corvin, celle de Bohême au fameux George Podiebrad, et établissent à Vienne un conseil de gouvernement composé des députés des trois états d'Autriche, de Hongrie et de Bohême.

(1449) Louis IV, électeur palatin, avait cessé de vivre

en ne laissant qu'un fils nommé Philippe, et à peine âgé d'un an. Frédéric, frère de Louis IV, et que ses grands succès militaires, au milieu des guerres civiles de l'Allemagne, avaient fait nommer *le Victorieux*, administrait l'électorat. Croyant le Palatinat menacé de ces orages dangereux que les minorités produisent si souvent, il propose aux états du pays de prendre le titre d'électeur, de ne pas se marier, d'adopter le jeune Philippe, et d'incorporer au domaine palatin toutes les acquisitions qu'il a faites, et toutes celles qu'il pourra faire encore. Tous les vassaux, tous les sujets de l'électorat applaudissent à cet arrangement; la mère du jeune Philippe l'adopte avec joie; le collége électoral l'approuve; le pape Nicolas, toujours empressé de paraître exercer le prétendu droit des papes sur toutes les couronnes de la terre, confirme l'élévation de Frédéric-le Victorieux; l'empereur seul refuse de la ratifier; et, comme s'il avait voulu rendre son refus plus sensible, il publie, peu de temps après, des lettres patentes par lesquelles il érige le duché d'Autriche en archiduché, et confère aux archiducs le droit de créer des comtes, de faire des nobles, d'établir des péages et d'imposer des tailles (1453). Quelle confusion funeste présentaient alors les lois, les concessions, les priviléges, les usages, les usurpations et tous les résultats de la faiblesse des empereurs, de l'avarice des princes et de l'indépendance des états!

Mahomet II, vainqueur des Grecs et maître de Constantinople, menaçait cependant la Hongrie et la Germanie. Trois diètes sont convoquées successivement pour opposer à ces progrès des forces redoutables : le pape Nicolas propose de nouveau une croisade générale; l'avidité du pontife et l'avarice de Frédéric font craindre aux états de l'empire un mauvais emploi des sommes que l'on destinerait à combattre les Turcs. Nicolas

meurt (1455), et tous les projets de croisade se dissipent.

Le pontife qui avait formé ces projets ne s'était pas contenté de vouloir repousser, dans le fond de l'Asie, ces bandes victorieuses qui menaçaient d'asservir l'Europe; il s'était empressé de donner des asiles aux savants de la Grèce, que les fureurs des musulmans avaient contraints à quitter leur patrie livrée au plus grand des fléaux; il avait reçu de ces hommes de lettres, chassés de leur terre natale, de précieux manuscrits grecs et hébreux; il avait enrichi la bibliothéque du Vatican; il avait ordonné qu'on traduisît en latin les plus importants de ces manuscrits, et particulièrement les ouvrages des Pères de l'Église grecque. Cette touchante hospitalité et ces nobles soins n'étonnèrent pas l'Europe, qui savait avec quelle assiduité il avait toujours cultivé les lettres, et avec quel zèle éclairé il avait réparé ou embelli les murs de Rome, les portes de cette capitale, le fameux Capitole, le château Saint-Ange, la basilique de Saint-Jean-de-Latran, celles de Sainte-Marie-Majeure, de Saint-Paul, de Saint-Laurent et de Saint-Étienne.

Le cardinal espagnol Alphonse Borgia, archevêque de Valence, où il était né, succède à Nicolas V sous le nom de Caliste III; les états germaniques engagent l'empereur à ne reconnaître le nouveau pape qu'autant que ce pontife renoncerait à ce concordat de 1447, que l'Allemagne déteste : mais Frédéric paraît se plaire à tout ce qui peut avilir de plus en plus son diadème. Caliste le flatte en confirmant l'indult par lequel Nicolas lui avait donné le droit des *premières prières;* Frédéric prête le serment d'obédience.

Caliste avait près de quatre-vingts ans; et, malgré sa vieillesse, il veut avec chaleur faire réussir la croisade projetée par Nicolas; mais c'est en vain qu'il envoie des prédicateurs dans toute l'Europe pour engager les chré-

tiens à contribuer aux frais d'une expédition qu'il désire avec ardeur.

Ce fut l'année suivante, dans le commencement du mois de décembre, que l'Italie méridionale éprouva un des plus terribles tremblements de terre qui aient effrayé les sociétés humaines. Un grand nombre de maisons, de tours et d'églises furent renversées dans la ville de Naples; près de vingt mille hommes périrent sous leurs ruines; Brindes, Bénévent, Cumes, Gaëte et plusieurs autres villes furent bouleversées en grande partie, et combien d'habitants furent écrasés sous les débris de leurs édifices; (1456) Quelle grande leçon on dirait que la nature donne, par ces redoutables phénomènes, à ceux qui gouvernent les peuples! Lorsque de trop justes mécontentements fermentent et s'irritent en secret, comprimés par une tyrannie délirante ou par un despotisme insensé, une explosion aussi puissante qu'inattendue éclate avec violence; la terre tremble, et tout ce qui la surchargeait disparaît dans l'abîme.

Alphonse, roi de Naples, continuait cependant de faire la guerre aux Génois, dont il connaissait les dispositions en faveur de son rival le roi René, et dont il n'aimait pas le doge Pierre Frégose. Les Adorne et les autres Génois que Frégose avait fait exiler secondaient les efforts d'Alphonse; Bernard de Villemain, amiral de Sicile, bloquait le port de Gênes avec une flotte de vingt vaisseaux et de dix galères. Pierre Frégose, n'espérant plus de pouvoir résister à ses ennemis, persuada aux Génois d'implorer le secours du roi de France, et de se soumettre à ce prince. Jean d'Anjou, fils de René et duc de Lorraine par sa mère, fut envoyé à Gênes par Charles VII : il prit possession de la ville, reçut, au nom du monarque français, le serment de fidélité des habitants, fit occuper les principales forteresses : mais, peu de temps après, les troupes d'Alphonse, les Adorne et d'au-

tres mécontents assiégèrent le duc de Lorraine. Ils le pressaient vivement, et Gênes était sur le point de se rendre lorsque le roi Alphonse succomba à une maladie de quarante jours. A peine la nouvelle de sa mort arriva-t-elle sous les remparts de la ville assiégée que la flotte sicilienne mit à la voile, et que l'armée des mécontents se dispersa (1458).

En blâmant avec force l'ambition d'Alphonse, ses mœurs scandaleuses, les tailles et les gabelles sous lesquelles il avait accablé ses sujets, les historiens ont loué sa valeur infatigable, sa fermeté dans les disgrâces, sa modération dans plusieurs circonstances, les qualités qui l'avaient fait surnommer *le Magnanime*, son amour pour les lettres, son zèle pour les savants de la Grèce réfugiés dans ses états, ses connaissances en histoire, en jurisprudence, en mathématiques, en architecture, son goût pour les poètes anciens, et son admiration pour les ouvrages de Tite-Live et pour les Commentaires de César.

La Germanie était menacée d'agitations au moins aussi dangereuses que l'Italie; les électeurs étaient chaque jour plus mécontents de l'ineptie et de l'indolence de Frédéric III. Ils le menacèrent de nommer un roi des Romains, qu'ils chargeraient du gouvernement de l'empire, s'il ne s'occupait pas davantage du maintien de la paix publique et du rétablissement de la justice; ils lui présentèrent un exposé des griefs de la nation germanique contre la cour de Rome. « Le concordat n'est pas » observé, disaient les états dans cet exposé; les prin- » cipaux bénéfices d'Allemagne sont la proie des cardi- » naux et des protonotaires; les chapitres sont accablés » d'expectatives et de provisions; on exige les annates » avec une sévérité extrême; les bulles sont taxées bien » plus haut qu'on ne l'avait promis; on oblige les pré- » lats à payer le dixième de leurs revenus, et cette

» contribution, ainsi que celles des croisés, au lieu de » servir à faire la guerre aux Turcs, sont employées à » enrichir la famille du pape ou à d'autres usages encore » plus honteux. » Frédéric, effrayé, allait faire valoir les réclamations des électeurs et des autres états; mais Énée Sylvius dissipa ses craintes, enchaîna ses idées, soumit sa volonté, et tous les projets des électeurs furent suspendus.

Ladislas-le-Posthume mourut au moment où il allait se marier avec la fille du roi de France. Frédéric fut obligé de partager avec son frère Albert, et avec son cousin Sigismond, les provinces allemandes de la succession de Ladislas. Il prétendit aux couronnes de Bohême et de Hongrie; mais les Bohémiens élurent le célèbre George Podiebrad, que Ladislas avait confirmé dans la place de régent ou de gouverneur du royaume, et que les hussites regardaient comme leur protecteur.

Les Hongrois nommèrent pour leur monarque Mathias Corvinus ou Corvin, le fils de Jean Huniade, l'immortel sauveur de sa patrie, et frère de Ladislas Corvin que Ladislas-le-Posthume avait fait périr sur un échafaud. Mathias était encore prisonnier en Bohême, lorsque les Hongrois l'élurent pour leur roi; Podiebrad s'empressa de lui rendre la liberté, et de lui donner sa fille Catherine en mariage. Frédéric refusa de rendre à Mathias la couronne de saint Étienne : le nouveau roi lui déclara la guerre.

Cet Énée Sylvius, qui exerçait un si grand empire sur l'imbécile Frédéric, venait d'être élu pape après la mort de Caliste III : il avait pris le nom de Pie II. Il réunit à Mantoue un grand nombre de princes et de prélats de l'Europe. Il ne craignit pas d'y publier une bulle qui défendait d'appeler à un concile des décisions du pape, sous les peines portées contre les hérétiques et les criminels de lèse-majesté. Il engagea ensuite l'assemblée

à s'occuper des moyens de faire la guerre aux Turcs. Les Allemands promirent de lever quarante-deux mille hommes; l'empereur fut nommé généralissime; le pape bénit une épée et un chapeau qu'il lui envoya : on régla que Frédéric, dont le courage et les talents militaires n'inspiraient pas une grande confiance, choisirait parmi les princes d'Allemagne un lieutenant-général qui commanderait en son nom l'armée des croisés (1459). Mais les troupes ne furent pas levées, et les projets de croisade s'évanouirent de nouveau.

L'imbécillité de Frédéric excite de nouveaux murmures; les Allemands s'indignent de le voir à leur tête; l'électeur palatin et celui de Mayence veulent le déposer, et mettre à sa place le roi de Bohême, George Podiebrad; mais les électeurs de Brandebourg s'y opposent, et le nouveau pape, qui règne en quelque sorte sous le nom de Frédéric, parvient à empêcher qu'on ne tienne une diète électorale à Francfort.

Pie II cependant exige de l'Allemagne des sommes immenses sous le prétexte de la croisade qu'il paraît désirer contre les Turcs. Thierri d'Erpach, nouvel électeur de Mayence, s'oppose avec force à ses entreprises; il proteste avec l'électeur palatin et celui de Brandebourg contre la levée du dixième, du vingtième et du trentième des revenus ecclésiastiques; il demande l'abolition de la bulle de Mantoue, qui défend les appels aux conciles; et il appelle d'avance au plus prochain concile général de tout ce que le pontife de Rome statuera à son égard : le pape l'excommunie, le dépose, nomme à sa place le comte Adolphe de Nassau, qui avait été son concurrent. L'empereur, esclave fidèle des volontés du pape, reconnaît le comte Adolphe, et met l'électeur déposé au ban de l'empire; l'électeur palatin, Frédéric-le-Victorieux, et le duc de Bavière, son allié et son ami, s'indignent de ce renversement de toutes

les lois, de cette violation des droits des électeurs de l'empire et de l'empereur lui-même : ils prennent les armes pour défendre Thierri si injustement persécuté ; le pape les excommunie, et Frédéric III les met au ban de l'empire. Les intrigues de Rome, secondées par un prince aussi peu digne que Frédéric III de soutenir la dignité de son diadème, réunissent plusieurs princes d'Allemagne contre les trois électeurs ; ils entrent dans le Palatinat, en ravagent les belles campagnes ; l'électeur palatin les attaque près de Seckenheim, disperse leurs troupes, et, méritant plus que jamais le surnom de Victorieux, fait prisonniers les chefs de la ligue, leurs généraux, et la plupart des vassaux qui ont suivi les bannières du lâche empereur. Les princes et les villes que Frédéric III, ou plutôt le lieutenant aveuglément soumis du pontife de Rome, a soulevés contre le duc de Bavière, sont défaits auprès de Giengen ; mais Adolphe de Nassau s'empare de Mayence, et le traité de Prague et celui de Francfort terminent cette guerre civile. Thierri cède l'électorat de Mayence au comte de Nassau ; on lui donne la jouissance de plusieurs bailliages ; l'électeur palatin obtient plusieurs territoires, et fait payer des sommes immenses à ses prisonniers pour recouvrer leur liberté.

Albert VI, dit *le Prodigue*, archiduc et frère de l'empereur, veut profiter des troubles qui désolent l'Allemagne pour enlever à Frédéric III une grande partie de la Basse Autriche : il l'assiège dans le château de Vienne ; le roi de Bohême George Podiebrad accourt au secours de l'empereur, le délivre ; et Frédéric donne deux principautés au fils de son libérateur.

L'archiduc Sigismond, comte du Tyrol, fait arrêter le cardinal de Cusa, évêque de Brixen, qui lui dispute la souveraineté de son évêché : Pie II, accoutumé à lancer des anathèmes contre ceux qui lui résistent, ex-

communie l'archiduc; Sigismond appelle de la bulle du pape au premier concile général; Pie II lance de nouveau contre ce prince les foudres de l'Église romaine, et il ordonne aux Suisses de lui faire la guerre; les Suisses obéissent et s'emparent de Turgau. L'empereur sollicite l'absolution de son frère, s'humilie, s'avilit, se jette aux pieds du légat, et obtient à force de bassesses la levée de l'excommunication.

Ferdinand Ier, fils naturel d'Alphonse-le-Magnanime, avait succédé à son père; plusieurs barons du royaume de Naples avaient offert la couronne, les uns à Jean d'Anjou, duc de Lorraine et fils du roi René, les autres à Jean, roi d'Arragon, ou au fils du roi de Navarre son frère, don Carlos, prince de Viane. Caliste III avait favorisé don Carlos; mais Pie II donna l'investiture de Naples à Ferdinand, dont une nièce épousa un neveu du pape.

Ce monarque perdit néanmoins une grande bataille près de Nole contre le duc d'Anjou et de Lorraine, et sa défaite fut si complète qu'il eut de la peine à regagner sa capitale, sans argent, et avec vingt cavaliers. Si son rival n'eût pas été trompé par de mauvais conseils, et s'il eût marché vers Naples, il aurait chassé son compétiteur du royaume, et régné sans obstacle; mais il ne profita de sa victoire que pour s'emparer de plusieurs villes de la Pouille et de l'Abruzze. Son général Jacques Piccinino, ayant fait éprouver une seconde défaite aux troupes de Ferdinand, commandées par Alexandre Sforce et par Frédéric, duc d'Urbin, entra dans la Sabine, prit Rieti, soumit plusieurs autres villes, et porta la terreur dans Rome. Pie II effrayé allait abandonner Ferdinand et reconnaître le duc de Lorraine; mais la fortune abandonna Piccinino, et le duc d'Urbin, aidé par Alexandre Sforce, le contraignit à se retirer dans l'Abruzze.

Louis XI, roi de France, offrit au pape de faire marcher soixante-dix mille hommes contre les Turcs, s'il voulait donner à son cousin le duc de Lorraine l'investiture qu'il avait accordée à Ferdinand ; Pie II refusa son offre, et engagea Scanderbeg, le fameux prince d'Albanie, à venir au secours de Ferdinand. Scanderbeg arrêta les progrès de Jean, rétablit les affaires du fils d'Alphonse; et, malgré la valeur et les grands talents militaires du duc de Lorraine, remporta (1462) sur ce prince une grande victoire à Troja dans la Pouille. Le bonheur de Ferdinand et les revers du duc furent une épreuve à laquelle Jacques Piccinino et un grand nombre de barons ne purent résister; ils trahirent le prince malheureux; et Jean, ne pouvant plus espérer de l'emporter sur Ferdinand, qui avait pour lui le pape, Scanderbeg, les grands et la fortune, se retira dans la Provence auprès du roi son père.

Pie II, moins distrait par les affaires de Naples des intérêts généraux du pontificat suprême, rétracta dans une bulle tout ce qu'il avait écrit en faveur du concile de Bâle (1463). « Condamnez, dit-il, Énée Sylvius, et suivez » les sentiments de Pie. »

Il mourut à Ancône, où il était allé pour s'occuper avec plus de succès de la guerre contre les Turcs, objet constant de ses pensées. Le nombre et la nature des écrits qu'il a laissés prouvent que ce pontife était un des hommes du quinzième siècle qui réunissaient le plus de connaissances : indépendamment de ses Mémoires sur le concile de Bâle, il avait composé l'Histoire des Bohémiens, une Cosmographie, un Traité de l'éducation des enfants, un poëme sur la passion de Jésus-Christ, plus de quatre cents lettres imprimées à Milan neuf ou dix ans après sa mort, un roman intitulé *Euriale et Lucrèce*, une Histoire de Frédéric III et une Histoire universelle.

Pierre Barbo, Vénitien et cardinal de Saint-Marc, fut

élu à la place d'Énée Sylvius, et prit le nom de Paul II. Le collége des cardinaux l'avait obligé à jurer l'observation de nouveaux règlements; il s'affranchit de sa promesse en invoquant sa toute-puissance; mais, pour se faire pardonner cette violation de la foi jurée, il accorda aux cardinaux de nouvelles prérogatives, l'usage de la mitre, une robe de pourpre, une barrette de damas rouge : il leur donna ces distinctions avec d'autant plus de facilité qu'il aimait le faste, qu'il dépensa cinq mille marcs d'argent pour faire faire une nouvelle tiare, et que, trop persuadé qu'il était un des plus beaux hommes de l'Italie, il avait été tenté, lors de son exaltation, de faire un choix ridicule et d'adopter le nom de *Formose* (1461).

Les Génois, excités par leur archevêque Paul Frégose, auquel s'était réunie la faction des Adorne, avaient pris les armes contre les Français, les avaient forcés à se réfugier dans la citadelle, et avaient nommé doge Prosper Adorne. Le roi René d'Anjou avait amené par mer un secours aux Français assiégés : sortis de leurs retranchements, ils avaient été battus et mis en fuite; deux doges furent élus et destitués avec rapidité; et Paul Frégose, élevé au dogat à leur place, réunit la puissance civile à l'autorité ecclésiastique (1463).

Mais Louis XI, roi de France, fatigué de l'inconstance des Génois et de leurs mouvements si fréquents et si tumultueux, céda au duc de Milan François Sforce, Savone, qui le reconnaissait encore pour souverain, et tous ses droits sur Gênes : il ne se réserva qu'un hommage. Sforce envoya des troupes; les principaux Génois les secondèrent; le doge archevêque se retira par mer; et le duc de Milan fut proclamé souverain de Gênes avec solennité (1465).

La puissance de François Sforce fut encore augmentée l'année suivante : Ferdinand Ier, roi de Naples, lui

donna le duché de Bari, qu'il venait d'enlever au duc de Tarente. Les historiens ont loué la modération avec laquelle il gouvernait ses états : il cessa de vivre (1466), aimé de ses concitoyens, respecté de l'Europe, et entouré des lauriers dont la victoire avait vingt-deux fois couronné sa tête. N'oublions pas de dire que ce fut sous son règne que fut creusé le canal *Martesana*, qui part de l'Adda et se réunit à Milan au grand canal dit *il Naviglio grande*.

Son fils aîné, Galéas-Marie Sforce, était auprès de Louis XI lorsque son père mourut : il se hâta de partir pour Milan. Mais telle était encore l'anarchie féodale que les plus petits seigneurs épiaient le passage des plus grands princes pour les arrêter et leur faire payer de fortes rançons : Galéas-Marie fut obligé de se déguiser, et n'arriva à Milan qu'après avoir couru des dangers de plus d'une sorte. Combien peu il méritait de succéder à François! Livré à la débauche et à la cruauté, il fut bientôt aussi haï de ses sujets que son père avait été aimé; sa mère, Blanche-Marie Visconti, que ses vertus faisaient chérir, fut si indignée de sa tyrannie qu'elle le quitta et se retira à Crémone.

Ce fut avec ce prince que s'allièrent les Florentins contre les rivaux de Pierre de Médicis et les alliés de ces rivaux : l'illustre père de Pierre, Côme de Médicis, descendait de riches et respectables négociants que leurs concitoyens avaient souvent élevés à la place de gonfalonier : il était mort à l'âge de soixante-quinze ans, après avoir enrichi la république par un commerce immense qui s'étendait au loin dans l'Asie et dans l'Afrique. Le peuple, qui lui avait dû tant de bienfaits, le clergé, dont il avait construit ou embelli les temples, les pauvres, qu'il avait secourus, les artistes, qu'il avait encouragés, les savants dont il avait mérité l'affection et l'estime, lui avaient donné des larmes; honoré des Florentins, l'ar-

bitre de leur république, le plus riche particulier de l'Europe, vénéré de tous les souverains, on l'avait regardé comme l'égal des rois : un décret public avait ordonné qu'on gravât sur son tombeau : *Côme de Médicis, père de la patrie.* Mais combien l'histoire nous montre rarement le fils d'un grand roi ou d'un grand citoyen digne de remplacer son père! Pierre de Médicis, nommé gonfalonier quelques années avant la mort de Côme, avait un esprit trop borné pour ne pas se laisser séduire par des flatteurs : il se crut souverain, et voulut gouverner la république en maître; les Pitti et d'autres nobles de Florence ne purent soutenir sa hauteur, et conspirèrent pour le faire assassiner; un hasard sauva Médicis, et les Pitti furent bannis avec les autres conjurés : ils trouvèrent à Venise Barthélemi Coleone, fameux capitaine, et un de ces chefs ou *condottieri* si nombreux alors en Italie, et qui étaient toujours prêts à employer, au service de ceux qui les payaient le mieux, les guerriers qu'ils commandaient, et dont les réunions volontaires étaient le triste résultat des guerres civiles; ils l'engagèrent à combattre avec eux contre ceux qui les avaient bannis; les Vénitiens n'y mirent aucun obstacle; les seigneurs de Pesaro, de Forli, de La Mirandole et plusieurs autres vassaux indépendants se joignirent aux Pitti, et une armée de quinze mille hommes marcha contre Florence. Les Florentins se liguèrent non seulement avec Ferdinand roi de Naples, mais encore avec Galéas-Marie, duc de Milan, et mirent Frédéric d'Urbin à la tête de leurs troupes; une bataille eut lieu entre les deux armées (1467); mais la victoire resta incertaine, et la guerre continua.

Au milieu de ces hostilités, Pierre de Médicis favorisa de tout son pouvoir une entreprise célèbre dans l'histoire des sciences, et particulièrement de l'astronomie : on aurait dit qu'il voulait se faire pardonner

son despotisme par un acte digne du père illustre qui lui avait donné le jour. Ce fut sous ses auspices que Paul Toscanella construisit dans la cathédrale de Florence une méridienne dont le gnomon avait deux cent soixante-dix-sept pieds deux pouces neuf lignes de hauteur, et qui semblait présager que bientôt Galilée ferait la gloire de la république.

Quelque voisines de Rome que fussent les armées des Florentins et celles des Pitti et des Milanais, Paul II s'occupait moins des affaires de Florence que de celles d'Allemagne et particulièrement de la Bohême. George Podiebrad avait demandé à son prédécesseur la confirmation de son élection et celle du *compacte* par lequel le concile de Bâle avait permis aux Bohémiens de communier sous les deux espèces; Pie II ne s'était pas expliqué sur la première, et avait refusé la seconde: Podiebrad, encouragé par l'archevêque de Prague, avait soutenu la légitimité du compacte; Pie II l'avait excommunié.

Après avoir fait la faute de demander pour son élection une approbation inutile, il en fit une plus grande, suivant plusieurs historiens : il devint persécuteur. Les catholiques souffrirent de son zèle pour les hussites; Paul II lança contre lui de nouvelles foudres ecclésiastiques, le déclara déchu du trône, pressa Mathias Corvin, roi de Hongrie, d'accepter la couronne de Bohême, et, attachant plus d'importance au maintien de l'autorité civile usurpée par ses prédécesseurs qu'à la défense de la chrétienté contre les musulmans, suivit les conseils d'une politique aussi aveugle qu'extraordinaire, recommanda aux états de la Germanie deux grandes mesures presque contraires l'une à l'autre, et conjura les princes d'Allemagne de se croiser non seulement contre les Turcs, mais encore contre le fauteur des hussites, ennemis du siége apostolique. Frédéric convoqua une

diète à Nuremberg; les villes libres refusèrent de payer les sommes énormes auxquelles on les avait taxées pour soutenir la guerre contre les musulmans; on suspendit la croisade contre ces asiatiques; la diète d'ailleurs s'indigna de ce que le pape s'était arrogé le droit de disposer d'une couronne à laquelle le premier électorat de l'empire était attaché, rejeta à l'unanimité la proposition de faire la guerre à un prince qui n'avait pas démérité de la Germanie; et plusieurs princes qui ne pouvaient souffrir la honteuse soumission de l'empereur au pape s'écrièrent qu'au lieu de combattre le roi de Bohême, le bien de l'Allemagne exigerait qu'on l'élût roi des Romains.

Le pape et l'empereur, son fidèle vassal, ne pouvant plus espérer que les princes d'Allemagne secondassent leur haine contre Podiebrad, excitèrent contre lui non seulement Casimir III, roi de Pologne, dont la femme était fille du roi des Romains Albert II, et petite-fille de l'empereur Sigismond, mais encore Mathias Corvin, roi de Hongrie. Mathias, oubliant qu'il devait la vie et la couronne à Podiebrad, son beau-père, s'empara d'une grande partie de la Moravie; Podiebrad désigna le fils aîné de Casimir comme son successeur. Cette disposition détacha Casimir de la ligue formée contre le roi de Bohême; et malgré tous les efforts du pape et de Frédéric, la diète de Ratisbonne allait élire Podiebrad roi des Romains lorsque ce grand prince cessa de vivre; les Bohémiens, remplis de vénération pour sa mémoire, suivirent ses intentions, élurent pour leur roi Ladislas, fils aîné de Casimir III, et ce monarque, sacré à Prague, fut reconnu par l'empire, et même par Frédéric, qui ne put résister au vœu de la diète, et que la mort de Paul II venait de délivrer pour quelques moments de son servage.

Le cardinal François de La Rovère fut élu à la place

de Paul II, et prit le nom de Sixte IV. A peine fut-il monté sur la chaire apostolique qu'il équipa contre les Turcs une flotte de vingt-neuf galères, auxquelles se joignirent cinquante galères vénitiennes et vingt quatre du royaume de Naples. Le cardinal Caraffe, général en chef de cette flotte, ravagea plusieurs contrées turques, prit la ville de Smyrne, la pilla, la livra aux flammes, revint à Rome, et, ministre des autels du Christ, y reçut les honneurs du triomphe que la république romaine, quinze siècles auparavant, avait si souvent décernés à ses généraux.

Pierre Mocenigo, qui avait fait lever aux Turcs le siége de Scutari, obtint à Venise un autre genre de triomphe : il fut élu doge après la mort de Nicolas Marcello (1474).

L'année suivante, Catherine, fille de Marc Cornaro, sénatenr vénitien, et veuve de Jacques II, roi de Chypre, ayant perdu son fils le roi Jacques III, ne sachant comment se défendre contre Charlotte, fille du roi Jean III, qui lui disputait le royaume de Chypre, se mit sous la protection de la république de Venise. Le sénat l'adopta pour fille de Saint-Marc, prit en son nom le gouvernement du royaume, et ne lui laissa que le titre de reine et les honneurs de la royauté.

Vers le même temps René, qui, de même que Catherine, n'avait conservé de son royaume qu'un vain titre, faisait par sa bonté le bonheur de la Provence. Il cultivait en paix, au milieu des Provençaux qui l'adoraient, les sciences et les arts ; sa bibliothéque réunissait tous les ouvrages des anciens troubadours : on multipliait dans ses jardins les beaux œillets de Provence, les roses de Provins et les raisins muscats ; il charmait ses loisirs en peignant, sur le bois ou sur le verre, des tableaux et des miniatures, dont plusieurs ont été conservés pendant long-temps. Aimant les spectacles avec passion, et cédant, en l'embellissant, au goût bizarre de son siècle,

qui se plaisait à mêler les augustes mystères et les histoires pieuses du christianisme avec les allégories, les traditions, les inventions poétiques et les théogonies du polythéisme des Grecs et des Romains, il établit des concours religieux, des processions, des fêtes solennelles que le temps n'a pu détruire, et qui font encore la joie des Provençaux reconnaissants. Les habitants des campagnes aimaient à le voir honorer leurs travaux, encourager leurs soins, montrer au milieu d'eux combien lui était chère cette vie pastorale, l'emblème du bonheur le plus pur et le plus durable, se revêtir, avec la reine, d'habits semblables aux leurs, remplacer le sceptre par une houlette, et conduire de ses mains royales un troupeau paisible sur le bord des fontaines et sous l'ombre épaisse d'arbres touffus. On montre encore en Provence les charmantes vallées que préférait le bon René, les ruines des châteaux qu'il habitait, les rochers escarpés qu'un soleil sans nuages échauffait pendant les jours froids de l'hiver, et au pied desquels il aimait à s'entretenir avec les villageois dont les descendants le bénissent encore.

Combien le bonheur que lui donnaient les bienfaits qu'il ne cessait de répandre fut troublé par la mort de son petit-fils Nicolas d'Anjou! Il le perdit au moment où il allait le marier (1473).

Il lui restait Yolande, sa fille, René II, duc de Lorraine, fils de cette Yolande et du comte de Vaudemont, Charles II, comte du Maine et fils de son frère Charles d'Anjou, et Marguerite, sœur cadette d'Yolande. Il fit un testament, institua Charles d'Anjou son héritier, donna le duché de Bar au duc de Lorraine, et 1,000 écus d'or à chacune de ses deux filles. Louis XI, roi de France et neveu de René par sa mère Marie d'Anjou, se plaignit de ce testament, réclama la succession de son oncle pour le duché de Bar, l'Anjou et même la Provence, et fit saisir les deux duchés. Mais les deux rois se virent à

Lyon; René obtint la main-levée de l'Anjou ainsi que du Barois, reçut de son neveu une pension de 60,000 livres, et revint en Provence terminer une vie glorieuse au milieu d'un peuple dont il était le père adoré (1480).

Quelle différence entre ce René si bon et si aimé, et le cruel souverain de Milan Galéas-Marie Sforce! Tous les Provençaux auraient donné leur vie pour sauver les jours de René, et Galéas-Marie fut assassiné dans une église de Milan, dont il avait plus que jamais irrité les citoyens en faisant entourer la ville de nouvelles fortifications, qu'ils regardaient comme dirigées contre eux (1476).

Son fils Jean-Galéas-Marie lui succéda sous la tutelle de sa mère Bonne de Savoie, et de Cecco Simonetta, secrétaire d'état.

La jalousie va cependant préparer ses poignards à Florence, comme la haine a aiguisé les siens à Milan. Pierre de Médicis était mort (1472); Thomas Loderini, qui avait rempli avec honneur les fonctions de gonfalonier, avait fait déclarer princes de la république de Florence Laurent et Julien, fils de Pierre de Médicis. Les Pazzi, citoyens puissants, ne peuvent supporter le grand pouvoir dont jouissent les deux frères. L'envie et l'ambition les égarent: ils jurent la mort de Laurent et de Julien. François Salviati, archevêque de Pise, se réunit à eux; et, ce qui est bien plus remarquable, le pape Sixte IV, séduit par son neveu Jérôme Riario, seigneur d'Imola et grand ennemi des Médicis, entre dans la conjuration (1478): le jour est choisi; les Médicis doivent aller à la cathédrale de Florence; une messe solennelle doit être célébrée; au moment où l'on élèvera l'hostie, les deux frères seront frappés.

Le complot n'est pas découvert: Julien expire au pied des autels; mais Laurent n'est que légèrement blessé, et parvient à s'échapper. Le peuple, qui aimait

les Médicis, s'irrite, se soulève, court en tumulte au palais de la seigneurie, où l'archevêque de Pise attendait la nouvelle d'un succès infernal, le saisit, le pend à une des fenêtres du palais, et exerce la même vengeance sur Jacques Salviati, Jacques Poggio, François Pazzi, tous les autres membres de la maison de Pazzi que l'on peut découvrir, un grand nombre de complices de la conjuration; et César de Petrucci, qui était alors gonfalonier, parvient par sa prudence et par sa fermeté à rétablir l'ordre dans la ville indignée.

Le pape apprend avec autant de colère que d'étonnement un événement aussi contraire à ses espérances. Il lance une bulle d'excommunication contre les Florentins, qui ont osé faire pendre un archevêque complice d'un assassinat et d'un sacrilége; et, comme s'il se méfiait de ces armes spirituelles si souvent prodiguées et avec lesquelles on se familiarisait, il se ligue avec Ferdinand, roi de Naples, contre la république, et, de concert avec ce prince, envoie dans la Toscane des troupes commandées par Alphonse, duc de Calabre et fils du roi Ferdinand, et par Frédéric, duc d'Urbin. Louis XI, roi de France, Ludovic-Marie Sforce, dit le More, oncle de Jean-Galéas-Marie, et qui s'était emparé, par la violence et le crime, de la régence de Milan, les Vénitiens, malgré leur rivalité avec les Milanais, Hercule, duc de Ferrare, quoique gendre du roi de Naples, et le seigneur de Rimini, se déclarent pour les Florentins. La guerre néanmoins n'est pas heureuse pour Florence; Laurent de Médicis prend un noble parti : il va trouver Ferdinand, lui demande la paix, l'obtient, et se ligue avec lui contre le duc de Lorraine (1480), petit-fils de René, et qui réclame le royaume de Naples. Les Vénitiens cependant continuent la guerre contre Ferdinand, dont ils avaient à se plaindre et dont ils craignaient l'ambition. Depuis un an ils avaient fait

la paix avec Mahomet II, et lui avaient cédé Scutari : plus occupés de réprimer les projets de Ferdinand que d'éloigner tout ce qui pouvait attirer en Italie les armes des Turcs, ils engagent Mahomet II à déclarer la guerre au roi de Naples; mais Ferdinand s'arrange avec Bajazet II ; il porte le sultan à demander aux Vénitiens l'île de Céphalonie (1484); et ils sont d'autant plus obligés de la céder aux musulmans qu'ils sont en guerre avec Hercule, duc de Ferrare, qu'ils veulent l'obliger à détruire ses salines de Comachio, et que le duc est ligué avec le roi de Naples, le régent de Milan, Frédéric, marquis de Mantoue, les Florentins et les Bentivoglio.

Sixte IV est ligué avec les Vénitiens; ses troupes et celles de la république battent le duc de Calabre. Le pape redoute les Vénitiens vainqueurs, s'en détache, fait un traité avec leurs ennemis, et veut s'établir arbitre de la paix : les Vénitiens le refusent. Son amour-propre est blessé, sa politique contrariée, son autorité compromise : il les excommunie.

Les foudres ecclésiastiques ne les empêchent pas de porter de grandes forces contre Hercule. Il leur cède le Polésin de Rovigo, et le pape, qui les hait, meurt de chagrin de leurs succès.

Jean-Baptiste Cibo, noble génois et cardinal de Melfe, succède à Sixte IV sous le nom d'Innocent VIII (1485), et lève l'interdit lancé contre les Vénitiens par son prédécesseur : la peste succède à la guerre à Venise et dans plusieurs autres contrées de l'Italie; elle emporte le doge Jean Mocenigo.

La trahison, plus funeste que la peste, ensanglanta vers le même temps le royaume de Naples, et ébranla le trône de Ferdinand. Ce prince, séduit par les conseils de son fils le duc de Calabre, avait accablé ses sujets d'impôts. Les Napolitains se soulevèrent, appelèrent à leur secours le pape Innocent VIII et René II, duc de

Lorraine, à qui ils offrirent de le reconnaître pour leur souverain. Ne voyant arriver ni les troupes du pape ni le duc de Lorraine, ils firent avec Ferdinand un traité dont le roi d'Espagne, le régent de Milan et Laurent de Médicis furent garants. Deux jours après, Ferdinand et le duc de Calabre attirèrent dans leur palais les principaux des nobles sous le prétexte d'une noce, les chargèrent de fers, et les firent périr dans d'horribles supplices (1486). San Severino, prince de Salerne, parvint à échapper à cette perfidie. Ne respirant que vengeance, il alla à Venise, et de là en France, où il ne cessa d'exciter Charles VIII, petit-fils de la sœur de René Ier, à détrôner le tyran qui avait immolé ses malheureux compatriotes.

Pendant que Ferdinand redoutait une invasion qui pouvait être terrible, l'empereur Frédéric III, chassé de sa capitale par Mathias Corvin, roi de Hongrie, et réfugié à Lintz, fut obligé d'abandonner cet asile et de se retirer dans l'Allemagne proprement dite. On le vit errer avec une suite peu nombreuse de ville impériale en ville impériale, d'abbaye en abbaye, vivre aux dépens de celles où il trouvait une retraite, traîner dans l'avilissement la couronne qu'il avait tant souillée, et réclamer en vain contre le roi de Hongrie le secours des états. Il vit enfin combien il était trop faible pour continuer de porter le sceptre de l'empire; il demanda de le remettre en quelque sorte dans des mains plus fortes et plus habiles que les siennes; il proposa son fils Maximilien pour roi des Romains. Les électeurs élurent Maximilien malgré les insinuations contraires de la Hongrie et de la France. La diète de Francfort le reconnut avec les solennités ordinaires: il fut intronisé à Rensé et sacré à Aix-la-Chapelle par l'archevêque de Cologne (1486); mais Frédéric n'obtint ni troupes ni argent pour faire la guerre au roi de Hongrie.

Les députés de Francfort, de Worms, de Spire, de Haguenau, de Strasbourg, de Colmar, de Bâle et des autres *villes libres du saint empire*, ainsi que ceux de Nuremberg, d'Ausbourg, d'Ulm, de presque toutes les villes de Souabe et des autres *villes impériales*, se réunirent à Eslingen. La diversité de leurs priviléges ne les empêcha pas de s'occuper avec le même zèle de leurs grands et communs intérêts. Ils ne négligèrent aucun des soins nécessaires à la sûreté de leur commerce, duquel dépendaient leurs richesses, leurs forces et leur puissance; et les précautions que leur dicta leur juste sollicitude contribuèrent bien plus au rétablissement de la paix publique, si troublée par les princes et seigneurs, que les décrets des diètes dont l'exécution n'était garantie que par un souverain tel que Frédéric.

Ce prince conjura de nouveau les états de le secourir contre le roi de Hongrie. La diète de Nuremberg, espérant que la détresse de l'empereur l'obligerait à sanctionner l'établissement d'un tribunal suprême, que les états désiraient vivement, et auquel il s'était toujours opposé, lui refusa toute assistance comme les diètes qui l'avaient précédée. On parvint seulement à régler un tarif de contingents en argent, bien moins défavorable aux villes que ceux que le collége des électeurs et celui des princes avaient proposés à diverses époques. Les villes l'adoptèrent; et, ce qui prouve à quel degré leur industrie, leur activité et leur commerce avaient élevé leurs richesses, c'est que ces villes libres ou impériales consentirent à payer quarante pour cent de toutes les sommes que l'empire accorderait.

Cet arrangement fit craindre cependant au roi de Hongrie que les états ne se décidassent à faire marcher contre lui les troupes de l'empire, pour la solde desquelles les principales difficultés n'existaient plus. Il offrit de retirer ses soldats de l'Autriche, à condition

que Frédéric tînt ses engagements, et lui remit les 120,000 ducats qu'il avait promis de payer pour les frais de la dernière guerre. Mais Frédéric, aussi avare que lâche, aima mieux continuer de vivre aux dépens des états qui lui donnèrent asile, consentit à une trève, et abandonna formellement l'Autriche à Mathias jusques au moment où il aurait rempli ses obligations.

Les malheurs du temps n'empêchèrent pas de donner deux tournois, l'un à Worms et l'autre à Ratisbonne; mais ce furent en quelque sorte les derniers. L'usage des armes à feu qui se multipliaient chaque jour rendait inutiles l'adresse et la vigueur que les chevaliers cherchaient à acquérir dans ces exercices militaires; et l'esprit de l'ancienne chevalerie était d'autant plus près de s'éteindre que les décrets des diètes, exécutés par des princes dignes de commander au nom des lois, les effets du commerce, l'accroissement des communications des peuples, les progrès des lumières, les changements survenus dans les mœurs, devaient bientôt diminuer le nombre des défis particuliers, des guerres des seigneurs, des brigandages, des violences, des rapines, des vols et des assassinats qui infestaient les routes de la Germanie et de tant d'autres contrées européennes.

Mais pendant qu'on espérait en Allemagne de voir la paix publique plus respectée, elle ne cessait d'être troublée en Italie. Gênes allait donner aux peuples libres un nouvel et grand exemple des terribles effets des factions, lorsqu'un état est trop mal organisé pour en prévenir ou en réprimer les efforts.

(1477) Celle des Fiesque avait, plusieurs années auparavant, pris les armes, trompé le peuple, soulevé la multitude et créé *huit capitaines de la liberté*. Les troupes milanaises s'étaient présentées devant les murs de Gênes; Prosper Adorne avait pénétré dans la ville, était

parvenu à persuader au peuple de mettre bas les armes, et avait été nommé *gouverneur de l'état* (1478). La régence de Milan, redoutant ses projets, le destitue, et nomme à sa place l'évêque de Cômes. Les Génois s'arment contre les Milanais, et les contraignent à se renfermer dans le château : une armée milanaise vient au secours des assiégés ; les Génois remportent sur cette armée une grande victoire ; la régence de Milan fait offrir à Baptiste Frégose le gouvernement de Gênes. Baptiste parvient, au milieu des factions, à s'emparer de l'autorité ; mais, au lieu de prendre le titre de gouverneur , il se fait nommer doge.

Obietto de Fiesque profite de l'agitation populaire, qui est bien loin d'être calmée ; il soulève contre le doge une partie du peuple : les deux partis se livrent un combat sanglant. La victoire favorise le doge : Obietto est tué sur le champ de bataille, et ses partisans se soumettent au vainqueur (1480).

Le courage des Génois et un gouvernement sage auraient pu résister aux Milanais, maintenir l'indépendance de la république et ramener la tranquillité dans la ville ; mais les factions ne veulent que le désordre. Le cardinal Paul Frégose, archevêque de Gênes, conjure contre son neveu à la tête de plusieurs de ses parents, l'attire dans son palais, le retient prisonnier, le menace, le force à lui livrer les forteresses, se fait proclamer doge, et jouit paisiblement de son usurpation (1483).

Les Florentins cependant, conduits par Laurent de Médicis, s'emparent de Sarsane ; ils menacent d'envahir une grande partie des états de Gênes ; les factions se raniment avec une force nouvelle. L'archevêque perd toute sa fermeté : les principaux Génois partagent ses alarmes. La fureur des partis les effraie ; ils craignent de ne trouver du courage dans leurs concitoyens que

pour déchirer le sein de la patrie; ils invoquent l'assistance de Ludovic Sforce, régent de Milan; ils traitent avec lui; ils se soumettent de nouveau au Milanais; les enseignes du duc Jean-Galéas-Marie flottent dans la ville; Augustin Adorne est nommé gouverneur par Ludovic; et les citoyens de Gênes ne sont plus que des sujets de Milan (1487).

Les états de Souabe défendirent leur indépendance mieux que les Génois. Fatigués des attaques et des vexations du duc de Bavière et de plusieurs autres princes, ils convinrent à Eslingen que la Souabe serait divisée en quatre cantons; que chacun de ces cantons nommerait un capitaine chargé de veiller à la sûreté générale; que les quatre cantons réunis éliraient un colonel; que dix mille fantassins et mille cavaliers seraient sous ses ordres, et que la guerre serait déclarée à tous ceux qui troubleraient la paix publique (1488). Le margrave de Brandebourg-Anspach, celui de Brandebourg-Bareith, l'électeur de Mayence et les ducs de Bavière, de la branche de Munich, se réunirent à cette confédération. L'empereur l'approuve. Mais quel état politique que celui d'un empire où le chef suprême du gouvernement et tous les états réunis en diète ne peuvent ni maintenir la paix ni faire exécuter les lois, et où la ligue de Souabe, qui renverse tous les fondements de la puissance légitime, bouleverse toutes les idées constitutionnelles, détruit la hiérarchie des pouvoirs, est invoquée avec ardeur et adoptée avec empressement comme la seule garantie de l'ordre, des droits et des propriétés!

La mort de Mathias Corvin délivra Frédéric III, ou plutôt Maximilien, d'un adversaire redoutable: le roi des Romains reprit l'Autriche, dont Mathias s'était emparé; mais il demanda inutilement la couronne que Mathias avait portée. Les Hongrois la donnèrent à Ladis-

lâs, roi de Bohême et petit-fils, par sa mère, de l'empereur Albert II.

Maximilien voulut en vain la lui disputer: il consentit, par le traité de Presbourg, à laisser à son cousin Ladislas ce diadème de Hongrie, en se réservant de lui succéder si la postérité de ce prince venait à s'éteindre.

Pendant que Maximilien obtenait un avantage si incertain, la république de Venise, toujours constante dans sa politique, acquit le royaume de Chypre, dont elle s'était déclarée la protectrice. La reine Charlotte de Chypre, veuve de Louis de Savoie et fille du roi Jean troisième du nom, avait confirmé à Rome, et au moment de mourir, la cession qu'elle avait faite de sa couronne au duc de Savoie. Mais le conseil des dix, sous le dogat d'Augustin Barbarigo, ordonna à George Cornaro d'aller en Chypre chercher sa sœur la reine Catherine, veuve du roi Jacques II, fils naturel de Jean III, et héritière de son fils Jacques III, venu au monde après la mort de Jacques II. Le conseil des dix chargea en même temps Cornaro de prendre possession du royaume au nom de la république. L'amiral François Priuli suivit Cornaro avec une flotte : la reine Catherine hésita beaucoup; mais enfin elle se soumit à la volonté du gouvernement vénitien, abdiqua en faveur de la république (1489), s'embarqua pour Venise, y fut reçue avec de grands honneurs, et vécut en reine dans un château du Trévisan. L'étendard de Saint-Marc flottait sur les tours de Famagouste, que le roi Jacques II avait enlevée aux Génois, et bientôt le sultan d'Égypte, Ascraf-Kaïtbay, dont l'île de Chypre était tributaire, remit à l'ambassadeur de Venise un acte authentique par lequel il reconnut la république comme possédant légitimement la couronne de Chypre, et lui en donna l'investiture sous la condition de continuer de payer le tribut de 8,000 ducats (1490).

Maximilien vit avec peine cet accroissement de la puissance vénitienne : l'Italie échappait chaque jour davantage à l'autorité des empereurs, rois de Germanie; mais l'Allemagne elle-même reconnaissait à peine leur pouvoir; et comment le roi des Romains aurait-il pu s'y opposer ? Les états germaniques étaient indépendants des lois mêmes portées par les diètes dont ils faisaient partie. Maximilien demanda de nouveau des secours contre la France à la diète de Coblentz et à celle de Constance; il voulait qu'on fît marcher sans délai les *petits contingents* (*die kleine hülffe*), c'est-à-dire le trentième noble, avec une infanterie proportionnée; qu'on tînt prêtes les autres forces de l'empire, c'est-à dire le ban et l'arrière-ban (*die grosse hülff*), et qu'on levât les sommes imposées sur les feux, celle de dix ou douze sous sur les feux des villes, et celle de cinq ou six sous sur ceux des campagnes. « Nous ne sommes pas intéressés dans vos querelles » avec la France, répondirent les états, et nous ne sa- » vons que trop combien les subsides de l'empire sont » rarement employés à leur destination. » Les subsides furent refusés, quelques besoins qu'en eût le roi des Romains : les états accordèrent quelques troupes; mais elles ne furent pas levées. Maximilien, abandonné d'ailleurs par l'Angleterre et l'Arragon, fut obligé de faire la paix; et, peu de temps après, l'imbécile Frédéric III cessa de vivre et de déshonorer le trône par sa bigoterie superstitieuse, sa soumission servile aux pontifes de Rome, sa dissimulation sottement affectée, ses soupçons ridicules, ses irrésolutions mêlées d'entêtement, sa basse jalousie, ses affections inconstantes, ses haines implacables, sa paresse et son avarice, qui, pendant ses dernières années, ne se plaisaient qu'à compter et arranger les trésors qu'il avait amassés.

Ce fut vers la fin de son règne que les membres du corps équestre, les gentilshommes *landsasses*, c'est-à-

dire soumis à la souveraineté particulière des états germaniques, et qu'on n'avait désignés que par les titres de guerriers (*miles*), d'écuyer, de chevalier, de *ministériel*, reçurent celui de *noble*, qu'on n'avait donné qu'aux comtes, aux barons, aux dynastes, aux seigneurs indépendants (*edel herren*) et aux nobles immédiats. Plusieurs dynastes ou seigneurs demandèrent alors des diplômes de comte d'empire, et les membres de la noblesse immédiate obtinrent les titres de baron, ou de *frey herr* (*libre seigneur*).

La mort de Frédéric III et l'avénement de Maximilien sauvèrent la dignité impériale (1493). Quelle différence entre le roi des Romains et son père! on lui a reproché d'avoir porté la bienfaisance jusques à la prodigalité, d'avoir conçu des projets au-dessus de ses forces, de les avoir entrepris légèrement, de s'être laissé décourager par des difficultés inattendues et qu'il aurait pu prévoir, d'avoir trop facilement changé de vues, de s'être montré trop peu constant dans ses alliances; mais doux, humain, généreux, sensible aux charmes de l'amitié, qu'il mérita d'inspirer quoique souverain, admirateur passionné des sciences, des lettres, des arts, et particulièrement de la musique, il réunissait à un esprit vif et brillant une perspicacité singulière; il aimait la vérité, était digne de l'entendre, pardonnait avec facilité les offenses qui lui étaient personnelles, était brave jusques à la témérité; et néanmoins, guerrier instruit par l'étude et par l'expérience, il vit que l'invention de l'artillerie, les progrès de la civilisation, les changements survenus dans l'état des plus simples particuliers, allaient déplacer la force des armes, donna à l'Allemagne la première infanterie régulière, et créa en quelque sorte pour la Germanie une nouvelle puissance militaire.

Un an avant que le trône de l'empire eût été rétabli par Maximilien, la Toscane avait perdu Laurent de

Médicis; il avait donné à Florence la plus riche bibliothéque de toutes celles que l'on commençait à voir se former en Europe; il avait établi l'université de Pise; il avait fait éprouver aux savants, aux littérateurs, aux artistes grecs forcés d'abandonner leur patrie désolée, les plus heureux effets de la plus noble hospitalité. On lui avait donné le nom de *Père des Muses :* les Florentins reconnaissants aimaient à dire avec quel zèle il se livrait aux soins des affaires publiques, et employait les grandes richesses que lui procurait le commerce du Levant, à donner des asiles aux malheureux, des spectacles à ses concitoyens, des édifices superbes à sa patrie.

(1492) Ils conservèrent à son fils, Pierre II de Médicis, l'autorité dont Laurent avait joui.

Ce fut dans la même année qu'au grand étonnement de tous les amis de la religion et de la vertu le cardinal Rodrigue, de la maison de Lenzoli par son père, et de celle de Borgia par sa mère, neveu du pape Caliste III, né à Valence en Espagne, et devenu archevêque de cette ville, fut élevé sur le trône pontifical à la place d'Innocent VIII. Il prit ce nom d'Alexandre VI que la postérité devait abhorrer; il avait, pour obtenir la tiare, acheté la voix du cardinal Ascagne Sforce et celles des nombreux partisans de ce cardinal, en leur cédant d'avance des offices de la cour romaine, des bénéfices considérables et un palais richement meublé; il avait eu de sa maîtresse *Vanozia* trois fils, et une fille nommée Lucrèce. On s'indigna en le voyant nommer chef suprême de la religion la plus pure; mais il devait braver l'opinion publique avec plus d'audace que personne.

Quel bien il aurait pu faire au monde, si les vertus évangéliques et l'amour de la paix avaient dirigé l'emploi de cette influence immense qu'exerçait encore le pontife de Rome! Tous les malheurs des discordes civiles

et des guerres étrangères, aggravés par la superstition et l'ignorance du plus grand nombre, accablaient depuis si long-temps l'Europe! La France et l'Angleterre en avaient été, comme l'Italie et l'Allemagne, les théâtres sanglants.

La fameuse Jeanne, qui avait rendu aux Français et à leur roi Charles VII le courage, l'honneur et la gloire, avait trouvé depuis long-temps la fin de ses succès merveilleux : assiégée dans Compiègne par les Anglais et les troupes du duc de Bourgogne, elle avait déployé en vain dans une sortie sa valeur si extraordinaire; elle avait été forcée de se rendre au bâtard de Vendôme, qui l'avait livrée à Jean de Luxembourg, comte de Ligni, général des Bourguignons. Ligni, égaré par le fanatisme politique, l'avait vendue aux Anglais : la captivité de l'héroïne fut pour eux un triomphe éclatant. Le duc de Bedford s'empressa d'en transmettre la nouvelle dans toutes les provinces qui reconnaissaient l'autorité de Henri VI, son neveu. Leurs temples retentirent des cantiques d'actions de grâces; le *Te Deum* fut chanté dans Paris (1430). De nouveaux succès des Français fidèles, une conjuration des principaux habitants de la capitale, qui voulaient rappeler le roi dans leurs murs, et la haine qu'excita contre le duc de Bedford la mort de cent cinquante conjurés décapités au milieu des halles, rendirent féroce la joie des Anglais; ils voulurent la mort de celle qu'ils tenaient dans les fers, et dont le nom seul les avait si souvent glacés d'effroi. Le duc de Bedford, ses conseillers, et d'indignes Français, vils suppôts de l'étranger, vont se couvrir d'une honte éternelle. Bedford ordonne que cette héroïque captive, si digne des hommages même de ses ennemis, soit jugée comme une criminelle : on compose un tribunal de docteurs vieillis dans la chicane; on l'assemble à Rouen. Un évêque de Beauvais, nommé Jean Cauchon, un pair de

France ne rougit pas de présider ce tribunal bassement vendu aux Anglais : on accuse Jeanne de sortilége, de magie, de pactes conclus avec le diable. Elle n'a que dix-neuf ans; on ne lui donne ni conseil ni défenseurs; elle n'a pour elle que sa vertu, son innocence, son courage, sa confiance dans le Dieu au nom duquel elle a mis en fuite les ennemis de sa patrie et de son roi; personne ne la protège contre tant d'ennemis acharnés; celui auquel elle a donné la victoire et le trône paraît l'abandonner; aucune armée ne vient à son secours; aucun échange n'est proposé pour la rendre à la liberté, et à la France qu'elle a sauvée. « Jurez de dire la vérité, lui dit » l'évêque. — Je le refuse, répond-elle; vous pourriez » me demander ce que je ne puis vous révéler sans par- » jure. — Promettez de ne pas vous évader. — Si je me » sauvais, on ne pourrait m'accuser d'avoir violé ma pa- » role; je ne vous ai pas donné ma foi. »

Quelque temps auparavant, elle avait essayé de se sauver en s'élançant par une fenêtre : elle était tombée, s'était blessée grièvement; on l'avait chargée de nouveaux fers, et néanmoins on ajoute à ses liens une chaîne lourde qui ne lui laisse qu'un sommeil douloureux. On cherche les questions les plus propres à l'embarrasser : « Que pensez-vous du schisme qui déchire l'Église? A » quel pape adhérez-vous? Les esprits célestes vous ont- » ils promis votre liberté? Charles a-t-il eu des visions? » — Rien de ce que vous me demandez ne touche mon » procès, répond-elle avec calme. — Pourquoi changiez- » vous souvent de bannière? Pourquoi les faisiez-vous » bénir? Pourquoi portaient-elles les noms de Jésus et » de Marie? — Jamais je n'ai changé mon étendard que » lorsqu'il était brisé : jamais je ne l'ai fait bénir avec » des cérémonies particulières. Des clercs m'ont appris » à faire usage, non seulement pour mes enseignes, » mais encore pour les lettres que j'écrivais, du nom du

» Sauveur du monde et de celui de sa mère; je disais » seulement aux soldats : *Entrez hardiment au milieu » des Anglais*, et j'y entrais moi-même. »

On donne un mauvais sens à ses réponses; on altère des actes; on lui en fait signer de faux : elle tombe malade. Ligni vient la voir : le duc de Bedford et le duc de Warwick accompagnent le comte : « Je viens, lui dit » Ligni, pour traiter de votre rançon et vous procurer » la liberté. — Vous n'en avez ni la volonté ni le pou- » voir : je sais bien que ces Anglais me feront mourir; » mais seraient-ils cent mille *goddam*, plus qu'ils ne » sont à présent, ils ne gagneront pas ce royaume. » Bedford furieux tire son épée, et veut se jeter sur Jeanne : Warwick le retient. Cependant, malgré toutes les manoeuvres des ennemis de Jeanne, les juges payés par les Anglais ne peuvent la condamner qu'à passer le reste de ses jours en prison *au pain de douleur et à l'eau d'angoisse* : on prononce son jugement au milieu d'une place publique; un docteur lui adresse la parole, l'injurie, se répand en invectives contre Charles VII : « C'est » à toi, Jeanne, que je parle, lui dit-il avec colère, et » je te dis que ton roi est hérétique et schismatique. » Jeanne, garrottée, abattue, presque mourante, se ranime au nom du monarque, s'efforce de parler, et s'é- s'écrie avec véhémence : *Par ma foi, je vous ose dire et jurer que mon roi est le plus noble chrétien de tous les chrétiens, et n'est point tel que vous le dites.*

Le tribunal ecclésiastique n'a cependant pas livré Jeanne au bras séculier : les Anglais frémissent de voir l'héroïne française échapper à une mort ignominieuse et cruelle; ils s'emportent contre les juges; ils leur reprochent *d'avoir mal gagné leur argent*. Se peut-il qu'un évêque ait pu conseiller une perfidie infâme? La sentence portait que Jeanne ne reprendrait pas des habits d'homme : elle l'avait promis avec serment; on profite

de son sommeil pour lui enlever ses habits de femme, d'après le conseil de l'évêque de Beauvais, et on met des habits d'homme à la place; elle se réveille, supplie qu'on lui rende *ses robes :* « Si vous me refusez, dit-elle à ses » gardes, vous serez cause de ma mort. » Ils sont inflexibles. Elle reste dans son lit : d'horribles souffrances la forcent d'en sortir; elle se couvre des seuls habits dont elle peut disposer. Des témoins apostés la surprennent, la dénoncent au tribunal; elle est accusée d'avoir violé son serment : on la regarde comme convaincue. Les juges reviennent sur leur première décision; ils prononcent un nouvel arrêt; ils déclarent Jeanne *sorcière, apostate, hérétique, idolâtre, menteresse, devineresse, blasphémeresse de Dieu, excommuniée, rejetée du sein de l'Église, abandonnée pour ses forfaits à la justice séculière.*

Un bûcher s'élève : le bailli de Rouen et ses assistants ne prononcent pas de sentence nouvelle; le bailli consterné dit au bourreau : *menez-la.* Elle tombe à genoux, prie et demande une croix : un soldat anglais en fait une avec deux bâtons; elle la baise avec respect, demande qu'on attache ce signe de salut en face du bûcher, et, victime innocente, marche à la mort, résignée, calme et pardonnant à ses ennemis. Deux prêtres l'accompagnent. « Éloignez-vous, » leur dit-elle dès qu'elle sent les premières atteintes du feu. Son supplice est long; les flammes la consument lentement; et, au milieu des gémissements que lui arrachent ses horribles souffrances, sa voix mourante fait entendre le nom de Jésus.

Les vrais amis de la France donnèrent des larmes à l'héroïne, et jurèrent de venger sa mort. Charles VII, de lâches courtisans et d'indignes envieux de la gloire de Jeanne apprirent sa mort avec indifférence ou peut-être avec une joie secrète; Bedford ajouta à sa honte, en ordonnant dans Paris une procession générale pour

remercier le ciel de la punition de la *magicienne dont toutes les actions*, dit un moine du haut de la chaire qu'il profanait, *avaient été des œuvres du diable, et non de Dieu.*

Le supplice de Jeanne augmenta en France le nombre dejà très-grand de ceux qui détestaient les Anglais. Henri VI, d'ailleurs, manquait d'autant plus de l'argent nécessaire pour payer ses troupes que le parlement d'Angleterre ne voyait qu'avec peine la continuation d'une guerre ruineuse pour la Grande-Bretagne, et dont leur monarque seul pouvait retirer des avantages plus ou moins grands. Le mécontentement des Parisiens s'accroissait chaque jour; les Anglais crignirent pour la personne de Henri : on le conduisit à Rouen. L'audace de cent vingt Français, qui, sous les ordres de Récarville, s'étaient introduits dans la grosse tour du château, et se seraient emparés de la ville si la division ne s'était pas mise dans le corps de troupes qui devait les soutenir, inspira de nouvelles alarmes: Henri partit pour l'Angleterre.

Les efforts des Français fidèles s'accrurent avec leurs espérances : Charles VII préférait trop ses plaisirs à ses devoirs et à sa gloire; mais avec quelle ardeur ses capitaines combattaient pour ses intérêts ou plutôt contre des étrangers qu'on avait en horreur! On n'a peut-être jamais eu une idée assez forte de la haine des Français pour toute domination étrangère : ils doivent en grande partie cette haine obstinée aux résultats de la loi salique. Leur couronne n'a pu passer dans aucune famille non française; depuis le commencement de leur existence en corps de nation, ils n'ont obéi qu'à des Français; toute autorité étrangère blesserait leur noble orgueil, au point de les porter à tout sacrifier et à tout entreprendre avec un acharnement que ne pourraient peut-être pas concevoir les autres peuples soumis à d'autres lois de succes-

sion, et qui ont vu souvent des étrangers venir s'asseoir sur leur trône.

Et combien les Anglais secondaient ces sentiments aussi violents que généreux, en gouvernant les provinces françaises que la discorde leur avait livrées comme des pays qui devaient bientôt leur échapper, et dont il fallait enlever les richesses et détruire l'industrie! La même indignation contre les Anglais donnait aux opérations des braves capitaines de Charles ce concert et cet ensemble qu'ils auraient dû tenir du monarque et de ses conseils. (1423) Xaintrailles et Barbasan avaient remporté des victoires; mais au milieu de ces résolutions héroïques des guerriers, les courtisans, uniquement occupés de leurs ambitions démesurées et de leurs intrigues sans cesse renaissantes, ne songeaient qu'à supplanter leurs ennemis particuliers et à s'emparer du crédit, du pouvoir et des places.

Ces passions aveugles produisirent néanmoins, par une suite de hasards et de circonstances particulières, un résultat avantageux à la cause de Charles; le connétable comte de Richmont avait regagné en grande partie les bonnes grâces du roi; il ne pouvait pardonner au premier ministre, le sire de La Trémouille, d'avoir constamment cherché à le tenir éloigné du monarque; n'écoutant que son ressentiment, il osa faire enlever La Trémouille à Chinon, où ce ministre était avec le roi; La Trémouille voulut se défendre, une blessure le mit hors de combat : on le transporta dans un château fort. La reine Marie d'Anjou, qui avait conservé un grand empire sur son époux malgré l'amour de ce prince pour Agnès, parvint à calmer la colère du monarque, dégoûté depuis long-temps de La Trémouille. Le connétable, bien loin d'être disgrâcié, eut plus d'influence que jamais; la reine, d'accord avec lui, fit agréer à Charles pour son premier ministre et pour successeur

de La Trémouille son frére Charles d'Anjou, comte du Maine; et Richmont, attaché avec une ardeur nouvelle à la cause de Charles, lui fut d'autant plus utile qu'il avait tout pouvoir sur son frère le duc de Bretagne, jouissait de l'affection et de l'estime du duc de Bourgogne, son beau-frère, et pouvait ménager avec Philippe-le-Bon une réconciliation suivie de la paix générale.

Les événements furent très-favorables à l'espoir que Richmont avait conçu. Le duc de Bedford avait perdu sa femme, Anne de Bourgogne (1433). Il se remaria avec Jacqueline de Luxembourg, fille de Jacques, comte de Saint-Pol. Le duc de Bourgogne s'irrita de ce que Bedford non seulement s'était remarié si promptement après la mort de sa femme, sœur de Philippe-le-Bon, et avait témoigné par cette précipitation si peu d'égards pour la mémoire de cette princesse, mais encore de ce qu'il avait épousé la fille d'un de ses vassaux sans son consentement et même à son insu. Le cardinal d'Angleterre tâcha de réconcilier deux princes dont la mésintelligence pouvait être si funeste à sa patrie : ils promirent d'avoir une entrevue à Saint-Omer. Philippe et Bedford s'y rendirent; mais le duc de Bourgogne était déjà déterminé à se séparer des Anglais. La contestation qui s'éleva entre lui et Bedford au sujet du rang et de la préséance lui servit de prétexte : il ne voulut rien céder, et les deux princes quittèrent Saint-Omer sans s'être vus, et moins d'accord que jamais.

Le conseil de Henri VI n'en fut que plus disposé à la paix. Le duc d'Orléans, toujours prisonnier à Londres, proposa que la reine douairière de Sicile, son fils Charles d'Anjou, le duc de Bretagne, ses frères le comte de Richmont et le comte de Saint-Gilles, le duc d'Alençon, les comtes de Clermont, d'Armagnac, de Foix et de Pardioc et l'évêque de Paris se réunissent, ainsi que lui, à Calais, ou dans tout autre endroit choisi

par le conseil, avec les plénipotentiaires anglais, pour traiter de la paix, dont il présenta des bases très-favorables à la Grande-Bretagne.

Le conseil accepta sa proposition. On expédia des passe-ports à la reine douairière de Sicile et aux autres commissaires français, et on indiqua le mois d'octobre pour l'ouverture des conférences.

Mais le comte de Richmont avait négocié avec le duc de Bourgogne. Ce duc s'était rendu à Nevers, où il devait s'arranger avec Charles, comte de Clermont, devenu duc de Bourbon par la mort de son père, relativement aux prétentions que Charles avait fait valoir les armes à la main comme mari d'Agnès de Bourgogne, sœur de Philippe-le-Bon. Des bals, des tournois, des spectacles avaient suivi la réconciliation des deux beaux-frères; et c'est pendant ces fêtes qu'un chevalier bourguignon, rappelant les hostilités barbares qui avaient précédé la fin de la querelle, dit ces mots, que les historiens n'ont pas oubliés : *Entre nous autres, sommes bien mal conseillés de nous adventurer et mettre en péril de corps et d'âme pour les singulières volontés des princes et grands seigneurs, lesquels, quand il leur plaist, se reconseillent l'un avec l'autre, et souventes fois advient que nous en sommes poures et détruits.*

Ces réjouissances et ces divertissements cachaient cependant un arrangement qui devait contribuer puissamment au salut de la patrie. Le duc de Bourbon remplit avec zèle le devoir d'un citoyen loyal et fidèle; il représenta avec tant de force au duc de Bourgogne la France envahie, humiliée et gémissante sous tant de fléaux, que Philippe-le-Bon fut attendri. Philippe consentit à recevoir des envoyés du roi; le comte de Richmont vint à Nevers, et bientôt après on y vit arriver l'archevêque de Reims, chancelier de France, accompagné de presque tous les membres du conseil de

Charles VII. Le duc de Bourgogne et celui de Bourbon étaient allés au-devant du chancelier chargé des pouvoirs du monarque et son représentant. Les conférences s'ouvrirent : on s'accorda facilement; mais le duc de Bourgogne déclara qu'il ne pouvait terminer la guerre sans la participation des Anglais, ses alliés. Le duc de Bourbon, le chancelier ni le connétable ne purent rien opposer à cette résolution, et le duc de Bourgogne obtint la convocation d'un congrès qui se réunirait à Arras, l'une de ses principales villes, et où l'on inviterait non seulement le roi d'Angleterre, mais encore toutes les puissances de la chrétienté.

(1434) La guerre exerçait de nouveau ses ravages. Vignolle et Xaintrailles battirent et firent prisonnier le comte d'Arundel, qui mourut bientôt de ses blessures. Le duc de Bourbon s'empara de Corbeil et de Brie-comte-Robert. D'un autre côté Talbot, revenu d'Angleterre avec un renfort, reprit un grand nombre de villes. Mais enfin le congrès d'Arras fut ouvert. Les représentants de l'Europe entière y étaient en quelque sorte réunis (1435) : on y voyait des légats du concile de Bâle, des cardinaux envoyés par le pape Eugène, des ambassadeurs de tous les souverains, des ministres du duc d'Orléans, du duc de Bretagne et du duc d'Alençon, des députés de Paris et des villes les plus considérables du royaume et des Pays-Bas : on comptait plus de dix mille chevaux employés pour les personnes de la suite des membres du congrès. Le duc de Bourbon était à la tête de l'ambassade française, composée de vingt-cinq ministres. Avec lui était le comte de Richmont, connétable, le comte de Vendôme, grand-maître de France, l'archevêque de Reims, chancelier, Christophe de Harcourt, Théolde de Valperghe, le maréchal de La Fayette et Adam de Cambrai, premier président. Dès que le duc de Bourgogne apprit que son beau-frère le duc

de Bourbon et les autres ministres de France approchaient, il alla les recevoir à une assez grande distance de la ville, à la tête d'un brillant cortége. Le duc de Bourbon entra dans Arras au milieu des ducs de Bourgogne et de Gueldres, précédé des rois d'armes, de hérauts et de trompettes. Les places, les rues, les fenêtres et les toits des maisons étaient remplis de citoyens de tout âge et de tout sexe qui faisaient retentir les airs des cris de *Noël,* et formaient des vœux ardents pour le succès d'une négociation de laquelle devaient dépendre le bonheur et l'existence de tant de millions d'hommes. Le cardinal de Winchester, grand-oncle de Henri VI, fit son entrée avec la même pompe, suivi de vingt-six ambassadeurs.

Les ministres anglais firent d'abord des propositions que les membres du congrès trouvèrent si extraordinaires qu'on ne voulut y avoir aucun égard. Les ambassadeurs français offrirent alors la cession entière de la Normandie et de la Guyenne, à condition que le roi d'Angleterre rendrait hommage pour ces deux provinces, et renoncerait à toutes ses prétentions à la couronne ainsi qu'au titre de roi de France. Les ambassadeurs anglais ne daignèrent pas répondre à cette offre, abandonnèrent l'assemblée, et sortirent de la ville en affectant une grande surprise et remplis d'indignation.

Le départ des Anglais n'empêcha pas le duc de Bourgogne de continuer ses négociations avec les ambassadeurs de Charles VII : elles furent terminées en quinze jours. Le salut de la France dépendait de la paix avec Philippe. Déplorable résultat des guerres civiles, des malheurs des Français, des idées du temps et des lois relatives aux droits ou plutôt à l'indépendance des grands vassaux et des princes apanagés! Philippe était bien plus puissant que Charles. Les ministres du roi firent ou

plutôt renouvelèrent au duc de Bourgogne des propositions qu'il accepta.

Jamais, depuis Hugues Capet, un monarque français ne s'était aussi humilié devant un sujet. Terrible punition de la conduite de Charles! On s'engagea à céder au duc les comtés de Mâcon, d'Auxerre, de Bar-sur-Seine, de Ponthieu et de Boulogne, un grand nombre de places situées sur la Somme ou ailleurs, et 50,000 écus, pour représenter les équipages et les joyaux enlevés à son père lors de son assassinat.

Mais voici la condition la plus cruelle pour un monarque. Il fut stipulé que Charles demanderait pardon à Philippe pour le meurtre de son père, soit par lui-même, soit par des délégués; que les assassins du feu duc seraient livrés à la justice; qu'on fonderait des chapelles et des messes pour le repos de l'âme de Jean, duc de Bourgogne, et de ceux qu'on avait massacrés à ses côtés; qu'une croix serait élevée à l'endroit où la victime avait été frappée.

Tous les membres du congrès se rendent à l'église. A la droite du chœur sont le duc de Bourgogne, la duchesse, les princes de leur famille et leurs ambassadeurs : à la gauche on voit le duc de Bourbon, le comte de Vendôme, le prince de Vaudemont, le comte de Richmont, l'archevêque de Reims. Les autres ambassadeurs de Charles VII se placent au milieu du chœur devant un autel sur lequel est le livre des évangiles. Une messe solennelle est célébrée; l'évêque d'Auxerre prononce un discours; on lit le traité à haute voix; les deux cardinaux légats du pape donnent au duc de Bourgogne l'absolution des serments qu'il avait faits au roi d'Angleterre. Philippe, les princes et seigneurs de sa suite, le duc de Bourbon et les autres ambassadeurs du roi de France jurent sur la croix et sur les évangiles d'observer le traité que l'on vient de lire. Le duc de

Bourbon et le connétable, tenant la main sur la même croix, demandent, de la part du roi, *merci* au duc de Bourgogne pour la mort de son père. Philippe leur pardonne *pour l'amour de Dieu*, et promet avec serment qu'il ne fera jamais la guerre au roi Charles, qu'il reconnaît pour son souverain, et qu'il l'assistera contre les Anglais.

La reine Isabelle de Bavière, en apprenant la signature du traité d'Arras, versa des larmes de rage : son désespoir fut extrême; elle vit ses infernales machinations détruites : elle succomba à ses tourments. Elle mourut exécrée : elle avait trahi la France, appelé l'étranger, détesté son fils; son nom devait être en horreur à la postérité.

Le duc de Bedford vit, comme Isabelle, combien la réconciliation de Charles avec Philippe allait être funeste à son parti. Le chagrin profond que lui inspira l'amour de sa patrie hâta le développement de la maladie qui devait terminer ses jours : il était au château de Rouen; il pouvait voir, en quelque sorte, de dessus son lit de mort la place sur laquelle l'héroïque et malheureuse Jeanne avait péri au milieu des flammes. Quelle punition du ciel que le remords qu'il dut éprouver dans ces moments suprêmes, où les passions se taisent et les illusions se dissipent! Combien cette gloire que lui avaient acquise ses admirables qualités, sa valeur, ses grands talents militaires, sa justice, sa modération, sa bonté, dut lui paraître ternie par le supplice de l'innocence! Il fut enterré dans la cathédrale (1435); on lui érigea un monument. Quelques années plus tard, le fils de Charles VII, le roi Louis XI, visita cette église. On lui montra le tombeau de Bedford : de lâches courtisans lui proposaient de faire démolir ce mausolée. « Respectons, leur dit-il, les cendres des héros. »

Dès qu'on eut reçu en Angleterre la nouvelle de la

grande perte que venait de faire la Grande-Bretagne, Richard Plantagenet, duc d'Yorck, fut nommé régent de France; mais les intrigues de Henri, duc de Sommerset, firent différer pendant plusieurs mois l'expédition des lettres patentes de Richard.

Cette espèce d'interrègne ne fut pas peu favorable aux intérêts de Charles VII, dont les troupes reprirent plusieurs places.

Le duc de Bourgogne envoya deux hérauts au jeune Henri VI. « Philippe, disent-ils au monarque anglais et » à son conseil, a été obligé de conclure un traité sé- » paré. Ses peuples n'étaient plus en état de soutenir » la guerre : il vous offre sa médiation pour une paix » avec la France. » L'offre de Philippe fut regardée comme une insulte. Le conseil dédaigna d'y répondre. La populace de Londres massacra plusieurs Flamands, sujets du duc de Bourgogne; leurs maisons furent pillées, et le gouvernement fut obligé de publier une proclamation pour arrêter ces désordres.

Ces pillages et ces meurtres irritèrent le duc; il se plaignit vivement des Anglais, et joignit ses troupes à celles de Charles VII.

Le connétable de Richmont, à la tête de six ou sept mille hommes, parmi lesquels on voyait cinq cents lances de Philippe, marcha vers Paris, où un parti très-considérable s'était déjà formé en faveur de Charles VII, s'empara de plusieurs petites places, et campa devant une des portes de la capitale. La garnison anglaise n'était composée que de quinze cents hommes commandés par Robert, lord Willoughby; elle ne put pas empêcher les Parisiens d'avoir de nombreuses conférences avec les troupes de Richmont. Bientôt ils prirent les armes. Le maréchal de L'Ile-Adam escalada les murailles : les Anglais voulurent marcher contre les assaillants; on les accabla de pierres, qu'on jetait des fenêtres et de des-

sus les toits; la capitale retentissait des cris de *Vivent le roi et le duc de Bourgogne!* Les Anglais furent obligés de se réfugier dans la Bastille; on tendit des chaînes dans les rues voisines de ce château fort. L'Ile-Adam ouvrit les portes de la ville au connétable; Richmont prit possession de la capitale sans aucune opposition; lord Willoughby capitula, sortit de la Bastille avec les honneurs de la guerre, et se retira à Rouen.

Le duc d'Yorck arriva cependant en Normandie avec un gros corps de troupes; le duc de Bourgogne investit Calais avec cinquante mille hommes; les Anglais, furieux contre Philippe, qu'ils appelaient le plus indigne des apostats, donnèrent au duc de Glocester et au lord Beaumont toutes les terres qui appartenaient au duc de Bourgogne, et levèrent quinze mille hommes, à la tête desquels le duc de Glocester débarqua en Normandie.

Le duc de Bourgogne avait été obligé de repousser plusieurs sorties des assiégés: ils avaient brûlé une partie de la flotte du duc laissée à sec sur la grève pendant une marée très-basse; un fort de bois, élevé par les troupes de Philippe, et garni de canons, avait été pris, et sa garnison passée au fil de l'épée; le découragement et le désordre régnaient dans l'armée bourguignonne, composée en très-grande partie de Flamands nouvellement levés, et dont l'indiscipline égalait l'inexpérience: l'approche du duc de Glocester les remplit d'épouvante; ils se mirent en marche malgré les défenses du duc, allèrent à Gravelines, et s'y débandèrent; cette fuite et cette désobéissance furent suivies de l'insurrection des villes de la Flandre; la populace de Bruges mit en pièces le maréchal de L'Ile-Adam sous les yeux du duc, qui fut blessé dangereusement au milieu du tumulte; le duc de Glocester ravagea l'Artois, le Hainaut, la Flandre; et douze cents chariots suffirent à peine pour transporter le butin enlevé à ces riches provinces.

Philippe ne pouvait donner que de faibles secours à son roi; mais le dauphin avait épousé Marguerite Stuart, sœur de Jacques Ier, fils de Robert III, et roi d'Écosse : le conseil de Henri VI s'était vainement opposé à ce mariage; il avait en vain mis en mer une flotte pour enlever la princesse à son passage; le vaisseau qui portait Marguerite avait fait le tour des îles de l'ouest sous l'escorte de quarante bâtiments; et la princesse avait débarqué heureusement à La Rochelle. La trève entre l'Écosse et l'Angleterre était expirée; et la guerre, renouvelée entre les deux nations, était une puissante diversion en faveur de la France : le comte de Northumberland entra en Écosse avec un gros corps de troupes; Guillaume Douglas, comte d'Anglus, l'attaqua à *Poppenden*, et les Anglais furent mis en déroute.

Un acte de courage et de bonté fut encore plus utile à Charles VII que la victoire des Écossais : l'infatigable et valeureux Talbot avait repris Pontoise, passé la Somme malgré les efforts du duc de Bourgogne, mis en fuite l'armée de Philippe, délivré le Crotoi, et pris plusieurs places de la Picardie; Charles assiégeait Montereau-faut-Yonne, que sa position au confluent de deux rivières et ses fortifications rendaient très-important; il alla à l'assaut avec la plus grande intrépidité, traversa le fossé ayant de l'eau jusques à la ceinture, monta des premiers sur la brèche, et, se voyant maître de la ville, défendit sous les peines les plus sévères les violences et le pillage. Les Français enchantés lui rendirent leur estime et leur amour; il en reçut les marques les plus touchantes dans son entrée solennelle à Paris; les habitants de la capitale déployèrent la plus grande magnificence, élevèrent dans les rues et dans les places plusieurs théâtres richement décorés sur lesquels on représentait des *mystères*, renouvelaient sans cesse les acclamations

les plus vives, et répandaient des larmes de joie : Charles ne put retenir les siennes; il jura dans la cathédrale, et entre les mains de l'évêque de Paris, de *tenir loyaument et bonnement tout ce que bon roi faire devoit.* Mais quels malheurs suivirent ces jours heureux, et montrèrent combien de calamités menacent les peuples lorsque le règne des lois est interrompu, le gouvernement nul, l'administration aveugle, la campagne ravagée et l'industrie presque éteinte! Une multitude de Français était accourue à Paris : ils étaient avides des douceurs de la paix; ils voulaient voir la capitale délivrée d'insolents étrangers. Ce concours n'avait pas été prévu; on n'avait pris aucune précaution : la famine régna dans la ville; la police était sans force, la peste suivit la famine; Charles et sa famille abandonnèrent la ville; un grand nombre de Parisiens désertèrent la ville infectée; les rues étaient jonchées des pestiférés succombant à leurs maux, et de cadavres corrompus qu'on n'osait pas enterrer, et que les loups des grandes forêts voisines venaient dévorer pendant les nuits.

Peu de temps après avoir recouvré sa capitale et la plus grande partie de son royaume, Charles VII s'occupa d'un objet important; le concile de Bâle venait de prononcer la supériorité des conciles sur les papes, et de promulguer plusieurs décrets ou canons de discipline conformes aux anciens usages de la France, et aux maximes connues sous le nom de *libertés de l'Église gallicane;* il fit proposer au roi d'homologuer ces décisions; Charles convoqua dans la sainte chapelle de Bourges le dauphin, les princes du sang, les plus grands seigneurs et les principaux magistrats du royaume; les décrets du concile furent discutés solennellement en présence des légats du pape; et, malgré leur réclamation, la plus grande partie de ces décrets furent acceptés comme loi de l'état sous le nom de *pragmatique sanc-*

tion, mot dérivé de *pragma*, *sentence*, *décision* ou *édit*. On reconnut et on arrêta que les conciles œcuméniques étaient supérieurs aux pontifes de Rome; que, suivant les anciens usages, on aurait recours aux élections pour remplir les siéges épiscopaux et disposer des autres prélatures; que les papes ne pourraient plus se réserver la collation des bénéfices ; qu'on ne pourrait appeler à la cour de Rome qu'après s'être présenté devant les tribunaux inférieurs ; que les abus des excommunications seraient réprimés; que les annates, auxquelles on avait été soumis lorsqu'on prenait possession d'un bénéfice, seraient supprimées; et enfin que les bulles des papes, et même les décrets des conciles généraux, n'auraient de force dans le royaume que lorsqu'ils auraient été sanctionnés par le roi.

Dans la même année mourut Catherine de France, fille de Charles VI et veuve de Henri V : elle s'était remariée à Owen Tudor, gentilhomme du pays de Galles, distingué par ses grandes qualités, et elle en avait eu trois enfants, dont l'aîné, frère utérin de Henri VI, devait être créé duc de Richmont et épouser Marguerite, fille unique et héritière de Jean de Beaufort, duc de Sommerset et descendant de Jean de Gand, duc de Lancastre, le second frère du fameux prince Noir.

Le cardinal de Winchester voyait cependant chaque jour son influence augmenter sur l'esprit du jeune roi: son crédit l'emportait d'autant plus aisément sur celui du duc de Glocester que dans ce temps, où l'Angleterre était épuisée d'argent, il donnait à Henri VI de grandes sommes tirées des trésors qu'il avait accumulés, et que d'ailleurs le monarque, élevé dans les idées les plus superstitieuses, professait la soumission la plus aveugle pour les membres du haut clergé. Et quel usage le cardinal s'empresse-t-il de faire de son empire? il obtient du roi un pardon général de tous les crimes qu'il pou-

vait avoir commis, de quelque nature qu'ils fussent, et ôte ainsi à son rival et à ses nombreux ennemis tout moyen de le poursuivre et d'exercer leur vengeance.

Un forfait horrible délivra Henri VI et son conseil d'une guerre dont la continuation ne pouvait que devenir funeste à l'Angleterre. Walther, comte d'Athol, égaré par une ambition effrénée, avait conçu les projets les plus criminels : il avait résolu d'ôter la vie à son neveu Jacques Ier, roi d'Écosse, allié du roi de France et beau-frère du dauphin. Ce prince, que ses vertus et ses autres qualités éminentes rendaient cher à sa nation, était à Perth avec sa femme Jeanne de Sommerset, parente de Henri VI. Ils étaient logés dans le couvent des dominicains : le comte d'Athol, suivi de plusieurs scélérats, pénètre dans l'appartement du roi; une jeune dame de la famille de Douglas et de la suite de la reine entend du bruit, court à la porte de la chambre du monarque, et, ne trouvant pas les verrous, que de perfides domestiques gagnés par le comte avaient enlevés, s'efforce de tenir la porte fermée; son bras est coupé par les féroces assassins. Ils se précipent vers le roi; Jacques saisit son épée, et se défend avec un grand courage; la reine se jette entre son mari et les fers des scélérats; elle est blessée dangereusement, et tombe évanouie; Jacques immole plusieurs de ses assassins : mais il a reçu vingt-huit blessures; il succombe sous le nombre de ses ennemis (1437).

Son fils Jacques II lui succède; il n'a pas encore sept ans. La reine sa mère, la courageuse Jeanne, prend les rênes du gouvernement, et se croit forcée de consentir à une longue trève avec son parent Henri VI.

L'Angleterre aurait pu, d'après cette trève, disposer d'un plus grand nombre de troupes pour la guerre contre la France; mais la peste régnait dans la Grande-Bretagne comme dans les provinces françaises. Et combien

d'autres calamités suivirent ce fléau! Des pluies excessives se succédèrent pendant long-temps; les rivières inondèrent les campagnes; des ouragans renversèrent des édifices et déracinèrent les plus gros arbres; la mer, soulevée par les tempêtes, jeta un grand nombre de bâtiments contre les rochers, les dunes et les écueils, qui les fracassèrent; et l'hiver qui suivit ces catastrophes fut si froid que plusieurs arbres périrent, que les récoltes furent perdues, et qu'une nouvelle famine désola la Grande-Bretagne (1439).

Pendant l'été qui avait précédé cet hiver si rigoureux et si funeste, Talbot, l'honneur des armées anglaises, était parvenu à introduire un puissant secours dans la ville de Meaux, l'une des plus fortes du royaume, et qu'assiégeait le connétable de Richmont sous les ordres de Charles VII. La ville fut prise malgré ce renfort; mais Talbot fut plus heureux en Normandie, où il s'empara d'Harfleur, et qu'il soumit presque tout entière.

Au milieu des succès divers et des désastres sans cesse renouvelés, ceux des Français et des Anglais qui aimaient le plus leur patrie voyaient la continuation de la guerre avec une peine très-vive. Le cardinal de Sainte-Croix exhorta, au nom du pape, les deux rois de France et d'Angleterre à donner la paix à leurs nations infortunées; le duc de Bretagne, à la prière du pontife de Rome, se présenta comme médiateur; les deux monarques se montrèrent disposés à négocier. Le duc d'Orléans, toujours prisonnier en Angleterre, sollicita du gouvernement anglais la permission de conférer à Calais avec le duc de Bretagne; le duc de Glocester s'y opposa : mais le cardinal de Winchester, bien plus puissant que lui, détermina le conseil à y consentir.

On convint que les conférences pour la paix seraient ouvertes sous la médiation des ducs d'Orléans et de Bre-

tagne. Les plénipotentiaires des deux couronnes se réunirent; mais les Anglais se bornèrent à proposer de céder à Charles VII les provinces situées au midi de la Loire, à condition qu'il rendrait hommage pour ces provinces à Henri VI, qui serait roi de France comme d'Angleterre; et les conférences furent rompues.

On conclut néanmoins une trève commerciale entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, dont le duc de Bourgogne était souverain, et on convint de proposer au conseil de Henri VI la liberté du duc d'Orléans.

Le conseil, réuni devant le monarque anglais, parut, conformément aux désirs du cardinal de Winchester, décidé à terminer la captivité du prince français. Le duc de Glocester se lève, et, ne voulant pas laisser échapper une occasion aussi solennelle de s'opposer aux avis dictés par le cardinal, « Je proteste formellement, sire, » dit-il avec véhémence, contre la résolution de rendre » la liberté au duc d'Orléans. Il est impossible de ne pas » voir que les états de France, ne voyant dans Charles VII et dans le dauphin que des personnes peu » capables de gouverner, confieront la direction des » affaires à un homme tel que le duc. Depuis vingt-cinq » ans il est prisonnier en Angleterre; il ne connaît que » trop les parties faibles du royaume et de notre gouvernement; il se hâtera de réconcilier Charles avec le » dauphin : nous perdrons les immenses avantages que » doit nous procurer la division entre le père et le fils; » il saura d'ailleurs lier plus que jamais les intérêts de » son roi et du chef de sa famille avec ceux du puissant » duc de Bourgogne. Nous allons nous ôter le pouvoir » d'échanger, en cas de malheur, contre le duc, qu'on » veut dès à présent rendre à sa patrie, plusieurs grands » vassaux ou généraux habiles que le sort des armes » peut faire tomber entre les mains de nos ennemis. Je » vois la malheureuse Angleterre exposée, par la fausse

» démarche qu'on veut préférer, à perdre tout le fruit » des conquêtes que nous avons faites en France. Quel » mécontentement n'inspireront pas vos conseillers, » sire, à vos peuples d'Angleterre, en vous portant à re- » noncer à tout ce que nous avons acquis au prix de la » vie du roi votre père, du duc de Clarence, du duc » de Bedford et de tant d'autres princes, lords ou che- » valiers! A-t-on oublié avec quel soin Henri V, dans ses » derniers moments, a recommandé de garder le duc » d'Orléans jusques au moment où la paix serait réta- » blie et durable? Que votre majesté, sire, veuille bien » ordonner que ma protestation soit enregistrée. Je ne » saurais prendre trop de précautions pour prouver » un jour combien j'ai été contraire à l'avis de votre » conseil. »

Henri accorda au duc de Glocester l'enregistrement qu'il avait demandé; mais la liberté du duc d'Orléans n'en fut pas moins résolue.

Mais, pendant cette discussion, quels nouveaux désordres vont menacer de bouleverser la France! On dirait que la perte du royaume a été jurée par l'ambition aveugle et la fierté délirante de quelques princes et de quelques grands. Le duc de Bourbon, dont le traité d'Arras était l'ouvrage, et qui avait tant contribué à rendre à Charles VII et à la France la foi et les secours d'un prince aussi puissant que Philippe, va méconnaître des devoirs qu'il a si bien remplis. Il ne peut supporter la faveur que le monarque accorde à d'autres qu'à lui; il croit qu'une autorité sans bornes est le seul prix digne de ses services; il veut gouverner un royaume qu'il n'a pas sauvé, dit-il, pour le livrer aux caprices de ceux qui n'ont pas su le défendre. Son cousin le comte de Vendôme se laisse séduire par Bourbon : il ne pardonne pas à Charles VII de lui avoir ôté le gouvernement de l'Ile-de-France, de la Champagne et de la

Brie pour le donner au connétable. Sa loyauté, son amour pour la patrie ne peuvent surmonter son ressentiment; le duc d'Alençon se joint à eux avec Alexandre, bâtard de Bourbon, Antoine de Chabannes et plusieurs autres grands seigneurs. George de La Trémouille, qui a voué une haine implacable au comte de Richmont et à Charles d'Anjou, comte du Maine et favori du roi, fait passer dans le cœur des princes mécontents toute l'ardeur de l'envie qui le dévore; Dunois même devient coupable : l'amitié le trompe; le héros croit servir son pays. La conspiration se forme et s'étend dans le plus grand secret; un grand nombre de valeureux officiers sont gagnés par les princes; et le roi ni ses ministres ne soupçonnent pas même l'existence du volcan qui est près d'éclater; les projets des conjurés s'étendent dans l'ombre et le mystère. Non seulement le connétable et le comte du Maine seront exclus du conseil et privés du commandement des armées, mais le roi, dont ils redoutent les affections, sera soumis à une sorte de tutelle, et eux seuls gouverneront le royaume sous le nom du dauphin.

Cet héritier présomptif de la couronne avait dix-huit ans : sa valeur, son esprit, son amour du travail pouvaient le rendre d'autant plus dangereux qu'il était orgueilleux, avide du commandement et sans cesse agité par une inquiétude secrète. Il détestait le gouverneur que son père lui avait laissé, quoiqu'il fût déjà marié : sa fierté, son humeur sombre, son caractère soupçonneux, les mouvements tumultueux de son âme l'irritaient sans cesse contre les sages avis de ce loyal gouverneur, Bernard d'Armagnac, comte de La Marche. Le bâtard de Bourbon et Chabannes n'eurent pas de peine à séduire Louis; il consentit facilement à se laisser enlever par le parti des princes, qui voulaient, lui dit-on, le mettre à la tête du gouvernement. Le duc d'A-

lençon s'empara de sa personne, chassa le comte de La Marche, et commença, au nom du dauphin, une guerre aussi impolitique que coupable contre son monarque et son père : le duc de Bourbon, le comte de Vendôme, Dunois, Chabannes et quelques autres chefs se réunissent à Blois; le connétable, qui ignorait encore la conjuration, arrive auprès d'eux. La crainte de voir tomber entre les mains des Anglais les places fortes des provinces dont Richmont est gouverneur empêche seule qu'on ne l'arrête : il se sauve à Beaugency.

Charles était à Amboise : le complot venait d'être découvert. Il écrit au connétable de venir le trouver : Richmont se jette dans une barque, descend la Loire, passe pendant la nuit et sans être aperçu sous le pont de Blois, et arrive à Amboise (1440).

Le roi l'embrasse avec transport. *Puisque j'ai mon connétable*, s'écrie-t-il, *je ne crains plus rien.* Charles voulait se renfermer dans une forteresse. « Souvenez-» vous, lui dit Richmont, de la destinée de Richard II » d'Angleterre, et prenez un parti plus digne de vous. » Le roi, accompagné du connétable, va se mettre à la tête de ses troupes.

Le manifeste publié par les princes n'avait pas produit l'impression à laquelle ils s'étaient attendus; les Français voyaient qu'ils ne devaient leurs malheurs qu'à l'ambition des grands; le dauphin et le duc d'Alençon fuyaient devant le monarque : ils erraient de province en province; et, ne voyant plus d'asile dans le royaume, ils implorèrent l'assistance du duc de Bourgogne.

Philippe ne voulut pas replonger la France dans les horreurs de la guerre civile : il refusa des troupes au dauphin; il lui conseilla d'avoir recours à la clémence de son père. Les avis de Philippe ne pouvaient pas convenir au dauphin : Louis se réfugia dans les états

du duc de Bourbon. Chabannes, sénéchal du Bourbonnais, enleva les équipages du roi; mais les troupes de Charles portèrent la désolation dans les provinces qui relevaient du duc. Le comte d'Eu, frère utérin de Bourbon, obtint du monarque que le duc serait pardonné s'il ramenait le dauphin à son père. Bourbon le promit : Charles attendait et le prince et son fils; ils manquèrent à leur parole. Le monarque irrité s'empara de plusieurs places du Forez et du Bourbonnais, et menaça Moulins : le dauphin et le duc s'abandonnèrent à la clémence de Charles; ils partirent pour Cusset, ville d'Auvergne, où était le monarque. Les sires de La Trémouille, de Chaumont et de Prie les accompagnaient : on leur ordonna de la part du roi de se retirer sous peine d'être arrêtés; le dauphin voulut retourner à Moulins. « Vous ne le pouvez, monseigneur, lui dit » le duc de Bourbon; voyez les troupes du roi, qui » déjà nous enveloppent. » Ils arrivent auprès de Charles, mettent trois fois un genou en terre, et trois fois lui crient *merci*. Le roi leur reproche leur faute et les congédie.

Le lendemain le conseil s'assemble : les deux princes à genoux crient de nouveau *merci*. Charles leur pardonne : ils demandent la grâce des sires de La Trémouille, de Chaumont et de Prie. « Qu'ils se retirent dans leurs » terres, répond le monarque, et qu'ils ne paraissent » jamais devant moi. » Le dauphin a l'audace de menacer son père de se retirer lui-même, s'il n'obtient pour ceux qui ont suivi sont sort le pardon qu'il leur a promis. « Louis, dit le roi indigné, les portes sont ouvertes, » et si elles ne sont pas assez grandes, je ferai abattre » vingt toises de mur. Vous êtes mon fils; vous n'avez » pu rien promettre sans mon consentement. Partez » si vous le voulez; je trouverai, avec l'aide de Dieu, » des princes de mon sang qui m'aideront mieux que

» vous à soutenir la dignité de ma couronne. » Charles n'attendit pas la réponse du dauphin, lui tourna le dos, et sortit.

Le duc d'Alençon et le comte de Vendôme obtinrent leur grâce comme le duc de Bourbon : le comte de Dunois avait déjà eu la sienne.

Ainsi finit la guerre civile à laquelle on a donné le nom de *praguerie*. Mais Alexandre, bâtard de Bourbon, ne fut pas aussi heureux que son frère et son cousin; il aurait, par sa bravoure, acquis une grande gloire militaire s'il ne s'était pas rendu odieux par d'affreux brigandages; suivi d'une troupe d'hommes d'armes, il n'avait que trop souvent, en poursuivant les Anglais, porté le ravage et la désolation parmi les cultivateurs français paisibles et désarmés; il n'avait que trop imité ces barbares vassaux dont l'avide cruauté avait ajouté tant de malheurs à ceux des discordes civiles, et auxquels la haine publique avait donné le nom d'*écorcheurs*; il avait quitté le premier la frontière que Charles l'avait chargé de garder, soufflé avec force le feu de la rébellion, contribué plus que personne à la révolte du dauphin, pressé vivement le duc de Bourgogne de soutenir les princes rebelles. Charles néanmoins, cédant à des motifs que l'on ne peut concevoir, l'avait employé après l'extinction de la praguerie; il avait voulu qu'il partageât avec Dunois le commandement de l'armée qui devait reprendre Harfleur; et comme il ne paraît pas que, depuis cette amnistie solennelle et cette marque d'une grande confiance, Alexandre eût commis de nouveaux crimes, comment pourrait-on justifier sa mort! Il était venu sans aucune méfiance trouver Charles VII à Bar-sur-Aube. Sa suite peu nombreuse ne pouvait inspirer aucune alarme; il ne devait faire naître aucun nouveau ressentiment. Le roi ordonne qu'on l'arrête; on le juge, on le condamne pour

des crimes amnistiés, on le renferme dans un sac, on le jette dans la rivière.

Cette sinistre condamnation fut suivie d'un événement bien différent : le duc de Bourgogne acquit une grande gloire en faisant rendre par son intervention au duc d'Orléans, son ennemi, la liberté dont ce prince était privé depuis si long-temps. Le dauphin, le duc de Bretagne, le duc d'Alençon, le comte de La Marche, le comte d'Harcourt, l'archevêque de Reims, celui de Narbonne, le sire de Mailly et celui de Laval Lohéac répondirent de la rançon du prisonnier, fixée à 120,000 écus. Le duc d'Orléans, touché de la noble conduite du duc de Bourgogne, oublia tous ses ressentiments, lui jura une amitié fidèle, et épousa la princesse de Clèves, nièce de Philippe.

Charles VII, que le duc d'Yorck et Talbot avaient obligé de lever le siége de Pontoise, venait d'assiéger de nouveau cette ville, de monter des premiers à la brèche, de prendre d'assaut cette place, dont sa situation sur l'Oise rendait la possession si importante pour la capitale, et de se distinguer encore davantage par des ordres donnés pour que les habitants fussent traités avec humanité : la ville d'Évreux venait de céder aussi aux armes de Charles (1441). Le roi d'Angleterre se montrait favorable à la paix : la France concevait les plus douces espérances; une faute du monarque faillit à la replonger dans de nouveaux malheurs.

Charles ne connaissait ni sa véritable position ni celle des grands, si ennemis de toute dépendance. Sa bravoure écartait trop les alarmes, et sa légèreté les sages réflexions. La réconciliation et la liaison intime du duc d'Orléans et de celui de Bourgogne lui donnèrent des soupçons; il manqua de prudence. Loin de témoigner au duc d'Orléans ce qu'il devait à ses talents et à ses services, il eut la maladresse de le traiter en homme dangereux : le duc, qui

croyait mériter la plus grande confiance, et s'attendait à jouir du plus grand crédit, se plaignit vivement au duc de Bourgogne de l'ingratitude et de la hauteur de Charles. Ils ne purent supporter les dédains du monarque, et résolurent de l'en faire repentir (1442) : ils invitèrent tous les princes du sang à Nevers pour se concerter sur les moyens de rendre la paix au royaume, de soulager les peuples, de réformer l'administration, et de recouvrer dans le gouvernemet l'autorité dont leurs pères avaient joui.

Le duc de Bourbon, dont le cœur avait été si ulcéré par la mort de son frère naturel Alexandre, le duc d'Alençon, le comte de Nevers et celui de Vendôme arrivèrent avec les nobles les plus puissants du royaume. Le plus grand danger menaçait l'autorité royale et les libertés de la nation.

Charles venait de parcourir presque toutes les provinces du royaume pour mettre un terme aux affreux brigandages qui y répandaient la désolation : il était à la tête de son armée sur les frontières de la Guyenne et du Languedoc; il fut tenté de marcher contre les mécontents, et de tâcher de les disperser par la force; mais qu'aurait-il pu contre le duc de Bourgogne, secondé des ducs d'Orléans, de Bourbon et d'Alençon? La monarchie française se serait brisée contre des écueils aussi redoutables. La politique l'emporta : il envoya à Nevers son chancelier, l'archevêque de Reims. « Le roi se » plaint, dit l'archevêque aux princes, que vous vous » soyez réunis pendant son absence et à son insu : il » n'attendait que la fin de la campagne pour vous convoquer à Bourges; il voulait délibérer avec vous sur » les affaires les plus importantes du royaume : envoyez-lui vos remontrances; il les accueillera; il vous accor» dera tout ce que vous pouvez désirer pour le bien de » l'état. »

Les princes firent parvenir un mémoire au roi. « Veuillez écouter, sire, lui dirent-ils dans ce mémoire, les » projets du peuple et des princes; que la paix avec » l'Angleterre termine les calamités de la France; que » les villes et les campagnes soient soulagées par la diminution des tailles et des autres contributions; que les » excès des gens de guerre soient réprimés; que la justice » soit mieux administrée; que les procédures soient » abrégées. Pourquoi, sire, les princes de votre sang » sont-ils privés de toute participation à la direction » des affaires, et traités si différemment de leurs aïeux?

» J'ai fait, pour obtenir la paix, répondit Charles VII, » tout ce qu'on peut attendre du monarque le plus touché des malheurs de ses peuples : la nécessité de les » sauver d'un joug honteux m'a seule empêché de faire » cesser les maux inséparables des guerres intestines et » étrangères. Les vexations des gens de guerre ont vivement affligé mon cœur; j'ai parcouru les provinces » pour faire cesser ce fléau; je supporterai tous les travaux, je braverai tous les dangers pour délivrer le » peuple français de l'oppression qui l'accable.

» Je n'ai jamais prononcé sur aucune affaire importante sans consulter les princes de mon sang; qu'ils se » conduisent comme le demandent leur rang et leur » naissance, et ils trouveront toujours en moi un bon » roi et un bon parent. »

Cette réponse fut secondée par d'habiles négociations : on combla le duc d'Orléans de bienfaits et de promesses; ses vœux parurent remplis. Le duc de Bourgogne et le duc de Bretagne ne témoignèrent plus de mécontentement : les autres princes se virent sans force; tous les projets des insurgés s'évanouirent.

Et combien cependant les méprisables intrigues de la cour d'Angleterre servaient les intérêts de Charles VII ! Le cardinal de Winchester n'avait rien né-

gligé pour pouvoir accuser de haute trahison son ennemi le duc de Glocester; il avait espéré que le violent caractère du duc, aigri par la manière dont le roi et le conseil l'avaient traité, le porterait à tenir des discours que des juges gagnés pourraient regarder comme des preuves de félonie; il était parvenu à remplir le palais du duc d'espions qui épiaient toutes ses paroles; ses espérances avaient été vaines : il imagina un nouveau complot; il connaissait l'orgueil, l'ambition et néanmoins la faiblesse de la duchesse. Toutes les démarches de cette femme passionnée et crédule furent surveillées par ses agents; il découvrit qu'elle entretenait une correspondance secrète avec un prêtre nommé Roger Bolinbroke, qui se disait savant dans la nécromancie, et avec une femme habile dans l'art prétendu des charmes et des philtres. Un autre prêtre, que l'on nommait sir Jean Hume, et un second émissaire du cardinal, s'insinuèrent, par ordre de Winchester, dans la société secrète du nécromancien, et le trahirent. Bolinbroke fut arrêté, ainsi que ses associés: la duchesse se retira à Westminster; le cardinal fit commencer un procès criminel contre elle; on l'accusa d'avoir eu recours à des sortiléges contre la vie du roi, d'avoir fait une image de cire qui ressemblait au monarque, et de l'avoir fait fondre lentement devant le feu, dans le coupable espoir que les forces du roi s'anéantiraient comme l'image de cire. La duchesse, confrontée avec Bolinbroke et ses coaccusés, assura qu'elle n'avait voulu qu'obtenir un philtre capable de lui conserver l'affection de son mari. Quatre archevêques ou évêques, parmi lesquels figura le cardinal, véritable et secret accusateur, furent chargés d'examiner la défense de la duchesse. Leur rapport ne fut pas favorable : une commission, composée de quatre pairs séculiers, eut ordre de la juger sur le crime de haute trahison; ils la

renvoyèrent à la cour ecclésiastique; elle fut condamnée à aller à l'église de Saint-Paul, ayant la tête et les pieds nus, et tenant à la main une torche allumée, et à être renfermée dans une prison pendant le reste de ses jours. Ce jugement, dicté par la perfidie, rendu contre les véritables lois du royaume, et déplorable témoignage d'une superstition aussi barbare que ridicule, devait, selon les ennemis du duc, le porter à la rébellion. Leur attente fut trompée : il resta fidèle à ses devoirs, et son malheur indigna la nation anglaise contre ses adversaires (1441).

Charles VII s'avança l'année suivante vers Toulouse; il fit citer, devant le parlement qu'il avait établi dans cette ville, le comte de Comminges et le comte d'Armagnac. Le comte de Comminges fut obligé de rendre la liberté à sa femme, qu'il avait retenue prisonnière pendant plus de vingt ans pour l'obliger à le nommer son héritier au défaut de leur fille. La comtesse, malgré sa captivité, était parvenue à faire un testament et à substituer Charles VII à sa fille; elle parut devant le parlement de Toulouse; elle avait près de quatre-vingts ans; elle avait perdu sa fille : elle confirma son testament; le parlement le déclara valable. Le roi fit prendre possession du comté; et le comte d'Armagnac, à qui le comte de Comminges avait cédé une partie des terres de sa femme et qui avait fait la comtesse prisonnière, fut condamné par le parlement à n'exercer aucun droit régalien dans son territoire. Le comte d'Armagnac regarda le jugement comme le témoignage de l'ingratitude du monarque à qui il avait rendu de si grands services, faussa, pour se venger, la foi qu'il devait à son roi, envoya des ambassadeurs à Henri, lui demanda sa protection et lui offrit une de ses filles en mariage (1442). Le conseil du roi d'Angleterre accepta la proposition : des ambassadeurs furent nommés pour régler les conditions du mariage; mais,

occupé des projets de Winchester, il ne prit aucune mesure convenable pour défendre la Guyenne, et Charles VII s'empara de Tartas, de Saint-Sever, de Dax, de La Réole et de Marmande.

Talbot, créé comte de Shrewsbury, descendit en Normandie à la tête d'une petite armée, prit Conches, investit Dieppe, repassa en Angleterre, réclama des secours dont il avait besoin pour tenir tête au comte de Dunois; mais Henri et son conseil étaient toujours subjugués par le cardinal, qui s'occupait peu des affaires de France, sacrifiait tout aux intérêts de son ambition, et, par son orgueil et son insolence, était devenu odieux à la nation. Ce ministre tout-puissant était d'autant plus détesté qu'on le regardait comme le persécuteur de tous ceux qui voulaient repousser les prétentions de la cour de Rome.

Le duc de Glocester crut devoir profiter de la haine des Anglais contre un ennemi acharné à sa perte : il l'accusa solennellement de plusieurs crimes. Le cardinal, suivant l'accusation, avait accepté le cardinalat contre les ordres du dernier roi et les droits de l'église métropolitaine de Cantorbéry; il avait conservé l'évêché de Winchester en vertu d'une bulle qu'il avait demandée au pape, quoique un jugement régulier l'eût privé de ce siége; il s'était réuni à Jean Kemp, archevêque d'Yorck, pour s'emparer, sans autorité légitime, du gouvernement de la personne du roi; il avait dépouillé sa majesté de ses joyaux; il avait, comme chancelier, scellé un acte qui rendait au roi d'Écosse la liberté sans rançon, à condition que ce monarque épouserait sa nièce; il s'était attribué les droits du roi sur les laines dans le port de Southampton; il avait cité plusieurs personnes devant lui au détriment des prérogatives de la couronne; il avait reçu de la cour de Rome une exemption de taxes en faveur de son diocèse au préjudice des droits du roi;

il avait obtenu par ses intrigues la liberté du duc d'Orléans contre les intérêts du royaume et malgré la volonté du feu roi; il avait donné à Henri les conseils les plus funestes relativement à la France; il avait favorisé la réconciliation de Charles, du duc de Bourgogne et du duc d'Orléans; au lieu d'empêcher les aliénations des domaines de la couronne, conformément à ses devoirs de chancelier, il avait lui-même acheté des terres du roi; n'ayant donné de commissions pour l'armée qu'à ses créatures, il avait été la cause des pertes éprouvées en France par les Anglais; et enfin il avait vendu des places à des personnes incapables de les remplir.

Ce fut au conseil que l'accusation fut portée : tous les conseillers étaient dévoués au cardinal; ils déclarèrent qu'il avait été absous par l'amnistie que le monarque lui avait accordée et que Henri s'empressa de confirmer. Ce prince, dénué d'esprit et de caractère, était d'autant plus soumis à son chancelier que le comte de Suffolk, favori du roi, était une créature du cardinal, et que ce favori et l'archevêque d'Yorck ne cessaient de parler de ce ministre comme de l'homme le plus habile, le plus dévoué et le plus fidèle, et du duc de Glocester comme du lord le plus dangereux.

La ville de Dieppe, cependant, était bloquée depuis plusieurs mois, et le conseil d'Angleterre n'envoyait aucun secours aux troupes qui attaquaient cette place : Charles VII résolut de la délivrer. Le dauphin sollicita l'honneur de commander l'expédition; son père le lui accorda, malgré les craintes que lui inspirait le caractère de ce prince; Louis se jeta dans la ville, fit une sortie à la tête de toutes ses troupes, emporta l'épée à la main le fort de Charles-Menil, dont les Anglais s'étaient emparés, et les contraignit à renoncer au blocus et à s'éloigner de Dieppe quelques jours avant que le duc de Sommerset arrivât d'Angleterre avec des renforts (1443).

Charles apprit presque en même temps et ces succès et ceux du comte d'Armagnac, qui venait de reprendre la portion du comté de Comminges que l'arrêt du parlement de Toulouse lui avait enlevée. Il s'était de nouveau abandonné aux plaisirs et à sa nonchalance ordinaire : aucune crainte ne put combattre son malheureux penchant; il ne voulut pas s'éloigner de Tours; il chargea le dauphin d'aller combattre d'Armagnac; tous les amis du comte l'abandonnèrent : les Anglais ne lui donnèrent aucun secours. Louis s'empara facilement des possessions du comte : la ville de Lille-en-Jourdain résista seule à ses armes; le dauphin l'assiégeait depuis long-temps; il offrit ou accorda une conférence à d'Armagnac. Le comte fut arrêté, envoyé à Charles VII, retenu prisonnier pendant deux ans; et les historiens sont bien loin de s'accorder pour absoudre de mauvaise foi le dauphin ou son père.

Cependant la France et l'Angleterre avaient également besoin de la paix : on convint d'une trève de deux ans, qui fut bientôt suivie d'une trève de sept ans entre l'Angleterre et l'Écosse. Le comte de Suffolk, le favori de Henri et l'agent le plus dévoué du cardinal de Winchester, était venu à Tours à la tête de l'ambassade anglaise; il devait ne rien négliger pour réussir dans une seconde négociation bien importante pour le cardinal. On célébrait dans toutes les cours de l'Europe la beauté, l'esprit, l'habileté et le courage de Marguerite d'Anjou, fille du roi René : le cardinal désirait vivement de la voir sur le trône d'Angleterre; Suffolk et lui espéraient que, maîtresse des volontés de Henri, déjà très-prévenu en sa faveur, elle favoriserait leur parti contre toutes les attaques du duc de Glocester. Suffolk assura qu'en considération de ce mariage le roi d'Angleterre cèderait tout le Maine à Charles d'Anjou, oncle de Marguerite; et les articles du contrat de mariage furent arrêtés.

Charles VII et son conseil, rassurés par cette alliance et par la trêve contre les hostilités des Anglais, et voyant les feux de la guerre civile éteints ou assoupis, ne pensèrent qu'à délivrer la France de tous les maux que des guerriers indisciplinés, levés, régis et commandés d'après les lois féodales, lui avaient fait subir, et à la préserver des maux plus grands encore dont la menaçaient ces nombreux soldats qu'on allait licencier, et qui, ennemis du travail, de l'ordre et de la paix, ne voulaient vivre que pour la débauche la plus effrénée et d'affreuses dévastations : on imagina de les réunir en deux corps. Charles se mit à la tête d'une de ces armées, la mena vers la Lorraine, attaqua la ville de Metz, qui se défendit avec courage, accepta 200,000 écus que les Messins lui offrirent, et revint sur ses pas.

Le dauphin conduisit l'autre armée dans l'Alsace, qu'il ravagea, et ensuite vers la Suisse : ce qui est remarquable, c'est que plusieurs milliers d'Anglais, ne pouvant supporter l'idée de déposer leurs armes, de renoncer à la licence du métier de la guerre et de se retirer dans les foyers qu'ils avaient abandonnés depuis si long-temps, s'étaient enrôlés sous les enseignes des Français, qu'ils avaient combattus avec tant d'animosité, et marchaient dans leurs rangs.

Louis avait reçu de son père l'ordre de secourir les princes de la maison d'Autriche et les Zuricois, leurs alliés, contre les autres Suisses, et de disperser le concile de Bâle, qui avait déposé le pape Eugène IV ; il se dirige vers cette ville frontière de l'Helvétie; elle était sans garnison; elle fait avertir du danger qui la menace, l'armée helvétique qui fait le siége du château de Farnsberg ; douze cents Suisses accourent ; ils rencontrent très-près de Bâle l'avant-garde du dauphin, commandée par le comte de Dammartin, la rejettent sur le corps d'armée, s'abandonnent à une sorte d'héroïque

délire, n'écoutent plus la voix de leurs officiers, ne suivent que leur enthousiasme patriotique, osent attaquer un port défendu par huit mille hommes, ne peuvent le forcer, se jettent presque tous dans une île, y sont attaqués, résistent avec le plus grand courage, et meurent plutôt que de se rendre. Ceux de leurs camarades qui n'avaient pu les suivre se défendent pendant dix heures dans des jardins entourés de murs contre l'armée entière du dauphin : ils reçoivent la mort la plus glorieuse; douze ont le malheur de survivre : l'Helvétie les note d'infamie.

Les Français admirent avec respect ces nobles victimes de l'amour de la patrie; huit mille des leurs étaient tombés sous les coups de ces héros morts pour sauver leur pays.

La guerre continue; mais la politique de Charles VII change bientôt relativement aux braves compatriotes des guerriers qui ont immortalisé leurs Thermopyles : il fait la paix avec l'Helvétie; et le dauphin ramène en France les restes de son armée.

Une milice indocile et avide de pillage remplissait donc encore la France de malheurs et d'alarmes ; on comptait encore, suivant plusieurs historiens, plus de soixante mille brigands indignes du nom de soldat, et protégés par des vassaux puissants de la couronne, qui ne rougissaient pas de partager avec eux les dépouilles sanglantes des malheureux Français. Des conseillers du monarque eurent une grande pensée ; ils la proposèrent à Charles VII qui l'adopta : les hommes de génie qui, supérieurs à leur siècle, savent distinguer dans l'avenir les résultats du présent, pouvaient prévoir que cette grande mesure militaire, imitée par les autres gouvernements de l'Europe, pourrait rendre les hostilités plus fréquentes, les guerres plus durables, les armées plus nombreuses et plus faciles à transporter à de grandes

distances; mais elle devait en diminuer les horribles ravages. Dans un pays où tous les droits de la nation auraient été garantis par des lois fondamentales et de sages institutions, le projet des conseillers de Charles aurait été rejeté comme dangereux à la liberté publique; mais le gouvernement féodal existait dans toute sa force, opprimait une partie du peuple français, et ne cessait de menacer les intérêts les plus chers de l'autre partie de la nation. Le plan adopté par le monarque tendait à donner au roi la force nécessaire pour faire plier les grands et les petits vassaux sous l'autorité des lois, et délivrer la France de leur insupportable tyrannie: le conseil de Charles vit que ses nouvelles idées conviendraient à la grande majorité de la nation, et que des malheurs de la France naîtrait, pour le monarque, une heureuse occasion de renouveler les tentatives de Hugues Capet, de Louis VI, de saint Louis et des autres rois capétiens, pour fonder l'indépendance et la stabilité de leur trône sur la liberté et le bonheur du peuple.

Que l'on cite à jamais les noms des grands vassaux qui, sacrifiant généreusement leurs intérêts privés à ceux de l'état, secondèrent avec la plus noble ardeur les efforts de Charles VII et de ses conseillers; que les Français reconnaissants honorent particulièrement la mémoire du bon René, roi de Sicile, de Charles d'Anjou, comte du Maine, du comte de Clermont, du connétable de Richmont, du fameux comte de Dunois, du comte de Saint-Paul, du comte de Foix, du comte de Tancarville.

Le roi convoqua avec eux les maréchaux de France, plusieurs autres grands seigneurs, les députés des principales villes de France, et réunit, autant que les circonstances le lui permirent, les états généraux du royaume; le monarque leur exposa les vues qu'il avait

cru devoir préférer pour délivrer la France des maux auxquels elle était en proie : il leur proposa de former un corps de troupes véritablement royal et national, qui, toujours subsistant, ne laisserait pas l'état et le monarque à la merci des caprices ou de la mauvaise volonté des vassaux plus ou moins puissants ou ambitieux, et qui serait composé de quinze cents lances et de six mille hommes d'infanterie. Il leur rappela les contributions que les villes avaient été obligées de payer si souvent pour se soustraire aux horreurs du pillage, et il demanda qu'une taille perpétuelle fût affectée à la solde de l'armée française permanente.

Les députés des villes acceptèrent avec joie les propositions du monarque : ils furent si frappés des avantages que la nation retirèrait du coup terrible qu'on allait porter à la féodalité, qu'ils ne virent pas que la garantie la plus sûre des droits d'un peuple consiste dans la précaution de n'accorder des impôts que pour un temps limité; d'ailleurs une grande victoire venait d'être remportée par la nation : les domaines des seigneurs devaient être assujettis à la nouvelle contribution comme ceux de tous les autres Français.

Tous les membres de l'assemblée consentirent au projet de Charles VII.

On négocia avec les chefs des bandes armées et les principaux officiers; on employa avec habileté les menaces et les promesses : les difficultés s'aplanirent, la grande réforme s'exécuta d'autant plus facilement que le zèle des princes fut sans bornes pour le succès de cette importante opération (1445).

On fit une revue de tous les gens de guerre; on choisit pour l'armée permanente les militaires les plus braves, et dont la conduite avait été la moins répréhensible : les autres furent licenciés. Les lois menacèrent de châtiments sévères ceux qui troubleraient l'ordre public;

les lieutenants de la connétablie firent border par les archers des communes, intéressées à la sûreté des personnes et des propriétés, les chemins que devaient suivre les soldats renvoyés dans leurs foyers; il ne se forma aucune nouvelle bande de brigands; le plus grand nombre des militaires licenciés rentrèrent dans le sein de leurs familles, et cultivèrent en paix le champ de leurs proches; les autres quittèrent le royaume dans l'espérance de retrouver, dans des contrées étrangères, le genre de vie auquel ils ne pouvaient renoncer; et la France respira après un siècle de trouble et de malheurs.

On forma, pour la cavalerie, des compagnies d'ordonnance composées chacune de cent *lances* ou hommes d'armes; trois archers, un écuyer et un page, tous montés, étaient attachés à chaque homme d'armes ou *lancier*.

On se servait déjà, depuis plus d'un demi-siècle, de petits canons portatifs auxquels on donnait le nom de *bombardes* ou de *couleuvrines*, et qui devaient bientôt être remplacés par les *arquebuses* : cependant, lors de l'établissement de l'armée française permanente et soldée, l'infanterie fut composée, au moins en très-grande partie, de *francs archers*. Chaque paroisse devait, pour les former, élire parmi ses habitants le plus habile à tirer de l'arc; ces archers n'étaient payés que pendant la guerre, mais ils étaient exempts de toute contribution, et voilà pourquoi on les appelait *francs*. Ils étaient obligés de se réunir les jours de fête, de porter alors l'habit militaire, et de s'exercer à manier leurs armes; au reste, les historiens ont remarqué que le succès de la mesure adoptée par les états vint principalement de ce que le roi, au lieu de donner pour chefs à l'armée de jeunes seigneurs sans expérience, n'en confia le commandement qu'à des *capitaines vaillants, sages, et experts en faits de guerre*.

Vers la même époque mourut la dauphine Marguerite d'Écosse : ses derniers jours furent malheureux; la nation la regretta. Elle avait beaucoup d'esprit, aimait à cultiver les lettres, et les honorait. Voyant un jour endormi sur un banc le célèbre Alain Chartier, secrétaire du roi son beau-père, auteur de plusieurs ouvrages en prose ou en vers, appelé le père de l'éloquence française, et déjà aussi vieux qu'il était laid, elle s'était approchée de lui, l'avait baisé sur la bouche sans l'éveiller, et avait répondu aux personnes de sa suite qui lui témoignaient leur étonnement : *Ce n'est pas l'homme que j'ai baisé, mais la bouche qui a prononcé tant d'oracles.*

Ce fut après la mort de Marguerite d'Écosse que le dauphin médita un grand crime, et que Charles VII éprouva la plus grande peine qu'un père puisse ressentir. Louis, impatient de régner, ourdit un noir complot : il voulut engager Antoine de Chabannes, comte de Dammartin, à seconder son forfait. Chabannes découvrit au roi le danger qui le menaçait. Depuis long-temps le dauphin s'efforçait de faire regarder la garde écossaise comme une de ces compagnies prétoriennes dont les empereurs romains se servaient pour faire exécuter leurs ordres tyranniques. *Il est temps*, disait-il souvent, *de mettre ces Écossais dehors; ce sont eux qui tiennent en sujétion le royaume de France.* Quelque braves, quelque dévoués, quelque fidèles que fussent les gardes écossais, si Louis s'était borné à supplier son père de renvoyer une garde étrangère dont la présence semblait accuser la loyauté des nationaux, tous les bons Français auraient applaudi à son patriotisme : mais, sujet rebelle, il avait gagné quelques-uns de ceux qu'il voulait faire regarder comme des satellites de la tyrannie. Ces Écossais devaient se réunir à des gentilshommes de la maison du dauphin pour attaquer l'escorte

du roi, dans un voyage que Charles devait faire avec une suite très-peu nombreuse; Louis devait se mettre à leur tête. *J'y serai*, avait-il dit, *car chacun craint le roi quand il le voit; et, si je n'y étais en personne, je craindrais que le cœur ne faillît à mes gens : mais, en ma présence, chacun fera ce que je voudrai.*

Le roi mit l'accusé et l'accusateur en présence l'un de l'autre : le dauphin écouta Chabannes avec fierté, le traita d'imposteur, lui donna un démenti. Le comte ne défia pas l'héritier présomptif de la couronne; mais il déclara qu'il était prêt à combattre tous les chevaliers de la maison du dauphin : personne ne se présenta. Charles fut convaincu du crime de son fils; on condamna à mort plusieurs des complices de Louis. Le dauphin, ne pouvant plus soutenir la présence de son père, se retira dans le Dauphiné : il y agit en souverain. Le roi ne prononçait son nom qu'avec peine; un noir chagrin et une terreur profonde étaient dans son cœur (1446.)

Avant ce déplorable événement, le contrat de mariage de Henri VI et de Marguerite d'Anjou avait été porté en Angleterre. On le présenta à l'approbation du monarque et de son conseil; le duc de Glocester s'opposa avec force à cette sanction. « Votre parole, sire, dit-il » au roi son neveu, est engagée avec le comte d'Arma- » gnac. L'honneur et la bonne foi vous défendent de la » violer; et d'ailleurs, sire, le comté du Maine n'est-il » pas le boulevart de la Normandie? Et pourrait-on le » céder sans exposer toute cette province au danger le » plus grand? »

Ses remontrances ne furent pas écoutées; Henri, toujours plus amoureux de celle dont on lui avait tant vanté les charmes, se hâta de donner à Suffolk le titre de marquis et les pouvoirs nécessaires pour épouser la princesse en son nom. Le mariage fut célébré à Tours en présence de Charles VII et avec beaucoup de ma-

gnificence, renouvelé en Angleterre dans le prieuré de Soutwarck; et, peu de temps après, la jeune et belle reine fut couronnée dans Westminster. De sinistres pressentiments s'étaient néanmoins élevés dans l'âme de plusieurs Anglais soumis à l'esprit superstitieux, si puissant en Europe dans le quinzième siècle; un orage épouvantable avait parcouru et ravagé l'Angleterre (1445); la foudre était tombée sur plusieurs grands édifices : elle avait consumé plusieurs églises; elle avait embrasé celle de Saint-Paul de Londres. On avait cru voir la colère céleste annoncer les feux de la guerre civile qu'allumerait dans le royaume la fatale union de Henri et de Marguerite.

La reine, développant bientôt toute la force de son caractère et toutes les ressources de son esprit, maîtresse absolue des volontés du roi, dont la passion pour elle était extrême, et ne voulant voir dans le duc de Glocester qu'un ennemi dangereux, se ligua étroitement contre le frère de Henri VI avec le cardinal de Winchester, le marquis de Suffolk et l'archevêque d'Yorck.

Le parlement était assemblé : Suffolk lui rendit compte de tout ce qu'il avait fait pour conclure un mariage qui devait donner à l'Angleterre la paix et le bonheur. Le parlement approuva sa conduite, et, pour le dédommager des dépenses qu'il avait faites, lui accorda le quart des deux quinzièmes qu'il mit à la disposition du monarque.

On négocia pour renouveler les conférences relatives à la paix si désirée; les ministres des deux couronnes convinrent que leurs souverains auraient une entrevue. Cette conférence n'eut pas lieu; mais la trêve fut prolongée.

Le primat, archevêque de Cantorbéry, avait cessé de vivre; le cardinal l'avait remplacé par une de ses créatures. La reine et ses adhérents virent plus que jamais

le parlement dévoué à leurs volontés : mais le duc de Glocester, leur adversaire, jouissait d'une grande popularité ; ses soumissions n'avaient pu calmer le ressentiment qu'avait inspiré à Marguerite l'opposition à son mariage qu'il avait manifestée. Il était l'héritier présomptif du monarque ; les adhérents de la reine craignaient que, s'il montait sur le trône, il ne leur demandât un compte sévère de leur conduite : sa perte fut résolue.

On commença par porter contre lui une accusation aussi fausse que ridicule ; mais il n'en fut pas moins exclu du conseil. Le peuple, qui l'aimait et qui lui avait donné le nom de *bon duc de Glocester*, fit retentir tous les lieux publics de menaces et d'injures contre ses ennemis ; leur haine n'en devint que plus vive. Ils convoquèrent un parlement à Edmondsburg ; ils employèrent un grand nombre d'émissaires pour semer des alarmes dans l'âme du duc, lui faire croire qu'il allait être accusé de plusieurs crimes, lui persuader que sa condamnation était assurée, et le déterminer à ne pas paraître dans un parlement réuni à une si grande distance de Londres. Le duc rejeta une insinuation qui aurait pu faire soupçonner son innocence, et se rendit à Edmondsburg.

Dès le premier jour de la session il fut arrêté sous le prétexte que, d'après une information particulière, il paraissait qu'il avait voulu assassiner le roi, s'emparer de la couronne et délivrer sa femme, prisonnière dans le château de Kenilworth. Ses amis furent irrités ; il n'en fut pas moins renfermé pendant dix-sept jours sans que le parlement s'occupât de son affaire. Au bout de ce temps, on le trouva mort dans son lit ; son corps fut exposé pendant trois jours. On ne remarqua aucune marque de violence ; mais les soupçons les plus graves tombèrent sur ses ennemis : le peuple le pleura ; les

savants et les artistes surtout le regrettèrent amèrement. Une commission fut nommée pour juger ses complices; le marquis de Suffolk eut la honteuse audace de présider ce tribunal. Plusieurs gentilshommes de la maison du duc et vingt-sept domestiques de ce prince furent déclarés convaincus d'avoir voulu élever Glocester sur le trône : ils furent condamnés à mort; mais les membres de la commission le furent à l'infamie.

Suffolk effrayé ordonna que les cordes qui devaient attacher au gibet les malheureux condamnés fussent coupées pendant qu'ils vivraient encore, et leur pardon leur fut accordé.

Cette prétendue clémence ne détruisit pas néanmoins les impressions terribles produites par la mort de Glocester : le peuple maudit Suffolk et Winchester (1447).

Les habitants de Londres disaient que la reine avait consenti au crime; et de combien de malheurs cette mort extraordinaire fut l'origine pour Marguerite et sa famille!

Six semaines ne s'étaient pas encore écoulées depuis ce fatal événement, lorsqu'une maladie mortelle saisit le cardinal : il subit le plus cruel supplice; les remords déchirèrent son âme; son agonie fut affreuse.

Quelle perte pour le parti de la reine et de Suffolk que celle d'un homme qui réunissait tant d'influence à une si grande fortune!

La paix n'était pas encore faite avec la France; on s'emporta contre Suffolk; on l'accusa d'avoir trahi sa patrie en cédant le Maine à la France, et en prolongeant une trêve ruineuse pendant laquelle les Français réparaient leurs forces. Il désira de justifier sa conduite devant le roi; le monarque réunit autour de lui plusieurs lords dévoués au favori; Suffolk montra les ordres du conseil d'après lesquels il avait agi; le roi le déclara innocent de toute imputation, et défendit à tous ses sujets, sous

peine de son indignation, toute parole et toute action qui pussent porter préjudice à la réputation de Suffolk.

Les murmures continuèrent avec plus de force; le peuple anglais détestait le favori non seulement comme l'assassin de Glocester et le traître qui avait livré le Maine, mais encore comme l'auteur du mariage du roi avec Marguerite, dont il ne pouvait supporter le gouvernement insolent et arbitraire. La reine fit une grande faute : elle méprisa les murmures de la nation; elle les brava même, en créant duc le marquis de Suffolk; et, pendant qu'elle maintenait le roi dans une dévotion excessive afin de l'éloigner chaque jour davantage des affaires du royaume, elle entretenait des relations si intimes avec le favori que ses ennemis supposèrent que l'ambition ne les avait pas seule formées.

Mais un homme d'un caractère redoutable se préparait à profiter de l'irritation du peuple, à se montrer sur le théâtre du monde, à disputer la couronne d'Angleterre, et Glocester allait être vengé.

Richard, duc d'Yorck, était fils de Richard, comte de Cambridge, et d'Anne Mortimer. Cette princesse était née de Philippine, épouse de Roger Mortimer, comte de La Marche, et fille de Lionel d'Anvers, duc de Clarence, l'aîné des frères du fameux prince Noir. Edmond Mortimer étant mort sans enfants en Irlande, le duc d'Yorck était héritier par sa mère de Lionel d'Anvers, et Henri VI ne venait que de Jean de Gand, duc de Lancastre et frère cadet de Lionel. On lui accordait de grands talents et des qualités éminentes : il conçut un projet qu'il n'aurait peut-être jamais osé manifester pendant la vie de Glocester; il résolut de réclamer le diadème, de l'enlever à l'imbécile Henri, et de le placer sur sa tête comme sur celle de l'héritier légitime; il crut devoir commencer par sonder les dispositions du peuple; ses agents secrets se répandirent dans le royaume et sur-

tout dans Londres. « Le peuple, disaient-ils, est esclave
» sous une double usurpation; la couronne n'appar-
» tient pas à la maison de Lancastre, et Marguerite s'est
» emparée du sceptre de Henri. Les grandes qualités du
» dernier monarque rendaient supportable son pou-
» voir illégal; mais comment ne pas rejeter l'autorité
» illégitime du faible Henri, exercée par une reine
» orgueilleuse, despotique et née d'un sang ennemi de
» la nation? C'est au duc d'Yorck qu'appartient le trône;
» ce prince, recommandable par tant de qualités, de
» vertus et de services, peut seul faire le bonheur du
» peuple. »

Ces discours devinrent populaires : ils alarmèrent la reine et toute la maison de Lancastre; il fut résolu de ne rien négliger pour diminuer le crédit du duc et lui donner un rival qui détournât de dessus ce prince l'affection et l'attention publiques. Le temps pour lequel le duc d'Yorck avait été nommé régent du royaume de France n'était pas encore expiré, et néanmoins on lui ôta la régence, et on la donna à Edmond, duc de Sommerset : la haine secrète de Richard contre la maison de Lancastre n'en devint que plus vive, et son ambition plus irritée.

La reine, abusée par quelques apparences et séduite par un succès perfide, allait se livrer sans défense à cet esprit de vertige qui précède les grandes catastrophes.

Les murmures de la nation anglaise avaient fait suspendre la cession du Maine à Charles d'Anjou : Marguerite ne craignit pas d'envoyer deux commissaires pour livrer à son oncle la ville du Mans; ils déclarèrent à la vérité que l'intention de Henri, en cédant cette place, était de se procurer une paix solide avec le roi Charles, qu'il s'était réservé la souveraineté du Maine, et que le premier acte que Charles d'Anjou ferait contre cette souveraineté annulerait la cession opérée en sa faveur

(1448); mais la ville du Mans n'en fut pas moins remise à Charles; et de nouvelles difficultés s'étant élevées contre la conclusion de la paix, on prolongea la trève dont les Anglais étaient si mécontents.

Cette trève néanmoins fut bientôt rompue ; les Anglais surprirent et pillèrent la ville de Fougères, qui appartenait au duc de Bretagne; ce prince porta ses plaintes au roi de France contre cette infraction de la trève adoptée : Charles fit demander à la cour de Londres la réparation de l'outrage que son vassal venait de recevoir, et le paiement de 1,600,000 écus en idemnité des pertes éprouvées par le duc et par les Bretons; des conférences eurent lieu à ce sujet; Charles offrit en vain de rendre aux Anglais le pont de l'Arche, que les Bretons avaient surpris par représailles; les conditions exigées par ce prince furent refusées par les ministres de Henri, et la guerre se ralluma.

Quatre armées françaises, composées chacune de six ou sept mille hommes, entrèrent dans la Normandie : Charles commandait la première; le comte de Dunois, créé comte de Longueville, était à la tête de la seconde; la troisième avait été confiée au duc d'Alençon; et lés Bretons, sous les ordres de leur duc, formaient la quatrième. Les places de la province étaient mal pourvues de soldats et de munitions; presque tous les gouverneurs, comptant sur la durée de la trève, étaient passés en Angleterre; Charles d'ailleurs s'empara d'autant plus facilement de ces villes de Normandie, que les habitants de plusieurs de ces places s'empressèrent de chasser les garnisons anglaises à l'approche des troupes du monarque.

Il fit alors investir Rouen : le duc de Sommerset y était renfermé avec le comte de Shrewsbury, commandant de la garnison, et trois mille Anglais. Dès le premier jour, le comte de Dunois allait être introduit dans la ville avec trois cents Français; le comte de Shrewsbury

le repousse; mais, peu de temps après, les Rouennais prennent les armes et ouvrent leurs portes au monarque; Sommerset et Shrewsbury sont contraints de se retirer dans le palais avec huit cents hommes, obtiennent une entrevue avec le roi, refusent les conditions exigées par ce prince, se défendent pendant douze jours, mais sont enfin obligés de capituler; ils se soumettent à laisser toute leur artillerie, à payer 50, 000 écus d'or, à rendre Arques, Caudebec, Lillebonne, Tancarville, Montivilliers et Harfleur, et à donner le comte de Shrewsbury pour otage.

Le gouverneur de Harfleur ne voulut pas se conformer à la capitulation : Dunois l'assiège. Le roi paraît dans la tranchée et dans les combats des mines, *la salade en tête et le pavois à la main;* il s'expose comme le plus brave des soldats. Harfleur est obligé de se rendre (1449).

La capitulation de Rouen n'avait pas été observée. Charles aurait pu retenir le comte de Shrewsbury; mais voulant se montrer véritablement digne du surnom de *Victorieux* qu'on lui avait donné, il renvoie le comte sans rançon. Vers le même temps, il apprend que le comte de Foix, son lieutenant dans la Guyenne, s'est emparé du château de Mauléon, situé sur un roc escarpé, et qu'on regardait comme imprenable.

Combien tous ces événements rendirent encore plus vives et plus amères les plaintes des Anglais contre Marguerite et Suffolk! Le génie de la reine fut effrayé de tant de sinistres présages. L'emportement de ses passions parut un peu diminuer. On aurait dit qu'elle entrevoyait le précipice vers lequel elle courait; elle envoya en Basse Normandie Thomas Kyriel, général habile et expérimenté; mais elle ne lui donna que quatre mille hommes; et quelle armée n'aurait pas été nécessaire pour arrêter les Français remplis de l'enthousiasme de la victoire!

Kyriel réunit à ses troupes les garnisons chassées des villes de la Haute Normandie, s'empara de Valogne, et prit la route de Caen pour opérer sa jonction avec le duc de Sommerset.

Jean II de Bourbon, comte de Clermont, et gendre de Charles VII, qui lui avait donné sa fille Jeanne en mariage, était dans le pays de Caux; il rassembla six cents hommes d'armes, marcha contre Kyriel, et l'atteignit auprès du village de Formigny, à quelques lieues de Bayeux. Fidèle aux usages de l'ancienne chevalerie, il se fait armer chevalier, et jure sur ses armes de vaincre ou de mourir.

Le connétable de Richmont était parti de Bretagne avec douze cents hommes d'armes. Les troupes de Clermont bordaient un ruisseau qui les séparait de l'ennemi: deux pièces de canon portaient le ravage dans les rangs des Anglais. Matthieu God, un de leurs principaux chefs, passe le ruisseau, attaque les Français, les repousse, et s'empare des canons. Mais à l'instant paraît le connétable; ses hommes d'armes sont rangés sur un front très-étendu. Matthieu God s'effraie et prend la fuite avec sa troupe. Kyriel place sur le pont et sur les bords du ruisseau l'élite de ses troupes pour arrêter l'ennemi, et veut se retirer dans les retranchements qu'il a fait construire auprès de Formigny. L'ardeur des Français ne le lui permet pas. Le comte de Clermont reprend ses canons, repousse les Anglais, passe le ruisseau. Le connétable s'empare du pont: Kyriel s'arrête, range ses soldats en bataille, et attend avec calme le combat qu'il ne peut éviter.

L'attaque commence. Les Anglais se battent avec la plus grande valeur: Kyriel, à leur tête, brave tous les dangers; mais le connétable et Clermont l'enveloppent: ses bataillons sont ouverts, enfermés, taillés en pièces; la victoire est complète. Plus de la moitié des Anglais

reste sur le champ de bataille; un grand nombre d'autres sont faits prisonniers. Kyriel lui-même tombe au pouvoir des vainqueurs, et tous les drapeaux ennemis sont pris par les Français.

Le connétable veut être le premier à proclamer la victoire du comte de Clermont. Le prince l'embrasse, l'appelle son maître, et demande à servir sous les ordres de ce grand et généreux capitaine.

La France entière apprend avec transport la victoire de Formigny. Le roi ordonne qu'une chapelle soit élevée sur le champ de bataille; et l'armée se hâte de profiter d'un succès aussi important.

Le connétable et le comte de Clermont s'emparent de Vire; et le vainqueur de Formigny, sous les ordres du comte de Dunois, assiège ensuite la ville de Bayeux.

Matthieu God commandait dans la place; il veut faire oublier la terreur panique à laquelle il n'a pu résister auprès de Formigny, et rappeler les grandes actions qui l'ont rendu célèbre: il n'arbore le drapeau blanc que lorsque sa garnison a péri presque tout entière sur la brèche. Dunois et Clermont lui permettent de sortir de la place avec les Anglais que la mort a épargnés; mais ils exigent qu'ils laissent dans la ville leurs chevaux, leurs armes, leurs bagages et tout ce qui leur appartient.

Les Anglais défilent devant les vainqueurs. Quatre cents dames anglaises paraissent à leur suite; elles étaient venues en France avec leurs époux. Le sort de la guerre venait de les réduire à une misère profonde. Les deux princes, émus de ce spectacle, s'empressent d'ordonner, non seulement qu'on leur rende leurs robes et leurs bijoux, et qu'on leur fournisse des voitures, mais encore qu'on remette à Matthieu God et à tous les Anglais leurs bagages et leurs chevaux.

La prise de Bayeux fut suivie de celle de Valogne et de Saint-Sauveur-le-Vicomte. Il ne restait plus aux An-

glais que Caen et Cherbourg. Le connétable, Dunois et Clermont formèrent le siége de Caen. Charles VII arriva bientôt sous les murs de la ville, accompagné de plusieurs princes du sang, de René, roi de Sicile, de son fils le duc Jean de Calabre, de son gendre Ferry, prince de Vaudemont, du comte de Saint-Paul de la maison impériale de Luxembourg, de tous les grands officiers de la couronne, et de presque toute la noblesse du royaume (1450). La garnison, composée de quatre mille Anglais, fit plusieurs sorties où elle montra un très-grand courage. Mais le connétable et le comte de Clermont firent mettre le feu à une mine. Une tour au-dessous de laquelle était le fourneau de la mine s'écroula dans le fossé, et le remplit de ses débris. Les deux princes ordonnèrent l'assaut. Le duc de Sommerset offrit de rendre la ville. Le roi exigea que les Anglais rendissent aussi le château, que l'on regardait comme imprenable. Sommerset se soumit, consentit même à être transporté en Angleterre avec toutes ses troupes, et abandonna à elle-même la ville de Cherbourg, qui était une des clefs de la France.

Le comte de Clermont et le connétable furent chargés de l'assiéger; ils l'attaquèrent d'un côté où l'on n'avait pas prévu qu'on avait besoin de se défendre. Les Français établirent des batteries de canon sur la Grève, les enveloppaient, ainsi que les caques de poudres, de toiles épaisses et enduites de matières graisseuses, lorsque la haute marée allait les couvrir, et foudroyaient la place après la retraite de la mer. Les assiégés ne purent résister à ces foudres.

Ne recevant aucun secours de l'Angleterre, ils demandèrent à capituler; et la prise de leur ville termina la conquête de la Normandie (1450).

Tant de triomphes inspirèrent à Charles VII les plus

grandes espérances, et lui firent concevoir de nouveaux projets.

La Guyenne obéissait depuis long-temps aux Anglais, et chérissait leur domination. Le gouvernement de la Grande-Bretagne n'en exigeait presque aucun impôt, la laissait jouir des plus grandes immunités, et lui accordait une sorte d'indépendance. Depuis long-temps on comptait plus de Gascons que d'Anglais dans les armées que l'Angleterre entretenait en France; et c'était principalement à ces Gascons, si braves et si dévoués, que le prince Noir avait dû sa grande victoire sur le roi Jean. Charles VII n'en proposa pas moins la conquête de la Guyenne aux états généraux, et ses desseins furent accueillis avec transport. Le duc de Bourgogne ne protégeait plus les grands vassaux contre le monarque. Ils avaient renoncé à l'habitude sacrilége de regarder la puissance de l'Angleterre en France comme une garentie de leur indépendance; et quel pouvoir magique la victoire n'a-t-elle pas toujours exercé sur les Français!

Le comte d'Orval, de la maison d'Albret, venait de s'emparer de Bergerac, et de battre un corps de dix mille hommes. Dunois s'avance sur les bords de la Charente, à la tête de vingt mille combattants. Clermont est avec lui : le comte de Foix commande une autre armée. Aucun obstacle n'arrête leur course victorieuse. Dunois soumet Montguion, Blaye, Bourg, et attaque Fronsac. Les comtes d'Angoulême, de Nevers et de Vendôme accourent pour le seconder. Fronsac se rend à Dunois. Ce prince et le comte de Clermont arment chevaliers cinquante-huit seigneurs, à la tête desquels on voit le comte de Vendôme et Jean, son frère naturel. La Guyenne ne reçoit aucun secours. Les trois ordres de la province, assemblés à Bordeaux, et abandonnés par le roi d'Angleterre, offrent de remettre à Dunois leur capitale, et toutes celles de leurs villes qui n'ont pas encore été prises, si le roi leur

conserve leurs priviléges, leurs lois, leurs coutumes, et ne veut pas les assujettir à des impôts plus forts que ceux qu'ils paient aux monarques anglais. Dunois et les autres princes acceptent avec joie ces conditions; ils entrent en triomphe dans Bordeaux, dont on leur présente les clefs; et Charles VII nomme le vainqueur de Formigny gouverneur général de la grande et belle province de Guyenne (1451).

La plus grande fermentation règne cependant en Angleterre. Le mécontentement de la nation est extrême : on reproche de tous les côtés à Suffolk d'avoir trahi sa patrie, et aidé la reine à livrer au monarque français les plus grands intérêts de l'Angleterre. Humphroi, duc de Buckingham, dit publiquement au roi : « Sire, prenez » garde à votre gouvernement; vous êtes entouré de » traîtres. » Suffolk, qui était présent, devient furieux, tire son épée, et veut en percer Humphroi. La haine publique se manifeste plus que jamais contre Suffolk et contre la reine.

La ville de Londres est remplie de tumulte et de confusion; la populace massacre l'évêque de Chichester, qui avait eu part à la cession du Maine, et le prélat en expirant accuse Suffolk de s'être vanté de son grand crédit à la cour de France. Le parlement s'assemble dans la capitale. Suffolk harangue les deux chambres, rappelle ses services et ceux de sa famille, proteste de sa fidélité, et défie ses ennemis de le convaincre de trahison. Les communes, bien loin d'être persuadées de la vérité de ses protestations, demandent que, suivant les lois, il soit arrêté jusques à ce qu'il se soit justifié des crimes dont l'accuse la voix publique. Les juges déclarent qu'on ne peut lui donner des gardes, parce qu'on ne lui reproche aucun fait particulier qui puisse le faire noter d'infamie.

Les communes remettent alors au chancelier un bill

dans lequel elles accusent formellement Suffolk de haute trahison et de plusieurs autres crimes. « Il a, disent-elles,
» tenu conseil avec le comte de Dunois, Bertrand de
» Pressigny et Guillaume Cousinot, ennemis du roi
» d'Angleterre. Engagez le roi de France, leur a-t-il dit,
» à faire une descente dans la Grande-Bretagne pour dé-
» poser Henri, et mettre sur le trône mon fils Jean de La
» Pole, qui a épousé Marguerite, héritière de Jean, der-
» nier duc de Sommerset, et la plus proche parente de
» Henri, qui n'a pas d'enfants. Il avait reçu de l'argent
» du duc d'Orléans pour favoriser la mise en liberté de
» ce prince qui devait aider Charles VII à recouvrer la
» couronne de France. C'est d'après ces insinuations
» que ce duc d'Orléans avait porté Charles VII à violer
» la trève, et à renouveler la guerre en Normandie. Il
» s'est engagé à céder le Maine sans avoir reçu à ce sujet
» de pouvoirs suffisants; il a déterminé l'exécution de
» cet arrangement qui a fait perdre la Normandie à l'An-
» gleterre; il a découvert au comte de Dunois et aux
» autres ambassadeurs de France les secrets de son roi;
» il les a instruits de l'état de toutes les forteresses que
» les Anglais possédaient en France; il leur a fait connaî-
» tre les instructions secrètes des plénipotentiaires an-
» glais chargés de traiter des conditions de la paix; il a
» reçu des présents de nos ennemis pour empêcher d'en-
» voyer des secours en France; il a négligé de compren-
» dre dans la dernière trève le roi d'Arragon, notre allié;
» et en y comprenant le duc de Bretagne comme allié
» de la France, il l'a détaché des intérêts de l'Angle-
» terre; il a engagé le roi à faire des dons excessifs des
» terres de la couronne; il a procuré des priviléges et
» des franchises nuisibles à l'exécution des lois; des terres
» situées en Guyenne et qu'il avait enlevées violem-
» ment à leurs possesseurs ont été données à son gendre,
» le captal de Buch; il a conduit secrètement des ambas-

» sadeurs français auprès de Henri, et fait adopter par » ce prince une convention personnelle avec Charles » sans la participation du conseil privé; il a fait passer » des sommes considérables à la reine de France et » aux ministres de Charles VII; et c'est par ses conseils » que l'ancienne amitié qui existait entre l'Angleterre » et les princes de l'empire germanique a été affai- » blie. »

Toutes ces accusations furent communiquées à Suffolk, qu'on renferma dans une tour du palais de Westminster. On le conduisit, quelques jours après, devant les lords du royaume; on lui demanda sa justification: il se jeta à genoux, protesta de son innocence, entreprit de se défendre, déclara faux les crimes de haute trahison qu'on lui imputait, et réclama, pour les autres actes qu'on lui reprochait, l'autorité des décisions du conseil et des bills du parlement.

Les pairs ecclésiastiques et séculiers se rassemblèrent de nouveau; ils se réunirent dans la chambre du roi: Suffolk, amené devant eux, assura de nouveau que les accusations de trahison étaient fausses, protesta qu'il était innocent, et déclara qu'il se soumettait à la volonté du roi: « Sa Majesté, lui dit le chancelier, ne vous regarde » pas comme convaincu de félonie; elle ne prononce » même pas sur la conduite qu'on vous reproche; mais, » d'après votre soumission à sa volonté, de son propre » mouvement, et sans vouloir vous juger, elle vous » bannit pour cinq ans du royaume d'Angleterre et de » toutes les terres dépendantes de la couronne de Fran- » ce. » Les lords déclarèrent que cet ordre n'était qu'un acte de la volonté du roi, et ne pouvait porter aucune atteinte à leurs prérogatives. Suffolk, ne voyant que trop que l'ordre royal pouvait seul le soustraire à la fureur du peuple, se hâta de s'embarquer pour le continent. Le vaisseau qu'il montait fut pris par un corsaire: il fut

reconnu, on lui trancha la tête, et son corps fut jeté sur le sable du rivage.

La fermentation s'accrut dans toute l'Angleterre; les menaces les plus violentes étaient proférées contre la reine et le ministère, l'évêque de Sarum fut massacré.

Le duc d'Yorck était en Irlande, dont on lui avait donné le commandement pour l'éloigner de Londres. Il voulut savoir jusques où pourrait aller l'affection du peuple pour la maison de Mortimer, qui descendait de Lionel, duc de Clarence, et dont il avait hérité de tous les droits. Un Irlandais, nommé Jean Cade, avait servi sous ses ordres en France. Il réunissait beaucoup d'intelligence à la plus grande intrépidité; le duc l'engagea à prendre le nom de Jean Mortimer, et à se faire passer pour le fils de celui dont on avait fait tomber la tête, sous le dernier règne. Jean Cade alla dans le comté de Kent, où les partisans du duc étaient très-nombreux, et annonça qu'il venait pour réformer le gouvernement, pour soulager le peuple accablé sous les impôts, et réunit un si grand nombre de mécontents, qu'il crut pouvoir s'avancer vers Londres et camper à Blackheat; un messager du roi vint lui demander pourquoi il avait pris les armes. « Nous n'avons, répondit-il, aucune in-
» tention contre sa majesté; nous ne voulons que nous
» adresser au parlement, afin que tous les ministres re-
» çoivent le châtiment qu'ils méritent, et que le peuple
» soit plus heureux. »

Les insurgés présentèrent en effet des adresses aux deux chambres; ils demandèrent que le duc de Sommerset fût puni pour avoir laissé prendre la Haute Normandie, et que le conseil, au lieu d'être composé de sujets sans vertus et sans capacité, ne le fût que de princes du sang ou d'autres membres recommandables par leur sagesse.

Ces adresses furent communiquées au monarque; le

conseil les jugea séditieuses; et la cour résolut de repousser la rébellion par la force. Quinze mille hommes partirent pour Blackeath. Henri lui-même se mit à leur tête; Jean Cade se retira comme s'il eût craint de livrer une bataille, et se mit en embuscade dans un bois; Henri crut les rebelles dispersés, revint vers la capitale, et se contenta d'envoyer un détachement à la poursuite des fuyards; le détachement tomba dans l'embuscade, et fut taillé en pièces. Jean Cade victorieux s'avança vers Londres : la cour jeta une garnison dans la Tour, et se retira avec précipitation dans le château de Kenilworth; la ville ouvrit ses portes aux insurgés, dont le nombre s'accroissait à chaque instant; Jean Cade entra en triomphe, fit décapiter le lord trésorier qui était resté dans la capitale, et se retira dans le faubourg de Southwork avec son armée.

La bonne intelligence régna pendant quelque temps entre les insurgés et les habitants; les troupes de Jean Cade et Cade lui-même n'entraient dans la ville que pendant le jour; mais, des insurgés ayant pillé quelques maisons et commis d'autres violences, les portes de Londres furent fermées et défendues contre Cade : le combat dura jusques à la nuit. L'archevêque de Cantorbéry et le chancelier réfugiés dans la Tour, ayant appris que les suites de ce combat avaient découragé les rebelles, dressèrent un acte d'amnistie, y apposèrent le grand sceau et le firent publier. L'effet de cette amnistie fut si prompt que Jean Cade, abandonné de presque tous les siens, fut obligé de se sauver dans le comté de Kent, où parvint une proclamation qui mettait sa tête à prix, et où il fut bientôt découvert et massacré.

Le duc de Sommerset était repassé en Angleterre. La nation entière lui reprochait la perte des provinces françaises. Les communes demandèrent au roi que ce dernier régent de France fût renfermé dans la Tour,

et que sa conduite fût examinée. Henri n'osa pas les refuser, et dès que l'emprisonnement du duc fut connu dans la capitale, sa maison fut pillée, au milieu des plus grandes démonstrations de joie.

Les communes portèrent alors un acte d'*atteinder* pour déclarer infâme la mémoire du duc de Suffolk, et faire confisquer ses terres; le roi rejeta cet acte; les communes refusèrent tout subside; le roi prononça leur dissolution; et, la passion la plus aveugle l'emportant sur une sage politique, à peine les chambres furent-elles séparées que Sommerset non seulement fut mis en liberté, mais encore remplaça Suffolk dans le ministère et dans la faveur de l'imprudente Marguerite.

La cour ne doutait pas que le duc d'Yorck n'eût été le véritable auteur du dernier soulèvement; elle était convaincue que ce prince méditait de nouveaux projets encore plus dangereux; elle craignait qu'il ne levât une armée en Irlande. Elle fit la faute de ne pas cacher ses alarmes; le roi ordonna aux shérifs du pays de Galles et des comtés voisins de réunir leurs milices et de s'opposer à la descente du duc.

Ce prince se hâta d'écrire au monarque; il se plaignit avec force de soupçons injurieux qui ne pouvaient venir que de ses mortels ennemis. Henri lui promit la satisfaction qu'il pourrait désirer, mais on ne révoqua aucun des ordres donnés pour la défense du royaume.

Le duc avait vu, cependant, combien de mécontents avaient embrassé le parti de Cade, et combien les droits de la maison de La Marche étaient chers à la nation. Ses espérances secrètes augmentèrent; il partit pour l'Angleterre lorsque la durée de son gouvernement fut terminée, débarqua sans trouver d'opposition, malgré les anciens ordres de la cour, et se rendit à Londres, où ses partisans l'attendaient avec impatience (1451). Ils se concertèrent d'autant plus facilement que la cour

était absente : le duc, d'après le résultat de leurs conférences, se retira dans le pays de Galles, où le nom de La Marche avait toujours la plus grande iufluence, s'assura du secours de ses amis, de manière à pouvoir rassembler une armée lorsqu'il le jugerait convenable, et écrivit au roi pour lui faire connaître le mécontentement des peuples, et demander justice du duc de Sommerset.

La cour vit aisément que le duc ne cherchait qu'un prétexte pour prendre les armes; mais le conseil voulant faire tomber sur le prince tout l'odieux d'une nouvelle guerre civile, Henri lui adressa une réponse très-polie. « J'ai pris la résolution, lui dit ce monarque, » jouet des volontés de la reine et du conseil, de réformer les abus du gouvernement; je veux choisir pour » cet objet des conseillers prudents et sages; vous serez » un des premiers que j'appellerai auprès de moi; » aucun traître n'évitera le châtiment; mais le jugement des coupables demande le plus mûr examen. » Quant au duc de Sommerset, il sera tenu de répondre à toutes les accusations portées contre lui, suivant » les formes déterminées par les lois. »

Le duc d'Yorck, cependant, avait levé une armée. Il ne vit, dans la lettre du roi, qu'un moyen imaginé pour lui inspirer une sécurité aveugle; il résolut de poursuivre son dessein, et s'avança vers la capitale à la tête de ses soldats : mais la reine avait prévu sa détermination et rassemblé des troupes. Henri marcha au-devant du duc d'Yorck, qui, ne voulant pas s'exposer encore à l'événement d'un combat, changea de route, et arriva avant le monarque sous les murs de la capitale.

Les portes de la ville étaient fermées, et les habitants décidés à ne faire aucune démarche en sa faveur tant qu'ils auraient dans leur voisinage une armée royale plus forte que la sienne. Il traversa la Tamise à Kings-

ton, et se retrancha à Brentheath, à douze milles de Londres (1452); le roi le suivit, campa auprès de lui, et lui envoya deux évêques pour lui demander quel motif lui avait mis les armes à la main. « Je ne veux pas me » soustraire à l'obéissance du roi, répondit-il; que sa » majesté éloigne d'elle de pernicieux conseillers, que » le duc de Sommerset soit arrêté jusques après la session » du prochain parlement, et je suis prêt à licencier mes » soldats. » Il espérait que la reine refuserait de livrer à la justice du parlement son ministre favori : il fut trompé dans son attente. Le roi lui fit dire que le duc de Sommerset allait être envoyé à la Tour : aussi surpris qu'affligé, il craignit de perdre la faveur du peuple en violant sa parole et en découvrant trop tôt ses véritables desseins; il prit une résolution hardie, congédia ses troupes, et se rendit auprès du monarque sans prendre aucune précaution pour sa sûreté.

On l'admet dans la tente du roi; il accuse le duc de Sommerset de sacrifier l'intérêt du royaume à son ambition et à son avarice; Sommerset, qui était caché dans le fond de la tente royale, se montre, nie avec chaleur ce que le duc lui reproche, et s'écrie : « C'est vous, prince, » qui voulez détrôner sa majesté. » Le duc d'Yorck sent tout le danger de sa situation en voyant devant lui le favori qu'il croyait dans la Tour : il conserve néanmoins toute sa fermeté, ne se plaint pas du roi, rejette sur Sommerset la violation de la parole royale, et veut se retirer; mais on l'arrête par l'ordre de Henri.

La haine allait peut-être immoler ce prince; la crainte sauve ses jours. La reine et Sommerset ne prévoient qu'avec effroi le ressentiment que la mort du duc inspirerait à la nation, et d'ailleurs le bruit se répand que son fils Édouard, jeune comte de La Marche, s'avance avec une armée au secours de son père. On se hâte de faire prêter au duc un nouveau serment de fidélité; on exige

qu'il promette de ne jamais prendre les armes contre Henri ; on le met en liberté, et on lui permet de se retirer dans ses terres de Wigmore.

Ce fut vers cette époque que la cour conçut l'espérance de recouvrer la Guyenne. Le dauphin de France, devenant chaque jour plus fier, plus hautain, plus ambitieux, plus impolitique ennemi des droits qui devaient faire un jour toute sa force, avait demandé en mariage Charlotte, fille de Louis, duc de Savoie, sans s'inquiéter du consentement de son père et de son souverain. Le faible duc de Savoie, entraîné par les conseils de sa femme et d'un indigne favori, avait osé lui accorder sa fille sans en informer même le roi Charles VII ; le monarque français, irrité contre le duc, s'avançait vers la Savoie à la tête de trente mille hommes : les soumissions du duc le fléchirent d'autant plus aisément qu'une révolution imprévue éclata dans la Guyenne. Les nobles de cette province regrettaient vivement la domination des Anglais, qui n'exerçaient sur eux qu'une faible autorité et leur prodiguaient les places et les autres faveurs. On prétendit que le gouvernement français avait violé quelques-unes des promesses qu'il avait faites lors de la reddition de la Guyenne. La noblesse envoya à Londres le seigneur de Lesparre pour solliciter Henri de se remettre en possession de leurs belles et riches contrées. « Que » les Anglais se présentent, dit l'envoyé, avec une flotte » et une armée, et on leur livrera Bordeaux et plusieurs » autres villes. » Le conseil d'Angleterre et la reine ellemême, malgré son attachement pour la France, crurent devoir saisir avec empressement une occasion de rétablir leur crédit parmi le peuple. Le célèbre Talbot, comte de Shrewsbury, venait d'arriver d'Italie : il avait quatre-vingts ans ; mais sa réputation était immense. Il fut choisi pour aller reconquérir la Guyenne ; il s'embarqua avec l'ardeur du plus jeune général à la tête de sept mille

hommes d'armes, et après avoir donné des ordres pour le prompt départ des autres troupes qui devaient le suivre, il débarqua à Lesparre, et s'empara facilement du Médoc. Le comte de Clermont, gouverneur de la province, était auprès du roi de France. Les habitants de Bordeaux prennent les armes, arrêtent Olivier de Coëtivy, lieutenant du comte de Clermont, et tous les autres Français, les livrent à l'ennemi, ouvrent leurs portes à Talbot; et ce valeureux capitaine, qu'on surnommait l'Achille de l'Angleterre, ayant reçu de la Grande-Bretagne les renforts qu'il attendait, et voyant sous ses bannières tous les nobles de la Guyenne qui étaient en état de porter les armes, marche pour soumettre la province entière. Le comte de Clermont, accouru avec six cents hommes d'armes, fait de vains efforts pour arrêter un ennemi trop supérieur; et la valeur des garnisons françaises, ni les rigueurs de l'hiver ne peuvent empêcher Talbot de s'emparer de Fronsac, de Châlais, de Castillon et de plusieurs autres places.

Charles VII, avancé jusques à Lusignan, se prépare à entrer dans la Guyenne avec les plus grandes forces. Trois corps, commandés par Jacques de Chabannes, grand-maître de France, par les maréchaux de Laval Lohéac et de Jalogne, et par le comte de Clermont, reçoivent l'ordre de précéder l'armée du monarque. Châlais est repris par Jacques de Chabannes; les maréchaux assiègent Castillon : ils entourent leur camp de lignes, de palissades et d'artillerie. Talbot veut les attaquer avant que le comte de Clermont n'ait opéré sa jonction avec eux; Chabannes sort des retranchements à la tête de quatre mille hommes. Malgré sa valeur héroïque il est battu par Talbot; mais le canon des Français porte alors le ravage dans les rangs des Anglais. Plusieurs détachements de cavalerie sortent des lignes; les troupes de Talbot sont environnées de toutes parts; l'A-

chille breton retrouve en vain le feu de sa jeunesse : il fait en vain des prodiges de courage; il voit que sa défaite est inévitable, et il ne veut pas survivre à sòn malheur. Son fils combat à ses côtés en guerrier digne du sang du grand Talbot. « Retirez-vous, mon fils, lui dit le » valeureux vieillard, retirez-vous pendant qu'il en est » temps encore : je meurs pour ma patrie; vivez pour » la servir. » Le fils ne veut pas abandonner son père : ils se précipitent l'un et l'autre au milieu de la mêlée, ils reçoivent tous les deux la mort la plus glorieuse.

Les Anglais consternés prennent la fuite; Castillon est obligé de se rendre. L'armée royale arrive; Charles et Dunois reprennent Fronsac et plusieurs autres villes, passent la Dordogne, assiègent Bordeaux. Le comte de Clermont, qui a soumis le Médoc, arrive sous les murs de cette capitale : elle se rend. La garnison anglaise a la permission de repasser en Angleterre; Charles ordonne qu'on construise sous les murs de cette ville le château du Ha et le château Trompette. Les Anglais sont chassés de toute la Guyenne; et, dans toute la France, il ne leur reste plus que Guisnes et Calais (1453).

Les premiers succès de Talbot avaient donné une si grande satisfaction au parlement d'Angleterre qu'il s'était empressé d'accorder à Henri un subside considérable, d'ordonner la levée de plus de douze mille archers, d'assigner près de 10,000 livres pour les réparations des fortifications de Calais, et de reconnaître comme frères utérins du roi deux fils de Catherine de France, veuve de Henri V et de Owen Tudor, son second mari. Le premier de ces frères de Henri VI fut nommé comte de Richmont; le second, comte de Pembroke, et on leur donna le droit de précéder tous les autres comtes du royaume.

Un membre des communes proposa ensuite une reconnaissance bien plus importante : il demanda pourquoi,

Henri VI n'ayant pas d'enfants, le duc d'Yorck ne pourrait pas être déclaré héritier présomptif de la couronne. Il fut mis à la Tour; et sa proposition fut regardée comme d'autant plus remarquable que l'on disait la reine enceinte depuis plusieurs mois.

Marguerite accoucha en effet, quelque temps après, d'un prince qui fut nommé Édouard, et auquel le roi conféra les titres de prince de Galles et de comte de Chester, qui furent confirmés par le parlement. Un grand nombre d'Anglais espérèrent que la reine, devenue mère de l'héritier du trône, s'attacherait plus fortement aux intérêts de l'Angleterre; mais les ennemis de Marguerite rappelèrent tous les bruits répandus contre sa réputation, dirent que le jeune Édouard n'était pas le fils de Henri, infirme et impotent, et quelques-uns d'eux prétendirent même qu'il n'était qu'un enfant supposé.

Les partisans du duc d'Yorck redoublèrent d'efforts pour augmenter le mécontentement du peuple. La santé du roi fut plus dérangée que jamais : il éprouva de nouveau une maladie dangereuse et funeste à son esprit. Des amis secrets du duc allèrent trouver la reine et Sommerset. « Il est à craindre, leur dirent-ils, qu'au » milieu de la fermentation violente qui agite l'Angle- » terre, le parlement ne soit pas favorable à vos projets. » La maladie du roi prive votre administration de la » sanction et de la force de l'autorité royale; le parle- » ment, pour se conformer aux désirs de la nation, » voudra peut-être nommer un nouveau ministère. Il » vous est facile de prévenir ce danger; admettez dans » votre conseil le duc d'Yorck, le comte de Salisbury, » le comte de Warwick et quelques autres lords aimés » du peuple. Il verra que votre intention n'est pas de » gouverner despotiquement, et ses clameurs s'apai- » seront. »

La reine et son favori, troublés par la disposition générale des esprits, ne virent pas le piége qu'on leur tendait; Yorck, Warwick et Salisbury furent nommés membres du conseil du monarque (1453). Leur crédit devint bientôt immense, et leur hardiesse s'accrut avec leur crédit. Ils osèrent faire arrêter le duc de Sommerset dans la chambre même de la reine, et on le conduisit à la Tour. On ne négligea rien pour gagner les membres du parlement; le conseil expédia une commission qui chargeait le duc d'Yorck de représenter le roi malade; le grand sceau fut confié au comte de Salisbury. La chambre des communes accusa Sommerset d'avoir perdu la Normandie par sa mauvaise conduite, et le parlement nomma le duc d'Yorck protecteur du royaume, défenseur de l'Église, et premier conseiller du roi pendant la minorité du prince de Galles (1454). Cette grande puissance fut de peu de durée : le roi, au commencement de l'année suivante, parut guéri de sa maladie; l'autorité extraordinaire du duc d'Yorck cessa d'exister; et le duc de Sommerset fut mis en liberté, après avoir donné, pour caution de son obéissance à la loi, deux pairs et deux chevaliers.

Ce fut pendant ces troubles de l'Angleterre que le duc de Savoie parvint, à force de soumissions, non seulement à apaiser entièrement le ressentiment de Charles VII, mais encore à obtenir pour son fils aîné la main d'Yolande, fille du monarque français. Il fut aidé, pour le succès de ce mariage, par le cardinal d'Estouteville, légat du pape, et néanmoins trop bon Français et trop digne de ses illustres aïeux pour ne pas soutenir avec une noble fermeté les droits de la couronne et les libertés de l'Église gallicane. Ce fut ce prélat qui présida une assemblée du clergé de France tenue à Bourges, et dans laquelle ces libertés si chères à tous les ordres du royaume furent solennellement confirmées; et, lors-

qu'on crut devoir examiner les priviléges de l'université de Paris, régler sa juridiction, déterminer les devoirs des professeurs, rétablir la discipline parmi ses nombreux élèves, le cardinal d'Estouteville ne crut pas compromettre sa dignité ni ses droits de légat du pape, en ne travaillant à cet ouvrage que de concert avec des commissaires nommés par Charles VII, et choisis parmi les membres du parlement et du conseil du roi.

D'autres règlements bien importants furent adoptés par le monarque. Un de ces règlements enjoignit à la chambre des comptes, aux trésoriers de France, aux généraux des aides de surveiller avec soin les malversations des comptables. Un autre ordonna de rédiger les usages, *styles* et coutumes des différentes provinces, et défendit aux juges et aux avocats d'en reconnaître d'autres que ceux qui seraient légalement constatés, accordés ou confirmés.

Il fut décidé d'ailleurs que, lorsqu'une place de juge vaquerait dans un tribunal, les conseillers du siége, réunis aux avocats et procureurs du roi, présenteraient trois sujets, parmi lesquels le monarque choisirait le nouveau juge. Des règles furent posées pour l'instruction des affaires et la communication des pièces. Il fut défendu sévèrement aux magistrats de recevoir des présents ou *dons corrompables*; et, dans une ordonnance remarquable, *Nos juges*, dit le monarque, *n'obéiront à nos lettres sinon qu'elles soient civiles et raisonnables. Nous voulons que les parties les puissent débattre, que les juges les entendent, et, s'ils trouvent lesdites lettres inciviles et subreptices, ils les déclarent par leurs sentences telles qu'ils les trouveront; et si lesdits juges reconnaissent que par dol, fraude et malice des parties, lesdites lettres aient été impétrées dans la vue d'éloigner le jugement de la cause, qu'ils punissent et corrigent les impétrans selon qu'ils verront au cas appartenir.*

Ces divers règlements, si dignes d'attention, prouvent combien les progrès de la civilisation faisaient déjà reconnaître la nécessité de l'indépendance des tribunaux.

Quelque temps auparavant, les Gantois s'étaient soulevés contre Philippe, duc de Bourgogne, à cause de la gabelle à laquelle il avait voulu les soumettre. Ce prince avait gagné plusieurs batailles contre les insurgés : il les avait surtout battus à Rupelmonde (1452), où les historiens ont remarqué qu'avait péri, les armes à la main, l'aîné des quinze fils naturels de ce prince, et à Gavre, où les Gantois avaient perdu vingt mille hommes. Ces deux victoires avaient anéanti les forces des Flamands, et Philippe leur avait pardonné. Il voulut célébrer le retour de la paix par un tournoi, suivi d'un banquet dont les détails sont curieux pour l'histoire des mœurs : il donna ce banquet célèbre dans son palais de Lille; les divers services arrivèrent sur les tables dans des chariots descendus du plafond entr'ouvert. Un clerc parut sur un dromadaire, adressa aux convives un discours très-touchant, les exhorta à prendre les armes pour délivrer Constantinople, dont Mahomet II s'était emparé, et les remplit d'un si grand enthousiasme, qu'ils jurèrent *sur un faisan* et promirent aux dames de prendre les armes contre les musulmans. Le duc de Bourgogne prêta le même serment que les chevaliers; mais différentes circonstances firent évanouir leurs promesses.

Vers l'année suivante, un grand exemple apprit aux vassaux les plus puissants du royaume à soumettre à l'autorité des lois leur superbe indépendance.

Jean V, comte d'Armagnac et de Rouergue, possédait des domaines immenses : il descendait des duc d'Aquitaine, issus d'un frère de Dagobert; et par conséquent il venait de Clovis. Cette antique origine n'ajoutait pas peu à sa fierté; son orgueil rendait ses passions encore

plus impétueuses, et aucun obstacle ne lui paraissait pouvoir arrêter la violence de ses désirs : il osait vivre publiquement avec sa sœur Isabelle, l'une des plus belles princesses de l'Europe. L'opinion publique le dénonce; le pape Nicolas V lance les foudres ecclésiastiques contre les deux coupables. Isabelle est consternée; le comte est saisi d'effroi : il témoigne son repentir au monarque. Charles VII, qui n'a pas oublié ses services, demande au pape son absolution; le pontife l'accorde.

Le comte cependant ne peut vaincre sa passion criminelle : son égarement est au comble. Il demande à Nicolas une dispense pontificale pour qu'il puisse épouser sa sœur, dont il a des enfants. Le pape rejette sa prière avec indignation; mais le comte ne perd pas toute espérance : il obtient, à force d'argent, d'un référendaire du pontife de Rome et d'un notaire apostolique, une fausse bulle de dispense, la montre à sa sœur, calme ses remords, la conduit à l'autel, et force un de ses aumôniers à unir leurs mains incestueuses et sacriléges.

De nouvelles foudres sont lancées par le pape contre Jean et Isabelle. Charles VII adresse à d'Armagnac les exhortations paternelles les plus pressantes : rien ne peut déterminer le comte à dompter sa passion funeste ; il brave et les avis du monarque et toute la puissance du pontife suprême.

Son amour forcené paraissait satisfait; mais son ambition était bien loin de l'être. Philippe de Lévis, archevêque d'Auch, se démet de son siége en faveur de son neveu, avec le consentement du roi et du pape. D'Armagnac avait résolu depuis long-temps d'élever Lescur, son frère naturel, sur ce siége métropolitain, un des plus riches du royaume. Il prétend jouir du droit de régale, s'oppose à l'installation du nouveau prélat, oblige le chapitre à élire son frère, fait arrêter des com-

missaires chargés par le parlement de Toulouse d'informer contre ses violences, les renferme dans une étroite prison, ne leur permet de prendre aucune nourriture qu'après avoir crié trois fois *Vive d'Armagnac*, craint le ressentiment du roi de France, et, pour s'en garantir, traite avec les Anglais et veut leur faire recouvrer la souveraineté de la Guyenne.

Le comte de Clermont marche contre lui avec le maréchal de Lohéac, le comte de Dammartin et Pothon de Xaintrailles. Seize places fortes du comté d'Armagnac se soumettent sans résistance; Lectoure ne soutient que trois jours de siége. Le comte n'échappe qu'avec peine, traverse les Pyrénées avec ses enfants et leur malheureuse mère, et se retire en Arragon.

Charles VII ordonne au parlement de Paris d'instruire le procès du comte d'Armagnac, rappelle qu'il descend de mâle en mâle des rois d'Espagne et des anciens ducs d'Aquitaine. Sa mère, ajoute-t-il, est Élisabeth de Navarre, de la branche royale d'Évreux: il réclame les priviléges des princes du sang; le parlement le somme de comparaître; Charles VII lui accorde des lettres de sûreté; il paraît devant le parlement, qui déclare les lettres du roi subreptices, et le fait arrêter. On l'élargit néanmoins, à condition qu'il ne s'éloignera pas de plus de dix lieues de la capitale. Mais, redoutant une fatale condamnation, il se sauve, sort de France, et se dirige vers Rome. Isabelle s'était réfugiée dans un couvent de Barcelone. Le comte, déguisé, inconnu, seul, sans argent, sans secours, est obligé de mendier son pain sur sa route; et, pendant qu'il éprouve tous les maux de la misère, le parlement le bannit du royaume et confisque, au profit de la couronne, l'Armagnac, le Rouergue et tous ses autres domaines.

Les Anglais, avec lesquels il avait traité, l'abandonnèrent dans son malheur; ils étaient trop occupés de leurs

dissensions intérieures pour songer à d'Armagnac. Le rétablissement de la santé du roi d'Angleterre avait rendu à la reine et à Sommerset tout le crédit dont ils avaient joui dans le conseil du monarque. Les amis de la paix réunirent tous leurs efforts pour ménager au moins une réconciliation apparente entre le favori et le duc d'Yorck. Ce prince et le duc de Sommerset, cédant à leurs instances, consentirent à soumettre leurs différents à des arbitres; mais Sommerset ayant représenté à Henri qu'il n'avait été dépouillé du gouvernement de Calais que sur une accusation qui n'avait pas été prouvée, et qu'il n'était pas juste que son adversaire jouît de ses dépouilles avant que les arbitres eussent prononcé, le roi ôta au duc d'Yorck le commandement de Calais, quoique la commission de ce prince fût pour sept ans; et, sous le prétexte d'observer une exacte neutralité entre les deux contendants, se déclara gouverneur de la place.

Le duc d'Yorck, irrité de cette décision, s'éloigna d'une cour où il ne pouvait s'attendre qu'à des disgrâces, se retira dans le pays de Galles, se vit bientôt à la tête d'une armée d'autant plus redoutable que le nombre des mécontents s'accroissait chaque jour, et s'avança vers le roi, qui était sorti de Londres à la tête de ses troupes, pour lui livrer bataille. Ce prince et les comtes de Salisbury et de Warwick, qui étaient avec lui, écrivirent au monarque, protestèrent dans leur lettre de leur zèle et de leur attachement, demandèrent à se justifier devant leur souverain des calomnies de leurs ennemis, dénoncèrent la conduite des ministres, et réclamèrent le jugement de ces perfides conseillers. Ils adressèrent cette lettre si importante à Thomas Bouchier, nouvel archevêque de Cantorbéry, qui s'empressa de l'envoyer au roi par un messager particulier; mais elle fut interceptée par Sommerset et par Thomas Torpe, nommé récemment chancelier de l'échiquier.

Les insurgés rencontrèrent l'armée royale auprès de Saint-Albans; ils renouvelèrent leurs demandes : on les menaça du supplice des traîtres. Le comte de Warwick, qui commandait l'avant-garde du duc, ne peut contenir sa colère, et attaque l'armée de Henri avec tant de fureur que tous les efforts de Sommerset ne peuvent l'empêcher de plier. D'Yorck la charge en flanc avec impétuosité, et la déroute des royalistes est complète. Cinq mille hommes de l'armée du roi restent sur le champ de bataille; et, parmi ces victimes d'une ambition aussi coupable, on voit les cadavres du favori lui-même, du comte de Northumberland, du comte de Strafford et de plusieurs autres chefs des troupes du monarque. Ce malheureux prince, auquel de funestes conseillers avaient caché la vérité avec une constance si perfide, avait reçu un coup de flèche dans le cou. Aucun de ses soldats ne reste auprès de lui. Abandonné de tous les siens, il se sauve dans une petite maison : les vainqueurs l'investissent. Le duc d'Yorck et ses amis accourent, se jettent aux genoux du monarque. « L'ennemi de la patrie, disent-» ils, vient de cesser de vivre; entièrement dévoués à » votre service, sire, nous sommes prêts à obéir aux » commandements de votre majesté. — Faites cesser le » carnage, » répond le monarque qui se rassure. Le duc ordonne qu'on sonne la retraite, arrête par une proclamation toute effusion de sang, et, avec ses confédérés, accompagne le roi qui rentre dans sa capitale.

Le parlement se réunit : Henri déclare qu'il regarde Yorck, Salisbury et Warwick comme de fidèles sujets. Leur conduite est justifiée par les deux chambres. « La » nation, prononcent-elles par un bill solennel, a été » mal gouvernée par la reine et le duc de Sommerset. » Ce lord a abusé de la confiance du roi; les malheurs » de la bataille de Saint-Albans doivent lui être attri-» bués; elle n'aurait pas eu lieu, si la lettre adressée à sa

» majesté n'avait pas été interceptée par lui et par ses » adhérents. Le duc de Glocester a été accusé injuste- » ment; toutes les aliénations des domaines de la cou- » ronne, faites depuis le règne de Henri, sont révoquées; » et sa majesté ne pouvant, à cause de son indisposition, » s'occuper des affaires publiques, elle est suppliée de » nommer un protecteur. »

Cette demande est repétée plusieurs fois. Le roi déclare enfin par des lettres-patentes que, s'étant déterminé, d'après le vœu des deux chambres, à nommer un protecteur, il confère cette place éminente au duc d'Yorck, jusques au moment où le parlement l'en déchargera, ou jusques à l'époque où le jeune prince de Galles aura atteint l'âge de raison (1455).

Le nouveau protecteur paraissait ne s'occuper que de mériter de plus en plus la faveur de la nation; mais le caractère indomptable de la reine ne devait pas laisser jouir en paix de l'autorité suprême et des plus grandes espérances, un ennemi qui réunissait des qualités si éminentes et les droits les plus grands à la couronne d'Angleterre. Henri, nouveau duc de Sommerset, brûlait du désir de venger la mort de son père, et le duc de Buckingham celle de son fils le comte de Strafford. Les princes et les lords attachés à la maison de Lancastre croient voir, comme Buckingham et Sommerset, que le duc d'Yorck est près de saisir la couronne dont il exerce le pouvoir; ils assurent la reine qu'ils sont près de servir sa cause; et, pendant qu'ils méditent le plan d'attaque contre le protecteur, la santé du roi se rétablit de nouveau (1456). La reine et ses adhérents saisissent avec empressement une circonstance qu'ils croient si favorable.

Henri paraît au parlement; il déclare, du haut de son trône, qu'il jouit d'une santé parfaite. « Je puis reprendre, ajoute-t-il, les rênes du gouvernement; le » royaume n'a plus besoin d'un protecteur; je désire, en

» conséquence, que les chambres déchargent le duc » d'Yorck de la grande et pesante dignité que je lui ai » conférée dans le temps. » Le parlement consent à la proposition du monarque; il ordonne au duc de s'abstenir des fonctions du protectorat.

Yorck cède à la nécessité, et se retire dans ses domaines.

Un grand tumulte s'élève dans la capitale. Le prétexte de ce mouvement est une querelle survenue entre un Anglais et un marchand italien. La reine ne doute pas qu'il n'ait été excité par les partisans du duc; elle ne croit pas les jours du roi en sûreté dans la capitale; elle suppose qu'il a besoin de changer d'air; elle l'emmène à Coventry, où elle croit que les mécontents ont moins de partisans que dans Londres; et elle forme le projet hardi de faire arrêter le duc et tous les lords qui se sont retirés du conseil. Le roi, qui ne cesse d'obéir aveuglément à Marguerite, leur écrit de sa main des lettres perfides. Il les invite à venir à la cour; il a besoin de leurs conseils, leur dit-il, pour une affaire de la plus haute importance. Ces lettres les trompent: ils se persuadent que le roi a enfin ouvert les yeux sur la conduite de la reine et des ministres. Il souhaite réellement leur secours pour réformer le gouvernement. Ils partent pour Coventry; mais à peine sont-ils en route que leurs amis les instruisent des projets de la reine. Le duc d'Yorck se réfugie dans ses terres sur les frontières du pays de Galles, le comte de Salisbury dans les siennes, et le comte de Warwick à Calais, dont il était gouverneur depuis la bataille de Saint-Albans.

La reine apprend, cependant, qu'une escadre française a pillé la ville de Sandwich; qu'une autre escadre de la même nation a ravagé une partie du comté de Cornouailles, et que des corps de troupes écossaises sont entrés dans les comtés septentrionaux de l'Angleterre, et y ont fait un

butin immense. Heureusement pour elle, pour son parti et pour un royaume où tant de dissensions pouvaient à chaque instant se rallumer avec force, les Français se rembarquèrent bientôt pour le continent, et elle parvint à faire une nouvelle trève avec le roi Jacques d'Écosse (1457).

Comment en effet la France aurait-elle pu, à cette époque, entreprendre une grande invasion dans la Grande-Bretagne ? Charles VII était environné d'un trop grand nombre de mécontents secrets, que tant de circonstances pouvaient porter à relever les étendards de la révolte. Le dauphin avait levé des troupes dans le Dauphiné, sous prétexte d'obliger le duc de Savoie, son beau-père, à lui rendre des hommages que ce duc lui refusait. « Éloignez » de vous, lui écrivit le roi, de mauvais conseillers qui » vous égarent; et venez à ma cour reprendre la place » que votre naissance vous a donnée. — Tant que vous ne » renverrez pas dans leurs terres, lui répondit le dau- » phin, mes ennemis personnels, je ne pourrai me ren- » dre auprès de vous sans risquer de perdre ma liberté. »

Le roi, irrité contre son fils, ordonne de le poursuivre. Louis se sauve dans les états du duc de Bourgogne, qui, trop puissant pour craindre son suzerain, reçut le dauphin avec les plus grands honneurs, lui donna un beau château, une pension de 6,000 livres, et écrivit au monarque en faveur de ce prince. Charles VII n'osa pas se plaindre de la conduite du duc de Bourgogne; il se borna à blâmer dans sa réponse celle de son fils, et à renforcer les garnisons les plus voisines des états de celui qui avait donné asile au dauphin.

Bientôt une nouvelle conjuration éclata. Le duc d'Alençon, un des plus ardents provocateurs de la *praguerie*, était à la tête de la rébellion. Le roi le fit arrêter: on le renferma en Bourbonnais, dans le château de Chanselle, et on commença l'instruction de son procès.

Quelle douleur profonde n'éprouva pas le monarque en découvrant, par cette instruction, que des princes ses parents, et des seigneurs dont il ne se serait pas défié, avaient conspiré contre lui, et que peut-être son fils avait été victime de leur crime ! La procédure fut réglée d'après celle qu'on avait adoptée sous Philippe de Valois, lors du procès du comte d'Artois, prince du sang royal. Le roi réunit les pairs à Montargis, et ensuite à Vendôme, à cause d'une maladie que l'on regarda comme contagieuse. D'Alençon comparut devant eux, assis sur une *escabelle* très-basse. Son ambition, sa jalousie contre le comte du Maine, dont le crédit s'accroissait chaque jour, l'avaient rendu coupable; et, dans le délire de la passion la plus aveugle, il était devenu traître à sa patrie comme rebelle à son roi. Sa correspondance avec les Anglais avait été livrée au monarque par ceux même qu'il avait chargés de porter ses lettres en Angleterre. Il pressait les Anglais, sous peine d'être regardés comme des lâches, de faire une invasion en Guyenne pendant que la soumission des habitants de cette province à la France était encore peu affermie. Il devait leur livrer les places qu'il possédait en Normandie, lever des troupes pour les aider, les guider dans leurs attaques : il ne demandait, pour prix de sa perfidie, qu'un duché en Angleterre et quelques terres dans le Maine.

On avait aussi découvert que ce prince, aussi insensé que criminel, était un de ces conseillers secrets qui excitaient la haine du dauphin contre son père.

Il avait une éloquence naturelle remarquable : il voulut se défendre lui-même; et le discours qu'il prononça est d'autant plus curieux qu'il rappelle les idées féodales et nobiliaires qui régnaient encore, à cette époque, sur l'importance et la prétendue valeur des diverses conditions. « Quelles preuves, dit-il, apporte-t-on contre moi? On » cite des témoins et des écrits : les témoins ne sont que

» des valets et des gens du néant. Ils n'ont pas l'effron-
» terie de se paraître devant moi ; mais quand ils se
» montreraient, leur foi est-elle comparable à la mienne?
» et ma simple dénégation n'aurait-elle pas plus de
» poids que tous leurs serments? Quant aux lettres,
» elles viennent des mêmes gens et ne méritent pas plus
» de créance, elles ne sont ni de mon écriture, ni si-
» gnées de ma main, ni scellées de mon sceau. — Et vous,
» s'écria-t-il ensuite, en quelque endroit que vous soyez,
» ô mon roi et mon souverain juge ! que ne voyez-vous
» l'état où m'ont réduit les ennemis de votre bonté et de
» mon innocence ! Je réponds ici sur la sellette, sans cein-
» ture militaire et sans épée. Ah ! ce n'est pas en cet état
» que j'ai combattu tant de fois pour votre majesté ! ce
» n'est pas en cet état que j'ai traversé les bataillons enne-
» mis à la bataille de Verneuil. Et véritablement, quand
» je me vois ainsi dépouillé de gloire, il me souvient de
» la captivité que je souffris ensuite pour le même sujet.
» Mais j'en sortis glorieux et considéré de votre majesté;
» elle m'honora du commandement de ses armées, bien
» que j'eusse à peine l'âge de vingt ans; il lui plut de
» prendre l'ordre de chevalerie de ma main avant de se
» faire sacrer ; j'aidai à lui poser la couronne sur la
» tête. »

Cependant, lorsque d'Alençon vit que l'authenticité de ses lettres était constatée, il avoua tout ; et ses avocats se réduisirent à demander sa grâce, en considération de ses services. Toutes les formalités furent observées avec la plus grande rigueur. La cour des pairs condamna le duc d'Alençon à mort. Le roi parut d'abord inflexible; mais, sollicité par tous ceux qui l'entouraient, il accorda la vie au condamné, le fit enfermer dans le château de Loches, réunit le duché d'Alençon à la couronne et donna à la duchesse tous les autres biens que son époux avait possédés.

Le duc de Bourgogne ne parut pas à la cour des pairs, qu'on nommait aussi *lit de justice* du roi, parce que les principes de droit public, relatifs à la division des pouvoirs et à l'indépendance des juges, étaient encore trop peu connus pour que le monarque ne se crût pas chargé du dépôt de la justice suprême, et ne présidât pas presque toujours la cour des pairs. Ce duc de Bourgogne, dont la puissance ne rivalisait que trop avec celle de son souverain, avait été mandé comme les autres pairs du royaume; mais il se prépara à partir pour Montargis avec une si forte escorte, que le roi se hâta de le dispenser d'y paraître (1458). Philippe ne croyait pas que le roi de France lui témoignât assez de reconnaissance pour le grand service qu'il lui avait rendu en se séparant des Anglais; et Charles ne voyait qu'avec peine son fils trouver un asile dans la cour d'un prince son sujet, et qui néanmoins voulait et pouvait marcher son égal. Le dauphin fit venir à Bruxelles Charlotte de Savoie, son épouse. Le duc de Bourgogne donna à cette princesse une pension de 36,000 livres; elle accoucha d'un prince. Le dauphin en informa son père; mais le roi se plaignit vivement du silence que l'on avait gardé avec lui sur la grossesse de sa belle-fille.

Le duc cependant déployait dans la Flandre la plus grande magnificence: il avait fait dans la ville de Gand une entrée pompeuse; et, ce qui prouve combien de richesses le commerce avait accumulées dans cette ville fameuse, c'est que, lors de cette entrée, un Gantois fit couvrir de lames d'argent les toits de sa maison.

L'année suivante, l'ignorance et le fanatisme allumèrent d'affreux bûchers dans une autre partie des états du duc de Bourgogne. Un bruit sinistre se répandit tout d'un coup dans l'Artois: le pays, disait-on, était rempli de *vaudois* ou *sorciers*. Plusieurs malheureux, accusés de cette prétendue sorcellerie, furent traduits

devant les juges d'Arras ; on leur fit subir une torture cruelle; la violence des douleurs leur arracha des aveux d'après lesquels ils furent livrés aux flammes et leurs biens confisqués (1459). Cette horrible persécution continua. Un Beaufort fut arrêté; ses enfants appelèrent au parlement de Paris des poursuites dirigées contre leur père ; le parlement eut le noble courage de revoir tous les procès intentés aux prétendus sorciers; il les examina avec l'attention et l'impartialité les plus dignes de juges suprêmes de la France, d'intègres dispensateurs de la justice, de zélés protecteurs de l'innocence opprimée; et, après un long examen, il déclara, par un arrêt solennel dont tous les amis de la justice et de l'humanité conserveront à jamais le souvenir, qu'il y avait eu abus dans les procédures, réhabilita la mémoire des suppliciés, condamna les juges à une amende, et ordonna qu'on prendrait sur leurs biens une somme de 1500 livres, afin de fonder une messe pour le repos des âmes de ceux qu'ils avaient fait supplicier (1461).

Pendant cet orage de l'Artois, l'Angleterre avait joui de quelques moments de calme. La reine Marguerite avait paru disposée à se prêter à un accommodement avec le duc d'Yorck et ses amis. Le duc avait écouté des ouvertures de réconciliation avec la reine, faites par l'archevêque de Cantorbéry et par d'autres prélats : il avait promis de se rendre à Londres et d'y ramener ses partisans. Le roi avait consenti à les voir arriver dans la capitale avec une suite nombreuse et armée. Leurs antagonistes, Sommerset, Exeter, Northumberland et Clifford avaient aussi réuni pour leur défense un assez grand nombre d'hommes armés ; et le lord maire, à la tête de cinq mille hommes, veillait à la sûreté de Londres et au maintien de la tranquillité publique (1458). Des conférences furent ouvertes et suivies d'un traité ; les deux partis promirent de vivre à l'avenir en parfaite

amitié; on fonda des messes pour les âmes de ceux qui avaient péri à Saint-Albans; le duc d'Yorck, ainsi que ses amis, rentrèrent au conseil; une procession solennelle se rendit à Saint-Paul; le roi et la reine y assistèrent; le duc d'Yorck donna la main à cette princesse, et tous les seigneurs réconciliés se donnèrent de grandes marques d'estime et d'affection.

Quelque confiance néanmoins que la reine témoignât au duc d'Yorck, il ne pouvait se persuader qu'elle fût sincère : il avait sans cesse présents à son esprit les efforts qu'elle avait faits pour l'attirer dans un piége; il ne put résister à ses soupçons. Il se retira de la cour et se rendit à Yorck avec Salisbury ; Warwick partit pour Calais. Rencontrant dans son passage quelques vaisseaux de Gênes et de Lubeck, et ces bâtiments ayant refusé de rendre au pavillon anglais les honneurs qu'il exigea, il en coula plusieurs à fond et s'empara des autres. Les deux républiques se plaignirent à Henri VI : Warwick fut mandé à Londres pour rendre compte de sa conduite. Pendant qu'il assistait à une séance du conseil, un domestique de sa suite eut une querelle très-vive avec un de ceux du roi, et lui fit une blessure assez grave. Les camarades du blessé prirent aussitôt les armes; et le domestique du comte étant parvenu à se sauver, ils osèrent attaquer le comte lui-même, qui sortait du conseil, et tuèrent sous ses yeux plusieurs personnes de sa suite. Le comte n'échappa qu'avec beaucoup de peine, apprit que le roi avait donné l'ordre de l'arrêter, ne douta pas que la reine n'eût voulu le faire périr, et se retira auprès de son père, le comte de Salisbury, qui partagea son ressentiment.

Le duc d'Yorck leva des troupes dans le pays de Galles; Salisbury rassembla cinq ou six mille soldats; la reine s'empressa de conduire le monarque dans plusieurs comtés, où son esprit, ses charmes et l'affabilité qu'elle

s'efforça de montrer lui donnèrent un grand nombre de nouveaux partisans; lord Audeley, d'après ses ordres, marcha à la tête de dix mille hommes pour empêcher la jonction de Salisbury avec le duc d'Yorck. Il rencontra Salisbury auprès de Bloreheat sur les confins des comtés de Stafford et de Shrop. Un ruisseau séparait les deux troupes. Salisbury, dont la petite troupe était bien inférieure à celle d'Audeley, feignit de se retirer; son adversaire ordonna à ses soldats de traverser le ruisseau; mais à peine une partie de sa troupe fut-elle passée que Salisbury, revenant sur ses pas avec rapidité, tomba sur l'armée d'Audeley, qui fut entièrement défaite et perdit son général (1459).

Les vainqueurs effectuèrent sans obstacle leur jonction avec le duc d'Yorck. Mais combien le sort des armes est inconstant! La reine, développant son grand caractère, rassemble de nouvelles troupes à Coventry; Warwick amène à son père une partie de la garnison de Calais, commandée par sir André Trollop, qui jouissait d'une grande réputation parmi les militaires. L'armée royale marche vers Glocester; Henri, ou plutôt Marguerite, fait offrir une amnistie aux insurgés: ils demandent des sûretés pour une promesse dont ils se méfient. La reine affecte une grande sécurité, ôte à Warwick le gouvernement de Calais, le donne à Sommerset, et présente la bataille aux mécontents: ils écrivent qu'ils ne demandent que la réformation des abus. La reine, hardie politique, croit voir dans leur espèce de soumission l'effet de la peur; elle fait annoncer la bataille pour le lendemain matin; et néanmoins on répand dans le camp des insurgés une proclamation qui assure le pardon à tous ceux qui mettront bas les armes. Les mécontents étonnés se persuadent que la reine ne montre cette grande fermeté que parce que son armée est très-forte; un trouble soudain s'empare d'eux: ils se

dispersent en grand nombre. Trollop s'aperçoit, dit-il, pour la première fois, que le duc d'Yorck veut s'emparer de la couronne : il déserte, pendant la nuit, avec la troupe qu'il commande; plusieurs insurgés suivent son exemple; beaucoup d'autres cherchent, avant le jour, leur salut dans la fuite. Le duc d'Yorck, abandonné des siens, se retire en Irlande avec son second fils le comte de Rutland; Warwick, Salisbury et le comte de La Marche, fils aîné du duc d'Yorck, se hâtent de regagner Calais; les officiers et les soldats qui n'ont pas quitté le camp se soumettent à la clémence du monarque. Quelques-uns sont mis à mort, les autres renvoyés; et le parlement, qui se réunit sous l'influence du roi victorieux, déclare le duc d'Yorck et ses adhérents coupables de haute trahison, déchus de leurs domaines et incapables de recevoir aucun héritage, ainsi que leurs descendants jusques à la quatrième génération.

Sommerset, après tous ces succès, débarque à Guisnes avec un corps de troupes pour aller s'emparer de Calais. Warwick était si aimé de la nation anglaise que, lorsque Sommerset est descendu à terre avec ses soldats, les marins anglais conduisent à Calais les vaisseaux qui ont amené le favori de la reine. Warwick fait équiper ces vaisseaux; sir Jean Denham en prend le commandement, et va dans le port de Sandwich s'emparer d'une flotte qui n'attendait qu'un vent favorable pour conduire des renforts à Sommerset. Il la prend d'autant plus facilement que les matelots de cette flotte royale favorisent son entreprise. Denham revient à Calais avec ces vaisseaux; Warwick conduit lui-même en Irlande tous les bâtiments dont il peut maintenant disposer, se concerte avec le duc d'Yorck, revient vers Calais, et rencontre une nouvelle flotte commandée par le duc d'Exeter, nommé amiral à sa place. Exeter veut l'attaquer; mais ses matelots et ses soldats refusent de combattre leur

ancien général : Exeter se sauve à Darmouth, où la plupart de ceux qu'il commande désertent leurs pavillons, parce qu'ils ne reçoivent ni solde ni subsistances (1460).

. La reine sent la grandeur du danger qui la menace; mais sa présomption l'aveugle; son audace la trompe sur sa force réelle : elle ne voit pas combien, par un système de rigueur, elle va jeter les mécontents dans le désespoir le plus dangereux; elle charge des commissaires d'aller dans les divers comtés du royaume punir ceux qui avaient porté les armes pour le duc d'Yorck et pour ses adhérents. L'alarme se répand dans toute l'Angleterre. Les habitants du comté de Kent, qui ont montré tant d'attachement pour la cause d'Yorck, ne croient pouvoir éviter leur perte que par une résolution vigoureuse : ils envoient des députés à Calais. L'habile et courageux Warwick avait pillé Sandwich, pris un corps de troupes rassemblé dans cette ville, fait prisonnier sir Simon Montfort, qui le commandait, et emmené à Calais les vaisseaux réunis dans le port.

Il revient bientôt à Sandwich avec le comte de La Marche et le comte de Salisbury. Un grand nombre d'habitants de plusieurs comtés se réunissent à ses soldats; l'archevêque de Cantorbéry et plusieurs autres lords viennent le joindre. Il avait déclaré dans un manifeste qu'il n'avait pris les armes, ainsi que ses amis, que pour délivrer le peuple de l'oppression sous laquelle il gémissait, et lui rendre ses libertés. A mesure qu'il avance vers Londres, des citoyens accourent de tous les côtés, et se rangent sous ses enseignes : il paraît sous les murs de la capitale avec plus de quarante mille hommes, et y fait une entrée triomphale au milieu des plus vives acclamations, malgré les menaces de lord Scales, qui s'était jeté dans la Tour, et voulait en faire tirer le canon contre la ville.

La reine part de Coventry avec l'armée royale qu'elle commande elle-même : elle a avec elle Henri VI, le duc de Sommerset et celui de Buckingham. Warwick et le comte de La Marche laissent Salisbury à Londres, partent à la tête de vingt-cinq mille hommes, et rencontrent auprès de Northampton l'armée royale, bien plus forte que la leur. Ils envoient un évêque au roi pour le supplier de se joindre à eux, de redresser les torts dont se plaint la nation, et d'éviter l'effusion du sang; ils ne reçoivent aucune réponse, se préparent au combat, ordonnent qu'on respecte la personne du roi, qu'on épargne le sang des soldats, mais qu'on ne fasse aucun quartier aux officiers; et le comte de La Marche se rend au centre, Warwick à la droite, et lord Cobbam à la gauche.

Du côté des royalistes, la reine se place de manière à pouvoir observer tous les événements et donner les ordres nécessaires : le roi, ou plutôt le fantôme de monarque, reste enfermé dans sa tente.

L'action s'engage avec fureur; elle durait depuis plusieurs heures, lorsque le lord Grey de Ruthwin, qui commandait une partie considérable de l'armée royale, abandonne Henri, et se joint aux insurgés. La consternation saisit les autres troupes du roi; elles sont mises en déroute et taillées en pièces. Le duc de Buckingham et plusieurs autres lords tombent morts sur le champ de bataille; la reine s'enfuit avec le jeune prince de Galles et le duc de Sommerset. Elle ne s'arrête qu'à Durham, se retire secrètement dans le pays de Galles, et, peu de temps après, se réfugie en Écosse, dont le roi Jacques II avait rompu la trêve dans l'espérance de profiter des terribles discordes de l'Angleterre.

Les vainqueurs s'emparent de la personne du malheureux monarque, le traitent avec le plus grand respect, et le conduisent à Londres. La Tour, mal approvisionnée, est obligée de se rendre; lord Scales se déguise en vain

pour s'échapper par eau : on le reconnaît, et les matelots le massacrent. Le parlement est convoqué; Henri assiste à l'ouverture de la session; on casse tout ce qui a été fait dans le dernier parlement tenu à Coventry, sous le prétexte qu'il avait été convoqué indûment; que plusieurs de ses membres n'avaient pas les qualités nécessaires pour y siéger, et qu'ils n'avaient agi que pour la ruine du royaume.

Le duc d'Yorck, accouru d'Irlande, se rend à la chambre des pairs; il reste pendant quelque temps sous le dais, la main posée sur le trône; l'assemblée garde un profond silence; l'archevêque de Cantorbéry s'avance, et lui demande s'il est allé présenter ses respects au roi. Le duc rougit; et, après avoir été un moment sans répondre, « Je ne connais personne, dit-il, à qui je doive » ces respects. »

Il se retire dans sa maison, et envoie dès le lendemain au parlement un écrit dans lequel il expose ses droits à la couronne, demande que son avocat soit entendu, et réclame la justice des chambres. Les lords ne permettent la lecture de cet écrit qu'après de longs débats, et communiquent cette requête au monarque. Henri ordonne à ses *juges*, *sergents* et *procureurs* d'examiner les prétentions du duc d'Yorck. Ils refusent d'opiner sur des objets aussi supérieurs à leurs attributions ordinaires. Les pairs leur prescrivent de défendre les droits du roi, garantissent la plus grande liberté dans la discussion, et déclarent qu'aucune opinion ne pourra jamais être reprochée à aucun pair du royaume. « Henri, dit l'avocat du duc » d'Yorck, ne descend que de Jean, duc de Lancastre, et » le duc d'Yorck vient du frère aîné de ce Jean de Lio» nel d'Anvers, duc de Clarence. — Comment se fait-il, » répondent les procureurs du monarque, que, lorsque » le grand-père de Henri VI, comte de Derby, duc d'He» reford et fils du duc de Lancastre, est monté sur le

» trône sous le nom de Henri IV, personne n'a prétendu
» lui disputer son sceptre? — Edmond Mortimer, comte
» de La Marche, petit-fils et héritier par sa mère Phi-
» lippine de Lionel, duc de Clarence, ne pouvait, répli-
» que-t-on, réclamer ses droits au trône sans courir le
» risque de perdre la vie. Son silence ne peut pas être
» regardé comme une reconnaissance des droits d'un
» usurpateur. — Mais c'est du parlement que Henri IV,
» le grand-père de Henri VI, a reçu la couronne.
» — C'est aussi du parlement que Richard, duc d'Yorck,
» la réclame. Si les chambres ont eu de fortes raisons
» pour priver du diadème l'héritier légitime, elles ont
» maintenant les plus puissants motifs pour rendre jus-
» tice au duc d'Yorck. — Richard II a abdiqué en fa-
» veur des Lancastre. — Son abdication n'était relative à
» personne, pas même à Henri IV : d'ailleurs un roi
» prisonnier et qui va être déposé a-t-il le pouvoir de se
» choisir un successeur ? — Le comte de Cambridge,
» père du duc d'Yorck, a été exécuté comme coupable de
» haute trahison; et sa postérité a été privée de tout
» droit de succession. — Henri VI lui-même a rétabli
» le duc d'Yorck dans tous ses honneurs, lui a rendu
» tous ses droits de succession, l'a reconnu duc d'Yorck
» et comte de La Marche. — Depuis plus de soixante
» ans la maison de Lancastre possède la couronne. — Les
» droits naturels sont inaltérables, et ne peuvent s'éva-
» nouir par aucune prescription. — Henri VI a régné
» trente ans. Sa conduite a toujours été innocente et ir-
» réprochable. Combien il serait cruel de le dépouiller
» de la royauté! — Henri est incapable de régner par
» lui-même. Le pouvoir ne serait qu'entre les mains de
» la reine et de ministres corrompus. »

Cette discussion solennelle est soutenue avec beaucoup d'habileté; elle dure plusieurs jours. On convient enfin d'un arrangement qui peut prévenir les malheurs insé-

parables d'une révolution totale, et qui montre quel respect on avait pour ceux qui avaient porté la couronne, même par une usurpation. Le parlement décide à l'unanimité que Henri VI jouira de la royauté pendant toute sa vie, et que le duc d'Yorck sera son successeur. Le chancelier porte au roi cette résolution. Un acte du parlement, que l'on proclame avec pompe, porte que le duc d'Yorck, malgré son droit incontestable au trône, consent à voir Henri en jouir pendant toute sa vie, et promet de lui prêter serment comme à son souverain légitime; mais que si Henri viole cette convention, de quelque manière que ce soit, la couronne appartiendra à l'instant au duc d'Yorck ou à ses héritiers légitimes. Le roi se rend en cérémonie à l'église de Saint-Paul; la couronne royale est sur sa tête : le duc d'Yorck est auprès de lui.

Henri, dont la faiblesse s'accroissait chaque jour, semblait supporter sans chagrin le grand changement survenu dans sa situation. Peu affecté, au moins en apparence, des malheurs de sa famille, il n'était occupé que de ses exercices de dévotion. Le duc l'engage à signer un écrit qui ordonne à la reine de revenir à Londres; il espérait qu'elle ne s'y conformerait pas, et que sa désobéissance pourrait autoriser les mesures qu'il méditait contre cette princesse.

Marguerite, bien loin d'être abattue par l'infortune de son mari, était revenue en Angleterre avec son fils, le jeune prince de Galles. La plus vive tendresse pour cet enfant se joint à son ambition excessive. Son audace s'en accroît : elle connaît l'esprit de son siècle et les mœurs du peuple anglais; elle fait répandre le bruit que les habitants des comtés septentrionaux qui se rangeront sous ses bannières auront le droit de piller tous les comtés situés au midi de la rivière de Trent; elle parvient à réunir dix-huit mille hommes.

Le duc d'Yorck, instruit du retour de Marguerite, avait marché contre elle, à la tête de quatre ou cinq mille hommes, et ordonné à son fils, le comte de La Marche, de conduire le reste de ses troupes dans le pays de Galles, de les y faire rafraîchir et de le joindre ensuite dans les comtés septentrionaux. Avec quelle surprise il apprend, dans le comté d'Yorck, que Marguerite a pu assembler une armée nombreuse, et s'avance contre lui! Il se jette dans son château de Sandal, où il espère de se défendre contre la reine, qui n'a pas d'artillerie, jusques à l'arrivée de son fils. La reine affecte de continuer sa route vers le midi, cache la plus grande partie de ses soldats derrière une vaste éminence, et adresse au duc les provocations les plus insultantes. Le prince, manquant de provisions selon les uns, croyant, suivant les autres, qu'on l'a trompé sur le nombre des troupes de Marguerite, et ne pouvant résister à un désir ardent de satisfaire sa haine et de venger ses outrages, fait la faute énorme de sortir de la forteresse et de charger l'armée de la reine avec impétuosité. Le nombre des soldats de Marguerite l'emporte sur le courage et l'habileté du duc; les troupes que la reine avait placées en embuscade se jettent sur l'arrière-garde du prince : l'armée d'Yorck est mise en déroute. Le duc reçoit la mort en combattant vaillamment à pied : un grand nombre d'officiers et près de trois mille soldats tombent sur le champ de bataille. Lord Clifford massacre de sang froid et après le combat Edmond Plantagenet, comte de Rutland et second fils du duc d'Yorck. Le comte de Salisbury est amené blessé devant les vainqueurs; il est décapité, et sa tête est exposée sur les murs de la ville d'Yorck avec celle du duc, sur laquelle Clifford place par dérision un diadème de papier.

Cette bataille, à laquelle on a donné le nom de Wakefield, petite ville voisine de Sandal, paraissait devoir

rétablir les affaires de la reine. Mais les passions de Marguerite étaient trop vives et trop impérieuses pour qu'elle pût profiter de ce succès inattendu. Elle s'avançait vers Londres, lorsqu'elle apprit qu'Édouard, comte de La Marche, bien loin d'être découragé par la défaite et la mort de son père, ne respirait que vengeance, et venait à sa rencontre, à la tête de vingt-trois mille hommes : elle charge Gaspard Tudor, comte de Pembroke, et Jacques Butler, comte d'Ormond, de s'opposer aux efforts d'Édouard; ils le rencontrent près de la croix de Mortimer dans le comté d'Hereford. Édouard les met en fuite, leur tue près de quatre mille hommes, et, par une de ces terribles représailles, les plus grands des fléaux des guerres civiles, il fait trancher la tête à neuf officiers et à Owen Tudor, qui avait épousé Catherine de France, veuve du roi Henri V et mère de Henri VI (1461).

Le comte de Warwick était resté à Londres; il sort de la capitale avec le peu de troupes qu'on lui avait laissé; il conduit le roi avec lui; et un corps de Londonais veut marcher sous ses enseignes pour préserver la capitale du pillage dont la menaçaient les soldats de la reine, déjà fameux par leurs rapines et leurs violences.

C'est auprès de Saint-Albans qu'il attaque l'armée de Marguerite. La victoire allait se déclarer pour lui, lorsque lord Lovelace, qui commandait une aile, se retire, met le centre à découvert, et donne l'avantage aux troupes de la reine. Warwick, en grand capitaine, rallie ses troupes, et fait une belle retraite; mais il a perdu deux mille hommes, et la reine a délivré le roi.

Cet événement est un de ces exemples mémorables de la facilité avec laquelle, dans les discordes civiles, les plans les mieux concertés, les précautions les plus sages, les mesures les plus habiles, sont détruits par une trahison imprévue.

La défection de Lovelace et la victoire de Saint-Albans furent cependant bien moins utiles à la reine que ses ennemis ne l'avaient craint. Elle ne s'approcha pas de Londres dans le moment où ses succès auraient pu lui en faire ouvrir les portes. Ses soldats avaient ravagé une si grande étendue de pays que la disette commençait de se faire sentir dans son camp. Elle demanda des vivres au lord maire de la capitale, qui n'osa pas la refuser. Plusieurs chariots furent chargés de munitions; mais la populace les pilla. « Nous ne devons pas, s'écriait-on, » nourrir une armée qui vient pour nous enlever ce » qui nous appartient. » Un corps de troupes de Marguerite voulut forcer une entrée de Londres : il était trop tard; il fut vivement repoussé.

On annonce à la reine que le comte de La Marche et Warwick ont réuni leurs forces, et s'avancent vers la capitale; elle se retire vers les comtés du Nord. La Marche arrive à Londres; son affabilité et les grâces de sa personne l'avaient rendu cher au peuple; il est accueilli par les plus vives acclamations; le comte de Warwick ne craint pas de tenter une entreprise décisive; il range son armée en bataille près des murs de la ville; une multitude immense se rassemble autour des soldats; Warwick lit à haute voix l'acte du nouveau parlement relatif à la couronne. « Henri, ajoute-t-il avec force, a » manqué à ses engagements; d'après la loi, il a perdu » la royauté; le trône appartient à Édouard Plantagenet, » seul et légitime héritier des Mortimer, et de Lionel, » duc de Clarence. Voulez-vous que Henri de Lancastre » continue de régner sur vous? — Non, non, s'écria-t-» on de toutes parts. — Voulez-vous reconnaître Édouard » d'Yorck pour votre souverain? — Oui, oui, » répondent et le peuple et l'armée, au milieu des signes les plus éclatants du plus grand enthousiasme.

Les pairs ecclésiastiques, les pairs séculiers, tous les

magistrats, tous les chevaliers qui se trouvent dans la capitale se hâtent de se réunir; Édouard leur rappelle et les droits de sa naissance, et le bill du parlement. L'assemblée déclare à l'unanimité que Henri a violé la convention solennelle faite avec le dernier duc d'Yorck, qu'il est déchu de la couronne; qu'elle appartient à Édouard Plantagenet, comte de La Marche. On présente le diadème à Édouard: « Je ferai tous mes efforts, dit-il, » avec l'aide de Dieu, pour que rien ne manque au bon- » heur du peuple anglais. » Le lendemain, il va à Saint-Paul; tient à la main le sceptre de saint-Édouard; s'assied dans la chaire royale. « Le peuple, demande l'archevê- » que de Cantorbéry à haute voix, reconnaît-il Édouard » pour son souverain? — Oui, oui, » s'écrie-t-on avec transport. Les pairs et les nobles rendent hommage au nouveau monarque; il est proclamé roi, sous le nom d'Édouard IV (1461).

La reine, cependant, avait rassemblé soixante mille hommes; Édouard marche pour la combattre: il arrive à Pontefract; le lord Fitz Walter s'empare du passage de Ferrybridge, sur la rivière d'Aire; le duc de Sommerset commandait l'armée de la reine et de Henri; lord Clifford, qu'il détache, surprend les yorckistes, et, après un combat opiniâtre, leur enlève le passage de Ferrybridge: Warwick, alarmé de la perte de ce poste important, vole auprès d'Édouard; son émotion est extrême; il tue son cheval; il baise la garde de son épée qui représente une croix: « Toute l'armée vous abandonnât-elle, » sire, dit-il avec une exaltation extraordinaire, je res- » terai seul, et je répandrai jusques à la dernière goutte » de mon sang pour la défense de votre majesté. » Le jeune Édouard montre le plus noble caractère: « Tous » ceux qui craindront de rester auprès du roi, porte » une proclamation royale, ont la liberté de se retirer; » des récompenses attendent ceux qui rempliront fidè-

» lement leur devoir : on n'accorderait aucune grâce à
» ceux qui fuiraient dans la bataille. »

Édouard ordonne à lord Falconbridge de passer la rivière au-dessous de Ferrybridge. Ce lord surprend les lancastriens ; Clifford est tué, ainsi que son frère et le comte de Westmoreland ; et le passage est repris.

Édouard traverse la rivière d'Aire dès la pointe du jour ; il n'a que quarante mille hommes ; mais il ne doute pas de la victoire : il commande à ses soldats de ne pas s'embarrasser des prisonniers.

L'armée de la reine occupait la campagne, entre Towton et Saxton. Vers neuf heures, il tombe une pluie mêlée de neige ; un vent violent la pousse contre les lancastriens, qui ne peuvent plus distinguer les objets un peu éloignés ; les archers d'Édouard, commandés par Falconbridge, s'avancent, lancent leurs flèches, et se retirent sans être vus des lancastriens ; ceux-ci croient les yorckistes à leur portée, tirent leurs flèches, et vident les carquois ; Falconbridge ramène alors ses archers, qui tuent un nombre prodigieux de lancastriens restés sans défense, et les percent avec leurs propres flèches qu'ils ramassent sur le champ de bataille. Les généraux de Henri font avancer toutes leurs troupes pour secourir leurs archers ; la mêlée devient générale : on se bat corps à corps avec une sorte de rage. Édouard se conduit avec le courage bouillant d'un jeune monarque qui combat pour sa couronne, et toute la prudence d'un vieux capitaine ; Warwick le seconde avec autant d'habileté que d'ardeur ; le comte de Northumberland, celui de Westmoreland, et plusieurs autres chefs de l'armée de la reine tombent percés de coups ; leur mort décourage les lancastriens. Ils se retiraient néanmoins avec beaucoup d'ordre ; mais Édouard et Warwick, par leurs paroles et par leur exemple, remplissent leurs soldats d'un nouvel enthousiasme. Les efforts des yorckistes redoublent ; les

lancastriens éprouvent une déroute complète : les fuyards espéraient passer à gué la petite rivière de Coc; mais les pluies l'avaient tellement grossie que le passage était devenu impraticable : des milliers de lancastriens sont tués ou noyés dans la rivière dont le sang rougit les eaux. Leurs cadavres forment un pont sur lequel leurs malheureux camarades cherchent à traverser la rivière encombrée, pour tâcher d'échapper à la mort qui les poursuit; plus de trente mille soldats de la reine ont péri; le comte de Devon est fait prisonnier; Marguerite, Henri, le duc de Sommerset, et celui d'Exeter, se sauvent avec peine à Berwick; un traité cède cette place au roi d'Écosse, qui est encore sous la tutelle de George Douglas, comte d'Argus; et les quatre fugitifs se réfugient auprès du jeune Jacques III.

Le vainqueur, arrivé à Yorck, fait ôter de dessus les murailles les têtes de son père et du comte de Salisbury, et l'on met à leur place celles du comte de Devon et de quelques autres prisonniers décapités comme traîtres. Comment le souvenir de ces tristes et terribles vicissitudes des guerres intestines ne peut-il pas modérer la violence des haines dans les temps si déplorables des discordes civiles?

La bataille de Towton paraissait avoir décidé du sort de la maison de Lancastre; les comtés septentrionaux d'où elle tirait ses principales forces étaient épuisés, et la mort avait moissonné ses plus braves guerriers. Édouard vint à Londres, fut couronné à Westminster, et convoqua le parlement. Les communes le félicitèrent sur son avénement au trône, et demandèrent la punition de tous ceux qui, sous le dernier règne, s'étaient rendus coupables avec impunité d'extorsions, de rapines, de meurtres ou d'autres crimes. Un bill confirma les droits d'Édouard, et annula tous les actes publiés contre la maison d'Yorck. George et Richard, frères du nouveau

roi, furent créés, le premier, duc de Clarence, et le second, duc de Glocester. Mais quelle barbarie va ternir la gloire d'Édouard, ébranler le trône sur lequel il vient de monter, et préparer de nouveaux malheurs à sa famille et à son pays!

Non seulement Henri VI est déclaré usurpateur après un règne de trente-huit ans; non seulement tous les actes passés sous ce long règne sont considérés comme nuls et illégaux; mais encore, Henri, Marguerite, leur fils Édouard, le duc de Sommerset, le duc d'Exeter, douze autres pairs, et un grand nombre de baronnets et de chevaliers, sont déclarés atteints de trahison : leurs biens sont confisqués. Édouard en dispose en faveur de ses partisans; un vertueux vieillard, Jean, comte d'Oxford, que toute l'Angleterre vénérait, est arrêté sous le prétexte d'avoir correspondu avec Marguerite : on ne lui permet pas de se défendre; il a la tête tranchée dans la Tour, avec son fils aîné et plusieurs baronnets.

Il semble qu'Édouard prévit les suites funestes de cette impolitique cruauté, et qu'il en fut effrayé. Il chercha à se concilier l'affection du clergé, dont il connaissait toute l'influence; il sacrifia à ce désir et à ses craintes de bien importantes prérogatives de la couronne et de la nation; il exempta les membres de ce clergé, dont il croyait faire son plus puissant défenseur, de toute poursuite devant les cours civiles pour félonie ou d'autres crimes; il voulut que les cours ecclésiastiques connussent des affaires relatives aux dîmes; et quel dangereux pouvoir il leur donna, en les autorisant à lancer les foudres de l'Église contre ceux qui attenteraient à leurs priviléges!

(1462) Pendant ce triomphe de la maison d'Yorck, qui, sept ou huit ans auparavant, avait pris pour devise *une rose blanche*, contre la maison de Lancastre qui avait préféré *une rose rouge* pour le signe distinctif de ses

partisans, le calme de la France fut près d'être troublé. Une sorte de rivalité secrète existait toujours entre Charles VII et le duc Philippe de Bourgogne. Charles ne pouvait oublier qu'il était le roi de son vassal, et le duc de Bourgogne, que sa puissance égalait celle des rois. Le possesseur du duché de Luxembourg vint à mourir. Le duc demanda le duché à titre d'héritage, et le monarque le réclama comme un fief masculin dévolu à sa couronne. On mit de l'aigreur dans les explications. Les courtisans des deux princes, toujours empressés de servir leurs passions, leur firent de faux rapports. Le duc de Bourgogne se croit offensé : il se porta à une démarche que son souverain ne pouvait regarder que comme un affront; il donna une fête pour la réception de chevaliers de la Toison-d'Or qu'il avait nommés. Parmi ces chevaliers était le duc d'Alençon, condamné par la cour des pairs, et renfermé dans la tour de Loches; il souffrit qu'on convoquât le prisonnier; il admit un représentant du duc, lui conféra la décoration, et souffrit que d'Alençon fût déclaré solennellement seigneur d'honneur et sans reproche, flétri par un injuste arrêt.

Charles VII fut d'autant plus irrité de cette insulte qu'elle lui avait été faite sous les yeux de son fils, réfugié dans les états de Philippe; il s'empressa de renouveler une alliance des plus étroites avec les Liégeois, ennemis irréconciliables des ducs de Bourgogne, devenus comtes de Flandre; il désira de revoir le dauphin. On lui avait dit que les seigneurs et la nation murmuraient de l'absence de l'héritier de la couronne; il tenta en vain les négociations les plus convenables pour engager son fils à remplir ses devoirs envers lui. Le chagrin le saisit; son tempérament, usé et par les plaisirs, et par les fatigues de la guerre, et par les coups de l'adversité, s'affaiblissait chaque jour. De nouvelles inquiétudes venaient à chaque instant l'altérer : il n'avait que cin-

quante-huit ans; mais ses malheurs l'avaient vieilli : les soupçons l'entouraient; le découragement abattit ce qui lui restait de forces; il tomba malade au château de Meun-sur-Yèvre. Une saignée augmenta sa faiblesse : on vint lui dénoncer secrètement une prétendue conspiration ourdie par le dauphin, et dont le but était de l'empoisonner; il ne voulut prendre aucune nourriture, et sa vie s'éteignit (1461).

Ainsi finit un roi dont les plus grands événements ont rendu le règne si mémorable. L'histoire doit reprocher à sa jeunesse de grandes faiblesses, de grandes fautes, une bien coupable indifférence pour ses devoirs; mais elle doit dire, pour être juste, combien dans l'âge mûr il chercha à réparer les torts de sa jeunesse; il régla avec beaucoup d'ordre les travaux dont il devait s'occuper. Le lundi, le mardi et le jeudi de chaque semaine il dirigeait, avec le chancelier et le conseil proprement dit, l'administration intérieure et celle de la justice; le vendredi et le samedi il tenait le conseil des finances, et le mercredi il réglait les affaires militaires avec le connétable, les maréchaux de France et les autres principaux chefs des armées. La reconnaissance nationale lui décerna le titre de victorieux et de restaurateur de la France; et ses derniers regards avaient vu fuir les étrangers.

De quatre princes qu'il avait eus de sa femme Marie d'Anjou il ne laissa que le dauphin et Charles, duc de Berri, de Normandie et d'Aquitaine.

Louis XI était auprès du duc de Bourgogne lorsqu'il apprit la mort de son père. Philippe lui offrit de le conduire à Reims, à la tête de cent mille hommes. Un prince aussi défiant que Louis n'eut pas de peine à voir tout le danger d'un secours si puissant; il le refusa, et ce ne fut qu'avec sa suite ordinaire que Philippe accompagna son nouveau souverain.

Les princes du sang, les pairs, les principaux seigneurs

du royaume assistèrent au sacre. A peine la cérémonie était-elle terminée que le duc de Bourgogne, bien digne dans ce moment d'être surnommé *le Bon*, se jeta aux pieds du monarque. « Sire, lui dit-il de la manière la » plus pressante, que votre majesté pardonne à tous » ceux qui ont eu le malheur de lui déplaire. » Écoutez la réponse de Louis; elle va faire juger de tout son règne. « J'accorde l'amnistie que vous me demandez, dit-il » d'un air dur et sévère; je n'en excepte que sept per- » sonnes que je me réserve de nommer.—*Cet homme*, » dit le duc à ses confidents, *ne règnera pas long-temps* » *sans avoir un trouble merveilleusement grand.* »

Philippe néanmoins témoigna à Louis les égards les plus respectueux : il jura entre ses mains de lui être fidèle; tous ses états, sans exception, furent compris dans l'hommage qu'il rendit; il précéda le monarque dans la capitale, sortit au-devant du roi, à la tête de la magistrature, de la bourgeoisie et de la milice, et le reçut comme son premier sujet. C'est à cette entrée de Louis XI dans sa capitale qu'on vit, comme à celle de Charles VII, des personnages placés le long des rues par lesquelles devait passer le cortége, et de la bouche desquels sortaient des rouleaux chargés d'inscriptions; et ce qui est remarquable, c'est que, suivant un historien, *à la fontaine du Ponceau se jouaient trois belles filles en personnages de Syrènes toutes nues.*

A peine le nouveau roi eut-il pris les rênes de l'état qu'il commença de renverser tout ce que son père avait fait; il déposa le chancelier et plusieurs magistrats. L'amiral, le grand-chambellan, des maréchaux de France, et les principaux régisseurs des finances, furent éloignés de la cour. Chabannes, comte de Dammartin, qui avait accusé Louis de conspiration contre son père, crut devoir se cacher; obligé d'errer de retraite en retraite, il s'ennuya bientôt de traîner en fugitif des jours trop

malheureux; il renonça à ses asiles, se présenta et demanda des juges. Un lâche tribunal ne rougit pas de traiter un acte de fidélité courageuse comme un crime de lèse-majesté, et de condamner à mort le comte de Dammartin. Le roi, *voulant préférer miséricorde à justice*, lui remit la peine corporelle; mais le comte fut relégué dans l'île de Chypre et tous ses biens furent confisqués. Le comte d'Armagnac, au contraire, et le duc d'Alençon furent rétablis dans tous leurs biens, dans leurs honneurs et dans leurs dignités.

Philippe-le-Bon et son fils Charles, comte de Charolais, celui qu'on devait surnommer le Téméraire, se séparèrent cependant du monarque. Louis leur prodigua les plus grands témoignages d'affection et de confiance; il donna à Charles le gouvernement de Normandie, que ce prince désirait; mais, pendant qu'il les comblait de caresses, il renouvelait en secret l'alliance signée par Charles VII avec les Liégeois, les plus grands ennemis des princes bourguignons.

Louis, étant encore dauphin, s'était montré peu favorable à cette pragmatique sanction qui déplaisait tant aux pontifes de Rome. Dès qu'il fut monté sur le trône, la cour pontificale espéra d'obtenir la suppression de cette pragmatique; des négociations secrètes furent ouvertes; on promit au monarque de rappeler les troupes pontificales qui soutenaient, dans le royaume de Naples, Ferdinand d'Arragon contre le duc de Calabre, proche parent du roi; et Pie II, qui connaissait bien le caractère de Louis, eut l'adresse de surmonter sa méfiance naturelle en le flattant dans sa prétention la plus chère; il supposa l'arrangement en quelque sorte adopté, et lui écrivit: *Vous vous montrez un grand roi qui ne se laisse pas gouverner, mais qui gouverne lui-même; vous ne voulez pas mettre en délibération ce que vous savez devoir être fait: c'est là véritablement être roi, et bon roi.*

—*Selon que vous nous l'avez demandé*, lui répond le roi, dont la vanité est flattée de la lettre du pape, *nous rejetons de toutes les terres de notre obéissance cette pragmatique, quoique la plupart des hommes instruits s'efforcent de nous détourner de ce dessein.*

Le pape néanmoins refusa de retirer ses troupes du royaume de Naples. Le roi, irrité d'avoir été joué, n'ordonna pas d'exécuter l'édit qui avait supprimé la pragmatique; et elle servit toujours de règle dans les jugements des tribunaux.

La conduite de la cour de Rome rendit Louis encore plus méfiant. Il se repentit d'avoir nommé le comte de Charolais gouverneur de la Normandie; il imagina d'annuler le pouvoir qu'il lui avait donné, en nommant le duc de Bretagne son lieutenant dans la province qu'il avait confiée à Charles. Le comte de Charolais se démit avec dédain de son gouvernement.

Quelque temps après, ce prince faillit à être empoisonné. Deux seigneurs bourguignons furent soupçonnés; ils prirent la fuite : Louis XI leur donna un asile. Le comte de Charolais, irrité de plus en plus contre le monarque, l'accusa hautement d'être l'auteur du crime. Louis n'en persista que davantage dans le projet d'établir dans les états du duc de Bourgogne, au profit du trésor royal, un impôt sur le sel, appelé gabelle, et semblable à celui qu'on payait dans le reste de la France. Philippe-le-Bon s'y opposa avec force : le sire de Chimay alla de sa part à la cour du monarque. Plusieurs jours s'écoulèrent sans qu'il pût parvenir jusques au roi : il le surprit enfin au moment où il sortait de son cabinet. « Sire, lui dit-il, un prince aussi puissant que le duc de » Bourgogne doit être traité avec plus de considéra- » tion. » —*Et quel homme est-ce donc que votre duc?* lui répondit le roi. *Est-il d'un autre métal que les au-*

tres princes de mon royaume? — Oui, sire; s'il n'avait été d'un meilleur acier et plus dur, il ne vous eût pas retiré et défendu, cinq ans durant, contre les menaces d'un grand roi, la terreur de l'univers, tel qu'était monseigneur votre père, ce qu'aucun prince de l'Europe n'a osé entreprendre. Le roi rougit, s'éloigna, et renonça à son projet.

Louis XI acheva bientôt de faire entrevoir, malgré toute sa dissimulation, le grand plan qu'il avait formé même avant de monter sur le trône. Il voulait plus fortement que tous les rois ses prédécesseurs, les plus fidèles à la politique de Hugues Capet, affaiblir et même détruire ce pouvoir énorme des grands vassaux, qui, pendant plus de trois règnes, avait causé tant de maux à la France et avait failli à la livrer aux étrangers. S'il l'avait tenté avec la noble et chevaleresque loyauté de Louis VI, de Philippe-Auguste, de saint Louis et de plusieurs autres monarques; s'il avait eu recours à la nation; s'il lui avait montré ses libertés, sa richesse et son bonheur dans l'affaiblissement du système féodal, dans l'affranchissement d'une royauté tutélaire, dans l'établissement d'une autorité unique, puissante et subordonnée aux lois, ses succès auraient été plus grands, plus rapides, moins troublés, plus durables, et l'histoire l'aurait proclamé un grand roi; mais il ne voulait servir que ses intérêts privés, son ambition, son avarice; il ne voulait employer que la feinte, la mauvaise foi, l'hypocrisie, la violence; aucune promesse, aucune loi, aucun mérite, aucun droit ne devaient être sacrés pour lui; il devait n'écouter que ses passions basses et haineuses, frapper ouvertement ou en secret, confondre les innocents avec les coupables, étouffer toutes les plaintes, anéantir toute justice, répandre la désolation et la mort suivant sa politique farouche: la postérité n'a vu en lui qu'un tyran sombre et cruel.

François II, duc de Bretagne, effrayé des premiers symptômes de cette tyrannie, avait renoncé à la lieutenance générale de la Normandie. Louis apprend que François est en correspondance avec le comte de Charolais : il redoute une union qu'il avait tâché en vain de prévenir. Il paraît, lorsqu'on s'y attend le moins, sur la frontière de la Bretagne à la tête d'une forte armée. Il fait sommer François de cesser de s'intituler *duc par la grâce de Dieu*, de ne plus frapper de monnaie en son nom, de ne plus faire de levées extraordinaires sur les Bretons, de ne plus exiger que ses vassaux s'obligent à le servir *envers et contre tous*, et enfin de ne plus demander un serment de fidélité ni un dénombrement des biens aux prélats de sa province, attendu qu'ils relevaient directement et immédiatement de la couronne de France.

Le duc était hors d'état de repousser une invasion qu'il n'avait pas prévue : il demande d'assembler les états de Bretagne avant de répondre aux demandes du monarque. Le roi établit une commission à Tours, et fait sommer le duc d'y envoyer des députés. Ils protestent contre le jugement : on est obligé de le suspendre.

François cependant écrit à tous les princes du sang des branches d'Orléans, d'Angoulême, d'Anjou, du Maine, de Bourgogne, de Nevers, d'Alençon, d'Artois et de celle de Bourbon, qui seule en comptait près de douze ; il écrit aussi aux principaux seigneurs du royaume. « Vous connaissez maintenant, leur dit-il, et le » caractère entreprenant et les prétentions du monar- » que. Ce qui m'arrive aujourd'hui vous arrivera de- » main : nous ne pouvons prévenir les attentats qui » nous menacent qu'en nous unissant pour résister à » l'oppression. » Les lettres sont portées par des messagers habiles, déguisés en religieux, et capables de donner les éclaircissements nécessaires. Les esprits des prin-

ces et des grands ne sont que trop disposés à partager les craintes et les projets du duc de Bretagne.

On venait d'établir une espèce de poste aux lettres pour la facilité des correspondances commerciales, et des voitures publiques pour la commodité des voyageurs. Les progrès de la civilisation avaient rendu nécessaires ces accroissements dans les moyens de communication. Mais combien on était loin encore d'avoir une idée de cette liberté de la presse sans laquelle les gouvernements les plus attentifs et les plus absolus ne peuvent connaître la véritable opinion publique, puissance d'autant plus redoutable qu'elle peut moins se manifester, qui éclate avec d'autant plus de violence qu'elle a été plus comprimée, et qui, dans ses explosions aussi terribles que soudaines, renverse et réduit en poudre tout ce qu'elle a proscrit!

Louis XI ne pouvait douter que des complots ne fussent ourdis contre lui; mais qu'il en connaissait peu la nature et tous les dangers! Il imagine que les factieux, quels qu'ils fussent, devaient tirer leurs principales forces de l'Angleterre. Il apprend que Romillé, vice-chancelier de François, et qui a fait plusieurs voyages en Flandre et en Hollande, est allé dans la Grande-Bretagne : il ordonne au bâtard de Rubempré de s'embarquer sur un petit bâtiment, et d'enlever le vice-chancelier à son retour d'Angleterre. Rubempré, fatigué d'une croisière inutile, débarque avec quatre hommes à Gorcum, où était le comte de Charolais, et où il espérait que le vice-chancelier viendrait rendre compte à ce prince du résultat de ses négociations. Rubempré est reconnu et arrêté avec ses quatre hommes. Le comte publie que l'émissaire de Louis XI avait résolu de l'enlever, et peut-être de l'assassiner; il s'empresse d'instruire de cet attentat le duc de Bourgogne, qui était alors à Hesdin, où il attendait Louis XI pour une confé-

rence. « Le roi, écrit-il à son père, va vous joindre » avec une troupe nombreuse; vous n'êtes pas en sû» reté. » Philippe s'alarme et s'éloigne d'Hesdin. La lettre du comte devient publique; ses émissaires propagent la découverte du complot formé, suivant eux, pour enlever le prince et s'emparer de la personne du duc; les prédicateurs en parlent avec chaleur dans les chaires des églises; des manifestes sont envoyés aux souverains étrangers. Louis XI veut d'abord étouffer cette affaire; mais il l'essaie en vain. Il convoque alors à Rouen des députés des principales villes du royaume, fait prononcer devant eux un discours apologétique de sa conduite, et déclare qu'il va demander raison au duc de Bourgogne des soupçons outrageants répandus contre lui.

Il envoie en effet vers Philippe-le-Bon le comte d'Eu, l'archevêque de Narbonne et le chancelier de Morvilliers. Le duc leur donna audience en présence de son fils. « Le roi, dit le chancelier, instruit des manœuvres du » duc de Bretagne, a dû tâcher d'en surprendre les » preuves pour faire poursuivre le coupable. Le comte » de Charolais ferait croire que son âme renferme quel» ques mauvais desseins, puisqu'il est si disposé à soup» çonner les autres : il affecte partout de se conduire » en souverain; il ne peut pardonner au monarque de » lui avoir ôté la pension de 36,000 livres qu'il avait » sur le gouvernement de Normandie. Vous-même vous » avez manqué de parole au roi que vous deviez at» tendre à Hesdin. Sa majesté demande que le prince » rende compte de sa conduite devant la cour des pairs, » et qu'on abandonne à la justice les impudents calom» niateurs qui ont osé le diffamer. »

A chaque phrase de Morvilliers le comte de Charolais veut l'interrompre. *Je ne parle pas à vous, Monsieur,* lui dit-il; *Monsieur le chancelier votre père répondra.* Le

duc impose silence à son fils; mais, après avoir refusé de livrer les accusés à la justice du monarque, il dit avec chaleur : *Je veux que chacun sache que je ne promis oncques chose à homme ou prince qui vive, que je n'aie tenue à mon pouvoir. Je ne fis oncques faute*, ajoute-t-il en souriant, *sinon aux dames : dites-le à Monseigneur le roi. Quant aux soupçons de mon fils, il tient cela de sa mère, qui m'a souvent soupçonné d'avoir aimé d'autres femmes.*

Le lendemain, le comte de Charolais parle avec tant de calme et réfute chaque grief avec tant de tranquillité, que son père étonné s'écrie : *Je ne croyais pas avoir un fils aussi sage.* Néanmoins, lorsque les députés sortirent de l'audience, le comte, arrêtant l'archevêque de Narbonne, lui dit : *Recommandez-moi très-humblement aux bonnes grâces du roi ; et dites-lui qu'il m'a bien fait laver la tête par son chancelier, mais qu'avant qu'il soit un an il s'en repentira.*

Les états généraux furent convoqués à Tours. Le chancelier tâcha de justifier la mission de Rubempré par la nécessité de découvrir les liaisons du duc de Bretagne avec l'Angleterre et les complots de ceux qui conspiraient avec ce prince. L'assemblée approuva la conduite du monarque; elle lui promit tous les secours dont il pourrait avoir besoin. Le roi témoigna sa reconnaissance à l'assemblée; mais le vieux duc d'Orléans, à qui ses malheurs et trente-six ans de captivité en Angleterre avaient donné tant d'expérience et de sagesse, plaida la cause du duc de Bretagne, et fit des représentations sur plusieurs abus du gouvernement. Le roi, se laissant emporter par une colère violente, l'accusa d'intentions criminelles, et lui parla si durement que le duc en mourut de chagrin, laissant un fils nommé Louis, âgé de deux ans, et que le roi avait déjà fiancé avec sa fille Jeanne de France, qui cependant n'avait qu'un an.

Le duc de Bretagne vit aisément qu'il n'avait plus rien à ménager : il répandit dans toute la France de nouvelles lettres adressées à un grand nombre de personnes de toutes les conditions. Ces lettres attaquaient avec force non seulement les vices du gouvernement, mais encore le caractère du prince. On lui reprochait d'être changeant, capricieux, hypocrite; de n'avoir de constance que pour faire le mal; de ne se plaire qu'au milieu des intrigues, des dissensions et du trouble; de commettre sans cesse des injustices; de susciter partout des embarras, des divisions, des querelles; de n'avoir aucune reconnaissance pour ceux qui l'avaient le plus obligé. Ces espèces de manifestes agitèrent tous les esprits; les plaintes devinrent générales; on attacha une sorte de point d'honneur à embrasser un parti à la tête duquel étaient les princes du sang et la principale noblesse du royaume; de grandes et nombreuses associations furent formées; les femmes même voulurent y être admises; les mécontents prirent un signe distinctif; ils portèrent à leur ceinture une aiguillette de soie verte. Bientôt ils osèrent se réunir; ils s'assemblèrent à Paris secrètement et pendant la nuit dans plusieurs églises, et même dans la cathédrale.

Leur chef le plus actif était Jean II, duc de Bourbon. Il s'était principalement concerté avec le comte de Charolais et le duc de Bretagne; mais il était trop habile et connaissait trop bien l'état de la France, la disposition des esprits, les forces du monarque et celles des mécontents pour ne pas voir que le succès de la confédération dépendait du parti que prendrait le duc de Bourgogne. Les confédérés ne pouvaient réussir qu'autant qu'un prince, plus puissant lui seul que tous les autres grands vassaux de la couronne, se déclarerait le chef de la ligue. Philippe-le-Bon, prince très-brave, mais éclairé, sensible et même voluptueux, était par-

venu à l'âge où l'on désire le repos. Il ne paraissait pas disposé à hasarder son bonheur et celui de ses peuples dans une guerre dont le succès aurait pu être trop incertain : la prospérité qui régnait dans ses états, et particulièrement dans ses provinces de Flandre, était l'heureux fruit de son gouvernement; elle remplissait son âme de la plus douce et de la plus vive satisfaction. Voudrait-il risquer de perdre un bien si grand et si rare en renonçant légèrement aux avantages de la paix? Son fils avait fait de vains efforts pour l'engager à rompre avec Louis XI. Le duc de Bourbon va le trouver dans la Flandre sous le prétexte de voir sa mère Agnès de Bourgogne, qui s'était retirée auprès de son frère Philippe-le-Bon et sa sœur Isabelle, l'épouse du comte de Charolais. Il veut tout tenter pour faire entrer dans l'âme de Philippe la haine et la vengeance qui agitent la sienne; il passe quarante jours à Lille au milieu des fêtes de la cour la plus galante et la plus magnifique de l'Europe : mais les plaisirs dont on l'environne ne lui font pas oublier le véritable objet de son voyage. Chaque jour il a des entretiens secrets avec son oncle; il ne cesse de lui peindre avec force la politique artificieuse de Louis XI, son caractère sombre et dissimulé, sa haine contre les grands, son ambition sans bornes, son amour du pouvoir absolu. « Voyez, lui dit-il, comme il menace » le duc de Bretagne, comme il veut opprimer et les » princes de notre sang et les généraux qui ont fait » la gloire de la France; c'est votre maison surtout » qu'il veut accabler, parce que c'est celle qu'il redoute » le plus. Tremblez pour le sort du comte de Charo- » lais, votre fils unique : vous savez si le roi le déteste. » Mais il est temps encore d'assurer notre salut : joi- » gnez vos intérêts à ceux de tant de grands qu'il a si » maltraités; ordonnez qu'on lève des troupes dans vos » états; tenez-les prêtes à marcher. Dès que le roi nous

» verra unis, armés et redoutables, il n'osera poursuivre » ses funestes projets : nous obtiendrons de lui, sans effu» sion de sang, qu'il réforme les abus, et qu'il gou» verne selon les lois du royaume. »

Philippe ne peut résister à l'éloquence de Bourbon. Jean II part de Lille enchanté de son succès auprès de son oncle, et bien sûr d'ailleurs des sentiments du comte de Charolais. De nouvelles conférences ont lieu parmi les agents des principaux confédérés : on convient que le comte de Charolais, le duc de Bretagne, le duc de Calabre et de Lorraine, le duc de Bourbon, le duc de Nemours, le comte d'Armagnac et le comte d'Albret se présenteront, le 4 juillet, devant Paris, à la tête de toutes leurs forces. Louis XI est si détesté, et par conséquent si mal servi que, malgré sa défiance, ses ruses, ses nombreux espions et les récompenses assurées aux révélateurs, il n'a que les soupçons les plus vagues d'une confédération qui s'étend sur toute la France. Il réunit son armée pour écraser le duc François; il écrit au duc de Bourbon de venir auprès de lui avec ses troupes pour l'accompagner à la conquête de la Bretagne; et, lorsqu'il croit non seulement qu'il n'aura à combattre que François, mais encore que tous les autres grands vassaux obéiront à ses convocations, il apprend que son frère unique le duc de Berri, héritier présomptif de la couronne, vient de s'échapper de sa cour, et de partir pour aller se mettre à la tête des Bretons. Frappé comme d'un coup de foudre, et bien éloigné néanmoins de connaître tous les dangers qui le menacent, il écrit de nouveau au duc de Bourbon. « Laissez la conduite de vos troupes » à votre frère naturel Louis de Bourbon Chatelac, et ac» courez auprès de moi pour m'aider de vos conseils. » Bourbon l'accable de tout son ressentiment; il lui reproche dans sa réponse l'oppression de son peuple. « Vous avez méprisé les remontrances des seigneurs de

votre sang. *Pourquoi, mon très-redouté seigneur, tous ensemble et d'une voix et commun assentement, meus de pitié et de compassion du pauvre peuple à eux sujet, la clameur duquel en tous les états est parvenue souvent à leurs oreilles, après ce qu'ils ont veu et cognu, que par remontrances particulières ne requête qu'on vous ai faites, vous n'y avez voulu donner remède, ordre ne provision convenable, ont convenu en un conclud et délibéré, par serment et scellés authentiques, et tels qu'il appartient en tel cas de eux trouver et mettre ensemble pour vous rencontrer, donner à connoître par aucunes voies, telles que Dieu, raison et équité leur enseignent, les choses susdites.* »

A peine la réponse de Bourbon est-elle partie qu'il fait arrêter Crussol, Juvenal des Ursins, Doriole, général des finances, et enlever les revenus du roi dans les cinq provinces qui composent son apanage. Louis XI, transporté de colère, suspend ses projets sur la Bretagne, et marche vers le Bourbonnais avec vingt-cinq mille soldats aguerris et une artillerie formidable. Bourbon lui oppose avec courage cinq cents hommes d'armes et cinq ou six mille fantassins; Louis s'empare de Saint-Amand-l'Allier, réduit Montluçon et menace Moulins (1465). Jeanne de France, sa sœur, et épouse du duc de Bourbon, veut réconcilier son mari avec son frère; Louis la reçoit avec beaucoup d'égards et de tendresse. Il paraît d'autant plus disposé à satisfaire le duc que l'insurrection se déclare dans presque toutes les provinces; mais, s'apercevant que son beau-frère ne veut que gagner du temps, il attaque Moulins.

L'archevêque de Lyon et le sire de Beaujeu gardaient la ville avec six mille hommes; le duc de Nemours, le comte d'Armagnac et le sire d'Albret paraissent avec toutes leurs forces sur les frontières de l'Auvergne. Le roi avait élevé le duc de Nemours à la pairie : il compte sur

sa reconnaissance ; il lui fait proposer une entrevue. Nemours ne l'accepte que pour tâcher de se saisir de la personne du monarque, que des traîtres doivent lui livrer : heureusement pour Louis XI, la honteuse perfidie de Nemours est découverte. Ce duc se renferme dans Riom avec le duc de Bourbon, le comte d'Armagnac, le sire ou comte d'Albret et sept ou huit mille hommes. Le roi s'approche pour en former le siége; Bourbon court chercher la garnison de Moulins. Les habitants de la ville, fidèles, comme presque tous les Auvergnats, aux principes de leurs aïeux, et voyant, à leur exemple, dans le monarque un défenseur contre la tyrannie féodale et les vexations des grands, se montrent favorables au parti de Louis XI. Nemours, d'Armagnac et d'Albret demandent une suspension d'armes : ils ne l'obtiennent qu'à condition qu'ils se sépareront de Bourbon. Ce prince consent alors réellement à traiter avec le roi; la duchesse de Bourbon négocie avec son frère; Louis accorde une trêve pendant laquelle il écoutera les plaintes du duc et celles de Nemours, d'Albret et d'Armagnac. Bourbon, se chargeant du beau rôle de médiateur, obtient que le duché de Berri, les deux Bourgognes et le Charolais jouiront des bénéfices de la trêve accordée ; et l'on convient que les villes et les prisonniers seront rendus de part et d'autre.

Le comte de Charolais, cependant, se présente devant Paris avec une puissante armée; les Parisiens, éclairés par l'expérience sur leurs véritables intérêts, et partageant les sentiments des habitants de Riom pour l'autorité tutélaire du monarque et contre le despotisme des grands, montrent un grand zèle pour la cause du roi, et le comte de Charolais croit devoir attendre les Bretons pour former le siége de la capitale.

Ils s'avançaient, ces Bretons, sous les ordres de Monsieur, frère unique du roi, du duc de Bretagne, du duc

d'Alençon, du fameux comte de Dunois et du maréchal de Laval-Lohéac. Le comte du Maine ne cesse de reculer devant eux : c'en est fait de Paris et de la couronne de Louis XI, si le monarque ne peut empêcher leur jonction avec le comte de Charolais. Jean II, comte de Vendôme, avait les plus justes sujets de plainte contre le monarque : il n'avait, pour le renverser du trône, qu'à livrer passage à l'armée des Bretons au travers du Vendômois; mais son âme était grande et son caractère héroïque. Il prend une résolution aussi noble que hardie; il sacrifiera, s'il le faut, et ses biens et sa vie pour défendre le roi, qui a reçu ses serments. Monsieur et les autres confédérés de l'armée de Bretagne emploient en vain les prières et les menaces pour l'engager à les laisser passer : il leur oppose la résistance la plus vigoureuse; il défend avec le plus grand courage Vendôme et les autres villes de ses domaines. Quelques amis le secondent; le jeune Antoine de La Ville-sur-Illon de Lorraine, qui avait épousé la cousine germaine d'Isabelle de Beauvau, comtesse de Vendôme, et qui devait, sous le nom de Dompjullien, acquérir une si belle gloire militaire pendant l'invasion de l'Italie, partage l'admirable dévouement et l'intrépidité du comte. Vendôme lutte avec la constance la plus chevaleresque jusques à la dernière extrémité; et enfin, lorsqu'il apprend que Louis XI, arrivant du Bourbonnais, a dépassé Orléans et s'avance vers Paris, il va le joindre pour vaincre ou mourir avec lui.

Le roi rencontre les Bourguignons auprès de Montlhéri. L'audace du seigneur de Brézé, qui commandait l'avant-garde royale, engage le combat : le roi est pendant seize heures à cheval sans boire ni manger; le comte de Vendôme ne cesse de combattre à ses côtés; le comte du Maine s'enfuit avec l'arrière-garde de l'armée du roi sans avoir chargé l'ennemi; Louis XI met en

déroute une aile des Bourguignons commandée par le comte de Saint-Paul. S'il s'était précipité sur le comte de Charolais, qui poursuivait les débris de l'aile gauche royale, il aurait pu terminer la guerre par la prise ou la mort de son implacable ennemi; mais il ne voit autour de lui que des guerriers blessés ou excédés de fatigue : il n'ose profiter de l'avantage qu'il a remporté. Les deux armées succombent et aux terreurs qu'inspirent de fausses nouvelles et à une sorte d'accablement insurmontable. La nuit vient; le roi gagne Paris; et le comte de Charolais, resté maître du champ de bataille, couvert néanmoins de cadavres de Bourguignons bien plus que de royalistes, se proclame vainqueur, s'abandonne à l'orgueil le plus présomptueux, se croit invincible, et ne respire plus que les combats.

Les habitants de Paris reçoivent Louis XI avec de grandes démonstrations de joie : il sent combien leur attachement lui est nécessaire; il leur témoigne une vive reconnaissance, assiste à leurs jeux, à leurs repas, à leurs fêtes, et fait remplir d'énormes magasins de tout ce qui peut être nécessaire à leur subsistance.

Bourbon cependant, recevant du comte de Charolais des nouvelles de la bataille de Montlhéri, ne doute pas que le roi ne soit près de succomber : il se repent du traité qu'il a signé. Le monarque n'avait pas envoyé à son allié Galéas Sforce l'ordre de sortir du Forez qu'il ravageait. Le duc regarde cet oubli ou cette négligence comme une violation du traité, se rend auprès de Monsieur, et marche avec lui vers la capitale, dont ils forment le siége. Les combats et les négociations se succèdent pendant deux mois. Le roi fait proposer aux principaux chefs des confédérés les plus grands avantages; il offre de donner en apanage à son frère la Champagne et la Brie, ou le duché de Guyenne. Le comte de Charolais exige pour Monsieur le duché de

Normandie : le roi le refuse; mais le duc de Bourbon part avec un détachement de cavalerie, se présente devant Rouen, prend possession du château, que lui fait livrer madame de Brézé, se rend à l'hôtel-de-ville, harangue les citoyens, reçoit au nom de Monsieur leur serment de fidélité, court à Caen, obtient le même succès, et, en moins de vingt jours, enlève au monarque et donne à Monsieur une belle et riche province, qui, à cette époque, supportait seule le tiers des contributions.

Louis tremble pour le reste de ses provinces, croit devoir se soumettre à la nécessité, demande une entrevue au comte de Charolais, lui annonce l'insurrection de la Normandie, et lui dit : « Puisque la fortune et l'incli- » nation des Normands se sont déclarées pour mon frère, » je consens à lui céder la Normandie à titre d'apa- » nage. » La disette était extrême dans le camp du comte; ses troupes étaient près de l'abandonner; il accepte avec joie la cession que lui propose le monarque, bien éloigné de connaître la véritable position des Bourguignons. Louis ratifie les honteux traités de Conflans et de Saint-Maur, qui, en quelque sorte, ne lui laissent que le vain titre de roi. Le comte de Charolais obtient des villes importantes situées sur la Somme, voisines de ses états de Flandre, et que le roi avait rachetées depuis peu pour 400,000 écus. On y ajoute les châtellenies de Péronne, de Roye, de Montdidier, et l'épée de connétable pour le comte de Saint-Paul, favori de l'héritier de Bourgogne. On donne au duc de Bourbon la châtellenie d'Usson, une partie de l'Auvergne, Doncheri, le commandement de trois cents lances, 100,000 écus et deux pensions. Les ducs de Calabre, d'Alençon et de Nemours, les comtes de Dunois, d'Armagnac et d'Albret reçoivent de l'argent et des domaines. Trente-six *réformateurs*, choisis dans les trois ordres de l'état, sont chargés de corriger les abus de l'administration.

Le parlement et la chambre des comptes n'enregistrent qu'en frémissant de colère une convention aussi lâche. Des courtisans osent demander au roi quels sont ceux qui ont pu le déterminer à subir des lois si dures : *La jeunesse de mon frère de Berri*, répond-il, *la prudence de beau-cousin de Calabre, le sens de beau-frère de Bourbon, la malice du comte d'Armagnac, l'orgueil grand de beau-cousin de Bretagne, et la puissance invincible de beau-frère de Charolais.*

Mais voyez à quelle ressource plus funeste encore que les traités de Saint-Maur et de Conflans a recours un monarque si indigne des rois qui l'ont précédé sur le trône de France. Au lieu de s'adresser à la plus généreuse des nations, d'invoquer son secours contre une ligue aussi dangereuse pour les libertés publiques que pour les prérogatives du trône, de l'appeler à la défense du monarque protecteur naturel des droits du peuple, il ne veut employer que la dissimulation et la mauvaise foi; il proteste en secret contre les traités, et comble de caresses perfides ceux des princes et des grands dont il craint le plus les forces ou l'habileté. Il demande une entrevue au duc de Bourbon : ils se réunissent à la grange de Reuilly, auprès du faubourg Saint-Antoine. Le roi dit à son beau-frère qu'il a commis de grandes fautes, qu'il s'en repent amèrement; il lui demande le secours de ses lumières, lui témoigne tant d'estime, de confiance et de tendresse que Bourbon est vivement ému. Le duc suit le monarque à Paris. Louis XI l'accable d'honneurs et de caresses. Le duc n'avait pas d'enfants, quoique marié depuis dix-neuf ans avec Jeanne de France; il regardait son frère le sire de Beaujeu comme son propre fils. Le roi lui offre pour ce jeune prince la main d'Anne de France, sa fille aînée, qui n'avait encore que six ans; il propose d'ailleurs d'unir Marguerite de Valois, l'aînée de ses filles légitimées, avec Louis de Bourbon, seigneur

de Chantillac et frère naturel du duc de Bourbon, qui l'aimait tendrement; et cette union est célébrée à Paris avec la plus grande pompe.

Le roi, ajoutant à toutes ces faveurs le gouvernement d'une grande partie des provinces du royaume, et croyant ne pouvoir plus douter de son dévouement ni de son zèle, lui communique le projet qu'il a formé de reprendre la Normandie, et de donner un autre apanage à Monsieur. Le duc se charge de commander une des armées qui doivent s'emparer de cette province; et pendant que le monarque soumet Argentan, Hyermes et Falaise, le vainqueur des Anglais entre dans Évreux, dans Vernon, dans Gisors et dans Gournay. Monsieur aurait pu opposer de grandes forces à celles du roi; mais la discorde était parmi ses courtisans et ses officiers, dont plusieurs avaient été gagnés par l'or de Louis XI. Monsieur, jeune, sans expérience et plein de loyauté, ne peut comprendre comment le monarque ose violer les traités solennels dont il a juré l'exécution. Il s'afflige et s'indigne surtout de voir le duc de Bourbon, qui lui a montré tant d'attachement, lui enlever la riche province dont il lui a procuré la possession. Il lui demande un rendez-vous à Louviers : Bourbon promet de s'y rendre; mais, craignant les justes reproches du duc de Berri, enchaîné par les bienfaits du roi, et redoutant les soupçons du monarque le plus défiant, il manque à sa parole, prend d'assaut cette ville de Louviers, où il avait consenti à voir son beau-frère, et va joindre auprès du pont de Larche le monarque qui venait de tromper le duc de Bretagne par un traité insidieux.

La cruauté de Louis se montre dans toute sa force; Bourbon a la douleur de voir, malgré ses efforts, la hache des bourreaux immoler plus de victimes que le fer des combats; et si Louis pardonne à des officiers de Monsieur pris les armes à la main, ce n'est qu'à condition que la

garnison du pont de Larche lui remettra à l'instant cette importante place.

Le royaume retentissait des plaintes de Monsieur; mais le comte de Charolais, qui seul aurait pu le défendre, était occupé à faire la guerre aux Liégeois, excités et encouragés secrètement par le monarque français.

Il ne restait plus à Monsieur que la ville de Rouen; Bourbon s'en approche, négocie avec les principaux bourgeois, les gagne à force de promesses et de menaces; et Monsieur, abandonné même de ses gentilshommes qui craignent de tomber entre les mains d'un tyran implacable, est obligé de se sauver de Rouen, erre, pendant quelque temps, dévoré d'inquiétude, éprouve tous les maux du dénuement et de la misère, et ne parvient qu'au milieu des douleurs, des dangers et des alarmes, à se sauver une seconde fois en Bretagne.

Louis entre dans Rouen en monarque irrité; plusieurs habitants sont punis comme rebelles : le monarque avait avec lui l'exécuteur de ses vengeances, le lâche et féroce Tristan l'Ermite, prevôt des maréchaux, et qu'on appelait le *bourreau du roi;* et ce qui est horrible à rappeler, le roi de France se plaisait au spectacle de victimes tombant dans leur sang, de malheureux liés dans des sacs et précipités dans la rivière, et, par un abus sacrilége des choses saintes, termine cette barbare tragédie par un pèlerinage au mont Saint-Michel.

Louis demanda de nouveaux serments aux villes, aux grands, aux magistrats; il exigea qu'ils fussent prêtés *sur la foi du corps de Jésus-Christ, sur l'honneur, sur le baptême, sur la damnation de l'âme, sur le saint Évangile de Dieu, sur les reliques de la Sainte-Chapelle;* et comment n'aurait-il pas eu recours à toutes ces précautions celui qui disait *qu'il se serait obligé par-devant tous les crucifix de l'univers plutôt que de jurer sur la croix de Saint-Lô d'Angers, parce que le*

danger de l'enfreindre est si grand comme de mourir mauvaisement en dedans l'an, et toujours est infailliblement arrivé à ceux qui sont venus contre les serments faits sur ladite vraie croix!

Le pape Pie II crut les circonstances favorables pour demander l'exécution de l'édit qui avait supprimé la pragmatique sanction : le pontife était impatient de voir détruire une loi qui l'empêchait de disposer des bénéfices de France, en faveur des cardinaux et des prélats dévoués à ses volontés. Il y avait alors dans les conseils de Louis XI un homme dont l'histoire montre les mœurs du siècle et la nature de la politique du monarque; cet homme se nommait La Balue, fils d'un tailleur de Verdun, ou d'un meunier du Poitou; rencontré par un religieux qui lui donna quelques leçons, il avait embrassé l'état ecclésiastique, s'était attaché successivement à Juvenal des Ursins, évêque de Poitiers, à Jean de Beauvais, évêque d'Angers, à Charles de Melun, et, parvenu à se faire recommander au roi, avait été nommé conseiller au parlement, évêque d'Évreux et membre du conseil; avare, débauché, fourbe, perfide, ingrat, vindicatif, immolant tout à sa haine, à ses vils plaisirs ou à son ambition, il paraissait ne connaître ni honte ni remords : ce fut à ce La Balue que le pape s'adressa; il lui promit de le nommer cardinal s'il réussissait à faire enregistrer l'édit qui abolissait la pragmatique; l'évêque obtint du roi la permission d'y travailler, agit auprès du tribunal de première instance qui se réunissait au Châtelet, parvint à l'intimider, obtint l'enregistrement de l'édit, et reçut le chapeau de cardinal; n'espérant pas ensuite le même succès auprès du parlement, il attendit le temps des vacances de cette compagnie, et s'adressa à la chambre des vacations, qui prononçait, pendant ce temps de vacances, sur les affaires les plus pressées; non seulement il éprouva de la part de cette

chambre un refus auquel il ne s'attendait pas, mais encore le procureur genéral de Saint-Romain lui reprocha avec force de trahir les intérêts de l'état, et de flétrir l'honneur du monarque : l'université présenta au roi de fortes remontrances. Louis XI, constant dans son système de duplicité, récompensa le procureur général, et, accordant de nouvelles faveurs au cardinal-évêque, assista avec la reine et toute sa cour aux noces du frère de La Balue.

Le succès de ses entreprises publiques ou secrètes lui avait persuadé de ne plus régner que par la perfidie et la terreur. Des soupçons avaient fait tomber plusieurs têtes : Louis XI avait aussi dévoué à la mort Château-Neuf du Lau, qu'il avait nommé, en moins de cinq ans, grand-chambellan, grand-bouteiller, sénéchal de Guyenne, et qu'il avait soupçonné de ne lui avoir pas été fidèle pendant l'insurrection des princes; il confia la garde de sa victime au bâtard de Bourbon; ce prince traita Château-Neuf avec tous les égards dus au malheur. Louis XI lui ordonna de renfermer son prisonnier dans une de ces cages de fer inventées par l'exécrable La Balue : « Si vous voulez, lui répondit le prince, » traiter ce prisonnier avec tant de rigueur, vous pou- » vez le garder vous-même. » Louis XI confia Château-Neuf à des gardiens plus dociles (1466).

Ses ennemis devenaient chaque jour plus nombreux; mais ils cachaient avec plus de soin leurs projets; il apprit néanmoins qu'un grand nombre de vassaux de la couronne, fatigués de son cruel despotisme, s'étaient adressés à Édouard IV : ses alarmes devinrent tout d'un coup d'autant plus vives que la trève avec l'Angleterre allait expirer; désirant avec ardeur de la renouveler, pensant que personne ne pourrait parvenir plus aisément à obtenir la prolongation de cette trève que le bâtard de Bourbon, et faisant céder à son intérêt tous ses ressentiments,

il l'envoya auprès d'Édouard. Le bâtard réussit au-delà des espérances de Louis; non seulement la trève fut renouvelée par Édouard IV, mais ce monarque promit d'envoyer Warwick en France pour y conclure un traité de paix perpétuelle entre les deux couronnes.

La guerre des Liégeois contre le comte de Charolais, le rival de Louis, ne cessait pas cependant d'occuper fortement l'attention du monarque français.

Louis de Bourbon, nommé, dès l'âge de dix-huit ans, évêque de Liége, n'avait respecté ni connu le caractère, les mœurs ou les préjugés du peuple qu'il devait gouverner; nourri à la cour de Bourgogne, au milieu du faste et des voluptés, il n'avait montré que du dégoût pour les devoirs de l'épiscopat; son refus constant de recevoir l'ordination ecclésiastique avait inspiré aux Liégeois de vives inquiétudes; ils avaient craint de voir un prince jeune, ardent, ambitieux, guerrier, et passionnément amoureux de la princesse Catherine de Gueldre, séculariser leur principauté, et remplacer par une autorité absolue et héréditaire les lois fondamentales d'après lesquelles le concours des représentants du peuple était nécessaire pour la sanction des traités, pour l'établissement de nouvelles lois, pour la levée des impôts, pour un recours à des emprunts. Mais leur pays était aussi peuplé qu'enrichi par le commerce et les manufactures; on comptait autour de leur capitale vingt-deux villes et plus de quinze cents bourgs ou villages, et la prospérité de leur pays, au lieu d'énerver leur courage, ayant ajouté une noble fierté à leur audace naturelle, ils avaient déclaré à Louis de Bourbon qu'ils cesseraient de le reconnaître pour leur prince, s'il ne voulait être en même temps leur évêque: ils avaient parlé avec d'autant plus d'énergie, que Louis était le neveu, l'allié et l'ami intime de Philippe-le-Bon, que la puissance de ce prince était redoutée de tous ses

voisins, et que le nom de Bourgogne n'était prononcé qu'avec horreur à Liége, depuis que Jean-sans-Peur avait rétabli par la force des armes sur leur siége épiscopal, Jean de Bavière, surnommé sans pitié, et qu'on avait chassé du territoire Liégeois à cause de ses usurpations et de sa tyrannie.

Louis de Bourbon avait employé contre les Liégeois insurgés les armes spirituelles de ce pontificat qu'il dédaignait; il les avait excommuniés : l'archevêque de Cologne, métropolitain de Liége, avait prononcé qu'il y avait abus dans l'excommunication ; Bourbon s'était adressé au pape, qui avait envoyé des commissaires à Liége. L'évêque avait levé l'interdit dans l'espérance que les Liégeois se soumettraient; mais trop amis de leur liberté pour fléchir devant Bourbon, ils avaient appelé à leur secours Charles de Bade, chanoine de Strasbourg, et l'avaient déclaré protecteur de la principauté; condamnés par le pape et ne pouvant plus contenir leur haine, ils avaient chassé Louis de Bourbon, et l'avaient obligé à se réfugier auprès de son oncle le duc de Bourgogne.

Encouragés par les promesses secrètes de Louis XI, ils avaient parcouru, le fer et la flamme à la main, les provinces de Luxembourg et de Limbourg, qui appartenaient à Philippe.

Parmi les villes de la principauté était celle de Dinant, située sur la Meuse, en face de celle de Bovines; elle s'était enrichie par le commerce des ustensiles de cuivre qu'elle envoyait en Allemagne et dans le nord de l'Europe. La ville de Bovines, protégée par le duc de Bourgogne de qui elle dépendait, concourait dans ce commerce avec celle de Dinant. La rivalité et la jalousie avaient exalté les sentiments des Dinandais; ils n'avaient cessé de charger leurs voisins d'imprécations, de les menacer des plus cruels traitements, d'outrager le duc de

Bourgogne, sa femme et son fils. Le margrave de Bade était venu avec des troupes au secours de son frère le protecteur de la principauté. Louis avait battu ces auxiliaires; et le margrave, ne pouvant supporter les excès des Liégeois contre leurs ennemis, était reparti pour l'Allemagne; bien loin d'être découragés par sa retraite, les Liégeois réunis en grand nombre avaient formé une armée formidable, et s'étaient avancés vers Bruxelles, où était le duc de Bourgogne. Le comte de Charolais était arrivé des environs de Paris pour les repousser; son armée avait été très-affaiblie par les fatigues, les maladies, le défaut de subsistance et la désertion; et néanmoins, par un de ces mouvements inattendus qui changent pour quelques moments les dispositions des peuples les plus courageux, et les font passer avec tant de rapidité de l'excès de la confiance et de la hardiesse, à la terreur et à l'abattement, les Liégeois désespèrent du succès, et, vaincus par la seule renommée du prince, n'osent le combattre et laissent tomber leurs armes. Le comte de Charolais abuse de la victoire, traite les Liégeois en sujets rebelles, les oblige de lui demander grâce à genoux, les contraint à la même humiliation envers son père et Louis de Bourbon, exige qu'ils le reconnaissent lui et le duc de Bourgogne comme capitaines généraux, les condamne à payer les frais de la guerre, et Louis de Bourbon promet de se faire sacrer.

Les Dinandais apprennent qu'on les a compris dans le traité; mais excités par les intrigues secrètes de Louis XI, ils deviennent furieux, font périr sur un échafaud ceux de leurs députés qui ont signé la paix, et vont assiéger Bovines, dont ils veulent exterminer les habitants.

Le comte de Charolais et son vieux père le duc de Bourgogne accourent pour exercer contre les Dinandais la plus terrible vengeance : Louis de Bourbon les joint

sous les murs de Dinant; à peine les Liégeois qui les détestent en sont informés qu'ils jurent de défendre les Dinandais, et prennent les armes au nombre de plus de trente mille hommes.

Le comte cependant entre l'épée à la main dans la ville de Dinant, et l'abandonne au brigandage et à la brutalité de ses soldats; on n'épargne la vie que des vieillards, des femmes et des enfants; huit cents Dinandais qui avaient échappé au glaive des Bourguignons sont livrés aux habitants de Bovines, qui, dans leur haine implacable, les noient dans la Meuse; le comte, aussi cruel que ces habitants de Bovines, ordonne qu'on mette le feu à la ville; la flamme la consume tout entière (1466). Il a la cruauté de vouloir que son armée, rangée en bataille, soit témoin de cet affreux incendie. Les Liégeois, qui s'avancent, voient des tourbillons de feu et de fumée qui s'élèvent dans les airs; saisis d'horreur et d'effroi, ils abandonnent une seconde fois leurs armes. Le comte leur demande trois cents otages, et les force à donner à Louis de Bourbon la somme énorme de 600,000 florins, que ce prince-évêque dissipe bientôt dans la débauche.

Dinant n'était plus qu'un monceau de cendres et de ruines, horrible monument de la férocité de Charles et de la perfidie de Louis, lorsque le vieux duc de Bourgogne cessa de vivre : il avait toujours aimé le faste et les plaisirs; et néanmoins ses revenus étaient si grands qu'après sa mort on trouva dans ses coffres 400,000 écus d'or, 72,000 marcs d'argent, et deux millions d'autres effets; ses richesses et celles de ses sujets augmentèrent cet amour du luxe qui peut être si funeste aux particuliers imprudents et trop vains, et si utile à l'industrie, au commerce, à l'agriculture des états puissants et gouvernés par de bonnes lois. Philippe de Commines et d'autres historiens ont remarqué qu'à cette époque les

dames portaient des *couvre-chefs* si longs, qu'ils descendaient par-derrière jusques à terre; leurs ceintures étaient plus larges, leurs fourrures plus riches, les bordures de leurs robes plus magnifiques; les hommes portaient des habits très-courts, leurs cheveux très-longs couvraient une grande partie de leur visage; leurs bonnets étaient très-hauts, leurs souliers prolongés par des pointes ou *poulaines* très-longues; et la soie était devenue si commune que des valets même avaient des pourpoints de velours ou d'autres étoffes de soie.

Les manufactures de Flandre étaient la principale source de ces richesses de Philippe et de ses sujets. Il avait gouverné avec douceur les Flamands, dont l'industrie lui était si utile : ils l'avaient surnommé *le Bon*. Il fut moins indigne d'un surnom aussi beau que la plupart des princes de son temps : il bâtit de magnifiques églises, les dota avec beaucoup de libéralité, et trouva, dans des moines reconnaissants, de si grandes facilités pour allier le genre de dévotion qui lui convenait avec l'amour le plus vif de la volupté qu'il eut trente enfants naturels.

(1467) Charles-le-Téméraire succéda à Philippe-le-Bon : son caractère parut plus redoutable que jamais à Louis XI. Il imagina de soulever de nouveau les Liégeois contre le duc de Bourgogne; deux fois il les avait abandonnés à la vengeance d'un ennemi terrible; et néanmoins il redoubla d'intrigues avec tant de soin que les Liégeois, sans s'inquiéter du sort de leurs trois cents otages, choisis cependant parmi leurs plus illustres citoyens, reprirent les armes et se précipitèrent vers le palais du prince-évêque qui leur était si odieux. Louis de Bourbon se réfugie à Huy; trente mille hommes l'assiègent; il s'échappe; la ville est prise et livrée au pillage. Le duc de Bourgogne, transporté de colère, déclare la guerre aux Liégeois; ses hérauts tiennent

d'une main une épée nue, et de l'autre une torche ardente. Il joint les insurgés auprès de Saint-Tron; il va leur livrer bataille; mais il veut auparavant prononcer sur le sort des trois cents otages. Il convoque un grand conseil; plusieurs généraux demandent la mort de ces otages. Honneur éternel à Imbercourt, général et ministre du duc de Bourgogne! Il plaida la cause de l'humanité avec tant d'éloquence que Charles, attendri, non seulement accorde la vie aux trois cents otages, mais encore leur donne la liberté. Si Charles avait toujours été aussi maître de lui-même, aussi supérieur à un siècle barbare, qu'auraient pu contre lui la puissance et la perfidie de Louis XI! Et quelle indigne dissimulation que celle de ce monarque! Le cardinal de La Balue et le connétable de Saint-Paul vont sommer publiquement le duc de Bourgogne de laisser en paix les Liégeois, qu'ils déclarent les alliés du roi; et ils lui offrent en secret d'abandonner ces mêmes Liégeois à sa vengeance, s'il veut sacrifier le duc de Bretagne à la haine du monarque. Charles était féroce; mais tant de noirceur le révolte. Il attaque les Liégeois; leur courage ne peut résister à des troupes plus aguerries et mieux armées; plus de dix mille insurgés succombent; la ville de Liége ouvre ses portes, et ne demande que d'être préservée du pillage et de l'incendie. Le duc ne la livre pas aux flammes comme Dinant; mais il exige des sommes immenses pour lui et pour son frère, qu'il rétablit sur son trône épiscopal; il enlève l'artillerie, les armes et toutes les munitions, fait raser les fortifications de la ville, démolit ses murs, la soumet à de nouvelles lois, et ne laisse la vie aux habitants désespérés qu'en courbant leurs têtes sous le joug de la servitude.

Louis XI cependant, qui n'avait pas compté sur ces rapides et terribles succès du duc de Bourgogne, portait le fer et le feu en Bretagne à la tête d'une armée que

commandaient sous ses ordres le duc de Bourbon, l'archevêque de Lyon, le sire de Beaujeu et l'amiral. Il apprit que Charles entrait en Picardie avec ses troupes victorieuses; il craignit pour Paris, envoya le duc de Bourbon et le maréchal de Lohéac au secours de la capitale, mais n'en continua pas moins d'exercer en Bretagne les ravages les plus affreux. Le duc de cette malheureuse province, ne pouvant pas attendre les effets de la diversion que voulait opérer le duc de Bourgogne, demanda la paix, et l'obtint à condition que Monsieur, frère du roi, se soumettrait pour son apanage à la décision des états généraux.

Les états assemblés à Tours déclarèrent que Monsieur devait se contenter des domaines de la couronne, d'un revenu de 12,000 livres et de 60,000 livres de pension. Le jeune prince, encouragé par les ducs de Bourgogne et de Bretagne, ne voulut pas se contenter de cet apanage, et la guerre civile éclata plus vivement (1468).

Le roi, plus soupçonneux que jamais, voulut faire arrêter Agnès de Bourgogne, duchesse douairière de Bourbon; et cette princesse, âgée de soixante-dix ans, ne put dissiper la méfiance du monarque qu'en paraissant à la cour et en assistant au mariage de Bonne de Savoie, sœur de la reine, avec Galéas Sforce, duc de Milan.

Bientôt après, Louis XI s'avance en Picardie avec une armée où l'on voyait le duc de Bourbon, l'archevêque de Lyon, le sire de Beaujeu, le connétable et le comte de Dammartin.

L'amiral, aidé des lumières et de l'expérience du fameux comte de Dunois, conduisit dans la Basse Normandie une seconde armée, défit un corps de Bretons et s'empara d'un grand nombre de villes. Nicolas d'Anjou, marquis de Pont, eut de son côté de si grands succès en Bretagne que le duc demanda la paix une seconde fois :

Louis XI en dicta les conditions. Il exigea que Monsieur se contentât d'une pension de 60,000 livres, en attendant que son apanage fût déterminé, et que ce prince et le duc de Bretagne jurassent de le servir contre tous ses ennemis. Il ne lui était pas aussi facile de ramener le duc de Bourgogne à son obéissance par la force des armes. Il conçut le projet de l'emporter sur ce rival par des ruses et des fourberies à l'influence desquelles il ne crut pas que Charles, si vif et si emporté, pût savoir se soustraire, ne rougit pas d'acheter une trêve de ce vassal orgueilleux, désira d'avoir une entrevue avec lui, et, entretenu dans son illusion par le cardinal de La Balue, qui le trahissait, fit proposer au duc d'aller le trouver à Péronne. Charles, qui connaissait la politique insidieuse du monarque, ne consentit qu'avec beaucoup de peine à cette entrevue, et n'adressa un sauf-conduit à son souverain qu'après avoir envoyé vers Liége Louis de Bourbon et le général Imbercourt avec deux mille chevaux.

Ses soupçons n'étaient en effet que trop fondés. Pendant que Louis XI ravalait la majesté du trône jusques à solliciter le sauf-conduit qu'il aurait dû rejeter avec indignation, il avait excité secrètement les Liégeois à s'insurger de nouveau contre leur évêque et le duc de Bourgogne.

Le moment fixé pour le départ du monarque était cependant arrivé. Une sorte de terreur secrète s'empare de Louis XI : il hésite. Le duc de Bourbon, l'archevêque de Lyon et le sire de Beaujeu veulent le détourner d'une démarche qu'ils regardent comme si contraire à la dignité royale. Le traître La Balue combat leurs raisonnements, et l'emporte sur eux. Louis redoute néanmoins les effets de ses intrigues avec les Liégeois : il ne se met en route qu'après avoir écrit à ses agents secrets de suspendre le vaste incendie qu'il avait voulu allumer ; mais ses agents n'avaient déjà que trop réussi. Louis de Bourbon,

arrivé à Tongres, avait reçu les hommages du chapitre et de la noblesse de Liége; il avait accueilli avec de grands honneurs le légat du pape Onuphre; il ne se doutait pas que ce légat fomentait les troubles de la principauté dans l'espérance de lui succéder : rien ne lui paraît devoir lui inspirer la plus légère méfiance. Il croit tous les Liégeois soumis, lorsqu'au milieu d'une nuit obscure il est éveillé par les cris des Liégeois qui ont escaladé les murs de la ville de Tongres, et fait prisonnier le général Imbercourt, ses troupes et le chapitre. L'archidiacre favori de l'évêque et cinq chanoines sont massacrés sous les yeux du prince. Les Liégeois, devenus d'autant plus fanatiques qu'ils étaient depuis long-temps très-superstitieux, se font un jeu barbare de se renvoyer les membres palpitants de leurs malheureuses victimes. On conduit le prince à Liége : onze autres chanoines reçoivent sous ses yeux une mort affreuse. On respecte ses jours et ceux des Bourguignons, parce qu'on veut que leurs têtes répondent de la fureur du duc de Bourgogne; mais on le renferme dans une prison étroite, où il s'attend à chaque instant à périr au milieu des plus cruels tourments.

Louis XI n'était arrivé que depuis peu de temps à Péronne, et l'on célébrait encore son arrivée par des fêtes, lorsqu'on y reçoit la nouvelle de la sanglante révolution de Liége. La renommée ajoute que l'évêque et tous les Bourguignons ont été égorgés sous les yeux des agents de Louis XI. Ce nouveau bruit est bientôt démenti. Mais le duc, dont la vengeance ne connaît plus de bornes, n'en jure pas moins d'immoler le peuple entier de Liége. Il ne donne plus au roi que les noms de fourbe, de traître, de parjure, ne le regarde plus que comme son prisonnier, veut prendre contre lui des résolutions extrêmes, s'abandonne à toutes les passions tumultueuses qui l'agitent, et, ne pouvant plus résister

à la violence des orages qui bouleversent son âme, il assemble son conseil pour prononcer sur le sort de Louis.

Le monarque voit, de la chambre où l'ont conduit ses noires perfidies, la vieille tour dans laquelle Charles-le-Simple avait terminé sa carrière : la même destinée le menace; des fers et la mort se présentent à ses yeux ; il est près de succomber aux terreurs qui l'accablent. Tout espoir néanmoins ne l'abandonne pas: il se roidit contre le malheur ; il résout d'employer toutes les ressources de son infernal génie. « Quelle perfidie, s'écrie-t-il souvent, que celle des Liégeois ! Je châtierai le féroce orgueil d'un peuple qui a osé arrêter son souverain, prince du sang de France. » Mais il a trompé si souvent qu'il ne peut plus tromper. Sa feinte colère, ses menaces terribles n'en imposent à personne. Il a recours à cette corruption qui lui a si souvent réussi : il emprunte des princes de Bourbon, du duc d'Alençon et des divers seigneurs retenus avec lui dans le château de Péronne, tout l'argent qu'ils ont porté avec eux; il y joint l'or qu'il avait avec lui; il forme une somme de 15,000 écus d'or, et charge La Balue de la faire parvenir secrètement au favori du duc de Bourgogne. Le cardinal, digne ministre d'un tel monarque, ne se fait aucun scrupule de trahir de nouveau celui qui ne vit que de perfidies. Il dérobe une partie du trésor que Louis XI vient de lui confier ; le reste de la somme parvient cependant à sa destination. Plusieurs conseillers de Charles sont gagnés. Le roi prodigue d'ailleurs les serments au vassal qui peut disposer de sa couronne et de ses jours ; il se soumet à toutes les conditions, bien décidé à violer ses promesses s'il a le bonheur d'échapper au danger dans lequel il s'est précipité.

Charles lui rend la liberté ; mais avec quelle hauteur il traite son suzerain ! Il dédaigne de lui demander

des otages; il se croit assez fort pour contraindre le monarque à tenir ses engagements; il exige que le roi donne en apanage à Monsieur la Champagne et la Brie; et, pour humilier le plus possible le prince qu'il méprise encore plus qu'il ne le hait, il veut que le roi l'accompagne sous les murs de Liége, et soit en quelque sorte puni, par le spectacle du châtiment des insurgés, de sa perfide complicité avec eux.

Quelle peine subit, pour toutes ses noirceurs, le monarque le plus avide de pouvoir! Il marche sous les étendards du duc de Bourgogne, le suit comme son vassal, et ne rougit pas de porter sur sa cotte d'armes le signe de cette dépendance honteuse, la croix rouge de Saint-André de Bourgogne.

Quarante mille Bourguignons investissent la ville de Liége; la place est ouverte de toutes parts; ils n'ont ni artillerie, ni vivres, ni aucune espérance de secours. Celui qui a provoqué leur insurrection les a abandonnés; leur seul allié combat contre eux; leur audace leur reste encore: ils attaquent, surprennent et mettent en déroute l'avant-garde bourguignonne.

Mais la fureur de Charles s'en augmente; leurs esprits se troublent; la terreur anéantit pour la troisième fois toute leur énergie: ils rompent les fers de Louis de Bourbon. « Vous êtes notre souverain, lui disent-ils en tombant » à ses genoux. Vos jours ont été respectés; le sang d'au» cun Bourguignon n'a été versé: fléchissez votre beau» frère, et sauvez votre peuple. »

Louis de Bourbon est ému; il console les Liégeois, pleure sur leur malheur. « Je vais trouver le duc de » Bourgogne, s'écrie-t-il; si je le trouve sans pitié, je » reviendrai m'ensevelir avec vous sous les ruines de » votre patrie. » Il célèbre les saints mystères en présence de tout le peuple, le bénit, et part pour le camp de son beau-frère avec plusieurs députés.

Le légat Onuphre s'échappe de la ville qu'il a plongée dans de si grandes alarmes; un parti de Bourguignons l'arrête; le duc n'ose le retenir, et le comble d'honneurs. Mais avec quelle barbarie il traite les députés de Liége! Il les fait exécuter sous les yeux de Louis de Bourbon, qui fait inutilement les plus grands efforts pour leur sauver la vie. Le prince-évêque néanmoins ne se rebute pas : il conjure son beau-frère d'épargner ses Liégeois. « Pre» nez tous leurs biens, lui dit-il ; prenez tous les reve» nus de l'état : mais épargnez les jours de mes sujets. » Ses instances, ses supplications, ses larmes sont vaines : rien ne peut fléchir la férocité de Charles.

Louis de Bourbon se serait immortalisé en continuant de défendre les Liégeois; mais quel caractère ou plutôt quel égarement que celui de cet évêque! Il prend les armes, et se joint à son beau-frère pour exterminer ceux qu'il doit protéger.

Les Liégeois, condamnés à périr, n'écoutent plus que la voix du désespoir : ils mourront; mais ils auront versé le sang de leurs impitoyables ennemis. Le duc de Bourgogne fait publier dans son camp que le lendemain sera le dernier jour du peuple de Liége; les magistrats de la ville condamnée convoquent tous les citoyens. « Profitons, leur disent-ils avec une terrible » énergie, des ombres de la nuit qui nous reste pour » fondre sur les assiégeants. — Nous réclamons l'hon» neur de marcher les premiers, s'écrient six cents » habitants du pays de Franchimont; nous pénètrerons » jusques au quartier du roi qui nous a trahis, du duc » de Bourgogne, de Louis de Bourbon, des autres » princes : ils seront nos prisonniers, ou nous péri» rons tous. » Les Liégeois les admirent, partagent leur enthousiasme, jurent sur leurs armes de vaincre ou de mourir avec eux. Ils attaqueront à la fois tous les postes ennemis : aucun secours ne pourra parvenir

jusques aux chefs qu'ils dévouent à la captivité ou à la mort.

La nuit est obscure; le signal est donné; les braves de Franchimont sortent en silence; l'espace qui sépare la ville du quartier de Charles est bientôt franchi. Le roi, le duc, les princes sont plongés dans un profond sommeil; trois cents hommes d'armes bourguignons veillent seuls dans une vaste grange. Les six cents montagnards veulent les tailler en pièces; les cris des combattants réveillent le monarque et les princes. Ils saisissent leurs armes; une partie des six cents braves court à la demeure du roi et à celle de Charles. Louis XI est près de perdre la vie; quelques archers de sa garde écossaise parent les coups qu'on lui porte; douze gardes de Charles s'efforcent de sauver les jours de leur duc: mais les Liégeois, repoussés au premier choc, abandonnent les valeureux montagnards. L'armée entière des assiégeants accourt vers le quartier des princes; les guerriers de Franchimont combattent en héros jusques à leur dernier soupir.

Le duc de Bourgogne ordonne l'assaut. « Comment » oser, lui disent ses généraux, attaquer cent mille » ennemis avec des troupes accablées de fatigue? » Louis XI le fait prier d'accorder quelque repos aux soldats. « Je ne différerai pas d'un moment l'attaque de la » ville, répond le duc. Si le roi a peur, ajouta-t-il in- » solemment, qu'il se retire à Namur. »

Le monarque dédaigne de répondre, et s'élance vers une brèche de la ville.

Les Liégeois étaient passés avec plus de rapidité que jamais de l'exaltation la plus audacieuse à l'abattement le plus déplorable; les citoyens les plus aisés s'étaient enfuis dans les forêts et dans les montagnes. La multitude se retire dans les églises; aucun asile n'est sacré pour des vainqueurs avides, dissolus et féroces; les mai-

sons, les palais, les temples sont pillés; les rues jonchés de cadavres sanglants; les prêtres massacrés dans les sanctuaires; les vierges consacrées au Très-Haut violées et immolées sur les autels. Le duc de Bourgogne, plus cruel que ses plus barbares soldats, arrache de leurs mains les prisonniers que l'espoir d'une rançon avait fait épargner, et les fait précipiter dans la Meuse. On lit avec horreur dans les chroniques du temps que, par ses ordres, douze mille femmes trouvèrent la mort dans les flots ensanglantés; et, comme s'il avait voulu l'emporter sur les tyrans les plus exécrables, il contemple avec une joie infernale les flammes qui dévorent les débris de la ville proscrite, poursuit, au milieu des bois et jusques au fond des cavernes, les Liégeois qui ont quitté leur patrie, les fait périr par le fer ou par le feu, couvre de cendres et de débris cette contrée de Franchimont, dont les montagnards ont voulu préserver leurs compatriotes du plus grand des fléaux, et ne voit pas dans sa rage insensée que ces décombres, en accusant ses crimes, seront le monument le plus glorieux de l'héroïsme des six cents.

Louis XI lui-même frémit en s'éloignant du pays que le génie du mal vient de changer en horrible désert. Les remords paraissaient avoir pénétré dans son âme avec les nouvelles craintes que lui inspirait le duc de Bourgogne. Il ne put se résoudre à céder à son frère la Champagne et la Brie, par lesquelles Monsieur aurait pu introduire, jusque sous les murs de la capitale, les troupes de Charles-le-Téméraire; il lui fit offrir la Guyenne à la place de ces deux provinces.

Le perfide La Balue ne négligea rien pour empêcher le prince d'accepter la proposition du monarque; ses manœuvres furent découvertes; toutes ses trahisons furent enfin connues : Louis XI indigné le fit renfermer dans une cage de fer; dans ce cruel supplice La Balue

expie les forfaits les plus dangereux et pour les trônes et pour les peuples. Le duc de Bourbon détermina Monsieur à recevoir la Guyenne en apanage; et Louis XI jura sur la croix de Saint-Lô d'Angers l'observation du nouveau traité qu'il venait de conclure avec son frère (1469).

Plusieurs grands vassaux de la Guyenne ne virent qu'avec peine le frère du roi venir exercer sur eux cette autorité royale à laquelle ils avaient si souvent tâché de se soustraire. Ils formèrent une ligue pour résister à Charles de France. A leur tête était Jean, comte d'Armagnac; Louis XI envoya contre eux une armée. Le comte se sauva en Espagne; le parlement de Paris le déclara convaincu du crime de lèse-majesté, et confisqua ses biens, qui furent partagés, d'après les ordres du monarque, entre les capitaines de l'expédition à laquelle le fugitif n'avait pas osé résister.

Les autres confédérés s'empressèrent de se soumettre; le roi exigea d'eux de nouveaux serments et de nouvelles obligations si étroites qu'on eût dit que leur insurrection avait été l'ouvrage de sa perfidie.

L'ordre de l'Étoile, créé par le roi Jean, avait été avili par le mauvais choix des chevaliers. Louis XI en institua un nouveau sous le nom de Saint-Michel. Les chevaliers devaient jurer d'obéir au roi de France, chef de l'ordre, et de ne contracter sans son aveu aucune liaison entre eux ni avec les étrangers. A peine ce nouvel ordre fut-il établi que Louis XI s'empressa d'en envoyer la décoration et les statuts à François, duc de Bretagne. Ce prince demanda le temps de réfléchir aux nouveaux engagements qu'on lui proposait de contracter. Louis XI se plaignit de ce retard comme d'un affront, fit courir le bruit que les Anglais menaçaient de faire une descente en Normandie, convoqua le ban et l'arrière-ban, c'est-à-dire ses vassaux et ses arrière-vassaux, et ordonna

qu'ils se dirigeassent vers les frontières de la Bretagne. Le duc, très-inquiet, demanda de traiter; le duc de Guyenne intercéda pour lui; un arrangement fut signé dans la ville d'Angers; le duc renonça à toute alliance *contraire à la tranquillité de la France;* et le roi exigea que les seigneurs bretons fussent garants de la fidélité de leur duc.

François néanmoins, ne pouvant avoir aucune confiance dans Louis XI, se hâta de conclure secrètement une ligue offensive et défensive avec le duc de Bourgogne, qui seul pouvait le protéger contre un monarque sans foi.

Lorsqu'on avait convoqué le ban et l'arrière-ban contre le duc de Bretagne, les officiers du monarque avaient compris dans la convocation les vassaux du duc de Bourgogne. Des ambassadeurs de Charles se plaignirent hautement de cette infraction au traité de Péronne, ainsi que de la guerre dont le roi avait menacé le duc de Bretagne, dont l'alliance avec celui de Bourgogne avait été reconnue par le traité de Conflans. « L'appel des » vassaux de Charles n'est qu'une erreur, répondit le » monarque; quant au duc de Bretagne, quel mal ai-je » fait? Je lui ai envoyé le collier de mon ordre; il s'en » est alarmé sans raison. Il se trouvait dans le traité » d'Ancenis des clauses qui ne lui convenaient pas; il » en a demandé un autre : j'y ai consenti, et tout a été » réglé de gré à gré. » Des ambassadeurs du monarque portèrent cette réponse à Charles : « Vous citez, ajou» tèrent-ils, le traité de Conflans; mais vous savez que » le roi l'a déclaré nul comme l'ouvrage de la violence » et de la rébellion. D'ailleurs si le duc de Bretagne et » vous, avez contracté par ce traité l'obligation de vous » secourir mutuellement, vous avez juré l'un et l'autre » fidélité et obéissance au roi votre souverain; et vous » ne pouvez oublier, prince, que c'est des monarques

» français que vous tenez toute la puissance à laquelle » vous êtes parvenu. » Le bailli du Charolais, faisant les fonctions de chancelier de Bourgogne, allait répondre par un long discours. « Le roi, dit brusquement le duc, » a protesté contre le traité de Conflans comme si de » vaines formalités pouvaient annuler la foi des traités. » Il a donc oublié cette précieuse maxime d'un de nos » ancêtres que, si la foi était bannie du reste du monde, » elle devrait se retrouver dans le cœur des rois. Sans » doute je lui dois loyauté et fidélité; mais les titres » qu'il réclame lui donnent-ils le droit de soulever mes » sujets, et de prendre sous sa protection les malfaiteurs » de mes états et tous mes ennemis? Oserait-il nier » qu'il ait reçu les perfides Liégeois, qu'il les ait établis » sur mes frontières comme pour me braver? Tout le » comté de Rhetel n'en est-il pas couvert? Qu'il n'espère donc plus me tromper par des paroles pleines » d'artifice : le duc de Bretagne est mon allié; je le défendrai. »

(1470) L'animosité devenait chaque jour plus vive entre Charles et Louis XI; ils ne s'étaient pas déclaré la guerre, mais ils avaient pris chacun un parti différent dans les discordes civiles qui ensanglantaient l'Angleterre. Louis XI avait fourni des troupes aux partisans de la rose blanche, et le duc de Bourgogne à ceux de la rose rouge.

La reine Marguerite avait laissé à Édimbourg son malheureux époux, Henri VI, et était venue en France demander des secours à Louis XI, son parent. Elle n'avait d'abord obtenu que des promesses et un présent de 20,000 livres; mais, quelque temps après, Louis XI lui donna un petit nombre de troupes sous le commandement de Pierre de Brézé, sénéchal de Normandie; elle débarqua à Tinmouth avec ce faible secours; mais elle faillit à être enveloppée par un corps de guerriers

d'Édouard, fut obligée de se rembarquer, vit sa petite flotte dispersée par la tempête, et eut beaucoup de peine à se sauver dans le port de Berwick, où arriva bientôt, sur une barque de pêcheurs, Pierre de Brézé, dont les soldats avaient été massacrés ou faits prisonniers. Marguerite, toujours remplie d'audace et d'espérance, réunit plusieurs volontaires, auxquels elle promit le pillage, et à la tête desquels elle entra dans le Northumberland. Son armée devint si nombreuse que le duc de Sommerset et sir Ralph Piercy, frère du comte de Northumberland, malgré le pardon qu'ils avaient reçu d'Édouard, et le serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté, abandonnèrent sa cause et vinrent joindre la reine avec tous leurs adhérents. Le baron Montague mit néanmoins en déroute un détachement de la nouvelle armée de la reine, apprit que sir Ralph Piercy avait été tué dans l'action, attaqua l'armée de Marguerite, retranchée à Hexham, remporta une victoire complète, et fit prisonniers le duc de Sommerset et plusieurs autres lords. Marguerite s'enfuit en Écosse avec Henri VI et son fils. Le duc de Sommerset, trois autres lords et plusieurs nobles et chevaliers furent décapités (1463). Le lord Montague fut créé comte de Northumberland, et une trève fut conclue par Édouard, dont les armes venaient d'être si favorisées par la fortune, non seulement avec l'Écosse, mais encore avec Louis XI et Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne, et souverain des Pays-Bas.

Quel tableau cependant que celui du sort qui attend le malheureux Henri, sa femme et son fils!

Henri, abandonné de ses alliés et ne se croyant plus en sûreté dans Édimbourg, prit une résolution désespérée : il imagina de passer en Angleterre; il se livra à la trompeuse espérance que les comtés septentrionaux se déclareraient de nouveau en sa faveur; il se déguisa; et, accompagné de trois ecclésiastiques, il alla à

Waddington-Hall, dans le comté de Lancastre. Il y demeura caché pendant quelque temps; mais, découvert par sir James Horrington, il en fut traité indignement; on l'attacha sur un cheval comme un vil criminel; on le conduisit à Londres; et le comte de Warwick, qui le rencontra sur la route, eut la lâcheté d'insulter au malheur et d'outrager cette tête que la foudre qui l'avait frappée aurait dû seule rendre sacrée pour lui.

Marguerite, n'osant plus se fier à personne, se réfugie avec son enfant dans les bois et les déserts : la faim les y poursuit, des voleurs les arrêtent, les pillent, et se préparent à leur donner la mort, lorsque le partage du butin excite entre eux une querelle très-vive. Marguerite s'échappe et emporte son fils. Mais à peine se croit-elle hors de danger qu'un homme égaré se présente : un glaive est dans sa main, la fureur est dans ses yeux. « Sauve mon fils, » lui dit Marguerite avec fermeté; c'est le fils du bon roi » Henri. » Le ton de voix, le courage, la confiance, la beauté de la reine, saisissent l'assassin : il avait été proscrit pour son attachement à la cause des Lancastre; il se prosterne aux pieds de sa souveraine, frémit de douleur, jure de mourir pour la défendre, et, rempli de dévouement et de respect, conduit Marguerite et le jeune Édouard à un village voisin des bords de la mer, où, par un concours de hasards heureux, la reine et son enfant s'embarquent sur un vaisseau qui fait voile pour la Flandre; Philippe leur témoigne les plus grands égards; et ils se retirent à la cour du roi René, le père de Marguerite (1464).

Édouard, ne voulant plus craindre d'ennemi, fit publier une amnistie en faveur de tous les lancastriens qui lui prêteraient serment de fidélité, admit auprès de lui, sans distinction de rang, tous ceux qui avaient quelque demande à lui faire, se montra affable envers tous ceux qui l'approchaient, marqua ses jours par des bienfaits,

et parut ne désirer que d'être regardé comme le père de son peuple.

Ses partisans les plus zélés le pressèrent de se marier, et il envoya le comte de Warwick à la cour de Louis XI pour demander la main de Bonne de Savoie, sœur de la reine de France. Cette demande fut d'autant plus agréable à Louis XI qu'elle lui donna l'espérance de voir former une alliance étroite entre l'Angleterre, la France et même la Bourgogne, dont le duc ne pourrait plus protéger le duc de Bretagne. Un congrès fut ouvert à Lesdin et transféré ensuite à Saint-Omer; la trève fut prolongée; le comte de Warwick adopta tous les articles du contrat de mariage que lui proposa le monarque français; le comte de Dammartin fut nommé plénipotentiaire du roi de France auprès de la cour de Londres; mais un événement inattendu dérangea toutes les combinaisons de la politique de Louis XI (1465).

Jacqueline de Luxembourg, duchesse de Bedford, s'était remariée, après la mort de son premier mari, avec sir Richard Widewille : elle en avait eu une fille nommée Élisabeth, qui avait épousé sir Jean Grey de Groby. Sir Jean Grey avait été tué en combattant pour la maison de Lancastre; ses biens avaient été confisqués; et la jeune veuve s'était retirée à Grafton, dans la maison de son père. Édouard, chassant dans le comté de Northampton, fit une visite à la duchesse de Bedford; Élisabeth, fille de la duchesse, se jeta aux pieds du roi, et lui demanda une pension pour elle et pour ses enfants; elle était très-belle; le monarque ne put la voir sans la plus vive émotion, s'empressa de la relever, répondit favorablement à sa demande, en devint passionnément amoureux, espéra triompher de sa vertu, et ne laissa échapper aucune occasion de l'entretenir de l'amour qu'elle lui avait inspiré; elle rejeta avec fierté toutes ses

propositions. « Si je ne suis pas assez grande dame, lui » dit-elle, pour devenir reine, je le suis trop pour être » votre concubine. » Ses refus enflammèrent encore plus vivement le cœur d'Édouard ; il lui offrit sa main pour prix de sa vertu ; elle l'accepta de manière à augmenter encore son ardeur.

La duchesse d'Yorck, mère du roi, s'efforça de le détourner d'une alliance que condamnait la politique. « Votre mariage, mon fils, sera regardé comme un » affront par le comte de Warwick et par le roi de » France ; de quel œil les pairs et les chevaliers d'Angleterre » verront-ils la famille de Widewille élevée » si fort au-dessus d'eux ? combien n'allez-vous pas » nuire à votre réputation ? et à quels dangers n'exposerez-vous » pas votre couronne ? Si vous ne voulez, » d'ailleurs, dans le choix d'une femme, consulter ni » l'illustration de la famille, ni la grandeur de la fortune, » pourquoi ne donneriez-vous pas la préférence à » une jeune dame nommée Élisabeth Lacy, et que vous » avez promis d'épouser ? — Je ne sacrifierai pas, répondit » Édouard, un bonheur certain au ressentiment » incertain de Warwick et du roi de France : la noblesse » anglaise me verra avec plaisir choisir ma compagne » dans ses rangs ; et quant à Élisabeth Lacy, je » ne lui ai jamais fait aucune promesse de mariage. »

Édouard ordonna néanmoins que des évêques interrogeraient Élisabeth Lacy. Elle déclara qu'elle n'aurait jamais consenti aux désirs d'Édouard, si elle n'avait pas cru ses intentions conformes au vœu qu'elle avait formé ; mais qu'il ne lui avait jamais promis de l'épouser. Les prélats décidèrent qu'Édouard pouvait se marier avec une autre femme ; le monarque épousa secrètement Élisabeth de Widewille ; et, quelque temps après, il donna des ordres pour le couronnement de celle qu'il adorait.

Le père d'Élisabeth fut créé comte de Rivers; son frère épousa la plus riche héritière du royaume; une de ses sœurs fut mariée avec le fils du comte d'Arundel, et son fils Thomas fut nommé marquis de Dorset.

Le comte de Warwick regarda le mariage d'Édouard comme une insulte faite à son honneur par un prince qui lui devait la couronne; il s'en plaignit vivement devant Louis XI, qui partagea son ressentiment, mais crut devoir le dissimuler. Warwick revint en Angleterre, enflammé de colère, et résolu néanmoins, comme Louis XI, à dissimuler son indignation : Édouard l'envoya à Boulogne pour faire un traité de commerce avec Philippe, duc de Bourgogne, et souverain de la Flandre. L'animosité contre Édouard, du comte de Charolais, allié et partisan, à cette époque, de la maison de Lancastre, fit échouer la négociation; mais une trève fut conclue avec le roi de France et le duc de Bretagne.

Le comte de Charolais, cependant, voyant quelque temps après Édouard affermi sur son trône, et redoutant les suites d'une alliance étroite de ce monarque avec le roi de France, changea de disposition à son égard; il vint à perdre sa seconde femme, Isabelle de Bourbon; et ne doutant plus qu'une grande liaison avec Édouard ne dût lui être très-utile, il fit demander à ce prince la main de sa sœur Marguerite : le monarque anglais, qui n'avait pas tardé à découvrir combien Louis XI le haïssait, accepta avec joie la proposition du comte, et signa avec lui un traité d'alliance personnelle, d'amitié et de fraternité.

Le crédit de la reine d'Angleterre allait toujours en croissant, et celui du comte de Warwick ne cessait de diminuer. La place de chancelier fut ôtée à l'archevêque d'Yorck, frère du comte, et donnée à l'évêque de Bath, zélé partisan d'Élisabeth. Le comte de Rivers, le père de la reine, fut nommé grand-trésorier et grand-

connétable ; trois sœurs d'Élisabeth épousèrent l'une, le duc de Buckingham, l'autre le fils du comte de Kent, et la troisième lord Dunstar, qui fut bientôt créé comte d'Huntingdon.

Tant de faveurs aigrirent d'autant plus le comte de Warwick, l'un des pairs d'Angleterre les plus fiers et les plus ambitieux, que la reine et ses parents le traitaient chaque jour de la manière qu'ils croyaient la plus propre à lui faire quitter une cour où ils craignaient qu'il ne reprît sa première influence : un bill acheva de l'irriter; le roi, par cet acte, révoquait tous les dons de terres ou de charges faits depuis son avénement au trône, excepté ceux dont les motifs indiqués dans les lettres patentes avaient été d'une nature particulière. Ce bill rendait dépendante de la volonté du monarque, la jouissance des biens dont on avait récompensé les services de la maison du comte; le ressentiment de Warwick parvint alors à son comble; il cessa de le dissimuler, et se retira dans son château de Middleham, au comté d'Yorck (1467).

L'orgueil et l'insolence des parents de la reine ne servaient que trop bien les projets de vengeance du comte de Warwick ; ils augmentaient à chaque instant le nombre des mécontents, dans toutes les contrées de la Grande-Bretagne. Le roi et ses nouveaux ministres n'en paraissaient pas moins occupés à irriter de plus en plus le comte, et à le porter aux démarches les plus propres à hâter sa ruine. Édouard, entraîné par la vivacité de ses passions, avait joint l'insulte à tous les mauvais procédés dont Warwick n'avait que trop le droit de se plaindre, en cherchant, malgré son amour pour la reine, à séduire la fille du comte, une des plus belles personnes du royaume.

Jasper, comte de Pembroke, partisan fidèle de Henri, débarqua avec un petit corps de troupes françaises dans

le comté de Mérioneth, toujours occupé par les lancastriens. Un grand nombre d'habitants se réunirent à lui; il ravagea une partie du pays de Galles; mais il fut défait par sir Richard Herbert; plus de quarante nobles furent faits prisonniers et conduits à Londres, où le comte de Rivers, en qualité de connétable, en condamna deux à avoir la tête tranchée (1468). Avec ces prisonniers était un homme arrêté pour avoir porté en Angleterre des lettres de la reine Marguerite d'Anjou : ce malheureux, pour sauver sa vie, accusa plusieurs personnes; il déclara avoir entendu dire sur le continent, que le comte de Warwick favorisait la cause de Marguerite et de Henri VI; des commissaires allèrent à Middleham pour interroger le comte; ils trouvèrent que la déclaration n'avait aucun fondement; mais quelle force nouvelle cette espèce de soupçon ajouta à sa haine!

Élisabeth semblait destinée à perdre Édouard, comme Marguerite avait perdu Henri. Les Widewille commencèrent à craindre les suites de l'aversion qu'avaient pour eux les nobles et le peuple : ils prièrent le roi de les réconcilier avec les Warwick. Édouard raccommoda l'archevêque d'Yorck avec le comte de Rivers; l'archevêque amena le comte son frère à la cour; le roi rendit à ce prélat les terres que l'acte de *résumption* lui avait fait perdre. Mais le comte de Warwick, conservant dans son cœur profondément blessé un désir extrême de vengeance, alla dans son gouvernement de Calais chercher les moyens les plus sûrs de le satisfaire. Il savait que George, duc de Clarence, était irrité contre le roi son frère et contre ses ministres, qui l'avaient exclu de toute influence dans l'administration; il résolut de l'attacher à ses intérêts, lui fit offrir la main de sa fille Élisabeth; et le prince accepta avec joie l'avantage d'être uni à une des plus belles et des plus riches personnes de l'Angleterre.

Édouard, alarmé de ce mariage, tâcha d'empêcher la cour de Rome d'accorder les dispenses nécessaires; mais Warwick avait négocié secrètement avec Louis XI; et, le crédit du roi de France ayant obtenu facilement les dispenses du pape, le duc de Clarence et Élisabeth furent mariés à Calais (1469).

Ce mariage était célébré lorsque les émissaires de Warwick parvinrent à soulever un grand nombre d'habitants du comté d'Yorck, mécontents d'une contribution qu'on voulait les forcer à payer, et qu'ils regardaient comme injuste. Quinze mille insurgés prirent les armes, choisirent pour leurs chefs sir Henri Nevil, fils de lord Latimer, et sir Jean Congers, et s'avancèrent jusques auprès de Banbury dans le comté de Northampton; le nouveau comte de Pembroke et le nouveau comte de Devon marchèrent contre eux à la tête de cinq cents archers et de douze mille de ces braves Gallois, maintenant dévoués aux monarques anglais, et dont les pères avaient si glorieusement défendu l'ancienne liberté bretonne réfngiée dans leurs montagnes et dans leurs forêts. Ces deux comtes, ayant eu une querelle pour des logements militaires, séparèrent leurs troupes; sir Henri Nevil, pris dans une escarmouche, fut mis à mort comme rebelle; les insurgés furieux se précipitèrent sur les Gallois et en immolèrent cinq mille; Pembroke fut tué en combattant; le comte de Rivers et son fils Jean, frère de la reine, furent pris à Grafton. On les conduisit à Northampton; sir Jean Congers leur fit trancher la tête, et alla à Warwick attendre le comte, qui, de Calais, avait dirigé secrètement tous les mouvements des insurgés.

Warwick et son gendre Clarence arrivèrent en effet en Angleterre; mais, dissimulant leurs liaisons avec les confédérés, ils offrirent au roi leur secours pour le rétablissement de la tranquillité publique. Édouard

fit semblant de croire à leur sincérité, nomma le comte grand-justicier du Gallois méridional, accorda, d'après son avis, un pardon général à Congers et aux soixante mille insurgés qui l'avaient suivi, et, apprenant que Marguerite d'Anjou, son fils et un petit corps de troupes attendaient à Honfleur le moment favorable pour passer en Angleterre, fit rassembler les milices des comtés voisins de la Manche, et confia une forte escadre à Antoine, frère de la reine.

Redoutant bientôt plus que jamais le dangereux Warwick, il imagina de lui opposer Montaigu, le frère de ce comte si puissant. Il demanda l'avis d'un grand conseil au sujet du mariage de sa fille Élisabeth, héritière de la couronne; et tous les membres de ce conseil proposèrent, conformément au vœu du roi, d'accorder la main de la jeune princesse à Montaigu, que le monarque créa duc de Bedford.

Ces faveurs du roi furent si agréables à Warwick et à sa famille que tous leurs ressentiments étaient près de s'évanouir, et que leur attachement sincère au roi allait assurer la durée de la paix intérieure; mais les ministres ne virent qu'en frémissant le retour du crédit des Warwick, et imaginèrent, pour les perdre, un indigne artifice.

Le roi était à Langley dans le comté d'Hertford; l'archevêque d'Yorck l'invita à un repas dans sa maison de More-Park, voisine de la ville. On allait se mettre à table lorsque Jean Ratcliffe, s'approchant du monarque, « L'archevêque, lui dit-il tout bas, a rassemblé » cent hommes d'armes pour se saisir de Votre Majesté, » et la conduire prisonnière au château de Middleham. » Édouard alarmé sortit sous un prétexte, monta à cheval, et se sauva à toute bride à Windsor. L'archevêque, Warwick et le duc de Clarence regardèrent cette fuite précipitée comme un affront imaginé pour jeter les soup-

çons les plus odieux sur eux et sur leurs amis, et leur animosité se ralluma plus que jamais.

(1470) Une nouvelle insurrection eut lieu dans le comté de Lincoln : les chefs en étaient Robert, fils de Richard ; lord Willes, sir Thomas Dymock et sir Thomas de La Lounde. Édouard ordonna à lord Willes et à Dymock de venir rendre compte de leur conduite : apprenant en route les mauvaises dispositions du monarque à leur égard, ils se réfugièrent à Westminster. Édouard leur promit leur pardon ; ils sortirent de leur asile ; et lord Willes écrivit à son fils de mettre bas les armes et d'avoir recours à la clémence du roi. Robert ne voulut pas obéir à son père ; Édouard s'avança contre lui avec une armée jusques à Stamford. Robert refusa de se soumettre ; le monarque irrité fit trancher la tête à lord Willes et à Dymock. Robert furieux se précipita sur les troupes du roi : le combat fut terrible, mais la discipline et le nombre des soldats d'Édouard l'emportèrent ; dix mille hommes restèrent sur le champ de bataille ; Robert et sir Thomas de la Lounde furent faits prisonniers et décapités.

Le comte de Warwick et le duc de Clarence, son gendre, se retirèrent dans les comtés occidentaux. Une proclamation royale les accusa d'avoir formé le projet de détrôner Édouard, encouragé par des promesses de secours la révolte de sir Robert Willes, et levé des troupes contre le roi dans le comté de Lancastre : elle les somma de se présenter devant le monarque ; et, d'après leur refus, une nouvelle proclamation les déclara rebelles et traîtres.

Ne croyant pas pouvoir résister aux forces qu'Édouard avait réunies, ils s'embarquèrent à Darmouth, se présentèrent en vain devant Calais, dont les habitants redoutaient, pour leurs personnes et pour leur commerce, le courroux d'Édouard et celui de Charles, duc

de Bourgogne, débarquèrent à Honfleur, et se rendirent à Amboise, où Louis XI les accueillit très-favorablement. Il parvint aisément à réconcilier Marguerite d'Anjou, qui ne pouvait espérer le rétablissement de sa famille qu'avec le secours du comte, et Warwick, qui ne pouvait entreprendre de détrôner Édouard que pour rendre la couronne à Henri, et en se concertant avec Marguerite. Il fut convenu que Warwick et Clarence réuniraient tous leurs efforts pour faire remonter Henri VI sur le trône d'Angleterre; que l'administration des affaires lui serait abandonnée pendant la vie de Henri ou la minorité de son fils; et que le prince de Galles épouserait la plus jeune des filles de Warwick.

Édouard, trompé par la reine et par ses courtisans sur la véritable disposition des Anglais à son égard, ne fit aucune attention aux conséquences du traité adopté par Marguerite. Il ne pensa qu'à ses plaisirs; et, pendant qu'il s'abandonnait à ses penchants pour la mollesse et la volupté, ses ministres satisfaisaient leurs ressentiments particuliers par des actes de cruauté bien propres à faire détester l'autorité d'Édouard. Vingt partisans de Warwick, pris dans un combat naval auprès de Southampton, subirent un supplice barbare qui fit frémir d'horreur tous ceux qui en furent témoins; toutes les personnes soupçonnées de quelque attachement à la maison de Lancastre furent persécutées, pillées, et forcées de s'exiler.

Warwick apprend quelle fermentation agite le peuple anglais. Il s'embarque avec quelques troupes du roi de France, profite d'une tempête qui disperse une flotte ennemie du duc de Bourgogne, descend à Darmouth, réunit bientôt sous ses enseignes près de soixante mille mécontents, fait proclamer Henri VI roi d'Angleterre, ordonne en son nom à tous les Anglais capables de porter les armes de les prendre contre l'usurpateur, et mar-

che contre Édouard, qui avait cru devoir aller vers le nord de la Grande-Bretagne étouffer une insurrection excité par lord Fitz-Hugh, beau-frère du comte (1470).

Édouard revient vers Nottingham; Warwick se prépare à le combattre. Montaigu, frère du comte, avait levé six mille hommes, et marchait à leur tête à la suite d'Édouard, comme s'il avait voulu le soutenir, mais décidé depuis long-temps à se joindre à son frère. Édouard n'avait que peu de troupes; Montaigu précipite sa marche, est près de tomber sur l'arrière-garde du prince, et ses soldats font retentir les airs du cri de *Vive le roi Henri*. Édouard effrayé assemble à la hâte un conseil de guerre. « Votre armée, lui dit lord Hastings, est près de vous abandonner; mais quand » même elle serait fidèle, elle est hors d'état de résister » aux deux frères. Pressez-vous de pourvoir à votre » sûreté. »

Édouard part à minuit, accompagné de huit cents hommes de cavalerie légère, trouve dans le port de Lynne des vaisseaux chargés pour la Hollande, s'embarque avec son frère le duc de Glocester, et arrive au port d'Alkmar.

Son armée se soumet à Warwick; le comte entre dans Londres en triomphateur, conduit Henri VI de la Tour au palais de l'évêque, et le replace sur le trône dont il l'avait fait descendre.

La reine, femme d'Édouard, se retire dans Westminster; et c'est dans cet asile, qu'on regardait comme inviolable, qu'elle accouche d'un fils qu'elle nomme Édouard.

Tous les juges, shérifs et coroners sont changés. Warwick est nommé amiral d'Angleterre; l'archevêque d'Yorck chancelier du royaume, et le duc de Clarence lord lieutenant d'Irlande.

Le comte Jean de Worcester, l'un des ministres d'Édouard, et que ses horribles cruautés avaient fait surnommer Jean-le-Boucher, est arrêté dans une forêt, condamné, et décapité dans la place de la Tour de Londres.

Le parlement déclare Édouard traître et usurpateur, confisque ses biens, annule les statuts faits par son autorité, porte un acte d'*atteinder* contre le duc de Glocester et ses adhérents, confirme la couronne sur la tête de Henri, appelle ses descendants mâles à la succession au trône, décide qu'à leur défaut la royauté appartiendra au duc de Clarence et à ses descendants, et nomme ce duc de Clarence et le comte de Warwick régents du royaume pendant la minorité d'Édouard, fils de Henri VI de Lancastre.

Édouard d'Yorck fut accueilli bien froidement par son beau-frère le duc Charles de Bourgogne. La position de ce duc n'était plus la même : il craignait de voir se réunir contre lui et les forces de Louis XI et celles de l'Angleterre. Le roi de France avait gardé pendant long-temps le silence sur ce traité de Péronne, qui lui rappelait tant de dangers et d'humiliations; mais, croyant avoir trouvé une occasion favorable pour satisfaire le ressentiment profond que ce traité avait fait naître dans son âme, il avait convoqué à Tours les états généraux, et voici ce qu'ils avaient décidé : « Le traité » de Péronne a été arraché par la violence au roi retenu » en prison contre la foi des serments; les droits de la » couronne ont été violés; le duc de Bourgogne a comblé ses perfidies en accablant de vexations des marchands français qui passaient par son pays, et en » commettant des hostilités sur les côtes de Normandie, » de concert avec le roi d'Angleterre, qui lui avait envoyé l'ordre de la Jarretière : il est déclaré atteint du » crime de lèse-majesté, et l'instruction de son procès

» recommandée à la cour des pairs. » Le parlement de Paris, ou plutôt la cour des pairs, envoya un conseiller de ce parlement et des huissiers pour sommer le duc de Bourgogne de comparaître. Le duc les fit mettre en prison; et, quoiqu'il les relâchât bientôt après, Louis XI lui déclara la guerre.

FIN DU TOME DIXIÈME.

TABLE

DU TOME DIXIÈME.

D.

E.

F.

G.

H.

I.

J.

K.

L.

M.

N.

O.

P.

R.

S.

FIN DE LA TABLE DU TOME DIXIÈME.